Supplément : LIBER

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE — N° 14110 — 6 F — SAMEDI 9 JUIN 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

« Vaches folles » Europe sage...

EN parvenant le 7 juin à un accord de principe pour lutter ensemble contre la maladie dite de la « vache folle » qui menace le cheptel bovin britannique, les ministres de l'agriculture des Douze ont évité de justesse un dangereux éclatement de l'Europe verte.

Un véritable climat de suspicion et d'hostilité s'était installé des deux côtés de la Manche, après que la France, mais aussi l'Italie et la RFA eurent décrété la semaine dernière un embargo sur la viande de boeuf britannique. Londres, soutenant que ses produits carnés étaient « parfaitement sains », menaçait de s'en prendre aux fromages français.

Troublés par cette vive polémique, L'Union soviétique, l'Autriche et la Turquie avaient à leur tour fermé leurs frontières à la viande britannique. Et l'on disait même, ici et là, que Washington pourrait profiter de la zizanie européenne pour retourner à son profit la bataille sur les hormones qui l'oppose à la CEE depuis 1988.

CONSCIENTS d'être allés trop loin, les Douze ont fait machine arrière. Les Anglais ont tiré les premiers en acceptant un renforcement des mesures destinées à enrayer l'extension de la maladie. En contrepartie, l'embargo sur leur viande a immédiatement pris fin. Après les invectives, le rameau d'olivier : pour montrer ses bonnes dispositions, le ministre de l'agriculture français, M. Henri Nallet, a cru bon d'inviter ses partenaires à accorder une aide exceptionnelle aux éleveurs britanniques. Il n'a pas été suivi...

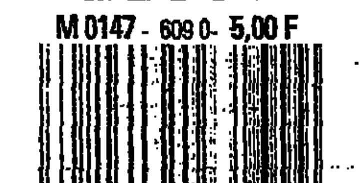
Si le risque de conflit grave et durable semble écarté, l'épisode de la « vache folle » laissera des traces à moins de trois ans de l'ouverture du grand marché unique. Après trente ans d'existence, la politique agricole commune ne parvient toujours pas à s'affirmer. Son histoire est semée d'incessantes querelles sur les montants compensatoires monétaires, sur les moutons anglais, sur les porcs hollandais ou sur les quotas laitiers. Sans parler des divergences réglées, faute d'entente amiable, devant la Cour de justice de Luxembourg, sur la bonne recette de la bière, ou sur le meilleur blé pour la fabrication des pâtes.

ALLEMANDS et Italiens ont montré en ces dernières occasions un sens aigu des intérêts de leurs producteurs, comme la France l'a fait pour ses éleveurs dans l'affaire de la « vache folle ». Certes, M. Nallet s'est fondé sur la santé du consommateur pour justifier des mesures unilatérales, illégales dans la CEE. Mais aucun compte n'a été tenu de l'avis du comité vétérinaire des Douze, qui, pourtant, jugeait sans danger pour les êtres humains la consommation de viande britannique.

Alors que le marché unique suppose obligatoirement une harmonisation des réglementations quarante-neuf directives (sur cent trente-neuf) restent à adopter dans le domaine vétérinaire. Les réglements sanitaires, qui divergent d'un pays à l'autre, cachent souvent des préoccupations protectionnistes. Premier secteur à s' organiser dans l'Europe de 1957, l'agriculture pourrait être le dernier à rejoindre celle de 1993.

Lire nos informations page 21 - section C

M 0147 - 609 0- 5,00 F



Les réunions de l'OTAN et du pacte de Varsovie

L'alliance militaire des pays de l'Est est en voie de dissolution

Les dirigeants du pacte de Varsovie, réunis jeudi 7 juin à Moscou, ont officiellement engagé une réforme qui aboutira en fait à la dissolution du pacte en tant qu'organisation militaire. Une commission a été chargée de présenter vers la fin de l'année un rapport sur sa transformation en un traité liant sur une base démocratique des Etats souverains et égaux en droits. Le même jour, les ministres des affaires étrangères de l'OTAN exprimaient le désir de répondre positivement à certaines préoccupations de l'URSS, afin de faciliter l'acceptation par Moscou de l'intégration de l'Allemagne unie dans l'OTAN.

La volonté de trouver un terrain d'entente pour régler la controverse opposant Moscou aux Occidentaux à propos du statut militaire de la future Allemagne unie est clairement apparue lors de deux réunions qui ont rassemblé jeudi 7 juin à Moscou les chefs d'Etat et de gouvernement du pacte de Varsovie, et à Turnberry, en Ecosse les ministres des affaires étrangères des pays membres de l'OTAN.

Certes à première vue le différend reste entier puisque, au moment où les Occidentaux réaffirmaient leur volonté de voir l'unification allemande se faire dans le cadre de l'OTAN, M. Gorbatchev, à Moscou, réitérait son opposition à une telle perspective. Au-delà de la question du statut militaire de l'Allemagne, Moscou reste fort loin des idées occidentales sur l'avenir de l'OTAN.

Mais, outre que le ton n'était à la polémique ni en Ecosse ni à Moscou, il apparaît de plus en plus clairement que l'opposition soviétique à une intégration de toute l'Allemagne dans l'Alliance atlantique pourrait progressivement céder, dès lors que cette Alliance n'apparaîtrait plus comme une menace pour l'URSS et qu'un renforcement du processus pan-européen de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) fournirait à Moscou certaines garanties au moment où s'effondre le pacte de Varsovie.

En décidant jeudi de « réévaluer les fonctions » du Pacte de Varsovie dans le but d'en faire une « organisation démocratique », les dirigeants réunis à Moscou ont en fait officiellement engagé le processus de dissolution du pacte en tant qu'organisation militaire. Cette opération, précisent-ils, devra être achevée « avant la fin de l'année » et ils ajoutent que dans le même temps un accord de désarmement conventionnel devra avoir été signé à Vienne.

C. T.

Lire page 3 la suite et les articles de BERNARD GUETTA et PHILIPPE LEMAITRE

Les affrontements en Kirghizie

Soixante-dix-huit morts, plus de trois cents blessés

page 4

Les habits neufs des communistes bulgares

Rebaptisé Parti socialiste, l'ancien PC paraît bien placé à la veille des élections – libres – du 10 juin

SOFIA

de notre envoyée spéciale

C'est le seul parti communiste nouvelle manière d'Europe centrale à oser encore faire figurer la faucille et le marteau sur les milliers de petits drapeaux rouges qu'il distribue dans ses meetings électoraux. Du moins était-ce encore le cas il y a une semaine : épuisement des vieux stocks ou décision politique, nul ne sait très bien, mais ces petits drapeaux-là ne faisaient plus partie, jeudi 7 juin, de la dotation du manifestant de base pour le dernier grand rassemblement du Parti socialiste bulgare (PSB) avant le premier tour, dimanche 10 juin, des premières élections libres depuis 1944.

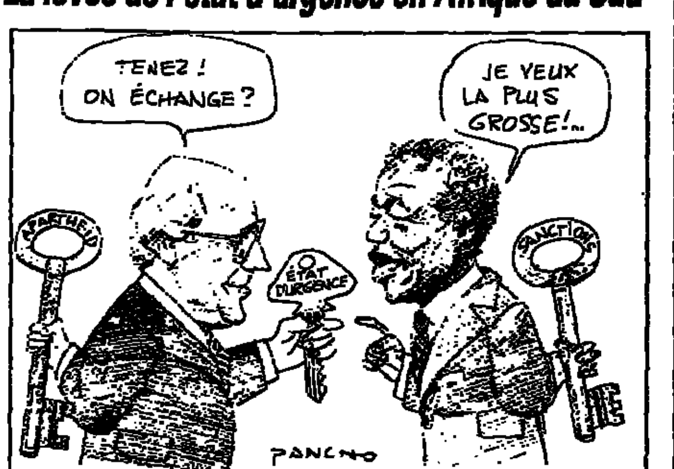
Qu'on ne s'y trompe pas cependant. Beaucoup de choses changent en Bulgarie : le nom du Parti communiste (rebaptisé « socialiste » en avril), la majorité de son équipe dirigeante et ses règles de fonctionnement interne (le centralisme démocratique a été, comme ailleurs, jeté aux oubliettes), mais rien ne ressemble plus à l'ancien PCB que le nouveau PSB. Les Bulgares, d'ailleurs, continuent à dire « les communistes », et en province il suffit de demander « la maison du parti » pour que l'on vous indique sans hésiter l'imposant bâtiment d'où régnait, incontesté, le comité local du PC depuis 1944 et où siège désormais le PSB.

Ne s'étant pas dissous, comme le PC hongrois ou le PC polonais, le PSB conserve les neuf cent mille membres du PCB : pas de campagne de ré-adhésion, généralement source de désagréables surprises, pas de réévaluation du passé non plus, lointain ou récent.

SYLVIE KAUFFMANN

Lire la suite page 4

La levée de l'état d'urgence en Afrique du Sud



Lire l'article de notre correspondant FRÉDÉRIC FRITSCHER page 6

Plaies d'Afrique (IX)

Rencontre avec un dirigeant du troisième type

page 5

L'affaire de Carpentras

Le procureur général de Nîmes réaffirme le caractère « antisémite » des profanations

page 9 - section B

Négociations sur les bas salaires

Le gouvernement fait pression sur le patronat

page 21 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 28 - section C

Universités nouvelles pour villes nouvelles

Le nouveau paysage universitaire de la région parisienne prend forme peu à peu. Tandis que les établissements du centre de la capitale seront restructurés en une « nouvelle Sorbonne », sur le site de Tolbiac, la création de quatre universités dans les villes nouvelles (Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines, Versailles, Evry) s'accélère, avec la nomination des responsables de chacune de ces opérations.

Ce vaste redéploiement – qui portera à dix-sept le nombre des universités de l'Ile-de-France – répond à une double nécessité : accueillir le flot croissant des étudiants, provoqué par l'augmentation programmée du nombre des bacheliers, et renforcer le potentiel scientifique de la capitale parisienne dans la compétition internationale. Mais ce projet a aussi une autre ambition : insérer plus étroitement l'Université dans son environnement économique.

Lire l'article de GÉRARD COURTOIS page 10 - section B

SANS VISA

Morand, Bucarest et nous

pages 13 à 16 - section C

POINT DE VUE

Les comptes de la politique

par Roger Fauroux

Ce n'est pas seulement le gouvernement qui perd quelques points dans les sondages, mais bien la classe politique toute entière qui perd pied. A quoi bon un thermomètre pour mesurer cette glissade quand le patient n'a pas de fièvre. Les citoyens, dans leur majorité, ne sont ni pour ni contre, ils ne descendront pas dans la rue pour acclamer ou huer tel ou tel, simplement ils se moquent de la politique dans tous les sens du terme, c'est-à-dire qu'ils s'en fichent et qu'ils s'en gaussent et préfèrent vaquer à leurs affaires. Ils ne s'en occupent pas mal d'ailleurs, car la France, depuis quinze ans, ne s'est jamais aussi bien portée. Pendant que l'économie française se refait à toute vitesse une santé, la chose publique en France – traduction littérale, hélas ! la République française – paraît atteinte de langueur.

Ayant moi-même pris, il y a juste quatre ans, le chemin inverse de mes concitoyens et quitté l'industrie pour le service de l'Etat, je voudrais maintenant rendre des comptes et d'abord à mon propre usage faire mes comptes.

Et d'abord les hommes politiques, ministres, parlementaires, élus de tout rang et de toute tendance, comment apparaissent-ils à des yeux neuf ? Ils apparaissent, oh surprise, intelligents, compétents, travailleurs, raisonnablement désintéressés, dévoués au bien public, ni plus ni moins que leurs concitoyens et même, sur ce dernier point, bien davantage car les satisfactions qu'ils retirent du pouvoir ou de ses à-côtés leur sont chichement mesurées par rapport aux servitudes qu'il impose : combien parmi leurs contempteurs accepteraient ce contrat à durée non déterminée, inconnu du droit social ordinaire, qui leur permet d'être rayé périodiquement des contrôles par décision non motivée des électeurs ?

Du reste, à l'instar des curés et des francs-maçons naguère, s'ils sont souvent honnis en bloc, ils sont très généralement estimés en détail : voyez les députés-maires qui, sitôt descendus de l'express de Paris, retrouvent incontinent l'estime et les sollicitations de leurs administrés, les mêmes qui ricanaient le mercredi précédent en les voyant tous ensemble s'interpeller dans l'hémicycle.

Le malheur, en effet, est que les hommes politiques semblent avoir perdu sinon leur moral, du moins leurs balises, c'est-à-dire les réponses spontanées que chacun, qu'il soit député, médecin ou chef d'entreprise, donne à ces questions élémentaires : qui suis-je ? qui je sers ? à quoi je sers ?

Lire la suite page 2

▶ M. Roger Fauroux est ministre de l'industrie.

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 6 DH ; Tunisie, 650 m. ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; G.-B., 70 p. ; Grèce, 180 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 FS ; USA (NY), 1,75 $; USA (others), 2 $.

Racisme

Une loi liberticide

par Jean-Yves Le Gallou

CHAQUE fois que des tentatives ont été faites de réglementer plus sévèrement l'immigration, le lobby « antiraciste » s'est mobilisé pour rendre cela impossible. Durant la présidence Giscard d'Estaing, même Lionel Stoléru, alors ministre en charge du problème, en fut victime... Le lobby antiraciste est d'autant plus fort qu'il dispose d'un bras judiciaire : la loi de 1972 limitant la liberté d'expression et la liberté de la presse au nom de la lutte contre le « racisme ».

Certains s'étonnent, ou feignent de s'étonner, que la question de l'immigration ait brusquement surgi sur la scène politique à l'occasion des élections municipales de 1983 et européennes de 1984. Il y a à cela des raisons. Le sujet était tabou. Interdit. Dès 1973, le premier journaliste à en avoir parlé, Gabriel Domenech, éditorialiste du *Méridional*, fut condamné par les tribunaux pour avoir dénoncé les risques de l'immigration-invasion des Bouches-du-Rhône. Ses confrères se le tinrent pour dit. L'immigration disparut des colonnes des journaux... sans disparaître pour autant des réalités quotidiennes des Français. Le problème chemina et s'aggrava. Si nous en sommes arrivés là, c'est notamment à cause de la loi de 1972, loi obscurantiste. C'est ainsi que l'« antiracisme » fit le lit de l'immigration qui, elle-même, risque de faire un jour le lit du « racisme ». L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions.

Discriminations légitimes

Loi obscurantiste, la loi de 1972 est aussi une loi attentatoire aux libertés. Elle interdit en effet toute discrimination *« à raison de l'origine d'une personne, de son sexe, de ses mœurs, de sa situation de famille ou de son appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée »*. C'est oublier qu'il peut y avoir des discriminations légitimes. Prenons quelques exemples.

Ne vaut-il pas mieux, pour une entreprise qui travaille dans un secteur sensible de la défense nationale, embaucher des Français que des étrangers venant le cas échéant de pays susceptibles d'être en conflit avec la France ?

Lors du choix de quelqu'un pour garder ses enfants, est-il interdit de préférer une jeune fille au pair à un jeune homme au pair... voire l'inverse ? C'est affaire de choix personnel et on voit mal ce que les juges ont à voir là-dedans.

On me dira que je prends un exemple extrême. En voici un autre. Il y a quelques années, les péagistes d'autoroute se répartissaient également entre hommes et femmes. Les sociétés d'autoroutes ont estimé, à tort ou à raison, que les femmes étaient dans l'ensemble plus performantes. Vérifiez combien on trouve aujourd'hui de péagistes-hommes ! Faut-il pour autant déférer devant les tribunaux les patrons de sociétés d'autoroutes... généralement nommés là par les gouvernements socialistes successifs ?

Dans la lutte contre la discrimination, le père Ubu manifeste souvent sa présence. C'est ainsi que pour recruter un peu moins de femmes et davantage d'hommes dans la police, sans encourir les foudres de la loi, le ministère de l'intérieur a modifié les critères de taille.

Veut-on d'autres exemples ? Il peut être légitime de faire élever ses enfants ou de choisir pour garder un vieux parent quelqu'un de sa religion. Va-t-on interdire pour cela aux familles juives de choisir des juifs, aux familles catholiques de choisir des catholiques, aux familles protestantes de choisir des protestants ? Il s'est pourtant trouvé un tribunal à Montpellier pour condamner une vieille dame catholique qui avait passé une petite annonce pour recruter une dame de compagnie, elle aussi catholique. Je ne sais pas si la lutte contre le « racisme » y a gagné. Je suis sûr en revanche, que la liberté y a perdu.

Reste, j'en conviens, l'ethnie ou la race où la discrimination peut paraître plus difficile à légitimer. Qu'il me soit simplement permis de rappeler que, semaine après semaine, un grand hebdomadaire qui n'a pas la réputation d'être tendre avec Jean-Marie Le Pen publie des petites annonces « sentimentales » où la race du partenaire recherché est parfois précisée... sans que cela suscite jamais des poursuites judiciaires.

Et c'est là un autre aspect pervers de la loi de 1972. Appliquée au pied de la lettre, celle-ci pourrait déboucher sur des dizaines de milliers, voire des centaines de milliers de plaintes qui embouteilleraient les tribunaux. Comme ce n'est pas possible, on tombe dans l'arbitraire le plus total. On ne poursuit plus selon l'écrit ou l'acte, mais selon son auteur. Est poursuivi celui qui déplaît au pouvoir : aujourd'hui Jean-Marie Le Pen et le Front national. Demain, qui ?

La loi de 1972 doit être abolie. Non seulement parce qu'elle est antinationale, mais aussi parce qu'elle est antilibérale. Ici, loin de s'opposer, les défenseurs de l'identité nationale et des libertés individuelles doivent s'unir.

▶ Jean-Yves Le Gallou est président du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France.

Les comptes de la politique

Suite de la première page

Il est à cet égard fascinant pour un Huron de participer, les premières fois, à l'une de ces réunions politiques où se préparent entre initiés les plates-formes électorales et où sont censées s'élaborer les grandes stratégies des partis : on se compte, on se rallie à tel camp ou tel clan, on prend ses distances par rapport à tel autre, on prépare des « coups », on fixe des calendriers, et si quelqu'un s'avise en fin de séance de réclamer un programme, il est promptement renvoyé à la piétaille, c'est-à-dire aux experts qui eux-mêmes, avant d'écrire des phrases, demanderont aux publicistes des images, des slogans et des mots, lesquels sont supposés tirer après eux des idées.

Il ne reste plus aux « politiques » qu'à assaisonner tout cela d'une référence à la drogue, à Le Pen, au sida, toutes pestes d'ailleurs bien réelles mais qui ne suffisent pas à fonder une pensée politique. Le profane a parfois l'impression que ces hommes généreux ont oublié après tant d'années de combat pour quelles raisons ils avaient commencé à se battre.

On s'étonne après cela qu'ils apparaissent parfois à leurs concitoyens, eux-mêmes si pratiques, si concrets, si bien dans leur peau de technicien, comme des déracinés, soucieux certes du bien public, mais prisonniers de leurs allégeances, compétents dans leur domaine mais sans vrai métier, séparés en apparence par les clivages politiques, mais réunis en fait par leur dure condition de soldat de fortune, ce qui est plus noble que godillot, mais revient bien au même.

La triple mission de l'Etat

Il faudrait pourtant rappeler aux hommes politiques qu'avant d'être des militants, nécessairement soumis aux disciplines de la tribu, ils sont d'abord des citoyens, comme ceux qui les ont mandatés et beaucoup plus encore, puisque par décision expresse ils ont choisi le service de la cité. Nous souffrons visiblement dans ce pays d'un déficit de citoyenneté : c'est la rançon évidente d'une conjoncture politique qui allie miraculeusement depuis plus d'un quart de siècle la stabilité intérieure, la paix étrangère et globalement la prospérité générale. Les miracles peuvent durer, bien que ce ne soit pas dans leur nature : essayons du moins de pérenniser celui-ci en ce qui nous touche le plus près, c'est-à-dire notre République.

La France n'est certes pas née avec la République, mais il est vrai que depuis deux cents ans l'Etat républicain et la nation française ont grandi ensemble et qu'aux grandes *« époques »*, comme disait Péguy, être citoyen, c'était servir tout ensemble la France et la République, c'est-à-dire plus prosaïquement la société et l'Etat.

Le retrait actuel de l'Etat, sa modestie voulue, la discrétion dont il veut entourer son action, tout cela n'est pas pour rien dans l'exténuation du politique. D'où vient cette auto-effacement ? Pour une bonne part, bien sûr, de l'utopie libérale, qui limite les moyens de l'Etat et lui interdit de réguler, autrement qu'à la marge, le fleuve tranquille de l'économie. Et pourtant, ce n'est pas parce que, ici ou là, les politiques publiques ont été appliquées par des médecins de Molière que la médecine est un art dangereux et que le plus sûr serait de *« laisser faire la nature »*.

Ce n'est pas parce que le marché est à l'évidence un meilleur régulateur des ressources et des prix que le Gosplan qu'il faille lui confier le soin exclusif d'assurer le bien public et laisser l'Etat se dissoudre dans cette soupe. Ce n'est pas être dirigiste qu'affirmer que l'Etat conserve au service de la nation la triple et irremplaçable mission de fixer les normes – pas les valeurs, grands dieux, ni le sens de l'Histoire, – de porter, face à des entreprises à vues nécessairement courtes, les projets à long terme qui structurent l'identité d'une nation, et enfin de réduire inlassablement les inégalités entre les personnes et les territoires que le marché, aveuglément mais inlassablement, lui aussi, ne cesse de creuser. Pourquoi les citoyens s'intéresseraient-ils à un Etat qui paraît ne plus croire en lui-même ?

Et comment ses serviteurs, politiques ou fonctionnaires, n'éprouveraient-ils pas des doutes sur la valeur de leur engagement, alors que l'idée même de l'Etat est mise en cause à la fois par des idéologies naïves et par des événements bien réels, eux, mais dont nous restons les spectateurs inconscients ?

Songeons qu'il y a quelque vingt ans certains s'inquiétaient de l'impérialisme supposé des multinationales ; aujourd'hui, toutes nos grandes entreprises, même nos sociétés nationales, sont devenues en fait des multinationales quant à leur financement, leurs marchés, leur stratégie et parfois leurs hommes. Ces sociétés d'un nouveau type n'ont vis-à-vis des Etats aucune visée agressive, simplement elles les contournent et bientôt les ignoreront, pénétrant leurs territoires, les fédérant à leur insu et les modelant à leur image sans visage : Universal Company *patria mea* ! Dans dix ans, dans vingt ans, ferons-nous semblant, sur nos tréteaux, de gouverner nos républiques alors que les vrais événements du monde se dérouleront sur d'autres scènes, et les citoyens se laisseront-ils prendre alors à nos gesticulations ?

Un système de valeurs

Il est temps d'y réfléchir et de tenter de mettre en place un système cohérent de valeurs et d'idées politiques qui puisse nous aider à déchiffrer les signes obscurs que nous renvoient les événements du monde : appellera-t-on cela une nouvelle culture, une éthique, une idéologie ? Ce dernier mot fait peur, et il exhale encore aujourd'hui une odeur de sang, celui versé par la lignée des héritiers de Lénine. Mais il est aussi injuste d'imputer à Marx les crimes de Staline qu'à Rousseau ceux de la Terreur ou à saint Thomas ceux de l'Inquisition.

Les intellectuels ne sont pas toujours innocents, mais ils ont eux aussi droit à l'erreur. Ce sont eux, en tout cas, qu'il faut appeler à la rescousse pour aider les politiques à tenir ferme leur cap au milieu du chaos des événements et des modes. C'était une des gloires et des originalités de notre pays d'avoir toujours eu depuis le dix-huitième siècle une classe d'intellectuels, engagés dans les grands combats idéologiques, mais décalés par rapport aux escarmouches quotidiennes, intéressés mais jamais complaisants, chroniqueurs aussi importuns que nécessaires aux gouvernements.

Aujourd'hui, ces intellectuels se taisent et se terrent, en deuil de Sartre, en deuil de Foucault, qui s'étaient comme eux tous beaucoup engagés et beaucoup fourvoyés. Et pourtant, en ce temps où les événements semblent indéchiffrables, en ce pays où tous les faits politiques plongent verticalement leurs racines dans notre histoire – voyez nos syndicats, notre Université, voyez notre Constitution, – nous aurions bien besoin qu'historiens et philosophes s'engagent à nouveau aux côtés des politiques pour les aider à reformuler leur message.

L'idée d'écrire cet article m'est venue d'un voyage en Pologne où j'ai rencontré l'inattendu : ce pays est matériellement à genoux, ruiné par quarante ans d'une dictature imbécile, et pourtant nulle part ailleurs je n'ai rencontré des responsables, intellectuels, politiques, syndicalistes, au coude à coude, croyants ou non-croyants, aussi lucides, aussi déterminés et aussi convaincus de la primauté du politique, c'est-à-dire de la liberté donnée à l'homme de conduire lui-même son histoire. Il me fallait remonter aux lointains souvenirs des années de notre deuxième après-guerre pour retrouver le souffle d'une aussi formidable aventure.

Ils réussiront comme nous avons réussi alors. Puissent-ils entre-temps, en contrepartie de notre aide industrielle, nous aider à réapprendre si besoin était l'éminente dignité du métier politique.

ROGER FAUROUX

TRAIT LIBRE

AU COURRIER DU Monde

Les Albanais de Macédoine

Les problèmes de la communauté albanaise ne se posent pas qu'au Kosovo. Je suis membre du groupe 143 d'Amnesty International qui a actuellement en charge le cas d'un prisonnier d'opinion albanais de Macédoine, Aliti Naxhaku, étudiant en pédagogie. Celui-ci a été condamné à douze ans de prison en 1984 à Bitola pour *« association pour activités hostiles »*. La Constitution yougoslave reconnaît pourtant la liberté d'opinion et d'association, et Aliti Naxhaku n'avait ni utilisé ni préconisé la violence. Il fait partie de ces 20 % d'Albanais de Macédoine qui se plaignent de subir des discriminations de plus en plus flagrantes. De nombreux professeurs ont été exclus des écoles pour nationalisme. Il est interdit aux jeunes de moins de dix-huit ans de suivre des cours religieux. Le service médical gratuit a été supprimé aux familles de plus de quatre enfants. Les enfants n'ont plus le droit de porter des prénoms albanais.

NADINE NAGEL
Paris

Le Monde

Édité par la SARL *le Monde*
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
Directeur de la rédaction :
Daniel Vernet
Administrateurs délégués :
Antoine Griset, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef :
Bruno Frappat,
Jacques Amalric,
Jean-Marie Colombani,
Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE,
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261311 F MONDSIR

Le débat au sein des alliances et le statut de l'Allemagne unifiée

Le Pacte de Varsovie va « reconsidérer ses fonctions »

Un nouvel ordre européen se cherche et s'ébauche. En une seule journée, jeudi 7 juin, les deux grandes alliances politico-militaires nées de l'après-guerre, les deux incarnations du demi-siècle de face-à-face entre le communisme et la démocratie, ont en effet manifesté leur désir de parvenir à un compromis sur le futur statut international de l'Allemagne.

MOSCOU

de notre correspondant

Ce compromis consiste à inscrire l'unification allemande dans un processus d'unification européenne. Au lieu de déséquilibrer un peu plus encore un ordre dépassé, elle devrait ainsi contribuer à la création d'une stabilité nouvelle qui reposerait non plus sur la division mais sur l'intégration progressive du continent.

C'est dans cette direction que sont allés les dirigeants des sept pays membres du pacte de Varsovie en se prononçant, à Moscou, pour *« la formation d'un nouveau système de sécurité paneuropéen et la création d'une Europe unique de paix et de coopération »*. Joignant les actes au vœu, ils ont décidé de *« reconsidérer »*, sous cinq mois, *« le caractère et les fonctions »* de leur alliance qu'ils entendent *« transformer en un accord, fondé sur une base démocratique, entre Etats souverains et de droits égaux »*. Les pays de l'ex-bloc communiste se sont mis à cet effet d'accord pour qu'une *« commission provisoire »* dont le secrétariat sera assuré par la Tchécoslovaquie prépare, d'ici à la fin octobre, des *« propositions »* qui seront examinées, à Prague, avant la fin novembre, par un sommet extraordinaire du pacte.

Rien n'a été dit du contenu concret que pourraient prendre ces futures *« propositions »*, et l'on peut d'ailleurs douter que quiconque en ait la moindre idée tant les choses auront évolué d'ici à l'automne. Ce que l'on sait, en revanche, déjà, est que le processus de dissolution du pacte est maintenant engagé, que la Hongrie ne souhaite pas – et l'a dit – le voir survivre plus de dix-huit mois encore, que la Tchécoslovaquie montre à peine moins d'impatience, et que le seul souci polonais est que la page à tourner le soit sans heurt.

« Les actuels développements en Europe créent les conditions d'un dépassement de la division du continent et du modèle de sécurité fondé sur les blocs », affirme d'emblée la déclaration adoptée jeudi, dans laquelle on lit aussi que *« les éléments de confrontation contenus dans le documents (...) du traité de Varsovie et de l'OTAN ne correspondent plus à l'esprit du temps. »*

Les pays membres du pacte ont en conséquence *« réitéré leur disposition à une coopération constructive avec l'OTAN »*, estimé que *« l'institutionnalisation concrète et dans tous les domaines du processus d'Helsinki constitue une importante étape* [sur la voie] *de la stabilité et du désarmement européens »* et *« positivement évalué »*, enfin, *« certains des pas récemment faits par l'OTAN »*.

Les pays membres, poursuit la déclaration, *« attendent de la tendance aux changements qui se manifeste au sein de l'OTAN qu'elle soit accélérée et approfondie et qu'y répondent des changements correspondants dans les activités de* [leur propre] *alliance »*. Le pacte se prononce en faveur de la signature, lors du sommet des Etats participant à la CSCE, à la fin de l'année, de l'accord négocié en ce moment, à Vienne, sur la réduction des armements conventionnels en Europe.

A propos de l'Allemagne, la déclaration ne mentionne pas le refus soviétique officiel de la voir intégrée à l'OTAN. La moitié des pays du pacte (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA, Roumanie) sont en effet favorables, ou du moins pas hostiles, à cette évolution. La déclaration dit simplement qu'en *« ce qui concerne les aspects extérieurs de l'unification allemande (...), ils devraient être menés à bien dans le contexte du processus paneuropéen (...), prendre en considération les intérêts légitimes de sécurité des voisins de l'Allemagne et garantir l'inviolabilité des frontières européennes »*.

Dans les semaines qui ont précédé le sommet de Washington, l'URSS n'a menacé de bloquer le nouveau processus de détente européenne que pour faire mieux comprendre à l'Amérique que, bien qu'affaiblie, elle ne pouvait pas tout accepter. M. Gorbatchev ne pouvait se résoudre à ce qu'un dispositif militaire tourné contre l'URSS se rapproche de ses frontières, *ni à ce que toute l'Europe*, sauf la Russie, prenne la voie d'une unification politique, économique et militaire.

A Washington, M. Gorbatchev a fait valoir à M. Bush que la question de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN ne se poserait plus dans les mêmes termes dès lors que les deux dangers qu'y voit Moscou seraient supprimés. Si l'OTAN procédait à une révision de ses objectifs et de sa stratégie, et si l'appartenance de la Russie à l'Europe qui se cherche était solennellement affirmée, l'URSS n'aurait plus de raison, a-t-il fait comprendre, de s'opposer au choix atlantique de l'Allemagne unie.

Ce langage a été entendu. Les neuf *« principes »* présentés par M. Bush à son interlocuteur, comme les déclarations faites jeudi en Ecosse par les ministres des affaires étrangères de l'OTAN, traduisent le souci des Occidentaux d'en tenir compte.

Reste à savoir si toute l'énergie et la volonté politique qu'il aura fallu à ce double mouvement – vers la dissolution du pacte de Varsovie et vers la réforme de l'OTAN – n'ont été investies que pour permettre à M. Gorbatchev de sauver la face.

« Il est temps de mourir »

Car à première vue, cette idée de système de sécurité paneuropéen peut sembler relever soit de l'utopie soit d'une simple volonté, au demeurant salutaire, d'habiller une réalité beaucoup plus prosaïque : l'irrémédiable effondrement de l'Europe communiste. Cette réalité est de fait si indéniable que, contemplant jeudi la salle où siégeaient les chefs d'Etat et de gouvernement du pacte, le colonel Gornicki, bras droit du général Jaruzelski, eut une phrase qui disait tout. *« Cela ne ressemble plus à rien de ce que jai connu,* laissa-t-il échapper. *Je ne reconnais presque plus personne. Il est temps de mourir. »*

Bien qu'il soit au contraire (pour d'autres en tout cas) plutôt temps de vivre, le colonel avait de fait raison. Dans ce grand hôtel du comité central soviétique au luxe à la fois monumental et désuet, on sentait en effet la fin d'un monde. Non seulement les journalistes avaient été autorisés à pénétrer jusqu'aux portes mêmes de la salle de conférence, mais chacune des délégations avait son porte-parole. M. Havel arrivait en retard à la séance d'ouverture parce qu'il avait été prendre un petit déjeuner avec M. Elstine, et M. Mazowiecki, conseiller de Solidarité aux temps héroïques et aujourd'hui premier ministre polonais, répondait en allemand et français à toutes les télévisions du monde.

On échangeait des blagues et il y avait finalement une telle atmosphère de cour de récréation que même les porte-parole des affaires étrangères soviétiques commençaient à faire de l'humour. *« Dans l'esprit du temps... »*, répondaient-ils, philosophiquement, quand on leur demandait comment se déroulaient les discussions. Cet *« esprit du temps »* est tellement à la désintégration de l'ancien bloc socialiste qu'on pouvait se demander comment la moindre façade de pacte pourrait tenir debout jusqu'en décembre.

Refus de l'aventure

Le scénario peut échouer à toute heure mais personne ne le souhaite. Ni M. Bush, ni M. Gorbatchev, ni aucun des autres dirigeants ne souhaitent que la fin de l'empire soviétique et de l'après-guerre n'ouvre, au lieu d'une période de vraie paix, la porte au chaos en URSS ou en Europe centrale, et donc en Europe tout court.

C'est ce refus de l'aventure qui bride l'impatience des anciennes démocraties populaires de sortir d'un pacte haï, qui laisse tout leur optimisme aux conseillers de M. Gorbatchev, et qui permet de lire cette semaine dans *les Nouvelles de Moscou* un article tout simplement titré : « Une association entre l'URSS et l'OTAN est-elle possible ? »

Beaucoup d'instituts officiels planchent depuis des mois sur une telle hypothèse qu'évoquent ouvertement aujourd'hui certains responsables dans l'hebdomadaire de la perestroïka. Les faits, lit-on, sont simples : la Hongrie *« est en train de se retirer »* du pacte, *« son exemple sera très probablement suivi par la Tchécoslovaquie, sans parler de la RDA »*, et la conclusion s'impose (...) : *« La désintégration, cette année, de l'organisation du traité de Varsovie »* constitue déjà beaucoup plus, donc, qu'une simple hypothèse de travail. Or, poursuit l'hebdomadaire, avec cette désintégration renaît le danger de *« balkanisation »*, l'une des trois *« inconnues »* de la nouvelle situation avec le futur statut de l'Allemagne et l'avenir de l'URSS, qui *« n'est plus à même de jouer un rôle de superpuissance et d'être garante de la stabilité. »*

« Dans cette optique, lit-on encore, *il est clair qu'une nouvelle structure de sécurité européenne devrait garantir la paix et la stabilité sur le continent* [en] *partant d'un noyau déjà existant, de strucures et de mécanismes en place.* [Or], *en cas de désagrégation* [du pacte], *il ne restera que la structure otanienne (...) »* C'est écrit noir sur blanc.

Délire ? Peut-être... Mais qui aurait cru, l'été dernier, que l'URSS passerait au multipartisme, que le mur de Berlin s'écroulerait et que la Lituanie proclamerait son indépendance ?

BERNARD GUETTA

L'OTAN s'efforce de prendre en compte les préoccupations de Moscou

Moyennant un certain nombre de garanties que l'Ouest va s'efforcer de lui offrir, l'Union soviétique se résignera, finalement, à ce que l'Allemagne unifiée fasse partie de l'OTAN. Telle était l'impression dominante, jeudi 7 juin à Turnberry en Ecosse, à l'issue de la première journée de la réunion de printemps des ministres des affaires étrangères des seize *pays de l'Alliance atlantique*.

TURNBERRY

(de notre envoyé spécial)

Si cette évaluation optimiste – qui procède encore largement de l'intuition, remarquait un haut fonctionnaire français – se révèle finalement exacte, rien ne s'opposerait à ce que le sommet de la CSCE (Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe) projeté pour le mois de décembre (1) constate que les conditions posées à l'unification des deux Allemagnes sont remplies ; des élections législatives dans toute l'Allemagne pourraient avoir lieu avant le 15 janvier (2), ce qui conduirait à annuler le rendez-vous électoral pour l'instant fixé au 2 décembre 1990 dans la seule RFA. C'est là, apparemment, le scénario que M. Hans Dietrich Genscher a en tête, pour lequel il dit avoir l'appui du premier ministre est-allemand qui se trouvait jeudi à Moscou et auquel ses collègues de l'alliance sont prêts à souscrire.

Les Soviétiques « bougent »

L'unanimité ainsi constatée sur la manière de mener rapidement à terme, avec le feu vert soviétique, le processus d'unification de l'Allemagne devrait être confirmée lors du sommet de l'OTAN, début juillet. En revanche, les déclarations faites à Turnberry laissent prévoir des divergences sur la manière de rénover l'OTAN, en particulier sur le rôle politique qu'elle pourrait jouer, en plus de sa mission première d'alliance militaire de défense. La France en particulier entend éviter qu'une *« alliance rénovée »* s'arroge des prérogatives qui, selon elle, appartiennent à la Communauté européenne.

Après le sommet de Washington et les conversations qu'il a eues ensuite à Copenhague avec M. Edouard Chevardnadze, M. James Baker se montre confiant. Selon lui, les Soviétiques *« bougent »*. Hier fermés à la perspective d'une Allemagne unifiée membre de l'OTAN ils cherchent aujourd'hui à établir un dialogue constructif. M. Baker a insisté sur la nécessité de répondre à cet effort d'ouverture, et de ne pas brusquer ni isoler l'Union soviétique.

Tout en observant la prudence, *il n'a pas rejeté l'idée avancée par* M. Chevardnadze *« d'un échange de déclarations politiques entre l'OTAN et le pacte de Varsovie »*. Le secrétaire d'Etat américain attend que Moscou précise ses intentions, qui, dit-il, restent *« opaques »*. Mais, outre le souci de rassurer l'URSS, toute formule renforçant la dimension politique de l'alliance atlantique, et donc la place qui lui revient dans la gestion des affaires européennes, est séduisante pour Washington.

Le plan Genscher

M. Genscher, se félicitant de l'analyse ainsi présentée par le secrétaire d'Etat américain, a proposé un programme en quatre points :

1. Le renforcement et l'institutionnalisation de la CSCE qui permettront à l'URSS de participer pleinement à l'élaboration de règles de sécurité en Europe.

2. L'accélération des négociations sur la réduction des forces conventionnelles. L'objectif est toujours de parvenir à un accord à l'automne et de tenir un sommet de la CSCE en décembre, et l'Occident serait avisé, pense M. Genscher, de faire preuve de souplesse à Vienne. Ce premier accord serait suivi de nouvelles négociations pour un plus ample désarmement conventionnel, ainsi que de pourparlers sur la réduction des missiles nucléaires à courte portée.

3. Les deux Etats allemands confirmeront solennellement le caractère intangible de la frontière avec la Pologne, un traité devant ensuite être conclu avec Varsovie par le gouvernement de l'Allemagne unifiée. Mercredi soir, les Français et les Britanniques ont relancé l'idée qu'un traité germano-polonais sur les frontières soit préparé et paraphé avant la réunification comme le souhaite Varsovie. M. Genscher transmettra au gouvernement de Bonn.

4. M. Genscher, allant au devant des désirs de M. Chevardnadze, préconise enfin la signature d'une déclaration commune par l'OTAN et le pacte de Varsovie : *« Cela montrerait que le caractère des deux alliances a changé, que la coopération a pris la place de l'affrontement »*, a-t-il fait valoir. Euphorique, le ministre ouest-allemand a souligné que l'unification, de même qu'elle contribue à accélérer la construction de l'Europe des Douze, favorisera l'entente paneuropéenne.

La France circonspecte

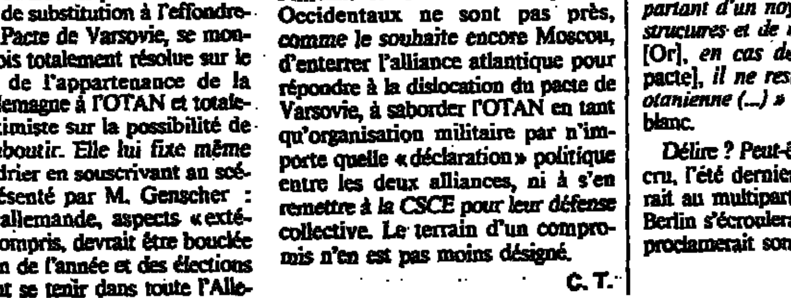
M. Roland Dumas manifeste quelque scepticisme à l'égard de ce projet de déclaration commune aux deux alliances. En revanche, il est favorable au renforcement de la CSCE, *« un organisme qui doit prospérer car il a fait la démonstration de son utilité »*. Mais les principales préoccupations du ministre français ont trait à l'avenir de l'alliance. Les propos de M. Baker sur le rôle politique de l'OTAN, invitée *« non seulement à empêcher la guerre, mais à bâtir la paix »* le laissent perplexe, et, explique-t-il, méritent d'être précisés. Il rejette l'idée de Mme Margaret Thatcher d'élargir au-delà de l'Europe la zone d'intervention de l'OTAN.

Tout en estimant nécessaire d'adapter l'alliance à la nouvelle donne en Europe de l'Est, M. Dumas, proche en cela de Mme Thatcher, entend qu'elle conserve son caractère principal d'alliance militaire, ce qui signifie, entre autres, le maintien de forces américaines en Europe. *« Nous voulons aboutir à une alliance adaptée aux circonstances, aux changements à l'Est mais aussi à l'Ouest – c'est pourquoi il serait légitime d'y confier un rôle plus important aux Européens – mais qui conserve un sens. Comme les Anglais, nous voulons éviter la dérive, la débandade, que risque de susciter le concept d'une alliance principalement politique »* note un diplomate français. La France, ajoute M. Dumas *« entend conserver l'autonomie des décisions concernant sa défense... Elle n'entend pas remettre en cause sa doctrine de dissuasion qui est d'ordre défensif »*. Quant à la manière d'ordonner la réflexion sur la rénovation de l'alliance, M. Dumas souligne qu'elle doit avoir un caractère global et ne pas être conduite par des organismes plus ou moins techniques dont la France n'est pas membre. *« L'exercice en cours concerne tous les alliés »* a fait valoir le ministre français.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) Les dates proposées par *M. Dumas, du 19 au 21 décembre, ne* conviennent pas à M. Genscher qui souhaite que la réunion ait lieu plus tôt.

(2) La constitution de la RFA exige que des élections aient lieu avant le 15 janvier.



L'alliance militaire des pays de l'Est en voie de dissolution

Suite de la première page

Moscou prend ainsi acte des évolutions intervenues ces derniers mois chez ses anciens satellites et, loin de se crisper sur la question allemande pour ne pas en tirer les conséquences comme M. Gorbatchev menaçait de le faire avant le sommet de Washington, décide de coopérer à l'élaboration d'un nouvel ordre européen.

De son côté l'OTAN, tout en veillant à ménager Moscou et en se préoccupant de trouver pour l'URSS des garanties de substitution à l'effondrement du Pacte de Varsovie, se montre à la fois totalement résolue sur le principe de l'appartenance de la future Allemagne à l'OTAN et totalement optimiste sur la possibilité de le faire aboutir. Elle lui fixe même un calendrier en souscrivant au scénario présenté par M. Genscher : l'affaire allemande, aspects « extérieurs » compris, devrait être bouclée d'ici la fin de l'année et des élections pourraient se tenir dans toute l'Allemagne avant le 15 janvier. Pour ce faire les Américains font leur part du chemin en appelant à une révision stratégique de l'OTAN, en acceptant une institutionnalisation du processus d'Helsinki (c'est-à-dire des réunions régulières à haut niveau de la CSCE) et même, selon l'idée de M. Genscher, l'élaboration dans ce cadre à 35 incluant l'URSS de mécanismes de prévention des conflits.

L'entente ne va guère au-delà pour l'instant et il est évident que les Occidentaux ne sont pas près, comme le souhaite encore Moscou, d'enterrer l'alliance atlantique pour répondre à la dislocation du pacte de Varsovie, à saborder l'OTAN en tant qu'organisation militaire par n'importe quelle « déclaration » politique entre les deux alliances, ni à s'en remettre à la CSCE pour leur défense collective. Le terrain d'un compromis n'en est pas moins désigné.

C. T.

M. Giscard d'Estaing conteste la participation de la RDA au sommet de Dublin

M. Valéry Giscard d'Estaing, président du groupe libéral du parlement européen, a demandé au président du conseil européen, le premier ministre irlandais Charles Haughey, *« de bien vouloir réexaminer »* la proposition qui a été faite à la RDA de participer au sommet de Dublin des 25 et 26 juin (*Le Monde* daté 3-4 juin).

Dans sa lettre à M. Haughey, datée du mardi 5 juin, M. Giscard d'Estaing rappelle que, selon le traité, le conseil européen réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement des Etats membres et le président de la Commission européenne, assistés par les ministres des affaires étrangères et par un membre de la Commission, et que la RDA ne fait pas partie de la Communauté. *« Les règles en vigueur doivent être scrupuleusement respectées, aussi longtemps qu'elles n'ont pas été modifiées en commun »* estime l'ancien président français.

EUROPE

TCHÉCOSLOVAQUIE : les élections législatives

La Démocratie chrétienne en perte de vitesse

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Le Parti populaire tchèque, une des composantes de l'Union chrétienne-démocrate (KDU), accuse le coup : son président, M. Josef Bartoncik, quarante-sept ans, actuellement hospitalisé à la suite d'une crise cardiaque, était un collaborateur de la police secrète de l'ancien régime. Cette affaire a empoisonné les dernières heures de la campagne électorale, alimentant une polémique entre le vice-ministre de l'intérieur, M. Jan Ruml, et la direction du Parti populaire. Il est reproché à M. Ruml, un ex-dissident chargé du dossier de l'ancienne police politique, d'avoir retenu les informations qu'il détenait sur M. Bartoncik et de n'avoir rendu cette affaire publique que quelques minutes seulement avant la clôture de la campagne électorale, mercredi à 14 heures.

M. Bartoncik ne figurait pas en effet parmi les candidats de tous les partis dont le passé avait été jugé compromettant par une commission d'enquête *ad hoc*. Ses contre-attaques embarrassées dans la presse n'étaient pas très convaincantes.

Une sorte de « parti du peuple tout entier »

Si la Démocratie chrétienne ne réalise pas un résultat à la hauteur de ses espérances, cela ne sera pourtant qu'en partie la conséquence de cette affaire. Le tour délibérément clérical donné à sa campagne électorale l'a quelque peu isolée d'une population qui est loin d'avoir la ferveur du charbonnier polonais. Les affiches de la KDU, qui proclament *« La liberté au lieu du socialisme. Deo Gratias »*, ne parlent qu'à ceux qui ont l'habitude de fréquenter régulièrement la messe, c'est-à-dire une large minorité. En Slovaquie, où le programme du mouvement démocrate-chrétien est encore plus radical – il demande par exemple l'interdiction immédiate de l'IVG, – la remontée du VPN (l'homologue du Forum civique) et la résistance des communistes se fondent principalement sur la peur de voir une sorte de régime théocratique s'installer à la place du régime communiste.

Mais en pays tchèque comme en Slovaquie, le Forum civique, incarné par le président de la République Vaclav Havel, est en passe de s'imposer comme une sorte de *« parti du peuple tout entier »*, ce qui irrite les autres formations politiques. On lui reproche déjà d'utiliser à son profit les méthodes de propagande de l'ancien régime, ce qui n'est pas tout à fait injustifié lorsque l'on regarde régulièrement les actualités télévisées. Pendant toute la campagne électorale, elles ont concentré quasi exclusivement leurs caméras sur les activités du président-dramaturge et des membres de son gouvernement qui sont, à de rares exceptions, des membres du Forum civique.

LUC ROSENZWEIG

□ **M. Bilak remis en liberté.** – L'ex-numéro deux du Parti communiste tchécoslovaque, M. Vasil Bilak (soixante-douze ans), a été libéré jeudi 7 juin après avoir été placé en garde à vue à Bratislava, a annoncé l'agence CTK. Quatre autres anciens dirigeants communistes avaient été entendus mercredi à Prague mais n'avaient pas été placés en garde à vue. Parmi eux, l'ex-numéro un, M. Milos Jakes, qui a déclaré à l'agence Reuter que son interrogatoire n'avait servi qu'à *« faire sensation, juste avant les élections »*. Il a reproché au Forum civique de tout faire *« pour obtenir plus de 50 % de voix »* aux élections. – *(Reuter.)*

Les habits neufs des communistes bulgares

Suite de la première page

Gueorzgui Dimitrov, le dirigeant de la période stalinienne du PC bulgare, dort presque tranquille dans son mausolée – quelques voix discordantes parlent quand même de l'en sortir – et Todor Jivkov, écarté le 10 novembre après trente-cinq ans de règne, ne doit pas trop s'affoler, dans l'hôpital militaire où il est détenu, à la perspective de son procès ; la justice suit son cours très lentement, et nul, dans la nouvelle équipe dirigeante, n'a sans doute intérêt à un grand déballage en audience publique. Le président de la République lui-même, M. Petar Mladenov, ne fut-il pas son ministre des affaires étrangères pendant dix-huit ans ?

Pourtant, le PSB réussit à attirer quelque cent mille personnes pour son dernier meeting à Sofia, et les sondages, qu'il faut, ici aussi, analyser avec la plus grande prudence, le créditent du plus fort pourcentage des intentions de vote : environ 40 %, contre quelque 30 % pour la coalition d'opposition, l'Union des forces démocratiques (UFO), et 10 % à 12 % pour l'Union agrarienne, ancien parti satellite du PCB qui a repris son indépendance cette année.

Pourquoi ? L'attachement d'une partie du peuple bulgare, qui, à cause de son histoire, n'a jamais connu de sentiment anti-soviétique, à un parti vieux de près d'un siècle et actif dans la résistance anti-fasciste n'explique bien sûr pas tout. Le PSB a mené une campagne habile, fondée sur quelques idées-forces que M. Jelio Jelev, le président de l'UFD, dénonce comme *« les trois mythes de la propagande communiste »* : ce sont les dirigeants actuels du PSB qui ont débarrassé le pays de Todor Jovkov, le 10 novembre ; c'est au PSB que se trouvent les experts et, de manière générale, les gens *« compétents »* ; enfin, c'est le PSB qui a tous les contacts internationaux importants. Dans un pays si anxieux de sortir de son isolement, c'est un argument de poids, dont use abondamment le premier ministre, M. Andreï Loukanov, qui parle cinq langues et même une sixième – la langue de bois – à la perfection, comme l'a montré son interminable conférence de presse jeudi 7 juin.

Complexe de culpabilité

Tous ces arguments sont évidemment contestables, le moindre n'étant pas celui de se prévaloir de la compétence pour un parti qui a littéralement conduit le pays à la ruine. On ne trouve actuellement dans les magasins de Sofia ni huile, ni sucre, ni savon, ni café ; la productivité a baissé de 10 % en un an, et la Bulgarie, qui doit 10 milliards et demi de dollars à l'étranger (pour neuf millions d'habitants), est en cessation de paiement.

Un antre facteur, que les Roumains connaissent bien, a peut-être été sous-estimé par l'opposition : le complexe de culpabilité d'une population maintenue si longtemps dans un humiliant état d'asservissement. Un Bulgare sur dix était membre du parti et les autres, d'une manière ou d'une autre – voire par leur silence – ont été amenés à collaborer. La dernière chose dont on veut entendre parler dans ces cas-là, ce sont les règlements de compte, et le PSB a su jouer de cette corde à l'infini, brandissant l'épouvantail de la violence et d'un *« nouveau totalitarisme »* si l'opposition gagnait. Ainsi par exemple les révélations sur les goulags communistes bulgares, où ont été jetés les gens jusqu'au début des années 60, se sont presque retournées contre l'opposition, qui a fini par retirer une affiche représentant une carte de la Bulgarie peuplée de crânes de morts. *« L'image était très forte »*, reconnaît Petko Simeonov, qui dirige la campagne de l'UFD. Pour Tchavdar Kiouranov, membre de la direction du PSB après un passage dans l'opposition, *« l'UFD en a trop fait avec les camps. Il arrive un moment où les gens veulent oublier »*.

Enfin, le PSB dispose d'un atout majeur : ses énormes moyens, en locaux, en matériel, en journaux... et en nomenklatura qui, de l'avis unanime, tient la province d'une main ferme, recourant, au besoin, à l'intimidation. *« Nous, nous n'avons que des gens, des rescapés*, relève Milan Drentchev, président du Parti agrarien Nikolaï Petkov, formation membre de l'UFD, qui a passé dix-sept ans de sa vie dans les camps. M. Drentchev parle aussi de *« la peur de la Bulgarie profonde où ceux qui ont martyrisé notre peuple détiennent toujours le pouvoir. Les gens craignent des répressions après les élections »*.

En face, l'opposition, dynamique mais inexpérimentée et hétérogène, a commis beaucoup d'erreurs tactiques. Ses militants sont cependant plus motivés que ceux du PSB et aucune surprise n'est à exclure. Bien des combinaisons balkaniques sont possibles avant et après le second tour, le 17 juin, les partis et coalitions peuvent éclater ou se recomposer, modifiant ainsi les rapports de forces au sein de la future assemblée nationale de quatre cents députés, qui aura un rôle de constituante.

Les gens qui travaillent à l'hôpital où vit Todor Jivkov, raconte-t-on à Sofia, entendent régulièrement l'ancien dictateur éclater de son célèbre rire sardonique devant son poste de télévision...

SYLVIE KAUFFMANN

Les « bleus » et les « rouges »

SOFIA

de notre envoyée spéciale

Ultime test : les deux principaux concurrents aux élections du 10 juin, le Parti socialiste (PSB) et l'Union des forces démocratiques (UFD) avaient chacun convoqué jeudi 7 juin à 18 heures un dernier grand meeting dans le centre de Sofia, à brève distance l'un de l'autre mais séparés par un no man's land salutaire.

Pour ne pas faire de jaloux, le premier ministre, M. Loukanov (PSB) adjugea dans la soirée la même fréquentation aux deux rassemblements, aux alentours de cent cinquante mille personnes avec quand même, dit-il, un avantage à son parti.

En fait, au simple coup d'œil, les militants de l'UFD étaient les plus nombreux, et si ce rassemblement est un critère, alors Sofia votera « bleu » – la couleur de l'UFD – dimanche. Car plus encore que le nombre, c'est l'ambiance qui a fait toute la différence. L'UFD a *« la pêche »*, c'est incontestable, et quiconque a assisté à ce mémorable meeting n'a pas le droit de dire que les Bulgares ne sont pas mûrs pour la démocratie.

Tandis que place du 9-Septembre-1944 (date de la prise du pouvoir par les communistes), les militants du PSB agitaient consciencieusement leurs petits drapeaux rouges, sans imagination, au son d'une fanfare et de discours mille fois entendus. Le boulevard Lénine, lui, battait, au rythme de rocks endiablés entonnés par une myriade de vedettes de la chanson bulgare venues soutenir l'UFD. Il y avait là de tout : des prêtres orthodoxes, un chanteur de folk américain, un faux crooner qui fit chanter *O Sole mio* à trois ou quatre cent mille Bulgares, une rockeuse en body-léopard qui fit vibrer et frapper dans leur mains les dirigeants historiques de l'opposition, des femmes enceintes qui s'évanouissaient dans la chaleur orageuse, un service d'ordre bonhomme qui transportait de l'eau dans des sacs en plastique pour arroser la foule, des drapeaux bleus à l'infini et des grappes de supporters sur les toits. Le cinéaste et sénateur polonais Andrzej Wajda fut le seul étranger à venir apporter son soutien et celui, accueilli triomphalement, de Solidarité.

Beaux joueurs, les manifestants ont aussi applaudi très fort un message de M. Mitterrand, après que MM. Chirac, Giscard d'Estaing et Mauroy se furent successivement désistés de divers meetings de cette opposition bulgare. M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR s'était rendu le 30 mai à Plovdiv, deuxième ville du pays, pour soutenir l'opposition.

S. K.

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : Paris nomme un nouveau chargé d'affaires à Kaboul.** – Le Quai d'Orsay a annoncé mardi 5 juin la désignation comme chargé d'affaires à Kaboul de M. Thierry Bernadac. Agé de quarante-et-un ans, secrétaire-adjoint des affaires étrangères en 1971, M. Bernadac a été vice-consul puis troisième secrétaire à Dublin (1972-75), deuxième secrétaire à Varsovie (1975-77) puis à Nicosie (1977-81), consul général à Johannesbourg (1985-86). Il est depuis 1986 secrétaire des affaires étrangères. Il devrait prendre ses fonctions le 15 juin. L'ambassade de France à Kaboul avait été fermée en février 1989 pour des raisons de sécurité.

□ **BELGIQUE : une entreprise française subventionnait les socialistes liégois.** – L'administrateur de la filiale belge de la Compagnie Générale des Eaux (CGE) a reconnu jeudi 7 juin devant un juge d'instruction de Liège qu'il avait versé des fonds pour financer la campagne électorale des socialistes de la ville. Le bourgmestre de Liège, Edouard Close, a reconnu pour sa part avoir reçu de telles subventions, indique-t-on de même source. Les chiffres cités par les deux personnalités divergent cependant. Pour Georges Goldine, administrateur de la CGE de Liège et ancien adjoint au maire (libéral) de cette ville, le versement a porté sur 2 millions de francs belges (environ 320 000 FF). M. Close de son côté a admis avoir reçu, pour son parti, la moitié de cette somme. – *(AFP.)*

□ **GRECE : M. Mitsotakis se rendra le 19 juin à Paris et le 20 à Bruxelles.** – Le premier ministre grec Constantin Mitsotakis se rendra, dans le cadre de sa tournée des capitales des pays membres de la CEE, le 19 juin à Paris et le 20 à Bruxelles, a indiqué jeudi 7 juin, un porte parole du gouvernement grec. A l'occasion de cette tournée, M. Mitsotakis, qui compte expliquer la nouvelle politique du gouvernement conservateur grec formé après les élections du 8 avril, espère obtenir une aide financière pour aider à redresser la situation économique du pays. – *(AFP.)*

□ **HONGRIE : un seul ambassadeur pour les deux Allemagnes.** – La Hongrie n'est plus représentée que par un seul ambassadeur dans les deux Allemagnes : M. Istvan Horvath, ambassadeur à Bonn. La RFA et la RDA maintiendront cependant leurs ambassades à Budapest aussi longtemps que les deux Etats ne seront pas réunifiés, a précisé le même jour un haut-fonctionnaire hongrois. – *(AFP, UPI.)*

□ **POLOGNE : explosion de trois bombes à Gdansk.** – Trois attentats à la bombe ont été commis jeudi 7 juin en début d'après-midi à Gdansk contre le siège de la direction des chemins de fer polonais (DOKP), le journal régional *Glos Wybrzeza* et la compagnie aérienne LOT. Les explosions n'ont pas fait de victimes et n'ont provoqué que de légers dégats. Ces trois attentats ont été revendiqués par un groupe anarchiste, le « groupe indépendant du 13 décembre », qui s'était auparavant fait connaitre par sa participation à des manifestation anti-soviétiques, a-t-on appris auprès de la rédaction de *Glos Wybrzeza*. Dans un appel téléphonique, le groupe a expliqué qu'il avait voulu protester contre une récente hausse de 100 % des tarifs de chemins de fer, contre des *« calomnies »* du journal à l'égard des *« anarchistes »* et enfin contre *« le transport de juifs soviétiques vers Israël »*. – *(AFP.)*

□ **YOUGOSLAVIE : le PC de Serbie se transforme en Parti socialiste.** – La Ligue des communistes de Serbie se transformera en juillet en Parti socialiste de Serbie, a indiqué jeudi 7 juin l'agence Tanjug à Belgrade. Le PC serbe fusionnera, à l'occasion d'un congrès extraordinaire, avec l'Alliance socialiste de Serbie, organisation de masse, qui était jusqu'ici la courroie de transmission du parti. Le parti serbe est le troisième à se transformer depuis l'éclatement, en janvier, de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY). Les PC de Slovenie et de Croatie ont été rebaptisés respectivement Parti du renouveau démocratique et Parti des changements démocratiques. – *(AFP.)*

URSS : selon un nouveau bilan

Les violences en Kirghizie ont fait soixante-dix-huit morts

Soixante-dix-huit personnes ont été tuées et 328 autres ont été blessées dans les violences ethniques qui touchent depuis lundi la république soviétique de Kirghizie, en Asie centrale, a-t-on indiqué vendredi 8 juin de source officielle kirghize. Au total, 249 bâtiments ont été détruits par le feu au cours des affrontements entre Kirghiz et Ouzbeks. Ces derniers, qui constituent 12 % de la population de Kirghizie, *« mutiplient les appels à l'aide »*, avait annoncé jeudi la télévision de la grande république voisine d'Ouzbékistan. Leurs frontières communes ont été fermées le même jour, de crainte d'une *« guerre »* entre les deux républiques, avait indiqué le ministre de l'intérieur soviétique, M. Vadim Bakatine, qui avait annoncé l'envoi sur place de renforts de troupes.

Une situation insurrectionnelle

Devant le Parlement soviétique, M. Bakatine avait déclaré que la police locale ne pouvait rien face à des conflits ethniques *« dignes de l'époque des cavernes »* et dénoncé *« la bêtise et la morgue »* des autorités locales, dont l'autorisation donnée à la construction de logements pour des Kirghiz sur un kolkhoze ouzbek, dans la zone frontalière d'Och, avait mis le feu au poudres.

La presse soviétique décrivait jeudi une situation insurrectionelle, accompagnée de pillages et d'actes de sauvagerie, des deux côtés de la frontière où les policiers, débordés et ravitaillés en munitions par hélicoptères, étaient impuissants à empêcher l'afflux de Kirghiz et Ouzbeks armés.

Dans la capitale kirghize, Frounzé, soumise au couvre-feu depuis jeudi soir, quelque 6 000 manifestants, qui voulaient dans la matinée se rendre à Och avant de réclamer dans la soirée la démission des dirigeants du parti local, se sont finalement dispersés dans le calme. Le nouveau commandant militaire local, le colonel Félix Koulov, a en effet négocié avec des représentants d'un nouveau *« mouvement démocratique »* kirghiz et accepté la tenue vendredi d'un rassemblement de deuil dans le centre de la ville.

A Tachkent, la capitale de l'Ouzbékistan, le principal groupe informel, Birlik, a pour sa part dénoncé les violences, accusant les autorités des deux républiques de *« chercher à diviser pour régner »*. – *(AFP.)*

La présentation de « l'Aveu » à Moscou

Quand plus rien n'étonne...

MOSCOU

de notre correspondant

Carton d'invitation en main, on s'est pressé pour voir *l'Aveu*, pour voir démonter, plan après plan, la mécanique d'un procès stalinien, pour suivre cette descente aux enfers que connut Artur London, vice-ministre tchécoslovaque des affaires étrangères lorsqu'il fut précipité, en 1952, dans ce que l'Histoire a retenu comme le « procès Slansky ». Dans la salle du Centre du cinéma à Moscou, mercredi 6 juin, s'écrasaient les grands noms de la presse réformatrice, les députés les plus radicaux, les plus brillantes figures de l'entourage gorbatchévien. Sur scène, pour présenter leur film, il y avait non seulement Yves Montand mais aussi Costa-Gavras, le metteur en scène, et Jorge Semprun, le scénariste, ancien dirigeant communiste et actuel ministre espagnol de la culture.

Par une annonce au micro, l'ambassadeur de Tchécoslovaquie en URSS, M. Slansky, s'est excusé de son absence : il avait dû aller accueillir son président, Vaclav Havel, qui arrivait pour le sommet du pacte de Varsovie. Trente-huit ans plus tard, le fils du pendu de 1952 est ambassadeur de son pays à Moscou et a participé, aux côtés d'un ancien dissident devenu chef de l'Etat, à un sommet qui a sonné le glas du pacte de Varsovie. Les persécutés d'hier sont les excellences d'aujourd'hui. L'espoir, puis le désespoir des Tchèques ont été ceux de ces quadragénaires gorbatchéviens qui, à l'époque, étaient en poste à Prague et qui savourent cette soirée comme un triomphe.

Au premier rang se trouve Lise, la veuve d'Artur London. On a beau se dire qu'il ne faut plus s'étonner de quoi que ce soit en URSS, la stupéfaction vous envahit de nouveau. La Russie cherche – Yves Montand l'a relevé sous les applaudissements – non pas à sauver le communisme mais à s'en sauver. *L'Aveu*, c'est déjà l'histoire de l'après-guerre, le passé.

B. G.

RFA : recherchée depuis treize ans pour activités terroristes

Susanne Albrecht a été arrêtée à Berlin-Est

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Suzanne Albrecht était l'une des dernières figures encore en liberté des premiers commandos de la RAF (Fraction Armée rouge) qui avait semé la terreur dans les années 70 en Allemagne fédérale. Elle a été arrêtée mercredi 6 juin dans le « Sarcelles » de Berlin-Est, le quartier de Marzahn, sans opposer de résistance. Mère d'un petit garçon, mariée, elle était arrivée en 1980 en RDA où elle a notamment travaillé comme laborantine.

Suzanne Albrecht était recherchée depuis treize ans pour le meurtre du PDG de la Dresdner Bank, Jürgen Ponto, le 30 juillet 1977, près de Francfort. L'homme d'affaires connaissait la famille de la jeune femme, âgée à l'époque de vingt-six ans. Il avait ouvert la porte de son domicile sans se méfier. Il avait été froidement abattu par les deux complices qui accompagnaient Suzanne Albrecht. Celle-ci est également accusée d'avoir participé un mois plus tard à une tentative d'attentat contre le siège du procureur général de la République à Karlsruhe. Ces deux actions étaient une vengeance contre les condamnations d'Andreas Baader, le « chef historique » de la RAF, Gudrun Esslin et Jan-Karl Raspe en avril 1977 à la prison de Stammheim.

Un passeport de « cadre »

Cette arrestation relance la question des liens entretenus par les terroristes ouest-allemands avec les services est-allemands de la Stasi, la sécurité d'Etat. Selon les informations données jeudi à Berlin-Est par le ministre est-allemand de l'intérieur, Suzanne Albrecht serait arrivée en RDA en 1980, par la Tchécoslovaquie, avec de faux papiers au nom d'Ingrid Jager. Elle aurait obtenu peu après en RDA de nouveaux papiers et notamment un passeport de *« cadre »* qui lui permettait de se déplacer à l'étranger.

Les spécialistes est-allemands n'ont jusqu'à présent fourni aucune preuve précise de tels liens. Depuis la chute du régime Honecker, les documents de la Stasi sont bien sûr passés au crible pour examiner toutes les hypothèses. On se demande notamment si les terroristes de la RAF ont pu utiliser la RDA comme base de repli ou au moins comme lieu de transit vers le Proche-Orient. Dans les années qui ont suivi sa disparition on a cru à de nombreuses reprises voir Suzanne Albrecht dans les camps palestiniens du Liban, en Syrie, au Yémen.

Selon la justice ouest-allemande, la terroriste se serait néanmoins détachée des groupes qui ont pris la relève de la bande à Baader et qui se sont signalés par plusieurs assassinats ces dernières années encore, notamment l'année dernière celui du PDG de la Deutsche Bank. Suzanne Albrecht a vécu apparemment les deux dernières années à l'étranger. Le journal *Berliner Morgenpost* parle de l'Union soviétique. Les conditions qui ont conduit à l'arrestation de la jeune femme, âgée maintenant de trente-neuf ans, n'ont pas été précisées. La justice ouest-allemande avait transmis le 4 mai dernier une demande de recherche à la RDA. Avec son mari et son enfant, la jeune femme n'avait regagné Berlin que dimanche dernier. Le *Süddeutsche Zeitung* émet l'hypothèse d'une reddition.

HENRI DE BRESSON

ENQUÊTE

Plaies d'Afrique

IX. – *Rencontre avec un dirigeant du « troisième type »*

Nicéphore Soglo, premier ministre du Bénin depuis trois mois, incarne une nouvelle génération de dirigeants africains, ni politiciens, ni militaires, dont la compétence est, aujourd'hui, sollicitée pour être mise au service du redressement économique de leur pays (*le Monde* des 29, 30, 31 mai, 1er, 2, 6, 7 et 8 juin).

Il n'appartient ni à la classe des politiciens ni à la caste des militaires qui, depuis l'indépendance, d'un bout à l'autre de l'Afrique subsaharienne, *alternent au pouvoir*. Poussé sur le devant de la scène béninoise par le *« vent de liberté »* qui souffle sur le continent noir, Nicéphore Soglo, cinquante six ans, serait-il alors un dirigeant du *« troisième type »* ? Nommé premier ministre, le 28 février dernier, par la Conférence des forces vives de la nation, il lui a été donné onze mois pour remettre son pays sur rails après *« dix sept ans de dictature militaro-marxiste »*.

Cet énarque qui a la double nationalité – française et béninoise – n'a pas eu, dans son pays, la carrière que lui promettait son cursus universitaire, *sauf à être, quelque temps,* ministre des finances. Administrateur de la Banque mondiale, de 1979 à 1987, il y observe, d'un œil d'expert, les tribulations de l'Afrique subsaharienne sur laquelle il a juridiction.

Lui qui se dit de *« culture française »* et aime citer les bons auteurs, d'Alfred de Musset à Emmanuel Mounier, ne renie pas, pour autant, ses racines africaines. Ainsi, pour éclairer les déboires du continent noir, remonte-t-il loin dans le temps, à cette *« longue nuit de la traite »*.

Et de regretter, à cet égard, *« l'amnésie »* de l'Europe. *« Ce fut, pourtant, la plus grande déportation de l'histoire humaine. Cela a duré quatre siècles et nous avons perdu deux cents millions d'hommes*, raconte M. Soglo. *Si bien qu'ayant été ainsi saignée, l'Afrique est, aujourd'hui, un continent vide »*.

Pas question d'oublier d'inscrire cette *« affreuse tragédie »* au compte des pertes et profits. Il se refuse à suivre *« les gens qui prétendent que l'Afrique n'a jamais souffert »*. A son avis, *« le seul élément d'unité culturelle du peuple noir, ce n'est ni sa langue ni sa religion, c'est le souvenir des souffrances qu'il a subies pendant des siècles »*.

A ses yeux, l'Amérique et l'Europe, à cause de ce honteux trafic, ont, aujourd'hui, un *« devoir de solidarité à remplir vis-à-vis de l'Afrique plus qu'à l'égard de quiconque, même si donner de l'argent, ça ne fait pas ressusciter les morts »*.

« Nous ne sommes indépendants que depuis une génération, souligne-t-il. *Nous apprenons encore, mais il n'y a pas de doute que nous avons fait des progrès. »* Cela dit, *« le développement, ce sont d'abord les hommes. Or,* note-t-il, *nous manquions d'hommes suffisamment bien formés »*. A cet égard, *« l'exemple le plus typique est celui du Zaïre qui, au sortir de la période coloniale, s'est retrouvé sans aucun cadre, sans aucun médecin, sans aucun ingénieur, sans aucun officier. Et l'on s'étonne qu'il ait connu des soubresauts »*...

« Eléphants blancs »

A contrario, M. Soglo se réfère aux exemples du Japon et des Pays-Bas *« qui n'ont pas de matières premières mais qui, grâce à la qualité de leurs hommes »*, ont réussi à aller de l'avant. Il récuse les comparaisons que certains font entre l'Afrique et l'Asie du Sud-Est. *« Les pays d'Extrême-Orient ont acquis leur indépendance depuis plus longtemps que nous*, insiste-t-il. *Ils sont déjà parvenus à l'autosuffisance alimentaire et disposent d'une matière grise qui nous fait encore défaut. »*

Quoi qu'il en soit, peut-on considérer la grande majorité des pays de l'Afrique subsaharienne comme autant de modèles de non-développement ? M. Soglo ne le croit pas. *« Depuis l'indépendance, il y a eu des progrès incontestables, notamment dans le domaine des équipements et de l'éducation »*, assure-t-il. Si, au départ, les choses n'ont pas été si mal, il avoue que, *« depuis la crise qui a commencé dans les années 70, il y a de sérieux problèmes »*.

« Le boom d'un certain nombre de matières premières, le pétrole d'abord, le café, le cacao, le coton ensuite, s'est traduit, explique-t-il, *par l'arrivée brutale d'argent dans les circuits économiques et a poussé les responsables africains à faire des investissements sans prendre garde à la qualité de ces investissements. »* D'où la naissance, un peu partout sur le continent noir, de ce que l'on a appelé les *« éléphants blancs »*. Aciéries, cimenteries, etc.

Retour à la terre

Le faible rendement des investissements est, à son avis, *« l'une des causes principales des graves difficultés que connaît, aujourd'hui, l'Afrique. Notre dette extérieure a grimpé de manière vertigineuse jusqu'à représenter 100 % de notre produit intérieur brut »*.

Pour M. Soglo, « le risque de marginalisation de l'Afrique est réel ». D'où la nécessité, à l'en croire, de dénoncer les anomalies du développement. *« Notre richesse est essentiellement basée sur la terre,* insiste-t-il. *Or, depuis l'indépendance, nous avons négligé ce secteur. Nous avons donné la priorité aux cultures d'exportation. Ainsi, existe-t-il des instituts de recherche pour le palmier à huile, le cacao, le café, etc., mais rien ou très peu pour les cultures vivrières. Ce qui constitue la base de notre nourriture,* ajoute-t-il, *est donc négligé. Il est intolérable qu'un Africain sur cinq – l'équivalent de notre population urbaine – vive, comme ce fut le cas en 1982, de produits vivriers importés. »*

Autre constat qui saute aux yeux : *« L'Afrique est émiettée. Or le monde va vers un regroupement continental. Le bon modèle, c'est le modèle américain. »* Selon M. Soglo, une nation, pour s'en sortir, doit disposer *« d'un territoire conséquent et d'une population armée d'un pouvoir d'achat »*. Selon lui, *« il n'y a pas d'avenir pour le continent noir sans marché viable »*. Il prêche, dans ce contexte, pour l'intégration régionale et voit la possible émergence de trois pôles de développement économique, l'un autour du Nigeria, l'autre autour du Zaïre, le troisième autour de l'Afrique du Sud.

Dans l'immédiat, la médication imposée par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale est *« nécessaire, même si elle est douloureuse »*. Pour M. Soglo, *« le malade ne doit pas rendre le médecin responsable de sa maladie »*. Mais *« il faut,* selon lui, *mettre à la disposition des pays africains des ressources suffisantes pour que réussissent ces politiques d'ajustement structurel »* dont, admet-il, les inventeurs n'ont pas mesuré les conséquences sociales négatives.

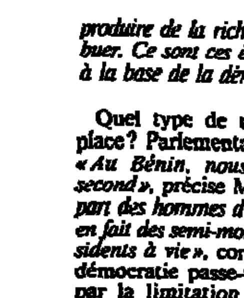
Le modèle soviétique

Vague d'afropessimisme, voire d'afrophobie ? *« Cela ne me surprend pas,* réplique M. Soglo, *car cette vague se situe dans le mouvement général de l'évolution des rapports de l'Afrique avec l'Europe et l'Amérique. »* En tout cas, une chose est sûre : *« Une nouvelle génération arrive au pouvoir qui mesure la nécessité de changer quelque chose. »*

Et d'appeler de ses vœux l'établissement, avec les pays riches, de *« relations de partenariat »* où le parler vrai soit à l'honneur. *« Jusqu'alors,* remarque-t-il, *on ne nous posait pas la question de la démocratie. Il ne fallait pas faire de vagues avec de bons clients. »* Heureusement, constate-t-il, ce langage est en train de changer.

« Tant que la prospérité économique était au rendez-vous, les gens pouvaient supporter un certain nombre de choses, note M. Soglo. *Avec la crise, ils réclament la liberté car ils sentent qu'ils ne sont pas bien gérés, que le retard que nous prenons est dû au fait qu'on ne dialogue pas avec eux. »*

Les structures du pouvoir sont-elles, aujourd'hui, dépassées ? *« Il faut bien comprendre quel était le souci des dirigeants africains au début. La balkanisation rendait l'équilibre politique très fragile ; ils se sont donc employés à bâtir des Etats forts. Ils avaient alors sous les yeux, pendant la période de la guerre froide, le modèle soviétique avec le parti unique qui devait permettre de rassembler la nation. Mais ils ont oublié qu'il ne pouvait pas y avoir de développement sans démocratie. »*



M. Nicéphore Soglo, premier ministre du Bénin

« Nous sommes devenus indépendants au mauvais moment, regrette M. Soglo. *Au moment où les professeurs que nous avions dans les universités étaient vraiment imprégnés de la culture marxiste et socialiste. Compte tenu des excès du libéralisme et après les expériences du nazisme et du fascisme, nous voulions quelque chose de nouveau. Le modèle du secrétaire général du parti à la manière de Staline s'est imposé à nous et l'on a plaqué dessus le système présidentiel français. »*

A la faveur des difficultés de tous ordres que les pays africains ont rencontrées, les militaires sont arrivés au pouvoir. *« Au nom de la stabilité, les milieux d'affaires les ont souvent regardés d'un œil indulgent »*, juge M. Soglo. *On se rend compte, après coup, qu'ils ne sont pas les meilleurs gestionnaires qui soient. Regardez le Bénin : nous avons connu dix-sept ans de stabilité et au bout le désastre... »*

Le vent de liberté qui souffle sur l'Afrique ne risque-t-il pas de tout emporter sur son passage ? M. Soglo est confiant : *« On finira par trouver un équilibre. La démocratie n'est pas un phénomène statique. Voyez, dans l'Antiquité, la cité athénienne : au départ, elle comptait 130 000 citoyens et près de 200 000 esclaves. »*

A son avis – l'exemple des Etats-Unis le prouve – *« la force de la démocratie, c'est la force de la classe moyenne. Il faut progressivement créer cette classe qui n'existe pas encore chez nous. Il est donc nécessaire de produire de la richesse et de la distribuer. Ce sont ces éléments-là qui sont à la base de la démocratie »*.

Quel type de régime mettre en place ? Parlementaire, présidentiel ? *« Au Bénin, nous avons choisi le second »*, précise M. Soglo. *« La plupart des hommes d'Etat africains sont en fait des semi-monarques ou des présidents à vie »*, constate-t-il. Aussi la démocratie passe-t-elle, à ses yeux, par la limitation des mandats de *« cinq ans en cinq ans par exemple »*. A partir de là, les tenants du titre sont astreints à *« un peu plus d'humilité »* dans l'exercice de leurs fonctions.

Quant aux partis politiques qui refont surface dans le cadre de ce renouveau démocratique, *« il est inévitable qu'ils pérennisent des divisions »*, pense M. Soglo. Tribalisme, régionalisme ? A son avis, il en est toujours ainsi dans la formation des nations : *« Même un vieux pays comme la France connaît des soubresauts avec les Corses, les Basques, les Bretons et, tout récemment, l'Union soviétique avec les Arméniens, entre autres. »*

« Après, les choses vont s'organiser », croit-il. *« L'Afrique est en train de faire son bilan politique et économique. Elle a pratiquement tout essayé. Ses responsables se rendent bien compte des dangers qu'il y aurait à laisser se développer un multipartisme débridé. Il faut que, petit à petit, les formations se regroupent et acquièrent une audience nationale. On pourrait évidemment, comme au Nigéria, décréter le bipartisme mais,* estime-t-il, *ceux qui seraient ainsi mis hors jeu ne risqueraient-ils pas de torpiller ce système ? »*

A qui confier la responsabilité de conduire le changement ? Nécessité économique faisant loi, au tour des *« technocrates »* ? M. Soglo n'aime pas beaucoup ce terme. *« Il y a une génération d'Africains qui ont acquis une formation et une expérience et qui ont, en même temps, de très fortes convictions sur le devenir de leur peuple, une rigueur d'attitude en matière de développement économique et de moralisation de la vie publique »*, affirme-t-il.

Encore faudrait-il que ces experts, ces professionnels du développement, aient aussi le contact avec la population pour s'en faire comprendre et s'en faire obéir. M. Soglo a, quant à lui, moins d'un an – c'est bien court – pour prouver que, mis au pied du mur, les Béninois et, partant, les Africains, sont capables de se ressaisir, de vaincre la fatalité du délabrement politique et économique.

JACQUES DE BARRIN

FIN

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : la levée de l'état d'urgence et la fin de la visite de M. Mandela à Paris

Une nouvelle étape de la libéralisation du régime

Outre la libération de 48 prisonniers politiques, le président Frederik De Klerk a annoncé, jeudi 7 juin, aux parlementaires des trois chambres réunis au Cap la levée de l'état d'urgence en vigueur depuis le 12 juin 1986. Cette mesure ne concerne pas la province du Natal, où les membres du mouvement Inkatha et les militants du Front démocratique uni (UDF) et du Congrès national africain (ANC) continuent d'en découdre *(nos dernières éditions du 8 juin)*. Les Etats-Unis, par la voix d'un porte-parole de la Maison Blanche, se sont félicités des *« progrès remarquables accomplis durant les derniers mois »* tout comme le gouvernement britannique qui n'envisage pas, cependant, d'assouplir davantage unilatéralement les sanctions économiques contre le régime de Pretoria.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'effet de surprise a été complètement escamoté par la presse sud-africaine qui, tout au long de cette semaine, avait laissé entendre que la mesure d'exception serait levée avant le 8 juin, à minuit. A cette date fatidique, l'état d'urgence, renouvelé le 9 juin 1989 pour un an, venait à expiration. Il avait d'abord été décrété sur une partie du territoire, le 21 juillet 1985, par M. Pieter Botha car *« les lois ordinaires du pays ne* [permettaient] *pas au gouvernement d'assurer la sécurité de la population et de maintenir l'ordre public »*. Puis il avait été levé le 7 mars 1986. Entre ces deux dates, plus de 8 000 personnes avaient été appréhendées. Il avait été réinstauré le 12 juin 1986. Dans les trois mois suivants, plus de douze mille personnes furent arrêtées.

Reconduit sans interruption depuis lors, il a permis d'enrayer l'escalade de la violence, mais n'a pas réussi à prévenir son irruption dans la province du Natal à partir de la fin de 1987. Les chiffres sont éloquents : 879 morts en 1985, 1298 en 1986, 661 en 1987, 1149 en 1988, 1403 en 1989. Selon des sources indépendantes dignes de foi, 970 personnes auraient été tuées au cours des trois premiers mois de cette année – près de 11 morts par jour – tandis que les chiffres officiels estiment le nombre des victimes de la violence à 574 pour la même période. Le très sérieux et indépendant Institut des relations raciales estimait au mois d'avril que *« la flambée de violence du premier trimestre »*, si elle ne s'éteignait pas, conduirait à *« un carnage d'au moins 4 000 morts d'ici à la fin de l'année »*.

Pour justifier le maintien de l'état d'urgence dans la province du Natal, M. De Klerk a souligné que la décision annoncée le 4 avril d'envoyer *« la troupe maintenir la loi et l'ordre avait finalement eu des résultats positifs »*. L'ANC avait – dans un premier temps – approuvé la décision du gouvernement. De toute façon, celui-ci dispose, en temps ordinaire, d'un arsenal législatif répressif adéquat pour maîtriser les situations de violence. Deux lois, l'une sur la sécurité publique, l'autre sur la sécurité intérieure adoptées respectivement en 1953 et en 1950, donnent suffisamment de pouvoir à la police. Grâce à la loi sur la sécurité publique *« améliorée »* en 1986, le ministre de la loi et de l'ordre, a la faculté de déclarer certaines parties du pays *« zones de troubles »* et de prendre les mesures nécessaires.

M. De Klerk a indiqué qu'un *« effort financier supplémentaire »* allait être consenti pour aider à régulariser la situation au Natal. Un milliard de rands (2,2 milliards de francs) sera consacré au renforcement des forces de police et à l'amélioration de leur action. M. De Klerk a longuement expliqué que cette mesure ne grèverait pas le budget de l'Etat et ne conduirait pas à l'imposition de nouvelles taxes puisqu' *« une provision d'un milliard de rands est d'ores et déjà inscrite au budget pour des dépenses imprévues »*, a-t-il précisé.

La levée de l'état d'urgence figurait en première ligne des préalables posés par l'ANC pour accepter d'aller plus avant dans les négociations avec le gouvernement. Un obstacle supplémentaire est donc levé, d'autant que M. De Klerk a aussi annoncé *« la libération de quarante-huit militants de l'ANC emprisonnés »*.

« L'ANC doit cesser de tergiverser »

La commission mixte formée par le gouvernement et l'ANC au lendemain des entretiens de Groote Schuur au Cap, du 2 au 4 mai, qui devait, entre autres, définir le statut des prisonniers politiques, étudier les modalités de leur libération et les conditions du retour des exilés, a rendu la conclusion de ses travaux le 21 mai aux deux parties. Un accord de principe est acquis. Mais le président a révélé que *« l'ANC a demandé un délai complémentaire, jusqu'au 14 juillet, avant de faire connaître sa réaction aux propositions de la commission »*.

M. De Klerk n'a pas ménagé l'ANC, qui *« doit cesser de tergiverser »* et *« prouver son adhésion aux principes de la déclaration commune de Groote Schuur »*. Il a longuement cité des déclaration publiques de M. Mandela pour mieux s'interroger sur l'ambiguïté qui consiste à continuer à prêcher *« la lutte armée »* et *« le maintien des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud »* .

Un jour viendra où *« l'Histoire nous demandera des comptes sur notre volonté de nous élever au-dessus des égoïsmes, des intérêts particuliers pour bâtir un avenir »*, a dit M. De Klerk en suggérant d' *« oublier le passé et les injustices »* pour *« créer un futur à nos enfants, sans défiance ni préjugés, sans haine ni domination ». « Paix, justice, stabilité, prospérité c'est ce que la jeunesse de notre pays réclame. Travaillons ensemble à faire de cela une réalité. C'est à notre portée »*, a-t-il conclu.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Un inlassable plaidoyer en faveur du maintien des sanctions

M. Nelson Mandela a mené tambour battant sa croisade parisienne en faveur des sanctions contre son pays. Un véritable parcours du combattant a conduit, jeudi 7 mai, le vice-président de l'ANC (Congrès national africain) et son épouse Winnie aux quatre coins de la capitale. Ils ont dit à leurs interlocuteurs, en grande majorité des hommes politiques, à quel point il était important de maintenir la pression, même si des progrès sont réalisés du côté de Pretoria, le dernier en date étant la levée de l'état d'urgence.

Il n'a guère eu de mal à convaincre ses hôtes, à l'exception d'un seul, que le chef historique de l'ANC n'a pas nommé mais qui ne peut être que M. Jacques Chirac, premier responsable politique rencontré au cours d'une journée fort chargée. La tournée s'est poursuivie dans les locaux de la fondation France-Libertés où Mme Danielle Mitterrand trouvait à peine ses mots pour dire sa joie d'accueillir un homme qui symbolise au plus haut point le sens de son engagement.

Patiemment, chaleureusement, M. Nelson Mandela a remercié un à un tous les responsables des ONG (organisations non gouvernementales) qui s'étaient pressés au siège de la fondation avant de filer vers l'Arche de la défense, où M. Claude Cheysson, convaincu d'avance sur la questions des sanctions, a fait les honneurs de ce nouveau monument à ce couple que l'on pourrait qualifier de présidentiel tant les égards avec lesquels il a été reçu rappelaient ceux réservés à un chef d'Etat.

Les portes de l'Elysée se sont ouvertes toutes grandes devant cet homme unanimement respecté que vingt-sept années de détention ont placé au pinacle de l'opinion publique internationale et au faîte des aspirations de son peuple. Quel merveilleux cadeau d'anniversaire ce fut pour M. Georges Marchais qui n'en pouvait mais, le sourire immense et permanent, étreignant dans ses mains celles de l'homme qui a représenté pour le Parti communiste un terrain de lutte privilégié. La réception, place du Colonel-Fabien, fut cependant rapide, à peine plus d'une demi-heure, sans discours public ni petits fours. M. Mandela l'a répété un peu plus tard : *« Je n'ai jamais été un membre du Parti communiste et je n'ai jamais aspiré à en être un. »*

L'atmosphère était détendue au siège du Parti socialiste, rue de Solférino, où M. Pierre Mauroy a évoqué ses souvenirs et fait part de son *« impression de déjà connaître »* l'homme qu'il a accueilli sur fond d'affiche : *« Le racisme sera-t-il le mur des français ? »*. M. Mandela est reparti avec sous le bras une lithographie originale de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour s'adresser aux députés à l'hôtel de Lassay à qui il a expliqué que son action *« n'était pas seulement une lutte contre l'apartheid mais plus fondamentalement une lutte pour la démocratie »*.

Pas de récompense à M. De Klerk

D'un pas mesuré, légèrement hésitant, le dirigeant nationaliste, dont le visage s'illumine d'un sourire enfantin lorsque les applaudissements crépitent, a poursuivi patiemment, en répétant chaque fois ses convictions, sa procession *« pro-sanctions »* qui l'a ensuite conduit au siège de l'UNESCO, devant la presse et enfin à Matignon, où il fut l'hôte à dîner de M. Michel Rocard.

La levée de l'état d'urgence n'a pas impressionné M. Mandela outre mesure. *« De Klerk a levé un obstacle aux négociations. Il en reste beaucoup d'autres*, a-t-il fait remarquer. *Il ne mérite aucune récompense. »* Le vice-président de l'ANC a quitté Paris vendredi matin pour Genève, rassuré quant au soutien des dirigeants français au tout début de ce voyage de six semaines dont le plaidoyer en faveur des sanctions sera le leitmotiv. *« La France reste vigilante dans sa condamnation de l'apartheid »*, lui a dit le premier ministre, pour qui *« un long chemin reste sans doute à parcourir avant que ne s'instaure une véritable démocratie multiraciale, conforme aux vœux et au génie de son peuple »*.

MICHEL BOLE-RICHARD

LIBÉRIA : alors que ses troupes ont remporté une première victoire

Le président Doe refuse de quitter le pouvoir

Le président Samuel Doe a affirmé, jeudi 7 juin, qu'il entendait rester au pouvoir et que les troupes rebelles de Charles Taylor devraient lui *« passer sur le corps »* pour s'emparer de Monrovia. *« Je n'ai pas l'intention d'abandonner le pays face à la crise qu'il traverse »*, a-t-il déclaré lors d'un entretien avec un diplomate américain.

Le chef de l'Etat libérien a, d'autre part, indiqué qu'il n'avait demandé à personne de lui trouver une terre d'asile . Après que les Etats-Unis eurent annoncé qu'ils acceptaient de le recevoir, le Nigéria avait fait savoir qu'il était prêt à l'accueillir sans conditions. Les troupes gouvernementales ont remporté une première victoire sur les forces rebelles en reprenant le contrôle de la gigantesque plantation d'hévéas de Bridgestone (ex-Firestone), située aux abords de la capitale et de l'aéroport international de Robertsfield, déserté par les compagnies étrangères.

Il s'agit du premier revers du Front national patriotique (NPFL) depuis qu'il a pris les armes, fin décembre, dans le nord du pays. Il intervient trois jours après la mort d'Elmer Johnson, le conseiller militaire de Charles Taylor. Celui-ci avait tenté de discipliner les maquisards et d'éviter les exécutions sommaires comme celles qui ont été signalées en grand nombre à Buchanan, le port minéralier que les rebelles ont repris, dimanche, avec difficulté aux soldats gouvernementaux.

Les rebelles ne font pratiquement pas de prisonniers et n'épargnent pas les membres de l'ethnie Khran à laquelle appartient le président Doe, tout comme sont massacrés à Monrovia, les membres des tribus Gio et Mano, qui forment le gros des troupes rebelles. Amnesty International a exhorté mercredi les parties en conflit à *« cesser de tuer des non-combattants et des prisonniers »* .

De nombreux Occidentaux continuent de quitter Monrovia par le seul aéroport encore ouvert, James Spriggs Payne, situé dans un faubourg de la capitale et uniquement desservi par Air Guinée. Cette compagnie risque d'interrompre ses vols car le carburant commence à manquer sérieusement, le Libéria ne pouvant plus le payer. La dernière route de sortie, celle de la Sierra Leone, à l'ouest, semble coupée, depuis mercredi, par une nouvelle avance rebelle. – *(AFP.)*

« Tout n'est pas complètement noir en Afrique », déclare M. Pelletier

« La crise que traverse l'Afrique ne sera pas éternelle. Il y a quand même des raisons d'espoir. Tout n'est pas complètement noir, si je peux me permettre », a déclaré M. Jacques Pelletier, le ministre de la coopération, lors d'un déjeuner organisé, jeudi 7 juin à Paris, par l'association de la presse eurafricaine.

Dénonçant *« certaines idées reçues »*, le ministre a assuré que *« la France n'était pas responsable de ce qui se passe en Afrique »*. A son avis, *« la responsabilité principale incombe à ceux qui ont provoqué la chute des matières premières »*.

« L'Afrique est l'un des facteurs de l'audience et du rang international de la France », a souligné M. Pelletier qui a en outre rappelé l'effort financier accru de Paris en direction du continent noir. *« Cette aide est indispensable si l'on veut éviter une Afrique à deux vitesses. »*

Lire page 5 la fin de notre enquête : « Plaies d'Afrique »

ASIE

CAMBODGE : pour avoir voulu former un parti politique

Un ministre et des hauts fonctionnaires ont été arrêtés à Phnom-Penh

Accusés d'avoir voulu « fonder un parti social-démocrate libéral », le ministre des télécommunications, M. Oung Phan, et quatre hauts fonctionnaires ou officiers supérieurs ont été récemment arrêtés à Phnom-Penh, a-t-on annoncé, jeudi 7 juin, de source officielle dans la capitale cambodgienne. Le ministre, deux colonels, un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères et une autre personne sont détenus dans une maison du Parti populaire révolutionnaire (PPR au pouvoir), a-t-on précisé.

Le quotidien britannique *« The Independent »* avait rapporté, le 2 juin, l'arrestation de 21 hauts fonctionnaires dans le cadre d'un complot contre le régime à la veille du départ de M. Hun Sen pour Tokyo. Cette dépêche, qui présentait les comploteurs comme favorables à une alternative *« démocrate libérale »* faisait également état de divisions croissantes au sein du PPR, entre un clan dur, favorable à des liens étroits avec le Viêtnam et au monopartisme, et une faction plus libérale, qui souhaite un renforcement des libertés économiques et politiques.

En effet, en dépit de l'adoption d'une constitution plus libérale voilà un peu plus d'un an, l'État du Cambodge - celui de Phnom-Penh - demeure un régime monolithique. Le PPR reste le seul parti enregistré et exerce, surtout, un étroit contrôle de l'administration. Les milieux officiels reconnaissent d'ailleurs, selon l'AFP, que *« rien n'interdit la création d'un parti politique »*, tout en ajoutant : *« en raison de la situation militaire, nous pensions que c'est prématuré car cela a pour effet de nous diviser face à l'ennemi »* .

La dissension, cependant, semble être venue des rangs du PPR, notamment pour protester contre une corruption qui s'étale au grand jour. On ignore si l'entourage du premier ministre est visé par les dissidents et s'il a, lui-même avant son départ pour Tokyo, ordonné les arrestations. Mais ce développement souligne les difficultés de M. Hun Sen. D'autant que, selon un rapport de M. Raoul Jennar, un Belge qui conseille les agences non-gouvernementales opérant au Cambodge, la réduction progressive de l'aide des pays d'Europe de l'Est et de l'URSS pourrait mener le pays au bord de la banqueroute. M. Jennar affirme que ces pays, dont les programmes d'aide représentent 80 % des recettes du budget du Cambodge, ont annoncé à Phnom-Penh qu'à partir de janvier 1991, ils ne traiteraient plus que sur une base commercial . Tout en soulignant que le régime a fait des efforts spectaculaires pour remettre une administration sur pied, M. Jennar conclut : *« Compte tenu de l'effet cumulé des contraintes qui s'abattent sur le gouvernement, on doit sérieusement s'interroger sur sa capacité à survivre au-delà d'une période qui va de six à dix-huit mois »*. Manifestement, de hauts-fonctionnaires se demandent, de leur côté, si l'opacité d'un régime de parti unique n'entrave pas un effort de redressement apparemment urgent.

J-C. POMONTI

□ **INDE : 14 morts au Pendjab.** – Quatorze personnes ont été tuées, jeudi 7 juin, au Pendjab lors d'incidents qui coïncidaient avec le sixième anniversaire de la prise d'assaut par l'armée indienne du Temple d'Or d'Amritsar, sanctuaire des Sikhs. Parmi les victimes figurent trois membres des services de sécurité. – *(Reuter.)*

□ **VIETNAM : expulsion d'une Américaine.** – Les autorités viêtnamiennes ont expulsé une Américaine, Mme Miriam Hershberger, accusée d'avoir *« porté atteinte à la sécurité nationale »*, a annoncé, vendredi 8 juin, le *Nhân Dân*, quotidien du PC, en affirmant que Mme Hershberger (trente-six ans), employée depuis juillet dernier comme professeur d'anglais à l'école supérieure des langues étrangères de Hanoï, a *« introduit illégalement des articles de la presse étrangères au contenu anti-socialiste »* et les a insérés dans ses cours. Le journal a ajouté que des *« documents ayant trait aux secrets d'Etat »* ont été saisis à son domicile. Deux autres ressortissants américains ont été expulsés du Vietnam ces dernières semaines. – *(AFP.)*

PROCHE-ORIENT

Vers une rupture du dialogue palestino-américain ?

Le Comité exécutif de l'OLP (CEOLP) a affirmé jeudi 8 juin dans le communiqué final clôturant ses travaux, commencés mardi à Bagdad, qu'une rupture du dialogue palestino-américain *« porterait un coup aux démarches de paix »*. Selon le communiqué, les pressions de certains milieux américains *« de connivence avec Israël »* visent à *« couvrir les crimes et les massacres perpétrés par les autorités de Tel-Aviv contre le peuple palestinien, et leur refus de tous les efforts et initiatives de paix »*.

D'autre part, à Koweït, M. Khaled al-Hassan, membre du comité central du mouvement palestinien Fatah, principale composante de l'OLP, a affirmé, dans une déclaration publiée jeudi par le quotidien *Al Qabas*, que *« la direction palestinienne détient des informations selon lesquelles l'administration américaine a décidé de rompre le dialogue avec l'OLP. »*

De son côté, le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, interrogé par *Al Qabas* a déclaré sur le même sujet : *« Il ne faut pas exagérer la question du dialogue. Notre politique est claire et ne sera modifiée que par les changements des constantes de la question palestinienne et du conflit israélo-arabe »*, en estimant que *« le dialogue palestino-américain ne fait pas partie de ces constantes »*. (AFP)

EN BREF

□ **HAITI : Elections générales avant la fin septembre** .– Les consultations locales, municipales, législatives et présidentielles seront organisées le même jour, et avant la fin du mois de septembre, a annoncé jeudi 7 juin à Port-au-Prince, M. Jean-Robert Sabalat, président du Conseil électoral provisoire (CEP). Lors d'une conférence de presse, M. Sabalat a précisé que la loi électorale serait rendue publique la semaine prochaine et que la publication du calendrier électoral suivrait immédiatement. Il a également indiqué que *« pour la première fois depuis 1986* (date de la chute du régime Duvalier), *le CEP avait pu bénéficier d'un appui total de la part de l'exécutif »*. – *(AFP.)*

□ **EGYPTE : Le fils de Nasser libéré sous caution.** – Le fils de Nasser, accusé d'avoir financé une organisation terroriste, a été libéré sous caution le jeudi 7 juin par la Cour supérieure de l'Etat. M. Khaled Abdel Nasser, qui avait été traité avec tous les égards dus à son nom depuis sa reddition jeudi soir aux responsables de la sécurité de l'Etat, a été accueilli par les acclamations enthousiastes des autres personnes accusées d'appartenance au groupe terroriste Révolution égyptienne. – *(Corresp.)*

□ **AFRIQUE DU SUD : victoire du Parti national à une élection partielle.** – Le Parti national au pouvoir a remporté, mercredi 6 juin, une nette victoire à l'élection partielle de Umlazi, dans la province du Natal, la première depuis l'annonce de réformes, début février, par le président Frederik De Klerk. Mais cette victoire a été marquée par une poussée spectaculaire du Parti conservateur qui a presque doublé le nombre de ses voix. – *(AFP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

POLITIQUE

L'opposition à la recherche d'une nouvelle organisation

La Force unie, qu'animent notamment MM. Noir et Léotard, a convié, samedi 9 juin, ses adhérents à une convention, à la Défense, pour mettre au point *« la stratégie, les statuts et le calendrier »* en vue de créer une *« formation commune de l'opposition »* par le moyen de la fusion du RPR *et de* l'UDF. A la veille de cette réunion, MM. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, et François Bayrou, délégué général de l'UDF, *ripostent* en annonçant (dans le *« Point de vue » que nous* publions) le calendrier de création d'une *« confédération »* de l'opposition et la mise au point de la procédure des *« primaires » pour* l'élection présidentielle, dont l'accord devrait être conclu avant la fin de l'année. Au sein même du RPR, MM. Pasqua et Séguin ont décidé de maintenir leur pression sur la direction du mouvement et préparent des propositions au nom de leur courant, notamment pour la défense nationale et l'Europe.

M. Pasqua et ses amis veulent amener le RPR à se définir par rapport à leurs propositions

La cohabitation conflictuelle continue au sein du RPR, sous le couvert du compagnonnage et du débat démocratique, le tout accompagné de vertueuses protestations d'innocence. Ainsi, il a suffi que le courant Pasqua-Séguin annonce une conférence de presse sur la *politique européenne de sécurité* pour que, aussitôt, le siège du RPR indique qu'une réunion du conseil national du mouvement se tiendra en octobre, précisément sur... la défense de l'Europe.

Dans les somptueux locaux du numéro 1 de la rue François-Iᵉʳ, dans le huitième arrondissement de Paris, où le courant Pour un nouveau rassemblement s'est installé, M. Charles Pasqua a tenu à préciser, jeudi 7 juin, que ses amis souhaitent seulement *« apporter, dans le cadre du Rassemblement pour la République, leur contribution dans un certain nombre de domaines »*. Aujourd'hui, il s'agit de la défense, et le texte élaboré par M. François Fillon, député de la Sarthe, transmis le matin même, en main propre, à M. Jacques Chirac, sera donc soumis au conseil national en octobre. Une autre contribution sera prochainement élaborée par les amis de M. Pasqua sur la question de la construction européenne. Cette attitude, conforme aux règles déontologiques internes du RPR selon les amis de M. Pasqua, procède, cependant, d'un évident souci tactique : contraindre les instances nationales du RPR à se définir par rapport aux textes préalables du courant Pasqua, textes présentés comme les plus fidèles à l'orthodoxie gaulliste. Dans le domaine *spécifique de la défense, le sénateur* des Hauts-de-Seine s'en prend avec vigueur au comportement de M. Mitterrand, accusé de *« suivisme et de passivité »*.

L'Europe des nations

Quant à l'UDF et aux centristes, soupçonnés d'atlantisme, M. Pasqua, sans toutefois les désigner nommément, estime qu'il y a *« encore un certain flou »* dans les positions de ces partis sur la défense.

M. Fillon, lui, s'inquiète que M. Edouard Balladur ait déclaré le *temps venu pour la France de se* rapprocher de l'alliance atlantique. L'ancien président de la commission de défense de l'Assemblée nationale juge, au contraire, que *« l'Europe doit s'affranchir autant des Etats-Unis et de l'Union soviétique, dans un modèle qui permette une ouverture en faveur des pays de l'Europe de l'Est »*. Car M. Fillon oppose *« deux conceptions inconciliables »*, celle qui affirme que l'ère de l'Etat-nation touche à sa fin et que l'intégration européenne doit aboutir à une politique étrangère et de défense unifiée, et l'autre conception, qu'il partage, de la résurgence d'une Europe des nations, rompant avec la logique des blocs pour s'ouvrir *« de l'Atlantique à l'Oural »*.

La nouvelle donne européenne, avec la *« révolution »* qui vient de se produire en Union soviétique, entraîne, selon lui, *« le déclin profond »* de cet Etat, mais, avant que les troupes russes ne quittent l'Europe de l'Est, une longue période de transition, de quatre ou cinq ans, imposera encore la vigilance. M. Fillon *refuse l'intégration de* l'Allemagne réunifiée dans l'OTAN, car cela correspondrait à une *« logique des blocs que la France a toujours rejetée »*. Il affirme : *« Nous devons engager la France à construire un système de sécurité européen élargi qui n'exclut ni les Etats-Unis ni l'Union soviétique et qui respecte les nations, y compris l'Allemagne. »* Il demande que la France prenne l'initiative de cette nouvelle organisation dans le cadre de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe), avec, pour objectif, aussi bien le désarmement que le dialogue politique.

A terme, M. Fillon envisage le retrait d'Europe des armes nucléaires américaines à courte portée. Quant à la défense française, le rapporteur demande que soient privilégiées les armes stratégiques à long rayon d'action. Pour ce qui est des forces conventionnelles, il propose une réduction du corps de bataille blindé, le renforcement de la lutte contre *« le terrorisme d'Etat »* et une réforme du système du recrutement.

A. P.

M. Chirac : le président de la République ne s'intéresse plus aux Français

SAINT-LO

de notre correspondant

Au cours d'un dîner-débat à Saint-Lô, jeudi 7 juin, en présence d'un millier de militants RPR, M. Jacques Chirac a affirmé que si M. Mitterrand *« a su incarner la force tranquille, il n'a plus, aujourd'hui, de vision pour la France et ne s'intéresse plus aux Français »*. Le président du RPR a affirmé que *« les Français sont inquiets pour l'avenir de la France, sans savoir, confusément, pourquoi. Il y a dans ce pays une grave crise morale, une crise des grandes institutions, une crise de confiance »*.

Or, a-t-il ajouté, *« l'opposition peut se présenter dans cet esprit comme une alternative possible et crédible »*, en construisant une *« authentique stratégie d'union UDF-RPR »*. *« Ce qui nous sépare, ce sont davantage les ambitions personnelles que les idées*, a affirmé le maire de Paris. Quant aux divergences au sein du RPR, elles témoignent, a dit son président en souriant, d'*« une plus grande richesse dans la diversité »*. C'est pourquoi l'opposition doit reprendre l'offensive.

Quant au Front national, selon M. Chirac, il *« n'a pas de véritable projet »*. *« Les excès de son chef*, a-t-il dit, *sont dangereux pour la paix civile, l'unité nationale, les valeurs humanistes, qui sont les nôtres. (...) Il est de notre responsabilité de dire à tous ces gens qui votent Le Pen que nous les comprenons, que nous voulons résoudre leurs difficultés. Ce sont ceux-là que nous devons convaincre. »* – *(Intérim.)*

POINT DE VUE

Avant l'été

par François Bayrou et Alain Juppé

NOUS vivons des temps étranges. Régis Debray a eu le courage de stigmatiser, dans *Libération*, le *« cynisme »* avec lequel le président de la République a choisi de *« dénoncer le soir en paroles ce qu'il fait le matin en pratique »*. Le premier ministre s'en trouve réduit à déclarer qu'il est ravi, puisque, en réalité, c'est lui qui a demandé à M. Mitterrand de bien vouloir, pour exciter son énergie, lui appliquer le fouet.

Pendant ce temps, les inégalités augmentent et les sondages baissent. Il n'en faut pas plus pour que les fantasmes réapparaissent, en dépit de leur échec avéré. A l'ordre du jour, la création de nouveaux impôts frappant de plein *fouet les cadres et la capacité d'in*vestissement des entreprises. Les grosses fortunes ne seront guère atteintes. En revanche, l'épargne risque fort de se détourner vers d'autres pays européens. Pas un mot, en tout cas, sur les créations d'emplois, sur les chômeurs, vraies victimes, vrais pauvres et vrais exclus, dont le RMI étouffera l'éventuelle protestation.

Les déceptions seront à la *mesure de ces déclarations déma*gogiques et de ces fausses espérances. La responsabilité de l'opposition se trouve donc accrue. A l'approche de la mi-temps de la législature, l'évolution des choses est en harmonie avec le calendrier.

Pas d'« Epinay »

L'opposition a fait ses choix. Elle sait et elle a dit sans ambiguïté qu'elle ne trouverait qu'en elle-même les ressorts de sa victoire, *sa force de conviction*, sa capacité à incarner une espérance. C'est par son dynamisme, et non par l'habileté, qu'elle pourra limiter les effets de l'extrémisme et l'empêcher de mettre sa marque sur le pays des droits de l'homme. Son projet mûrit. Dans l'entreprise des états généraux – et sans *crainte d'aborder les sujets* les plus brûlants, comme les Français *l'ont vu à Villepinte pour l'immi*gration, elle harmonise ses positions, elle avance des propositions conjointes, non pas pour disposer d'une bible qui aurait réponse à tout, mais pour que l'action soit possible au sortir d'un libre débat. *Dans quelques mois, l'opposition* aura ainsi son projet politique.

C'est, enfin, au risque de contrarier les esprits les plus pessimistes, une opposition capable *d'inventer ses nouvelles règles* d'organisation. Il y a peu, sans doute, pareil optimisme n'aurait-il pas été de mise. Cette mutation profonde ne se fera pas sur le modèle du coup d'Etat imposé sur un socialisme en déshérence par François Mitterrand, à Epinay, en 1971. Certes, l'opposition avait *besoin de changer, mais* elle n'était pas à l'abandon. Ses responsables ne venaient pas de faire 5 % des voix à l'élection présidentielle, comme Gaston Defferre en 1969.

Le changement en cours dans *l'opposition est inédit dans sa* forme, réformateur plutôt que révolutionnaire. Il est, cependant, construit sur des bases solides. On sait, désormais, ce que peut être *l'architecture nouvelle de l'op*position unie : une confédération, point de rencontre entre ceux qui, à la recherche d'une organisation solide, pensent cependant, *comme Jules Ferry répondant à* Gambetta, que, *« pour rester unis, le vrai moyen est de rester distincts »*, et ceux qui espèrent dans l'avènement d'un parti unique. On sait que cette confédération permettra la délibération en commun de nos deux grandes familles politiques, dans le respect de nos différences.

Elus et électeurs

*On sait, aussi, que cette nou*velle structure commune n'a de sens que si elle choisit de soutenir un candidat commun à la prochaine élection présidentielle et si elle se donne les moyens de le désigner sans contestation possible. *L'idée d'organiser cette dési*gnation au grand jour est capitale. Elle a, d'abord, surpris et suscité bien des réserves. Elle impose, en effet, un très grand changement des comportements.

Au lieu d'être réservée aux couloirs et à ses influences, la désignation du candidat à la magistrature suprême deviendrait l'affaire de tous. *C'est inventer une forme* d'engagement politique plus large *que le militantisme traditionnel*. C'est, aussi, sortir des manœuvres que l'on prête trop souvent à ceux qui ambitionnent la magistrature suprême. C'est donc, une *démarche saine, à laquelle aucune* des formations politiques de l'opposition ne s'oppose plus.

Restent les modalités. Un chemin se dessine entre des points de *vue qui paraissaient*, au départ, bien éloignés : le choix doit appartenir *aux électeurs de l'opposition* eux-mêmes ; les élus de l'opposition doivent se voir reconnaître une place spécifique dans cette désignation. Il est vrai que certaines questions méritent encore d'être approfondies : les parts res*pectives, dans la convention de* désignation finale, des élus et des mandats du terrain ; *le taux de* participation exigé pour que les scrutins qui précéderont cette convention finale soient pris en compte. Les questions qui demeu*rent en suspens ne sont* pas que techniques, mais la délibération de *nos formations permettra de les* trancher.

Les Français, qui attendent un *signe clair et fort*, doivent connaître notre calendrier : avant l'été, *tous les responsables de nos* formations se réuniront pour mettre au point un projet commun de confédération et de primaires, qu'ils proposeront ensuite chacun à la délibération de leurs instances. Avant la fin de l'année, *l'architecture de l'opposition sera* ainsi en place. Alors, la confiance *s'installera dans nos rangs*. Un nouvel esprit d'équipe sera né, qui rendra possible l'alternance.

► François Bayrou *est délégué* général de l'UDF, Alain Juppé est secrétaire général du RPR.

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

ÇA se gâte entre droite et gauche. Mais c'est une bonne nouvelle. Car cela veut dire aussi que la réalité reprend ses *droits et que, peut-être, l'hypocrisie*, pour ne pas dire le mensonge, qui caractérise depuis deux ans la vie politique française tendrait à s'effacer.

Prendraient fin ces simagrées par lesquelles la droite feignait *de considérer que le président de* la République pouvait être l'un des siens et l'intéressé faisait mine d'oublier d'où il venait. Jusqu'au moment où l'opposition s'est aperçue que cela ne lui apportait rien et le président de la République que cela pouvait lui coûter beaucoup. Et de rentrer dare-dare dans sa famille, au nom *des grands principes et de l'instinct de survie*.

Qu'il soit toujours tentant, pour un président de la République, de vouloir être l'« élu de tous », *alors qu'il ne l'est*, démocratie commande, que d'une plus ou moins grosse moitié du pays ; que l'on veuille, à *ce poste, se placer au-dessus des* engagements partisans et des querelles qu'ils engendrent, mon Dieu que cela est humain.

Mais sans méconnaître par trop que ce fut aussi grâce à ces querelles partisanes et en leur nom *que la victoire a été acquise. Si elles parais*sent rétrospectivement triviales pour l'« oint du suffrage », il lui faut pourtant se faire une raison et cette raison s'appelle fidélité.

C'est ainsi que M. François Mitterrand doit de *nouveau en entendre*, venant de l'opposition, des vertes et des pas mûres et que reprend contre lui un procès *qui est juste et logique*.

Logique parce qu'il est conforme à la tradition de la Vᵉ République dont la Constitution fait du *chef de l'Etat* l'unique patron de la République et que s'il est, juridiquement, le président de tous *les Français, il n'est l'élu que d'une* partie d'entre eux. C'est l'un des faux-semblants de la fonction que d'amener à rêver du contraire. *Ce n'est pas* se montrer sectaire que de ne pas renier ses origines, le reniement dût-il ne se déduire que du silence.

Le président de la République peut, certes, *bénéficier de « cotes de popularité »*, ou de « sympathie » qui dépassent nettement le résultat des urnes, mais ce n'est qu'une bonne manière de l'opinion, un laisser-faire des citoyens. Nullement l'indice que son électorat *s'est étendu* pareillement. Ou bien cela signifierait que ce président-là est passé avec armes et bagages à l'ennemi d'hier. *Le consensus, on ver*rait ce qu'il en serait s'il y avait des élections demain.

SANS doute est-ce du côté de la cohabitation entre 1986 et 1988 qu'il faut aller chercher les origines de ce « président au-dessus des partis » qui, jusqu'alors, était un argument de tréteaux pour le titulaire lorsqu'il sentait vaciller trop la confiance du pays.

Contraint à l'abstention, bien qu'il ait, en ce temps-là, *annoncé qu'il ne resterait « pas inerte »*, réduit en fait à quelques ruades en direction de la majorité qui lui était imposée et qui multiplia les gaffes, tant à son égard que vis-à-vis du pays, le chef de l'Etat put donner *l'impression qu'il était neutre et que sa fonction*, grâce à lui, l'était devenue.

C'était bien sûr une illusion à laquelle, avant lui, *n'avalent pu faire croire ni* M. Giscard d'Estaing, ni Georges Pompidou, ni même Charles de Gaulle, qui fut toujours, *quoi qu'il en eût, même* s'il refusait d'en être le mandataire, l'élu de la droite.

Procès

La réalité de Charles de Gaulle, c'est l'élection présidentielle de 1965 lorsqu'il est reconduit à l'Elysée avec 55 % des voix : non pas en 1958 (le *référendum sur* la Constitution) ou en 1968 (les législatives après les « événements » de mai), quand les Français *morts de trouille* auraient voté pour un chien coiffé s'il avait dû les rassurer. Dans les temps ordinaires, Charles de Gaulle n'a pas plus eu le soutien de la France entière que M. Mitterrand ne pourrait y préten*dre*.

Ce fut l'un des cadeaux empoisonnés de la cohabitation de *laisser planer l'espoir contraire* et que renforça le très beau résultat du 8 mai 1988. Les gouvernants ne veulent pas seule*ment être élus*, ils veulent aussi qu'on les aime. Le mirage du rassemblement ne fut donc pas dissipé.

D'autant *moins* qu'il fut fait choix, après la réélection, d'un premier ministre que la droite ne *détestait pas*. Comme la politique qui fut dès lors suivie n'était, elle non plus, pas détestable par ce camp, *l'illusion tint bon. C'est elle qui, à présent, réclame ses dividendes*.

Ç'avait beau grogner à gauche, ça suivait *quand même*, surtout au début. D'abord parce que si une partie de ce camp « en est revenue » de *M. Rocard, il serait faux de dire qu'il y a été* mal accueilli à son arrivée, y compris par ceux qui avaient plus de sympathie pour tel autre dirigeant socialiste. Le « peuple de gauche » n'avait pas les arrière-pensées de celui qui nommait.

Les choses ne se passèrent pas tout à fait comme il était prévu ou espéré. Loin que « l'abcès » crevât grâce à un prompt échec, il se *résorba plutôt, M. Rocard se flattant à juste titre* de sondages qui lui sont un encens et de quelques jolis coups « consensuels ».

MAIS, comme de bien entendu, qui dit consensus dit compromis, et l'on commença à trouver, à gauche, que *les concessions venaient plutôt d'un seul côté*, et que ce n'était pas de droite. Ainsi s'esquissa, puis se déclara contre M. Mitterrand un procès qui lui venait de sa famille et dont le principal argument tenait à la trop grande liberté qu'il laissait à M. Rocard, lui-même accusé d'incessantes complaisances pour l'adversaire. Mais on disait encore, comme jadis : *« Si le roi savait ça. »* Le changement, c'est que *maintenant on sait qu'il sait*.

Pour autant, ce procès, s'il n'est que global, est juste et injuste à la fois. Il est devenu juste, il ne l'était pas à l'origine.

Que M. Rocard ait été loyalement appelé à Matignon, ou, hypothèse fortement plus vrai*semblable, avec le désir qu'il s'y casse la mar*goulette, M. Mitterrand devait, dans les deux cas, lui laisser les coudées franches. Sinon, s'il l'avait d'entrée de jeu tenu en lisière, les mêmes qui, aujourd'hui, clament leur déception, et y ont plus d'un titre, après avoir eu tant confiance, auraient été en droit de dire qu'on n'avait pas donné sa chance à M. Rocard. Ils ne s'en *seraient pas privés et on n'aurait pas pu leur en* faire le grief.

Le premier ministre a donc fait à peu près ce qu'il voulait depuis deux ans sur le terrain intérieur ; en tout cas, il n'y a eu que cela de visible. De sorte que : 1) M. Mitterrand a paru se désin*téresser des Français (et la bougeotte n'a rien* amélioré) ; 2) la politique du gouvernement, que certains jugent, au mieux, centriste, lui a été imputée. S'il se taisait avec M. Rocard alors qu'il regimbait du temps de M. Chirac, c'est qu'il ne voyait rien à redire. *Le jardinier recevait le râteau* dans la figure. Mais il semble que ça l'ait plutôt réveillé qu'assommé. Il était temps. Pour M. Mit*terrand, assurément, mais aussi pour la gauche* dont l'étendard finirait par ressembler à un petit fanion scout si continuait d'être seul tenu le discours du « tout vaut tout », autrement dit « rien ne vaut rien ».

Il était temps que la France ne donne plus l'image d'un pays sans *enjeu ni but, s'affolant à* l'idée de la moindre confrontation idéologique, criant « au feu ! » pour quelques éclats de voix à *l'Assemblée ; ayant honte, en un mot, que le* gouvernement soit dit de gauche et se cherchant, au-dehors, des certificats qui n'étaient *pas mérités au-dedans*.

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Unanimité pour la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue

Les députés ont adopté – en première lecture et à l'unanimité, – dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 juin, le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment des capitaux provenant du trafic de stupéfiants présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. Ce texte, qui suit les recommandations exprimées par les experts internationaux du Groupe d'action financière sur le blanchiment des capitaux (GAFI), remet en cause le secret bancaire en obligeant les organismes financiers à déclarer auprès d'un service spécifique du ministère de l'économie et des finances les opérations « suspectes ».

Ce n'est pas le garde des sceaux, mais le ministre de l'économie et des finances qui a défendu le projet de loi destiné à renforcer la lutte contre le trafic de stupéfiants. Parce que la drogue est aussi une affaire de gros sous et que, après d'autres démocraties occidentales, la France a fait ce constat : si l'on veut lutter efficacement contre les trafiquants, il faut les attaquer au défaut de la cuirasse, l'utilisation de leur argent. Cependant, face à ce nouveau défi, l'Etat se trouve singulièrement dépourvu. A travers une législation sévère imposée aux organismes financiers, c'est, en fait, un véritable appel à l'aide que leur lance le gouvernement.

L'anonymat des bons du Trésor

A cette approche « économique » du problème de la drogue, les banques avaient largement accepté de coopérer. Leur seule inquiétude concernait les intentions du gouvernement quant au respect de l'anonymat de certaines transactions financières, comme l'achat d'or et de bons du Trésor. La gauche avait supprimé cet anonymat, rétabli par le gouvernement de M. Jacques Chirac ; n'allait-elle pas saisir l'occasion politique d'un projet de lutte contre la drogue pour modifier une nouvelle fois la législation ?

L'idée a, certes, été évoquée. M. Raymond Douyère (PS, Sarthe) s'est inquiété des placements frauduleux auxquels pouvaient inciter la libéralisation complète des marchés des capitaux et le régime favorable accordé, lors de la dernière session budgétaire, aux SICAV et aux sociétés de capitalisation. Quant au groupe communiste, il a présenté un amendement tendant à supprimer l'anonymat de l'achat d'or et de bons du Trésor. Le ministre a tout de suite tenu à préciser qu'il ne *« soupçonne »* pas les transactions anonymes de *« servir au blanchiment des capitaux »* et qu'il ne voit aucune raison de *« supprimer l'anonymat vis-à-vis du fisc lorsque celui-ci existe »*.

S'il faut, comme l'a souligné M. Bérégovoy, respecter les règles de la libre concurrence et de la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux, *« la liberté ne peut être, pour autant, la licence, et le marché ne saurait autoriser n'importe qui à faire n'importe quoi »*. C'est à un véritable partage des responsabilités qu'appelle le projet de loi, en instituant, pour les organismes financiers, l'obligation de s'assurer de l'identité de tout client désireux



d'ouvrir un compte et celle, surtout, de déclarer les opérations qui leur *paraissent couvrir un recyclage* d'argent de la drogue.

Reprenant une proposition du rapporteur du projet, M. François Colcombet (PS, Allier), le gouvernement a même étendu, par amendement, cette obligation à tous les professionnels qui *« réalisent, contrôlent ou conseillent des opérations entraînant des mouvements de capitaux »*. Cette définition, qui se veut la plus large possible, concerne notamment les commissaires-priseurs, les notaires, les huissiers de justice, les commissaires aux comptes ou, encore, les dirigeants de casinos. Pour ces derniers, M. Bérégovoy est même allé encore plus loin, en acceptant un amendement du groupe communiste qui oblige les casinos à enregistrer, à partir d'une certaine somme dont le montant sera fixé par décret, les noms et les adresses des joueurs échangeant de l'argent contre des plaques ou jouant avec celles d'un autre casino.

Sanctions pour les banquiers

Pour les organismes proprement financiers – banques, compagnies d'assurances, mutuelles de prévoyance, sociétés de Bourse, agents de change, – la déclaration devra être faite auprès d'un service spécifique placé sous l'autorité du ministre des finances, le TRACFIN, cellule de coordination chargée du traitement, du renseignement et de l'action contre les circuits financiers clandestins. Pour les autres professionnels, la déclaration sera directement adressée au procureur de la République, qui alertera lui-même le TRACFIN.

Une fois saisi, le TRACFIN peut soit classer les dossiers si les éléments établissant un blanchiment d'argent ne sont pas réunis, soit s'opposer à la réalisation de l'opération financière. Dès que les informations qu'il a recueillies mettent en évidence des faits susceptibles de constituer un blanchiment, le TRACFIN doit en aviser le procureur. Si le manque de vigilance d'un organisme financier est sanctionné, nul ne saurait, en contrepartie, lui reprocher sa trop grande vigilance.

Le texte précise donc qu'aucune poursuite ou action en responsabilité civile ne pourra être intentée à l'organisme qui, de bonne foi, aura levé le secret bancaire sur un de ses clients. Autre garantie pour les *organismes financiers* : l'immunité pénale qui leur est accordée lorsqu'ils effectuent une opération consistant objectivement en un blanchiment de l'argent, s'ils ont, au préalable, souscrit à l'obligation de déclaration et si, au-delà d'un certain délai, aucune opposition du TRACFIN n'est intervenue.

L'efficacité de ce dispositif repose sur le secret gardé vis-à-vis du client suspecté. Son non-respect, par les dirigeants ou les employés d'un organisme financier, est sanctionné d'une amende de 15 000 francs à 150 000 francs. Appliquant par avance le principe de la responsabilité pénale des personnes morales, contenu dans le projet de réforme du code pénal en cours d'examen au Parlement, les députés ont adopté un amendement de M. Colcombet prévoyant une sanction pénale de caractère pécuniaire, de 150 000 francs à 1 500 000 francs, pour la personne morale qui se serait rendue coupable d'une infraction à cette règle du secret. M. Bérégovoy a accepté un amendement du groupe communiste interdisant l'exercice d'une activité bancaire à toute personne condamnée en France ou à l'étranger pour infraction à l'obligation de déclaration.

PASCALE ROBERT-DIARD

Le PCF met en cause Paribas et Indosuez

Au cours du débat sur le projet de loi relatif à la lutte contre le blanchiment de l'argent de la drogue, M. Alain Bocquet (PC, Nord) a mis en cause *« l'oligarchie financière française, qui fait de bonnes affaires avec les narco-trafiquants »*. Evoquant les établissements Paribas et Indosuez, le député communiste a indiqué qu'une de leur filiale commune, la banque Sudameris, est *« installée partout où il le faut : Monaco, Panama, Miami, Montevidéo, Cali, Medellin, Grand-Cayman, etc., et a pratiquement acquis une spécialité, un monopole dans certaines transactions douteuses »*.

M. Bocquet a affirmé que la filiale Sudameris-Colombie compte, comme *« premier actionnaire local, une famille renommée de Cali et de Medellin, qui serait intimement liée au milieu de la drogue »*.

« Le deuxième actionnaire, une autre famille bien connue, aurait des dépôts de l'ordre de 45 millions de francs à Sudameris Monaco, camouflés dans des comptes numérotés et des sociétés écran », a-t-il ajouté. *« Tout cela,* a poursuivi M. Bocquet, *Indosuez et Paribas le savent et ne s'en émeuvent pas, ou ne peuvent se défaire de relations compromettantes. »*

[A Paribas et à Indosuez, on se borne à déclarer que Sudameris n'est pas une « filiale commune ». Les deux banques ne possèdent qu'une participation de 12 % chacune dans le capital de Sudameris, contrôlée, en fait, par une banque publique italienne, la Banca commerciale italiana, qui a plutôt pour objectif de s'implanter en France à travers Sudameris. Les directions des deux établissements déclarent, en outre, participer activement aux travaux actuellement menés sur la lutte contre le blanchiment de l'argent, et tout ignorer de la drogue des allégations du député communiste.]

M. Bérégovoy n'a « ni certitude ni présomption » sur l'origine des fonds de M. Parretti

La tentative de rachat total de Pathé-cinéma par M. Gian-Carlo Parretti a été évoquée à l'Assemblée nationale lors du débat sur le blanchiment des capitaux de la drogue. Répondant à une question de M. François d'Aubert, député (UDF) de la Mayenne, M. Pierre Bérégovoy a précisé qu'il prendra avant le 15 juin la décision d'autoriser ou non l'opération.

« J'ai demandé à mes services d'instruire l'affaire avec le plus grand soin, a expliqué le ministre d'Etat, *et d'apprécier si des éléments de fait, et non pas seulement des intuitions et des rumeurs, peuvent conduire à considérer que ce projet met en cause l'ordre public. J'ai demandé, en outre, aux ministères de la justice, de l'intérieur et de la défense de me communiquer les éléments dont ils disposeraient à cet égard. Enfin, j'ai interrogé le président de la COB aux mêmes fins. Les éléments que m'a transmis ce dernier confirment le doute, mais n'établissent aucune certitude ni présomption. (...) Il est possible, compte tenu de la difficulté que j'ai rencontrée jusqu'à présent à obtenir autre chose que des soupçons, que je doive forger moi-même mon intime conviction. »* M. Bérégovoy attend encore des renseignements demandés par la COB à son homologue américaine la SEC.

Dans son intervention, M. d'Aubert avait évoqué les condamnations de M. Parretti en Italie, les sanctions boursières contre ses sociétés – Interpart au Luxembourg et Bobel aux Pays-Bas, – les amendes infligées en Espagne pour infraction à la législation des changes. Le député de la Mayenne affirme, aussi, que les capitaux de Comfinance, holding luxembourgeoise du groupe de M. Parretti, sont d'origine panaméenne. *« La presse – italienne, espagnole, américaine, française, –* a-t-il conclu, *a relevé des indices qui montrent que l'origine des fonds Parretti est mystérieuse. Est-ce la drogue ? Est-ce autre chose ? Il y a là une enquête à mener. »* Sur ce dernier point, M. Bérégovoy a conseillé à M. d'Aubert de saisir TRACFIN, qui procédera aux investigations nécessaires. Il faut noter, enfin, que, aux Etats-Unis, M. Parretti a reporté une nouvelle fois, d'une semaine, le paiement final de son offre d'achat sur la Metro Goldwyn Mayer, en invoquant des raisons techniques.

J.-F. L.

EN BREF

□ **M. Mitterrand et les droits de l'Homme.** – Le combat de la Ligue des droits de l'homme *« reste nécessaire »*, a affirmé M. François Mitterrand en inaugurant, jeudi 7 juin, les locaux rénovés de cette association créée en 1894 à l'occasion de l'affaire Dreyfus. Il a expliqué que si la situation avait bien changé, *« tout est toujours possible »*, comme l'ont montré *« les événements qui se sont déroulés ces dernières années, voire ces derniers mois »*. En présence de M. Rocard et de M. Arpaillange, le président de la République a ajouté : *« La liberté est le terreau sur lequel toutes les autres fonctions de l'homme peuvent s'épanouir. (...) Si nous y mettons tous la main, il n'y a pas de raison de perdre le combat contre les exclusions. (...) La société dépend de la capacité de l'homme à en faire ce qui lui convient. Si la société est un frein, c'est la société qu'il faut changer. »*

□ **Prochaine visite de M. Mitterrand dans l'océan Indien.** – L'Elysée a officiellement annoncé, jeudi 7 juin, que le président de la République et Mme François Mitterrand effectueront un voyage officiel dans l'océan Indien du 11 au 15 juin. Ils séjourneront les 11 et 12 aux Seychelles, les 12 et 13 à l'île Maurice, les 13 et 14 aux Comores et les 14 et 15 à Madagascar.

□ **Le PCF : la France est un « pays de bas salaires ».** – M. Claude Billard, membre du bureau politique du PCF, a affirmé, jeudi 7 juin à Orly (Val-de-Marne), au cours d'« états généraux pour la justice, la dignité au travail et le plein emploi » : *« La France est aujourd'hui un pays de bas salaires »* à cause *« des choix délibérés du gouvernement de Michel Rocard (...) Ces dix ans de la présidence de François Mitterrand resteront ceux, dans l'histoire de la République, où le niveau des inégalités s'est le plus aggravé. »*

□ **Hommage funèbre à Charles Hernu.** – M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, devrait prononcer en séance publique, le 12 juin à 16 heures, l'hommage funèbre de M. Charles Hernu, décédé le 17 janvier dernier. A l'ouverture de la session parlementaire, le 2 avril, M. Fabius avait précisé qu'il rendrait hommage *« ultérieurement »* au député du Rhône.

Au Palais du Luxembourg

La majorité sénatoriale souhaite que le président du Conseil constitutionnel soit élu par ses pairs

Avant l'examen, les 12 et 13 juin, du projet de loi instituant un contrôle de constitutionnalité des lois par voie d'exception, la commission sénatoriale des lois a adopté, mercredi 6 juin, une série d'amendements présentés par son président, M. Jacques Larché (Rép. et ind., Seine-et-Marne), rapporteur du projet.

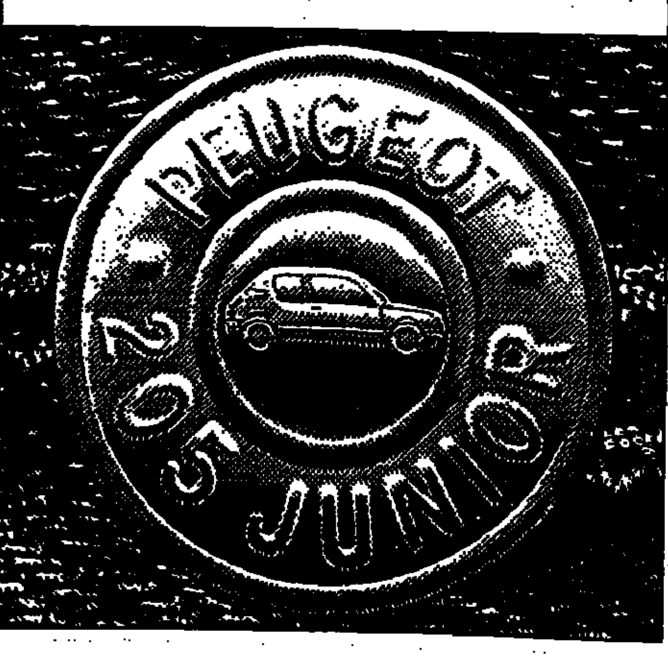
Ces amendements, qui ont trait notamment au dispositif des ordonnances et aux modalités de vote des lois organiques, font la synthèse des travaux préparatoires d'une « cellule » de réflexion.

En mettant sur pied une « cellule » de réflexion, la majorité sénatoriale témoignait de sa volonté de discuter sur le fond le projet de loi constitutionnelle élargissant la saisine du Conseil constitutionnel, jugée cependant inacceptable en l'état. Elle souhaitait aussi, par ce travail « en amont », faire la preuve de sa capacité d'unité en aboutissant à une position commune. La synthèse présentée par M. Larché à la commission des lois témoigne jusqu'à présent du succès de cette démarche. Les spécialistes de la cellule sont parvenus à un accord, malgré des positions de départ souvent fort éloignées les unes des autres.

Au nom de l'Etat de droit, les centristes entendaient, par exemple, profiter de l'examen du projet pour mettre en place un contrôle des actes du président de la République, alors que, pour leur part, les sénateurs RPR insistaient plus particulièrement sur le contrôle des actes communautaires. Les modifications au texte issu des travaux de l'Assemblée nationale portent, notamment, sur le fonctionnement du Conseil constitutionnel. Les sénateurs entendent rendre incompatible l'exercice de cette fonction avec celui *« de tout emploi public »*, *« de toute activité professionnelle »*, *« de toute représentation professionnelle »* et *« de toute fonction élective »*. Les sénateurs se prononcent aussi en faveur de l'élection *« par ses pairs »* du président du Conseil, actuellement désigné par le président de la République.

Les sénateurs retiennent trois dispositions plus ambitieuses, qui devraient susciter les plus grandes réserves à l'Assemblée nationale. Ils proposent *« une procédure de signature obligatoire des ordonnances par le président de la République, dans les quinze jours qui suivent leur adoption en conseil des ministres »*, le chef de l'Etat pouvant, *« le cas échéant »*, déférer ces ordonnances au Conseil constitutionnel avant de les signer. Les sénateurs se prononcent en faveur d' *« un vote conforme »* des deux Assemblées *« pour l'ensemble des lois organiques »*. Ils souhaitent conférer le caractère organique *« aux lois relatives aux libertés publiques »*.

G. P.



Difficultés de l'enquête et rumeurs

Le procureur général de Nîmes réaffirme le « caractère antisémite » de la profanation de Carpentras

Un mois après la profanation du cimetière juif de Carpentras, l'enquête policière suit son cours sans apporter d'éléments décisifs. Mme Monique Guemann, procureur général de Nîmes, a indiqué, jeudi 7 juin, dans une déclaration à l'agence France-Presse, que l'empalement par les profanateurs du cadavre de Félix Germon sur un piquet de parasol, n'était pas établi, même si *«le caractère antisémite de ces actes ignobles»* est, lui, certain. Car, selon le magistrat il y a eu *«intention d'empaler»*, un piquet a été *«planté dans le pli fessier»* et *«une étoile de David a été placée sur le ventre, sous la main droite»* du cadavre.

Les difficultés de l'enquête favorisent la propagation de rumeurs et d'interprétations les plus diverses. Ainsi la diffusion d'un faux courrier administratif mettant sévèrement en cause l'action de la direction centrale des renseignements généraux (RG). Ce faux, dont l'existence a été révélée par *le Point* dans son numéro daté 4-10 Juin, a toutes les allures d'une tentative de manipulation de l'opinion publique.

L'enquête sur la profanation de Carpentras n'a, pour l'heure, donné aucun résultat probant. Les rares indices matériels trouvés sur place sont toujours en cours d'exploitation. Aucun témoignage n'a conduit les enquêteurs sur une piste jugée crédible. Les services de police et de gendarmerie ont procédé à de multiples interpellations de suspects potentiels, dans plusieurs villes du sud de la France. Deux groupes ont été visés : les milieux proches de l'extrême droite et les skinheads, d'une part ; des personnes impliquées ces dernières années dans des profanations de cimetières, d'autre part. Près de deux cents personnes ont été entendues, leurs emplois du temps ont été étudiés à la loupe. Mais ces auditions n'ont abouti à aucune inculpation. Cet insuccès policier offre un terrain propice au développement de rumeurs. Une rumeur contestant la réalité de l'outrage fait à la dépouille de Félix Germon s'est ainsi propagée avec insistance. Elle est accréditée par un extrait du rapport de l'autopsie pratiquée par les deux médecins-légistes, qui ont constaté *«des traces dans la région du pli fessier»* (dans son acception clinique, le terme d'empalement implique en effet qu'un pal ait pénétré le corps pour atteindre les viscères). La rumeur a pris une telle ampleur qu'elle a conduit le procureur général de Nîmes, Mme Monique Guemann, à faire une mise au point sur la réalité des faits, jeudi 7 juin : *«Je tiens à réaffirmer que le caractère antisémite de ces actes ignobles résulte tant du choix du cimetière de Carpentras, consacré aux juifs, que de la mise en scène consistant à planter un piquet dans le pli fessier d'un cadavre après l'avoir exhumé, arraché de son cercueil, et lui avoir placé une étoile de David sur le ventre, sous la main droite.»* Le procureur général a précisé qu'il n'est pas possible, au stade actuel du dossier, de savoir si les résultats des expertises médico-légales conforteront, ou non, la thèse de l'empalement. On indique, de source proche de l'enquête, que les photographies réalisées par le service de l'identité judiciaire révèlent un début de pénétration de la hampe de parasol dans la région de l'anus. Reste l'essentiel, selon Mme Guemann : il y a bien eu *«intention d'empaler le corps de Felix Germon»* avec un piquet de parasol ramassé sur un tas d'ordures du cimetière.

Ces précisions mettront-elles fin à une controverse qui va en s'amplifiant ? *«Il ne m'appartient pas de me prononcer sur le fait de savoir si le cadavre de ce pauvre M. Germon a été empalé ou non*, a déclaré M. Jean Kahn, président du Conseil représentatif des institutions juives de France, jeudi 7 juin. *Je considère comme suffisamment odieux le fait qu'il ait été exhumé et qu'on ait déposé sur son cadavre une étoile de David prélevée sur un monument funéraire du cimetière.»* De son côté *le Quotidien de Paris*, dans son édition du 7 Juin, paru avant les déclarations de Mme Guemann, affirme, lui, sous la signature de Jean-Marie Braitberg, que *«l'empalement dont avait fait état d'une manière très réaliste Laurent Fabius sur FR3 est un mythe. Un mythe volontairement créé par une partie de la classe politique pour susciter une bien naturelle réaction d'horreur dans l'opinion»*.

Ce débat, sur la réussite ou non d'une tentative d'empalement dont les autorités judiciaires affirment qu'elle a été bien réelle, sera clos par les résultats définitifs des expertises médico-légales. Au-delà, l'impuissance de la police et le comportement du ministre de l'intérieur font l'objet d'attaques de plus en plus vives de l'opposition. Jugeant que l'enquête *«piétine lamentablement»*, M. Philippe Mestre, député (UDF) de Vendée, a rudement pris à partie M. Joxe, mercredi 6 juin à l'Assemblée nationale, lors de la séance des questions d'actualité : *«A peine le crime connu (...), vous vous précipitiez à Carpentras, vous donniez de vive voix des instructions aux services de police ; par une déclaration fracassante, vous désigniez à l'avance les auteurs du forfait. (...) Estimez-vous que le rôle d'un ministre de l'intérieur consiste à désigner politiquement les responsables d'un crime, ou plutôt à en arrêter les coupables?»*

A quoi M. Joxe a répondu qu'il avait simplement *«dit que les responsables s'appelaient intolérance et antisémitisme»*. Il n'en reste pas moins que les premières investigations des policiers ont été dirigées, en priorité, vers les milieux de l'extrême droite.

L'affaire de Carpentras a provoqué une tentative de manipulation qui inquiète fortement le ministère de l'intérieur, tant elle lui paraît émaner des rangs de la police. Un mystérieux correspondant a récemment contacté plusieurs organes de la presse parisienne leur proposant des *«informations décisives»*. Présentant une carte tricolore du ministère de l'intérieur, sans vouloir en dire plus sur son identité, cet homme a ainsi rencontré l'un des rédacteurs en chef de *l'Express*. Il lui a remis la copie d'une lettre administrative à en-tête du «Ministère de l'intérieur – Direction départementale des renseignements généraux du Vaucluse». Objet de ce courrier : un *«projet de profanation du cimetière israélite de Carpentras»*. Daté du 5 mai 1990 – quatre jours avant la profanation – ce courrier est un faux, extrêmement bien imité, dont *le Point* de cette semaine a publié une copie en en soulignant la falsification.

Ce faux document met en cause *«deux individus de type maghrébin»* qui auraient attiré l'attention d'un informateur des RG locaux : dans un bar d'Avignon, ces deux hommes auraient évoqué, en langue arabe, les préparatifs d'une profanation du cimetière juif de Carpentras. Prétendument adressé au directeur central des RG en poste au moment des faits, M. Jacques Fournet, le faux courrier se termine par une phrase lourde de sous-entendus : *«Une surveillance discrète des abords immédiats du cimetière israélite de Carpentras a été mise en place»*. Commentaire de l'homme qui a remis cette missive à plusieurs journalistes : la *«surveillance»* du cimetière a été levée la veille de la profanation, afin de rendre possible une orchestration politique de l'affaire de Carpentras, par M. Joxe et son directeur central des RG.

Ce faux est troublant. *Primo*, son apparence quasiment parfaite indique que ses auteurs connaissent très bien l'organisation interne des directions départementales et nationales des Renseignements généraux. *Secundo*, la lettre fait état du véhicule des deux «suspects» maghrébins, une Renault 21 immatriculée 101 GSC 75 ; il est précisé que cette immatriculation correspond à un véhicule retiré de la circulation le 8 décembre 1989. Or ces renseignements sont exacts à un point près : le véhicule a bien été retiré de la circulation, mais le 8 décembre 1988. Les faussaires ont donc, semble-t-il, eu accès au fichier de cartes grises de la Préfecture de police de Paris. Plusieurs enquêteurs ont été désignés pour tenter d'identifier les auteurs de ce faux courrier administratif.

ERICH INCIYAN

A l'extrême droite

« L'après-Carpentras, ce sera le schéma de Dreux » affirme M. Le Pen

Dans un entretien publié par *National Hebdo* daté 7-13 juin, M. Jean-Marie Le Pen déclare notamment, à propos des pistes à suivre dans l'enquête sur la profanation du cimetière juif de Carpentras : *« Une à ne pas écarter, c'est celle du SAC* (Service d'action civique, dissous en juillet 1982). *Rappelez-vous la tuerie d'Auriol. Ça se passe à quelques kilomètres de Carpentras. Auriol, ce sont les amis de Pasqua et Chirac. Il y a la piste du KGB. Si l'on se place du point de vue international (...) le Front national est un objectif-clé du KGB car il serait le seul à pouvoir fournir à la France un gouvernement anti-communiste (...) Autre piste : celle du Moyen-Orient (...) Aucune de ces pistes, alors que nous en sommes à la quatrième semaine après Carpentras, n'a été explorée.»*

Evoquant la question de l'intégration des immigrés, le président du Front national indique : *« En suivant ce raisonnement on aurait pu, sous l'Occupation allemande, proposer de marier chacune de nos filles à un troufion de la Wehrmacht. Ainsi, d'une certaine manière, le problème de l'Occupation eût été résolu. Mais le peuple français, lui, réagit de façon différente. C'est pourquoi, j'en suis convaincu, la situation se résoudra selon le schéma de Dreux. L'après-Carpentras, si j'ose dire, c'est le schéma de Dreux* (l'élection de Mme Marie-France Stirbois à l'Assemblée nationale, en décembre 1989.)»

M. Le Pen ne craint-il pas que *«tout cela ne débouche sur une guerre civile»* ? A cette question de *National Hebdo*, le chef de file de l'extrême droite répond : *« Il est certain qu'il existe et va exister une coupure artificiellement créée. Entre ceux que l'on a convaincus d'admettre l'intégration et ceux, de plus en plus nombreux, qui s'y opposent et veulent préserver leur pays et leur identité. Le grand risque, c'est la libanisation.»*

Aprés une agression contre la chanteuse Hélène Delavaut

Trois jeunes royalistes condamnés à des peines de prison

Trois militants du mouvement Restauration nationale qui avaient participé à l'agression contre la chanteuse Hélène Delavaut, le 6 janvier 1989, au théâtre des Bouffes du Nord, ont été condamnés, jeudi 7 juin, à un an de prison, dont dix mois avec sursis, par la 14e chambre correctionnelle de Paris.

Peinture bleue et tube de colle

L'artiste, le jour de l'agression, interprétait des chansons révolutionnaires lorsqu'un groupe de manifestants avait pénétré dans le théâtre. Les uns bloquaient les issues pendant que les autres montaient sur scène, projetaient du gaz lacrymogène sur Hélène Delavaut, lui couvraient le visage de peinture bleue et vidaient un tube de colle sur ses cheveux . Les agresseurs s'étaient ensuite enfuis en criant *« Vive le roi »*. (*le Monde* du 8 janvier 1989). Sur les trois jeunes gens interpellés dans les milieux royalistes, Philippe et Giovanni Castelluccio et Christophe de Peyrelongue, seul ce dernier avait reconnu s'être rendu au théâtre, tout en contestant toute participation aux violences.

Dans son jugement, le tribunal note qu'il s'agissait *« d'une opération de commando parfaitement organisée »* et relève : *«L'action violente manifeste l'intolérance de ses auteurs à l'égard des opinions d'autrui et de leur libre expression.»* Les juges en déduisent qu'il convient de faire *« une application sévère de la loi pénale »*, mais que leur situation de délinquants primaires leur permet de bénéficier d'un sursis partiel.

M. P

L'instruction du dossier Touvier

Klaus Barbie entendu par le juge Getti

LYON

de notre bureau régional

M. Jean-Pierre Getti, juge d'instruction à Paris, chargé d'instruire le dossier de Paul Touvier, ancien chef milicien dans la région lyonnaise en 1943 et 1944, s'est rendu à Lyon, du mardi 5 au jeudi 7 juin, pour procéder notamment à l'audition de Klaus Barbie, ancien chef de la Gestapo à Lyon, qui purge une peine de réclusion à perpétuité.

Mardi et mercredi, M. Getti avait recueilli les dépositions de plusieurs anciens résistants – parmi lesquels MM. Henri Jeanblanc et Stéphane Pialat, membres de l'Armée secrète de la Loire – détenus dans les locaux de la milice lyonnaise placés sous la responsabilité de Paul Touvier au cours du printemps ou de l'été 1944.

Avant de regagner son cabinet parisien, M. Getti a aussi entendu M. Emile Medina qui affirme que Touvier a pris une part active à l'interrogatoire et aux nombreux sévices dont il fut victime, en mai 1944, après avoir été arrêté par la milice et livré à la Gestapo.

R. B.

Trois terroristes condamnés par contumace à la réclusion à perpétuité

La cour d'assises de Paris, spécialement composée de magistrats, a rendu jeudi 7 juin trois arrêts par contumace condamnant à la réclusion criminelle à perpétuité trois accusés en fuite impliqués dans des affaires de terrorisme.

Le premier arrêt concerne Mohand Hamami, trente-cinq ans, considéré comme l'un des responsables du mouvement dissous Action directe. Il a été déclaré coupable de l'assassinat des gardiens de la paix Claude Caiola et Emile Gondry et de tentative d'assassinat de plusieurs passants, commis le 31 mai 1983 lors d'une fusillade avec des policiers avenue Trudaine. Pour ces faits, Regis Schleicher avait été condamné à la même peine par la même juridiction, et Nicolas Halfen à dix ans de réclusion criminelle le 13 juin 1987. La dernière trace officielle de Mohand Hamami dont disposent les enquêteurs est constituée par un contrôle d'identité dont celui-ci a fait l'objet au début de l'année 1984.

Le second arrêt condamne Jacqueline Esber, une Libanaise qui accompagnait Georges Ibrahim Abdallah, l'un des chefs des Fractions armées révolutionnaires Libanaises (FARL). Elle a été déclarée coupable de l'assassinat du diplomate israélien Yakov Barsimantov, commis le 3 avril 1982 à Boulogne-Billancourt, et de la tentative d'assassinat dont M. Robert-Onan Homme, consul des Etats-Unis à Strasbourg, fut victime le 26 mars 1984.

Enfin, Haysayn Humari, cinquante-neuf ans, irakien, a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour complicité d'assassinat, de destruction par explosifs et association de malfaiteurs. Connu également sous le nom d'Abou Ibrahim, il est considéré comme le responsable du «Groupe du 15 mai» qui a manipulé Habib Maamar en lui offrant 1 000 dollars pour poser une bombe devant les magasins Mark et Spencer, boulevard Haussmann à Paris, le 23 février 1985. Humari est considéré comme un spécialiste des explosifs et son nom a été cité à propos de l'attentat commis le 19 septembre 1989 contre un DC 10 de la compagnie UTA.

La procédure de contumace est de pure forme puisque la condamnation est «anéantie» par l'arrestation de la personne recherchée qui doit être ensuite rejugée.

M. P.



SOCIÉTÉ

JUSTICE

Aux assises spéciales de Paris

Klaus Tscheu, smicard du renseignement

La cour d'assises de Paris, spécialement composée de sept magistrats professionnels, juge, depuis le jeudi 7 juin, Klaus Tscheu, cinquante et un ans, allemand de l'Ouest, accusé *« d'intelligence avec une puissance étrangère de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France ou à ses intérêts économiques essentiels »*.

M. Tscheu a toutes les caractéristiques de l'image attribuée aux VRP. Petit, un peu fort, bronzé, habillé avec élégance, il a le verbe facile et le sourire charmeur. Il est d'ailleurs diplômé de l'Ecole municipale de commerce de Francfort et, dans sa vie, il a vendu de tout, surtout depuis sa venue en France en 1966. Accessoires de jardinage, vins allemands, montres, tissus d'ameublement, fauteuils ou tapis grecs, rien n'arrêtait ce commerçant sportif, habile à tirer l'épée au point de devenir arbitre international d'escrime.

Avec un très léger accent germanique, il explique à la cour que sa plus mauvaise affaire fut celle des tapis. *« On m'avait dit qu'il ne fallait pas travailler avec les Grecs »*, soupire Klaus Tscheu, reprochant à ses fournisseurs de livrer avec des retards inacceptables des tapis rouges alors qu'il avait commandé des verts. Pourtant, son plus mauvais marché semble être celui qu'il a passé avec la République démocratique allemande.

« N'importe quel prospectus »

En mai 1982, le commerçant avait passé une annonce dans un journal d'Allemagne fédérale et un certain Michael Neubus lui proposait un rendez-vous à Berlin-Est. Il s'agissait de porcelaine et de textiles. Mais Tscheu admet que ces gens étaient *« un peu bizarres »*. Cependant, il fit un deuxième voyage au cours duquel ses interlocuteurs semblaient plus intéressés par l'industrie française que par la porcelaine allemande.

Pour *« rendre service »*, Tscheu a fait ce qu'on lui a demandé : il s'est rendu au Sicob, et il indique benoîtement : *« Je ramassais n'importe quel prospectus et je le leur filais. »* Ensuite, il leur a fourni des revues aéronautiques, un dictionnaire franco-allemand des termes informatiques et une carte de l'aviation civile vendue dans le commerce. Pour faire bonne mesure, le commerçant avait ajouté le livre d'Henri Charrière *Papillon* et un exemplaire de *Spirou*. *« Ils ont fait une drôle de tête. »*

Bavard, il a confié aux Allemands de l'Est ses goûts pour les échanges de partenaires entre couples, et ils ont été très intéressés de savoir que le mari de sa maîtresse était ingénieur navigant au centre d'essais en vol de Brétigny . Maladroitement, l'amie de Tscheu a donc interrogé son mari sur des sujets techniques. Mais l'époux complaisant n'avait pas accepté que sa femme tombe, en plus, amoureuse d'un partenaire. Aussi, écrivit-il une lettre anonyme à la gendarmerie pour dénoncer son rival en l'accusant d'espionnage. *« Je m'étais arrêté,* proteste Tscheu. *Je ne suis pas un espion et je ne l'ai jamais été. Et puis, j'avais peur... »*

Certes, au dernier voyage, on l'avait appelé *« camarade »* en lui apprenant à développer des photos dans une baignoire. Mais Tscheu a un autre mauvais souvenir : les Allemands de l'Est lui remboursaient à peine ses voyages en lui donnant 1 700 marks de l'Ouest, environ 6 000 F. En bon hommes d'affaires, il discuta et obtint 2 000 marks (7 000 F.). Mais il avait fait ses calculs : *« Vu le temps que je passais à Berlin-Est, ça faisait le salaires d'un laveur de carreaux. »* Cette fois, l'avocat général est d'accord avec lui, et le magistrat indique très sérieusement à la cour : *« C'est vrai, ils étaient radins. »*

Verdict vendredi 8 juin .

MAURICE PEYROT

ÉDUCATION

Concertation avec les élus et nomination d'équipes fortes

M. Jospin accélère le lancement des quatre nouvelles universités de la région parisienne

M. Lionel Jospin, ministre de l'éducationnationale, a présidé, jeudi 7 juin, une réunion consacrée à l'aménagement universitaire de la région parisienne qui rassemblait la quasi-totalité des responsables politiques et administratifs de la région : présidents de conseils généraux, président du conseil régional, maires des principales villes, responsables des villes nouvelles, recteurs, préfets et présidents d'université. Souhaitant accélérer le lancement des quatre nouvelles universités, il a rendu public le nom des personnalités qui seront chargées de les fonder.

« Ce n'est certainement pas en négligeant l'Ile-de-France que l'on se donnera les meilleures chances de mettre l'Université française au diapason des exigences européennes » : prenant acte des limites de la décentralisation volontariste des années 1960-70, M. Lionel Jospin a clairement fixé l'objectif de ses projets de développement universitaire de l'Ile-de-France : mettre en valeur l'atout capital d'une région qui abrite la moitié du potentiel de recherche français et accueille près du tiers des étudiants.

« Une urgence »

Il entend pour cela rénover et terminer les campus inachevés de la petite couronne (Nanterre, Créteil, Villetaneuse et Saint-Denis). D'autre part, il a confirmé sa volonté de décongestionner les universités de Paris intra-muros, actuellement surchargées, en créant quatre universités dans les villes nouvelles de la grande couronne, à Cergy-Pontoise, Saint-Quentin-en-Yvelines-Versailles et Evry, avec une antenne à Melun-Sénart. Enfin, le ministre de l'éducation souhaite progressivement restructurer les universités parisiennes en implantant une *« nouvelle Sorbonne »* sur le site de la Grande Bibliothèque et en suscitant de nouveaux pôles comme celui du boulevard Jourdan, où doit être réinstallé l'Institut des langues orientales.

Mais ce qui, il y a quelques mois encore, était envisagé comme un lent mûrissement de nouveaux établissements construits à partir d'antennes délocalisées est désormais ressenti au ministère comme *« une urgence »*. *« Nous sommes tous bien conscients de la gravité de la situation universitaire de cette région. Nous ne devons pas nous cacher qu'elle peut conduire aussi bien à l'asphyxie qu'à l'explosion pure et simple »*, a souligné M. Jospin devant les responsables de la région. Le ministre de l'éducation a donc décidé d'accélérer le mouvement, de mettre en place des procédures particulières pour la création de nouveaux établissements et d'associer, d'entrée de jeu, les collectivités locales à cet effort spectaculaire.

Pour la mise en place des quatre nouvelles universités, va être constitué un comité de développement des universités nouvelles d'Ile-de-France (CODUNIF) présidé par M. Emile Biasini, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture, chargé des grands travaux. Ce comité sera composé d'une dizaine de personnalités du monde administratif, socio-économique, scientifique et littéraire. Il sera chargé de piloter et de coordonner l'ensemble du chantier et de définir le cadre administratif et juridique de la période de lancement. Epaulé par une société d'économie mixte chargée de la réalisation des constructions, il devra, notamment, veiller à la qualité architecturale et urbanistique des projets.

D'autre part, chaque site va être doté très rapidement d'une structure de démarrage composée d'un conseil d'orientation et d'un comité exécutif, chacune de ces instances étant dirigée par des personnalités universitaires ou scientifique de renom. Si les nominations ne sont pas encore effectives, les responsables sont désormais connus et ont en quelque sorte été intronisés jeudi 7 juin à l'occasion d'un déjeûner à l'Hôtel Matignon qui les réunissait auprès du premier ministre et du ministre de l'éducation nationale.

A Marne-la-Vallée, le tandem sera composé de M. M. Farge, directeur de recherche au CNRS et directeur de la recherche et de la technologie du groupe Pechiney et Daniel Laurent, professeur à Paris-VII, ancien membre du cabinet de Mme Alice Saunier-Séïté au ministère des universités et actuellement chargé de mission auprès du président du groupe AXA. A Cergy-Pontoise, c'est M. Pierre Aigrain, conseiller scientifique du président du groupe Thomson et ancien ministre qui présidera aux destinées de la nouvelle université, tandis que M. Jean-François Raoult dirigera l'exécutif. M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique a accepté de prendre la responsabilité du projet d'Evry. Enfin le projet de Saint-Quentin-Versailles sera piloté par M. Jean-Jacques Payan, directeur de la recherche à la régie Renault, après avoir été président de l'université Grenoble-I puis directeur général du CNRS (1980-1982) et directeur général des enseignements supérieurs au ministère de l'éducation nationale (1982-1986); le responsable de l'exécutif sera M. Michel Garnier, président en fin d'exercice de l'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI) .

Chacune de ces équipes, qui devraient s'étoffer rapidement, sera chargée de définir, d'ici à l'automne prochain, un projet pédagogique et scientifique susceptible d'attirer très rapidement des équipes de recherche de haut niveau et d'assurer la crédibilité initiale de ces nouvelles universités. Elles devront également associer à leur réflexion les collectivités locales concernées. Le ministère espère en effet que les collectivités territoriales assureront au moins la moitié, voire les deux tiers des investissements nécessaires à la création des nouvelles universités. Le partenariat entre l'Etat et les élus, que souhaite M. Jospin, est sans doute destiné à associer plus étroitement les universités au contexte économique qui est le leur. Mais il présente aussi l'avantage de faciliter le financement de ces nouveaux pôles universitaires.

GÉRARD COURTOIS

Faute d'équipements et d'enseignants

Les universités de Bordeaux-I et III n'accueilleront plus les « étrangers » à l'académie

BORDEAUX

de notre correspondante

Les universités de Bordeaux-I (sciences et droit) et Bordeaux-III (lettres) n'accueilleront, en premier cycle, à la rentrée 1990-1991, que des étudiants venant des cinq départements aquitains. Faute d'équipements et d'enseignants en nombre suffisant pour faire face à un afflux massif de nouveaux inscrits, les présidents de ces deux universités ont, en effet, décidé de refuser l'inscription des bacheliers venant des départements limitrophes.

Sont particulièrement concernés les jeunes Charentais, traditionnellement plus attirés par Bordeaux que par Poitiers. Ils vont donc être refoulés vers l'université poitevine et les boursiers, qui avaient privilégié Bordeaux risquent ainsi d'avoir des difficultés pour décrocher, au dernier moment, une chambre en cité universitaire. *« Nous ne pouvons pas accueillir plus de mille six cents étudiants en première année »*, confirme M. Lascombe, président de l'université de Bordeaux I. Il va donc *« procéder à une sélection géographique, en essayant de privilégier tous les bacheliers scientifiques d'Aquitaine »*.

De son côté, le recteur de l'académie de Bordeaux, M. Lucas, se retranche derrière l'article 14 de la loi d'orientation de 1984, *« qui fait un devoir aux recteurs de proposer à tous les bacheliers du ressort de l'académie des places en nombre suffisant »*. *« Je fais donc mon devoir et je l'assume »*, affirme M. Lucas. En Aquitaine, on table sur dix mille étudiants supplémentaires en premier cycle à l'horizon 1994. De l'avis des présidents d'université, les locaux de travail sont pourtant déjà saturés et les résidences universitaires aussi.

GINETTE DE MATHA

RELIGIONS

Considéré comme une personnalité ouverte

Alexis de Leningrad a été élu patriarche de l'église russe orthodoxe

Réunissant 300 évêques, prêtres et moines, le Saint-Synode de l'Église orthodoxe russe a désigné, jeudi 7 juin, le métropolite Alexis, évêque de Leningrad et de Novgorod, comme nouveau patriarche de Moscou, successeur de Pimène, décédé le 3 mai dernier.

Première dans le monde avec 60 millions de fidèles, l'Eglise russe orthodoxe a un nouveau patriarche à sa tête, élu à vie dans des conditions de liberté qui tranchent singulièrement avec celles de son prédécesseur, le patriarche Pimène, dont la désignation en 1971 par le Saint-Synode avait été précédée de fortes pressions du pouvoir communiste : candidat unique, Pimène avait été élu à l'unanimité et à main levée.

La « glasnost » a régné, cette fois, au cours du « conclave » orthodoxe de Zagorsk. Ancien dissident et traditionnel contestataire de l'Eglise russe, le père Gleb Lakounine a lui-même convenu que cette élection avait été *« relativement libre et sur la base de l'alternance »*, critiquant toutefois les conditions de désignation des délégués au Saint-Synode.

Un accord était rapidement intervenu pour élire le nouveau patriarche à partir d'une liste de trois dignitaires orthodoxes : Juvé, évêque auxiliaire de Moscou, Philarète, de Kiev, et Alexis, de Leningrad. Si elle n'est pas à proprement parler une surprise, l'élection de ce dernier est considérée comme une promesse d'ouverture et de changement, au sein de l'Eglise russe elle-même et dans les rapports œcuméniques avec les autres confessions chrétiennes.

La défaite de Philarète de Kiev, chef de l'Eglise en Ukraine, deuxième dans la hiérarchie orthodoxe, qui avait assuré l'intérim après la mort de Pimène, devrait être accueillie avec soulagement chez les gréco-catholiques d'Ukraine. Philarète s'était montré l'un des plus constants adversaires de la reconnaissance officielle de cette Eglise *« uniate »* (unie à Rome) d'Ukraine, dont le Saint-Siège fait une condition préalable à tout nouveau rapprochement avec M. Gorbatchev.

Un avocat de l'œcuménisme

Le nouveau patriarche est d'origine estonienne. Considéré comme l'un des plus grands théologiens actuels de l'Eglise russe, il fait partie de la génération des disciples du métropolite Nikodim, grande personnalité œcuménique, ouvert à l'Occident, à Rome en particulier, où il était mort en août 1978 dans les bras de Jean-Paul-Ier.

Si Alexis de Leningrad apparaît comme moins « romain » que d'autres personnalités russes (comme Wladimir de Rostov et surtout Kyrill de Smolensk), il avait pourtant coprésidé, en mai 1989, avec le cardinal Martini, la Conférence œcuménique de Bâle consacrée au triple thème de paix, justice et sauvegarde de la création. Il avait également accueilli à Leningrad, pour la Pâque orthodoxe de 1989, le cardinal Lustiger, archevêque de Paris. Il est vice-président du Conseil œcuménique des Eglises de Genève. Homme plutôt discret, mais ferme et de grande culture, il apparaît comme une figure des temps nouveaux pour la puissante Eglise russe.

HENRI TINCQ

[Né le 23 février 1929 à Tallin (Estonie), Alexis Mikhaïlovitch Ridiger entre au séminaire de Leningrad à l'âge de dix-huit ans. Il est ordonné pope en 1950. Le Saint-Synode le nomme évêque de Tallin et d'Estonie, avec la charge temporaire de l'éparchie de Riga, en 1961. Vice-président du département des relations extérieures, il fait partie de toutes les réunions œcuméniques. Pendant seize années, il sera membre de la commission pour l'unité des chrétiens et les relations inter-Eglises. Il devient archevêque en 1964, puis métropolite d'Estonie en 1968. Il prend part activement à la préparation de tous les grands événements de l'Eglise orthodoxe russe. En 1980, il est nommé vice-président de la commission de préparation des fêtes du millénaire. En 1986, il devient métropolite de Leningrad.]

EN BREF

□ **Nouvel essai nucléaire à Mururoa.** – La France a procédé sur le site de Mururoa, jeudi 7 juin à 19 h 30 (heure de Paris), à un essai nucléaire d'une puissance inférieure à 12 kilotonnes. Le dernier tir dans le Pacifique sud avait été effectué le 2 juin. Il avait une puissance de 15 kilotonnes. – *(AFP.)*

□ **Corse : un militant de droite assassiné.** – Jean-Pierre Maisetti, pépiniériste, connu pour ses engagements très marqués à droite, a été assassiné le jeudi 7 juin à Porticcio, près d'Ajaccio, alors qu'il venait de quitter son domicile, par *« au moins deux hommes »*, selon les enquêteurs, qui ont tiré une vingtaine de coups de feu avant de l'achever de plusieurs balles. Cette façon d'opérer a permis aux policiers de faire de rapprochement avec un autre meurtre, celui, le 26 mai dernier, de Jules Gaffory, maraîcher, élu à la chambre régionale d'agriculture, et proche du RPR. A Ghisonaccia (Haute-Corse), les gendarmes ont découvert, le 7 juin également, le corps d'un homme déchiqueté dans l'explosion d'un 4 x 4 appartenant à Jean-Paul Labas, connu pour vols à main armée et proxénétisme.

□ **Les élus de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) s'opposent à la création d'une ZAD.** – Les élus communistes de Tremblay-en-France (Seine-Saint-Denis) se sont catégoriquement opposés, jeudi 7 juin, à la création, sur 700 hectares – le tiers de la commune – de deux zones d'aménagement différé (ZAD), attenantes à l'aéroport de Roissy. Ils accusent l'Etat de *« faire main basse »* sur Tremblay. Sur une partie de ces terrains, la municipalité proposait de construire le « grand stade » de la région parisienne qu'elle réclame depuis 1982.

□ **Incidents entre les expulsés et la police à Paris.** – Des incidents se sont produits, jeudi 7 juin, en fin d'après-midi, entre expulsés et forces de police devant la mairie du dix-neuvième arrondissement de Paris. Depuis le 25 mai, sept familles campaient place Armand-Carrel pour protester contre la suppression du secours financier que leur avait accordé le bureau d'aide sociale après leur expulsion d'un immeuble en péril. Un camion de l'association Emmaüs leur apportait des tentes pour les abriter de la pluie, mais les forces de police ont voulu empêcher cette installation. Une femme a été légèrement blessée dans la bousculade. Les tentes ont pu être finalement montées après des négociations entre des élus socialistes et la préfecture de police.

□ **M. Guy Bayet quitte la présidence de la société des agrégés.** – M. Guy Bayet, président de la société des agrégés depuis 1960, a annoncé qu'il quitterait ses fonctions le 10 juin, au cours de l'assemblée générale annuelle de l'association. Agé de soixante-deux ans, professeur de géographie à la retraite depuis deux ans, M. Bayet a bataillé durant trente ans pour défendre les examens et concours nationaux, au sein d'une association qui compte aujourd'hui dix mille quinze adhérents. Il a notamment lutté pour le maintien de l'agrégation et du concours général après 1968, puis pour celui des mentions au baccalauréat en 1984. M. Bayet sera remplacé par Mme Geneviève Zehringer, quarante-neuf ans, professeur agrégé de philosophie et vice-présidente de l'association depuis 1980.

□ **Un désherbant aurait tué les truites de Morlaix.** – C'est un désherbant utilisé pour la culture du maïs, le Dinoterbe, qui aurait contaminé la rivière Queffleuth et empoisonné deux élevages de truites, près de Morlaix (Finistère), dans les fermes piscicoles du département.

□ **Des archéologues irakiens viennent de découvrir sept statues géantes** de taureaux datant du septième siècle avant Jésus-Christ sur le site d'un palais de Ninive, ancienne capitale assyrienne. Ces taureaux, en marbre rose ou bleu, ont été trouvés à l'entrée est du palais du roi Esarhaddon régné de 681 à 668 avant Jésus-Christ. Certaines des statues, apparemment en excellent état, font trois fois la taille d'un taureau grandeur nature. Les fouilles, entamées depuis six mois, ont aussi permis la découverte de dessins et d'inscriptions rares. – *(Reuter.)*

CULTURE

THÉATRE

Une pleine lune à Constantinople

Il n'est plus jeune, il se bat avec son passé et affronte la jeunesse c'est « Une nuit de Casanova »

« C'est une abomination pour laquelle. Dieu soit loué, je ne me sens aucun goût ». Ces mots viennent d'échapper à Casanova. Il est en tête-à-tête, dans l'intimité d'une calèche, avec le castrat Bellino, et il ne sait pas si cette beauté, vêtue d'habits masculins, est une femme ou un homme. *« Je ne pouvais fixer mes yeux dans les siens sans brûler d'amour »,* dit Casanova. Mais est-ce bien une femme? Il voudrait s'en convaincre *de tactu.* Bellino s'y refuse. Et c'est là que Casanova met les points sur les i, si c'est un homme, n'en parlons plus : *« une abomination »* !

Dix mois plus tard, Casanova est à Constantinople. L'ancien ministre turc des Affaires Etrangères, Ismail, coince Casanova dans un nid de verdure : *« il lui vint une fantaisie que je n'ai pas trouvée de mon goût : je lui ai dit en riant que je n'étais pas amateur de la chose, et enfin las de sa tendre insistance je me suis levé un peu brusquement ».* Casanova s'affirme pour la seconde fois, hétéro indébauchable. A quelques jours de là, une nuit de pleine lune, dans un petit pavillon dont la croisée donne sur un lac où quelques jeunes femmes prennent un bain de minuit, Casanova, au plus aigû d'une étreinte, atteint un plaisir inouï : *« je ne me suis jamais de ma vie trouvé ni si fou, ni si transporté »* .



MARC ENGUERAND

Jean-François Balmer dans « Une nuit de Casanova »

Et qui est partenaire, aussi bien actif que passif, de cette extase suprême? Une déesse du Bosphore ou une vénitienne de passage? Non, c'est un homme. Notre ancien ministre, Ismail. *« L'orgie prit fin... Après nous être régalés par d'excellentes confitures, et avoir pris quelques tasses de café, nous nous séparames. C'est le seul plaisir de ce genre que j'eus à Constantinople ».* Non seulement Casanova était homosexuel aussi, parfois, sans l'avoir prévu, mais il y atteignait des sommets. Il raconte la chose comme il fait d'habitude, comme il sait faire si bien : en toute franchise . Librement, sans insister. *« Ecrire comme on parle, avec des coupures, des bonds; tenir l'allure d'une conversation libre et gaie »,* dit Paul Valéry, qui aimait beaucoup Casanova, – il est vrai que la mère et le père de Valeri (c'était la vraie orthographe) étaient italiens.

Ce que Valéry aime chez Casanova, comme chez Stendhal, c'est le ton de vérité. Il ne faut pas se faire, de loin, une idée fausse de Casanova, il faut aller le lire : il ne se vante pas de ses conquêtes, il raconte des hasards, des coups pour rien et il parle aussi de tout autre chose que la bagatelle . Il en est gênant de franchise, d'originalité, au point que toutes les traductions françaises sont infidèles, sauf une, parue enfin chez Plon en 1962 (l'édition folio-Gallimard en donne des extraits) .

Un ton de vérité, disait donc Valéry, mais il précisait aussitôt : *« En littérature, le vrai n'est pas concevable... La vérité est toujours éclairée, colorée, tantôt par la simplicité, tantôt par la bizarrerie, tantôt par la négligence, tantôt par l'aveu de choses plus ou moins honteuses mais toujours choisies... »* C'est ce jeu, ce va-et-vient, vrai-non-vrai, cette inversion d'illusion d'optique, que Jean-François Balmer exerce à merveille lorsqu'il interprète le Casanova de la pièce de Franco Cuomo, *Une nuit de Casanova.*

Est-il en route pour Vienne, Prague, Dresde? Il n'est plus jeune du tout, ce Casanova. Il a fait halte dans une auberge . Il attend une femme qui ne viendra pas, semble-t-il, il va passer une nuit blanche, scandée par les entrées et sorties d'un beau jeune homme, plus tentant que le ministre turc, un soi-disant servant d'hôtel en qui Casanova devine un délinquant en cavale. Aucun signe d'*abomination* dans les échanges des deux hommes. Ce serait plutôt le chat avec la souris, un frottement...

Jean-François Balmer, l'un des acteurs français les plus fascinants, est un joueur singulier, lunatique. Souvent il semble conduire plusieurs inquiétudes ou désirs à la fois, quitter l'un pour l'autre, passer d'une zone d'ombre à une éclaircie, se lancer d'un coup dans une voie de traverse . C'est d'une rare richesse, d'une rare densité. Mais Casanova, qui *se donne pour* « libre et gai », n'est pas Dostoievski, ni Nathalie Sarraute. Et Balmer, cette fois, nous donne une voix, un ton, simples. Tantôt *calmes, tantôt plus brusques,* mais simples.

Et l'envers de la chose, le *« vrai n'est pas concevable »* de Valéry, Balmer nous l'indique par des anomalies de gestes, d'attitudes. Et il nous montre, ce faisant, que c'est la voix de l'acteur, son timbre, son intonation, qui orientent la perception de l'auditoire, bien plus que les gestes. La voix de Balmer, en apparence sincère, est, en fait, d'une science accomplie, accrédite ainsi les mimiques les plus délirantes, les naturalise. Balmer, sans perdre aucun élan de vie, « joue » la pensée et l'écriture entières de Casanova.

Arnaud Bedouet interprète très bien le jeune homme mystérieux, Isabelle Carré fait une lumineuse apparition, aux derniers instants. Traduction française de Huguette Hatem, mise en scène de Françoise Petit, décor de Jean Bauer, tout est bien. Une île (de théâtre) enchantée.

MICHEL COURNOT

▶ Théâtre Renaud-Barrault, du mardi au samedi à 21h. Tél : 42-56-60-70.

DANSE

Les mauvais pas

La brillante saison du Palais Garnier ne s'achève pas vraiment en beauté.

Merci, Monsieur Noureev ! C'est à l'ex-directeur de la danse au Palais Garnier (il avait conçu la saison qui s'achève) que l'on doit cet épouvantable pensum qu'est le *Speaking in Tongues,* de Paul Taylor : il le vit l'an dernier à New-York, s'en enticha, décida de la faire monter à Paris.

Il s'agit, paraît-il, de faute et de rédemption, dans une petite communauté américaine où sévit un prêcheur un peu louche. Quand le groupe danse gaiement (la musique est très éprouvante), il grimpe sur une chaise et prend des poses de grand inquisiteur. Un garçon est passé à tabac. Une cuvette et des glouglous suggèrent un baptême. C'est à peu près tout ce qu'on saisit dans cette affaire très compliquée qui dure près d'une heure. Comment identifier des personnages qui s'appellent (c'est le programme qui nous le dit après coup) *« le souvenir qu'il a de lui-même », « sa meilleure moitié », « son enfant non désirée »* ou *« une femme qui fait de l'épate » ?* Noureev n'a oublié qu'une chose en important le ballet, c'est que tout cela parle directement à la conscience puritaine américaine, mais beaucoup moins à la nôtre. Seule consolation dans cette épreuve : Kader Belarbi, tourmenté, intense, magnifique dans le rôle de *l'Homme de religion.*

On avait vu à Avignon, il y a deux ans, *Points in Space,* de Merce Cunningham, dansé par sa propre compagnie (*le Monde* du 2 août 1988) ; on en avait gardé meilleur souvenir. Est-ce une question d'interprétation ? Les danseurs de l'Opéra sont peut-être encore un peu amidonnés pour dégager l'extrême liberté corporelle, la décontraction sous la rigueur, la fantaisie sous la précision que demandent les chorégraphies de Cunningham. Seuls Jean Guizerix et Jean-Christophe Paré, pour qui la danse moderne n'a pas de secrets depuis longtemps, s'en tirent.

A Avignon, on nous avait épargné le décor, une toile violemment rouge et noire de William Anastasi, assez pénible . Et les maillots sont disgracieux. Un ennui distingué règne, que ne secouent pas les chuintements et chuchotements de John Cage. Hélas ! On avait vu le meilleur. La soirée s'achève sur une création de Mark Morris – le successeur de Maurice Béjart à la Monnaie de Bruxelles – sur la cantate BWV 134, de Bach (*« Ein Herz, das seinen Jesum lebend weiss »*).

Voilà qui s'appelle rater son entrée à l'Opéra. Morris se livre à son penchant favori, qui est de proposer une équivalence visuelle aux structures de la musique, un pas sur chaque note ou presque . Cela lui a parfois réussi (par exemple avec Haendel à Bruxelles) .

Mais cette fois, sa chorégraphie, suçant les mamelles flapies d'un néo-classicisme cacochyme et d'une modern dance à bout de souffle, est d'une pauvreté accablante. Pas l'ombre de cette habileté que montrait naguère Morris dans les entrées et les sorties, la formation et l'éclatement des groupes. Tout est plat, banal, cafouilleux. Ajoutons de vilains costumes drapés, dans les caca d'oie, vert bronze et pétrole. Une soirée lugubre.

SYLVIE DE NUSSAC

▶ Palais Garnier. Jusqu'au 16 juin. Tél. : 47-42-53-71.

EXPOSITIONS

L'art pour la galerie

La Nuit Paris-Beaubourg, ou comment se faire une idée de la création contemporaine en courant

Jeudi 7 juin, la Nuit Paris-Beaubourg, c'était sa cinquième édition. Soixante-dix galeries (contre quarante et une en 1988), situées dans les quartiers des Halles, du Marais et de Beaubourg, ouvraient leurs portes jusqu'à minuit. Lancé en mai 1988 par quatre galeries (Oudin, Beaubourg, Bellint, Lebon), ce grand soir de l'art – quatre-vingt mille cartons d'invitation expédiés – ressemblait, hier, à une chasse au trésor sous la pluie : collectionneuses décoiffées, artistes moites, serpillières à l'entrée.

Dès 19 heures , on s'épongeait donc au Café Beaubourg, qui est à l'événement ce qu'un refuge est aux alpinistes : échanges d'informations météo (*« N'y va pas, c'est mauvais »*) ; happening matinal pour les premiers de cordée, avec la projection d'un film de Marina Abramovic et Ulay, à 5 h 15 au lever du soleil ; distribution gratuite de guides pratiques et de boissons.

L'art est à la mode : ça se ressent du côté des sponsors (cette saison, pas de vin du Mâconnais, mais du champagne Moët en flûte) et de l'abondance des tribus qu'il attire : égéries conceptuelles emmitouflées dans leur châle en crochet mauve ; mondaines siglées Cartier-Chanel ; publicitaires à l'affût ; sosies de Beuys, etc.

On reconnaît les fêtards se dirigeant uniquement vers les lieux criblés d'une étoile rouge (vingt vernissages dans la soirée) et puis les pros, affectant de quitter la foule inhabituelle : *« Moi, ce sera très vite vu : je prends le chemin pour aller chez Yvon* (Lambert) *: Hussenot, Durand-Dessert, Froment-Putman... »* Ces vrais amateurs ont leurs habitudes, leurs privilèges (garer son Austin noire dans la cour d'Yvon Lambert). Une fois dans la galerie, ils font des signes, croquent une chip, disparaissent dans les réserves. Rien à voir avec le courtier collectionneur, déboulant avec cet air fier : *« Pas mal Suzan Etkin, ça fait combien ? Et vous avez des choses en réserve en ce moment ? »*

Pendant cette nuit Paris-Beaubourg, les gens, les attitudes prennent bien plus d'importance que l'art, tel qu'il se donne ou se refuse habituellement. Chez Zabriskie, un jeune galeriste parle de l'incendie de l'atelier du peintre Lacalmontie avec des sanglots dans la voix ; chez Fournier, une admiratrice de Joan Mitchell ne se décourage pas devant les toiles de 2 millions de francs. Sur le livre d'or, elle écrit au crayon de couleur : *« Je reste mouette, c'est chouette. »*

Directrice de la galerie Beaubourg, Mariane Nahon se réjouit : *« Plus on leur donne à voir, plus c'est sympa. »* Il reste que, bien souvent, ces portes ouvertes se referment sur un silence encore plus codé (informations au compte-gouttes, listes de prix dissimulées), qui fausse les règles du jeu et achève de mettre les galeries parisiennes face à leurs contradictions.

Chez Claude Fain, dentiste, qui vient d'ouvrir une galerie dans le Marais, son associé, Peter Linger, un marchand new-yorkais à l'allure d'un Raspoutine hassidique, déplore : *« Les Parisiens sont habitués à des jeux organisés, qui limitent leurs choix, leur indépendance. Pourquoi se pressent-ils aujourd'hui alors que nous sommes ouverts tous les jours? »*

LAURENCE BENAIM

CULTURE

MUSIQUES

Opéra-Bastille an II

Après une première mini-saison de dix-sept représentations, la programmation de l'Opéra-Bastille monte en puissance. Entre le 2 octobre 1990 et le 19 juillet 1991, cent cinquante manifestations seront proposées au public. Même si 1 100 places restent sous la barre des 200 F, il est possible de se demander ce que veut dire opéra populaire lorsque les prix des fauteuils les mieux placés grimpent de 380 F à 520 F.

Le programme comprend huit opéras (*Otello*, de Verdi, *la Dame de pique*, de Tchaikovski, *Katia Kabanova*, de Janacek, *la Flûte enchantée*, et *les Noces de Figaro*, de Mozart, *Manon Lescaut*, de Puccini, *Samson et Dalila*, de Saint-Saëns et *Un re in Ascolto*, de Luciano Berio). Cinq de ses productions sont nouvelles, et certaines seront montées en co-production avec d'autres théâtre lyriques.

L'Opéra-Bastille leur ouvrira ses portes pour soixante-dix-neuf représentations. Parallèlement, une dizaine de concerts symphoniques dirigés par Myung-Whun Chung à la tête de l'Orchestre de l'Opéra, cinq récitals de chant, l'Orchestre du Gewandhaus de Leipzig, six concerts de l'Orchestre philharmonique de Radio-France dirigés par Marek Janowski, son chef titulaire, six concerts de musique de chambre animés du piano par Myung-Whun Chung qui comme Daniel Barenboïm mène une double carrière de chef et de pianiste, une intégrale des quatuors à cordes de Mozart par la garde montante des jeunes quatuors à cordes français et des spectacles de l'Ecole d'art lyrique trouveront asile dans la grande salle, l'amphithéâtre et le studio.

A. LO.

□ **Précision.** – Contrairement à ce que nous avons écrit dans *le Monde Arts et spectacles* du 7 juin, Isaac Stern ne donnera pas un, mais deux concerts, au théâtre du Châtelet. Le premier, au programme duquel sont inscrits des trios pour violon, violoncelle et piano de Schubert, Beethoven et Chostakovitch, joués avec le violoncelliste Yo Yo Ma et le pianiste Emmanuel Ax sera donné vendredi soir, à 21 heures (prix des places de 60F à 395F). Le second, donné dimanche à 18 heures reprend le même programme . Il est réservé au moins de vingt-cinq ans, mais que les «anciens» se rassurent, l'entrée du Châtelet ne leur sera pas interdit s'ils accompagnent des jeunes. Ils bénéficieront même du tarif exceptionnel voulu par Stern à l'occasion de ses soixante-dix ans (de 40F à 70F)

CINÉMA

Tout le monde l'appelle Henry

« Coeurs flambés », de Helle Rynslinge fait voler en éclats l'image tranquille de la société danoise.

Son prénom est Henriette, mais tout le monde l'appelle Henry parce que cette fille est un bon copain . Infirmière dans un hopital immense où l'on circule en trotinette dans les couloirs, Henry est délurée, pas bégueule . Elle n'est ni jolie ni belle, mais charmante avec son nez pointu. Défaut de la cuirasse : sa gentillesse, son sentimentalisme. Amoureuse d'un homme parti il y a cinq ans chercher des cigarettes, elle cherche un nouvel amour et s'attire des tas d'ennuis.

Coeurs flambés, premier long métrage de la danoise Helle Rynslinge, a mis plusieurs années en passant par quelques festivals pour arriver à une distribution commerciale en France. Il surprend par son humour caricatural, trivial parfois, par ses couleurs volontiers criardes, par un ton de comédie surexcitée qui fait voler en éclats une image de la société danoise. Un peu à la manière de Stephen Frears pour l'Angleterre thatchérienne.

L'actrice Kirsten Lehfeldt, drôle de petite bonne femme au coeur d'or, dévorée par un appétit de vivre très sensuel, encaisse les coups de son entourage – tous gens assez délirants – mais finit par se rebiffer. Ainsi la scène où par ses farces culinaires, elle humilie publiquement son amant, un médecin macho; une force dramatique extraordinaire sous-tend la situation burlesque. Tel est le talent de Helle Ryslinge . C'est encore avec Kirsten Lehfeld qu'elle a réalisé son deuxième film, Sirop.

JACQUES SICLIER

L'Arlésienne d'Amérique

Un « road movie » romanesque d'Elie Chouraqui : « Miss Missouri »

Nathan Leven (Richard Anconina) arrive à Chicago pour retrouver Helen Parker, une jeune Américaine, rencontrée à Paris. Ils se sont aimés, mais il y a eu par sa faute à lui un malentendu, et elle a fui. Un numéro de téléphone pourrait fournir une piste. Une piste qui glisse entre les doigts de Nathan. Commence alors un voyage à travers l'Amérique, à la recherche de cette femme qui se dérobe, véritable Arlésienne des autoroutes et des relais. Nathan y rencontre des gens qui l'ont connue, mais qui élèvent de nouvelles barrières. Et pour lui, l'Amérique, c'est aussi le souvenir de Charlie Parker, d'Ernest Hemingway, de Kansas City, la ville où il voulait emmener Helen...

Ancien assistant de Claude Lelouch, Elie Chouraqui a, comme lui, le goût des histoires d'amour romanesques, des passions qui changent les destinées, et c'est ce qu'il réussit le mieux. Ainsi, *Qu'est-ce qui fait courir David ?* ou *Paroles et musique*. Tenté par le film noir à l'américaine, Chouraqui s'était quelque peu égaré dans l'expérience de *Man of fire*.

Le tournage de *Miss Missouri* aux Etats-Unis avec une équipe française n'a pas été facile. Techniquement pourtant, le film est impeccable. La mise en scène sait capter l'atmosphère des grandes villes, comme celle des routes et des bourgades. Les images sont superbes, accordées à ce mythe que poursuit Nathan. Mais le scénario, librement inspiré d'un livre de Michel Boujut, n'est pas toujours convaincant. L'objet de cet amour obsessionnel reste trop abstrait. Richard Anconina qui s'agite beaucoup en parlant un anglais approximatif (l'idée des hésitations de langage est bonne) n'a pas la stature suffisante pour imposer, seul, un personnage fragile, émouvant, touchant.

Il a besoin d'une forte présence en face de lui. S'il est un peu perdu, décalé, c'est aussi parce que Chouraqui, au lieu de miser à fond sur un univers intimiste et sentimental, a voulu réaliser un film sur l'Amérique que les cinéphiles français imaginent d'après les « road movies » de ces dernières années. Mais pourquoi se mesurer à Wim Wenders quand on est capable de se faire sa place dans le cinéma français.

JACQUES SICLIER

□ **Cinéma et jeunesse à Paris.** – Trente enfants du monde entier constitueront le jury du cinquième festival international du film et de la jeunesse qui se tiendra à Paris du 19 au 26 juin sous la présidence de Claudia Cardinale. Des classiques de Walt Disney, des grands films de l'âge d'or du comique américain, un cycle sur le rock n'roll au cinéma, ou encore *Fanfan la tulipe*, de Christian Jacques et *Indiana Jones*, de Steven Spielberg, seront présentés. La compétition rassemblera dix œuvres françaises, britanniques, australiennes ou canadiennes.

▸UGC Ermitage. 72 ave des Champs-Elysées. Renseigments et réservations : 47-54-11-000

COMMUNICATION

La mutuelle revend ses parts dans la Une

La GMF préfère A 2 à TF 1

Renversement d'alliance dans le paysage audiovisuel français. La Garantie mutuelle des fonctionnaires (GMF) a annoncé, jeudi 7 juin, son retrait du capital de TF 1 et son rapprochement avec Antenne 2. La GMF coproduira et parrainera plusieurs émissions de la télévision publique, notamment le nouveau magazine « pluriculturel » de Bernard Pivot (*nos dernières éditions du 8 juin*).

Alliée de la première heure du groupe Bouygues, la GMF avait apportée à l'industriel du bâtiment-travaux publics candidat à la reprise de TF 1 l'« aura » culturelle qui lui manquait. Propriétaire de la FNAC, le groupe mutualiste était en effet bien placé pour contribuer au « mieux-disant culturel » dont le gouvernement avait fait à l'époque le principal critère de sélection.

Las! La programmation de la Une ne devait jamais correspondre à son attente et les relations entre M. Pétriat et le PDG de la chaîne, M. Patrick Le Lay, devaient s'en ressentir. Amer, M. Pétriat a fourni à la presse quelques exemples de cette détérioration : la sévérité publique de ses jugements sur la programmation de la chaîne lui avait valu le désagrément de quelques « brimades » ; son refus de siéger au comité stratégique de la chaîne et, depuis un an, au conseil d'administration l'avait, selon lui, conduit à être interdit d'antenne...

C'est donc faute de *« n'avoir pu participer aux réflexions sur les orientations de la chaîne en matière de programmes culturels »* que M. Pétriat a annoncé par lettre aux autres actionnaires de TF 1, jeudi 7 juin, le retrait de son groupe et la mise en vente du bloc d'actions de 6,1 % qu'il y détient. Une cession, a-t-il expliqué le même jour dans une conférence de presse, qui pourrait se faire *« en bloc »* pour les 3 % d'actions achetées en Bourse. L'identité des acheteurs éventuels n'a pas été révélée.

Le solde (la participation de départ) devait être proposé aux actionnaires d'origine, susceptibles, selon le pacte qui les lie, de faire jouer un droit de préemption : legroupe Bouygues (dont la participation ne peut toutefois pas excéder, selon la loi, ses 25 % actuels), Maxwell, les Editions Mondiales, Bernard Tapie, ainsi que le Crédit Lyonnais, la Société générale, Worms et Suez. De cette vente, la GMF devrait retirer 420 millions de francs, dont 100 millions de plus-value.

Partante, la GMF assure pourtant ne pas vouloir se désengager de l'audiovisuel. Si elle n'est pas candidate, *« pour l'instant »*, à la reprise des 2,5 % de M 6 que M. Marin Karmitz souhaite céder, elle compte développer les activités de Prony Production, sa filiale spécialisée dans la création de programmes. Une filiale aux dimensions modestes (30 millions de chiffre d'affaires) mais déjà présente sur FR 3, Canal Plus, M 6, la SEPT et les réseaux câblés, notamment avec des magazines culturels.

Mais dorénavant, c'est avec Antenne 2 que la GMF devrait entretenir des relations privilégiées. M. Pétriat désire en effet apporter *« une totale solidarité à cette chaîne, plus proche de nos valeurs »* et surtout à son directeur général, M. Jean-Michel Gaillard, *« un ami de longue date, dont le courage et le talent aideront cette société publique à retrouver la dignité et le rayonnement qu'elle n'aurait jamais dû perdre »*. La nouvelle émission pluri-culturelle de Bernard Pivot annoncée pour janvier 1991 sera la première à bénéficier de cette nouvelle solidarité. La GMF transférera également de TF 1 sur A 2 sa collaboration aux programmes météo.

Pour intéressant qu'il soit, ce redéploiement sur la chaîne publique n'est quand même pas à la mesure d'un groupe mutualiste réalisant 18,8 milliards de francs de chiffre d'affaires, présent dans huit secteurs d'activités, quatre-vingt sociétés et détenant 57,1 milliards d'actifs ! Il n'y a en effet pas grand, chose de commun entre une participation au capital de la première télévision commerciale d'Europe et les opérations de prestige, mais ponctuelles, prévues sur Antenne 2. Pour la GMF, qui détient 10 % de la chaîne par satellite Euromusique mais a cédé, en avril 1987, ses 5,3 % de Canal Plus, ce nouveau retrait sonne provisoirement comme un échec.

PIERRE-ANGEL GAY

M. Thierry de Beaucé souhaite une stratégie commune des radios publiques vers l'Est

M. Thierry de Beaucé, secrétaire d'Etat, chargé des relations culturelles internationales, a réuni, jeudi 7 juin, au Quai d'Orsay, les présidents de la Sofirad, de Radio-France et de Radio-France internationale (RFI) pour examiner l'action radiophonique de la France en Europe.

La Sofirad à Lisbonne, à Moscou (via Nostalgie) et demain à Berlin ; RFI en FM à Varsovie, bientôt à Bucarest ; et Radio-France – avec Victor et Hector, ses deux programmes conçus pour le satellite – offerte à qui, sur le câble européen, peut la capter... Le moins que l'on puisse dire, depuis plusieurs mois, c'est que la radio française fait preuve d'un certain dynamisme pour franchir les frontières.

Les initiatives récentes, annoncées triomphalement par chaque société et transformées en opérations de relations publiques, mériteraient, lorsqu'elles dépendent de l'argent public, d'être mieux coordonnées, voire de s'intégrer à un plan de développement cohérent. Tel est le discours en vigueur aujourd'hui au Quai d'Orsay où l'on s'inquiète des rivalités naissantes entre sociétés « sœurs ». *« Chaque société a une histoire, un statut, une vocation qui lui sont propres*, affirme M. Thierry de Beaucé, *et chacune doit conserver son identité. Radio-France internationale a, par exemple, des contraintes de service public dont la Sofirad peut s'affranchir, elle à qui une structure très simple permet de s'associer facilement à des partenaires étrangers. Il faut donc harmoniser les initiatives, les faire se compléter, surtout pas se chevaucher. La diversité, voire la dispersion des projets, exige que nous prenions le temps de faire lepoint, d'en tirer les conséquences budgétaires et de définir ensemble, entre partenaires publics français, une stratégie commune. »*

Attentifs aux propos du ministre mais soucieux de pouvoir continuer à développer leurs projets sans compromis, les présidents des radios ont cependant pris connaissance d'un projet étudié pour l'instant au sein de la seule Sofirad mais auquel chacun pourrait être appelé à collaborer. Un projet un peu comparable dans son principe à celui créé en matière de télévision par Canal France internationale.

Il s'agirait de concevoir une sorte de module commun, (un *patchwork* d'émissions issues de Radio-France, de RFI, de radios de la Sofirad ou de programmes propres), en langue française, bénéficiant d'un habillage et d'une couleur d'antenne cohérents et destiné à être envoyé par satellite à des radios FM installées à l'étranger et capables de le compléter quelques heures par jour par une animation locale dans la langue du pays. L'inspiration serait, dit-on, *« le rayonnement cosmopolite de la France »*, l'antenne étant ouverte à des francophones de toutes nationalités.

La maîtrise d'œuvre reviendrait à la Sofirad ou à une sorte de groupement d'intérêt économique où se retrouveraient les différents partenaires. Un premier calendrier prévoierait des implantations à Berlin, Bucarest, Sofia et Budapest.

C'est dans cet esprit de coopération entre radios de service public que Radio-France et RFi ont signé, mercredi 6 juin, un accord prévoyant la mise en commun de ressources afin de développer leur couverture de l'actualité étrangère. Six correspondants permanents seront donc installés, d'ici à 1992, à Prague, Tokyo, Vienne, Abidjan, en Asie du Sud-Est et en Amérique latine, qui répondront aux demandes de prestations présentées par les deux radios. Ces dernières en supporteront à part égale l'investissement (10 millions de francs).

ANNICK COJEAN

Association avec Rizzoli et rapatriement de Quillet

L'audiovisuel ne détourne pas Hachette de la presse

L'investissement de Hachette dans la télévision ne lui fait nullement délaisser la presse. En association avec l'éditeur italien Rizzoli, le groupe vient de racheter la majorité de la société grecque Athenian, qui publie l'hebdomadaire *KAI* (200 000 exemplaires) et diverses éditions grecques de magazines étrangers comme *Elle* ou *Playboy*. Il renforce son contrôle direct sur la presse régionale.

MMB, la société holding du groupe Lagardère qui contrôle indirectement la majorité du groupe Hachette, va lui céder d'ici quelques semaines la *« part la plus importante »* de la participation qu'elle possède dans Quillet SA. Cette société chapeaute le pôle presse régionale du groupe qui comprend le groupe le Provençal (*le Provençal, Var-Matin, le Méridional*), *les Dernières Nouvelles d'Alsace* et *l'Echo républicain* (Chartres). Quillet SA était contrôlée jusqu'alors par MMB (46,6 %) et par Hachette (53,1 %). La cession par MMB de la plus grande partie de ses participations à Hachette, *« quelques pourcentages devant être vendus à des investisseurs institutionnels »*, consacre donc la vocation « presse » d'Hachette, a indiqué M. Philippe Camus, PDG de MMB.

Quillet SA a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 1,6 milliard de francs et un résultat net de 47,4 millions de francs. *« C'est le deuxième groupe de presse quotidienne régionale derrière le groupe Hersant*, a précisé M. Camus. *Il est le seul à être coté en Bourse et il est évalué à 500 millions de francs »*. Le renforcement du contrôle d'Hachette sur la presse régionale va lui permettre de poursuivre sa stratégie dans ce secteur. Et la vente de parts de Quillet à Hachette va permettre à MMB de financer de nouvelles opérations. La société envisage d'investir 200 millions de francs en 1990-1991, notamment dans les domaines des télécommunications et des médias électroniques ; elle possède déjà des participations dans Locstar (système de radiorepérage des véhicules par satellite), dans PCN (radiotéléphone), dans SICLI (télésurveillance, « sécurité physique », contrôle d'accès, etc.) et dans des réseaux privés de communication comme RP Nice.

Y.-M. L.

M. Maxwell se dit prêt à acheter un quotidien américain

Après avoir pris le contrôle fin 1988 de la maison d'édition MacMillan, M. Robert Maxwell se lance à nouveau à la conquête du marché américain. Le patron de presse britannique a annoncé le 4 juin à New-York qu'il était en train de négocier l'achat d'un important quotidien américain *« pour des centaines de millions de francs »*.

Après avoir vendu ses imprimeries aux Etats-Unis pour plus de 3 milliards de francs, il a pourtant acheté récemment trois journaux à sensation diffusés en supermarchés, le *Globe*, le *National Examiner* et le *Sun*. Mais il lui manque un véritable quotidien d'informations générales.

Selon des hommes d'affaires américains proches de lui, le magnat britannique serait particulièrement intéressé par le *Chicago Sun Times* (532 678 exemplaires diffusés en moyenne) ou par le *New York Daily News* (1 180 139 exemplaires), qui appartient au groupe Tribune, par ailleurs éditeur du premier quotidien de Chicago, le *Chicago Tribune*. Les propriétaires du *Chicago Sun Times* et du *New York Daily News* ont cependant précisé que ni l'un ni l'autre n'étaient à vendre.

□ **Michel Polac animera tout l'été une émission hebdomadaire sur FR 3.** – M. Michel Polac animera tous les samedis, de 14 h à 15 h, une nouvelle émission, *« Spéciale Racines »*.

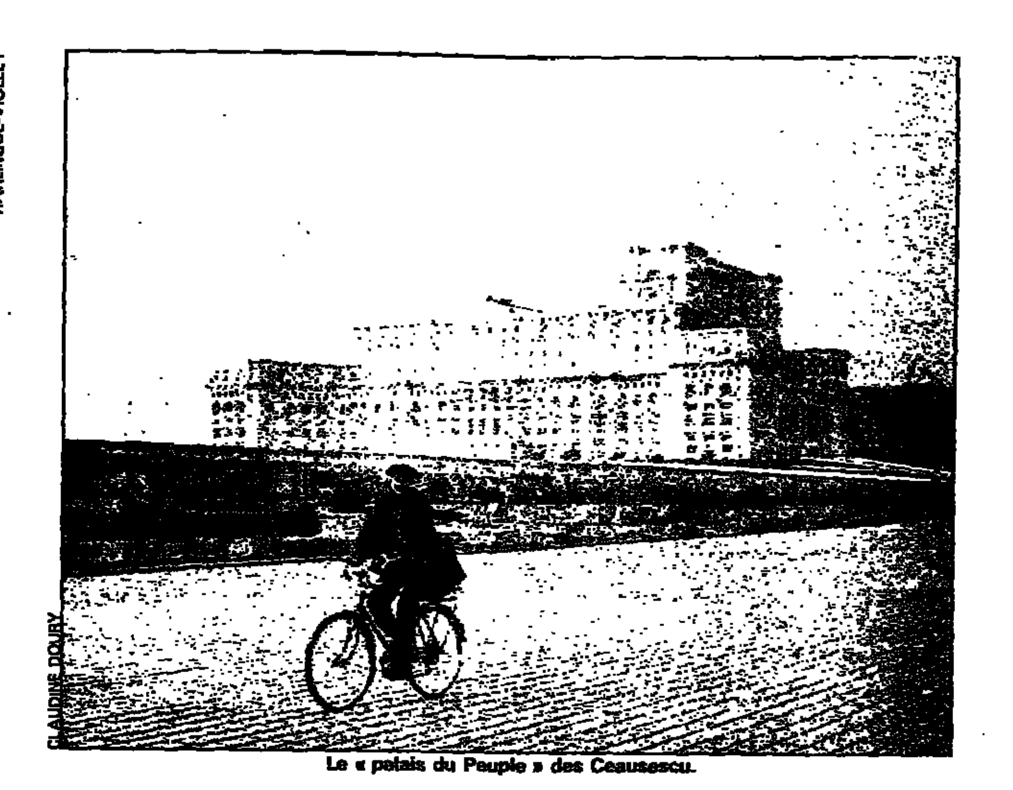


Le Monde

SANS VISA




L'auditorium de l'Athénée, à Bucarest, au début du siècle.



Le « palais du Peuple » des Ceausescu.

La capitale roumaine conserve encore suffisamment de son esprit et de ses quartiers d'hier pour retremper son âme meurtrie. Relecture du portrait qu'en traçait Paul Morand en 1935.

Morand, Bucarest et nous

UN diplomate occidental à la retraite ayant fréquenté la Roumanie avant *et durant* le communisme se plaisait à rapporter que le meilleur moyen de plaire à la reine Hélène *puis* à Elena Ceausescu (et on pourrait sans doute ajouter à n'importe quel Roumain ou Roumaine) était de leur dire : *« Madame, Bucarest est vraiment le Paris des Balkans ! »*

L'ennui, c'est que la capitale roumaine, ayant été fondée outre-Danube (en 1459) par Vlad l'Empaleur – autrement dit *Dracula* lui-même, – ne se trouve pas dans la partie balkanique de l'Europe...

Mais n'ajoutons pas de chicane géographique aux angoisses actuelles de ce pays. D'autant plus que Bucarest fut longtemps et est encore, par son esprit congénitalement délié, volatil et féminin, bien plus « parisienne » que proche de la pompeuse Athènes moderne *ou des lourdes grâces* slaves de Sofia (et encore moins de la redoutable astuce hongroise).

L'agilité mentale des Bucarestois, qui les rapproche des Parisiens, s'accommode en effet, contradictoirement, d'une incontestable « naïveté ».

Mais il s'agit de la naïveté du Huron, de celle dont le surréaliste René Crevel écrivait vers 1930 *qu'« il en faut beaucoup pour accomplir de grandes choses »* (1).

L'ambassadeur Alexandre Paléologue, qui vient d'être rappelé définitivement par son gouvernement en raison de son goût *trop prononcé pour* le parler vrai ; la prof de français Doïna Cornea, immaîtrisable metteuse de pieds dans le plat sous Ceausescu comme sous Iliescu ; Andreï Cristovéanu, un autre enseignant qui vient d'abandonner la sécurité du fonctionnariat pour créer la première école privée franco-roumaine du pays, nous paraissent tous trois illustrer à merveille ce compagnonnage de la *finesse et de la candeur*, au reste marque de toute la Roumanie et non de la seule Bucarest.

Conséquence positive de la révolution roumaine dans le monde éditorial français, la réédition du *Bucarest* de Paul Morand (2) *vient à point* nommé pour vérifier l'ambivalence esquissée ici.

Ce livre, publié en 1935, est *à la fois* le portrait d'une nation à travers sa capitale et une preuve d'amour de l'écrivain pour son épouse roumaine (3), *Hélène (il faut* s'y faire, toutes les femmes de cette contrée, de feu la poétesse Vacaresco à la péripatéticienne timide de l'hôtel Intercontinental, se nomment ainsi, hommage de la latinité à une Byzance *qui lui a offert* une spécificité supplémentaire : l'orthodoxie).

Une couronne fondue dans l'acier

Le Bucarest de Morand permet, page à page, presque mécaniquement, de vérifier que cette ville, ce terroir latins *dans l'immensité* slave furent rien moins que « provinciaux » sous la couronne, fondue dans l'acier d'un canon *ottoman*, de ces Hohenzollern francophiles et francophones choisis à dessein par Napoléon III (*le Monde* du 7 février).

Vers 1930, l'existentialisme frémissait déjà à Bucarest avant de s'épanouir dix ans plus tard à Saint-Germain-des-Prés. Cioran, future coqueluche parisienne, y émargeait avant de s'expatrier.

Plus encore, Iorga, le prolifique historien de graphie française, qui devait être assassiné durant la guerre mondiale pour prix de sa modération politique, préfigurait nos Braudel, Chaunu et Le Roy Ladurie, par son sens de l'angle insolite, sa fantaisie érudite, ses amples synthèses mais où le lecteur ordinaire n'est jamais abandonné à la noyade solitaire.

Puisse perdurer l'intérêt actuel pour la Roumanie afin qu'on retrouve bientôt dans les librairies de l'Hexagone ne serait-ce que *Byzance après Byzance*, ce summum de l'œuvre iorgienne !

Selon Morand, Iorga était *« le génie des Carpates »*. Le vrai. Les communicateurs de Ceausescu furent de sacrés compilateurs, empruntant aussi à l'éphémère homme fort Antonesco (que le roi Michel limogea en 1944) l'amphigourique surnom de *Conducator*.

Iorga qui, en *1930*, devant un carafon de vin blanc, lisait l'avenir pour le reste du siècle : *« Nos paysans ne seront jamais bolcheviques, comme les paysans français, ce sont des individualistes forcenés, des avares, souvent très riches. » « La dictature ? Pour quoi faire ? Aucun peuple n'est plus facile à mener que le peuple roumain. »*

Hantés, sans doute, par l'idée du proche épilogue de leur inutile dictature, les Ceausescu, dans leurs ultimes années, voulurent marquer à jamais Bucarest. Ils y parvinrent – *mutatis mutandis* comme le baron Haussmann à Paris, – jetant bas tout un quartier charmant de venelles, églises et treilles, le remplaçant par une volée de Champs-Élysées *tragiquement* sans voitures mais où les automobilistes de demain seront comme poissons dans l'eau.

Le couple « *génial* » ne *détruisit* pas pour autant le centre historique même de Bucarest – qui n'a donc renoncé ni à ses statues 1900 de poètes *ou* de politiciens oubliés, ni à sa *« rue Jules-Michelet, romanophile »*, ni à ses vitrines anarchiques où le Triestin Claudio Magris a même vu *« des soutiens-gorge semblant avoir déjà servi »*... (4). Urbanistiquement, le communisme, quand il n'est pas ravageur, se montre *des plus conservateurs* (voir Sofia, Prague ou Moscou). Aussi bien le volume de Morand constitue-t-il encore le meilleur guide pour jauger cette *Calea Victoriei*, cette avenue de la Victoire, *« la plus fameuse artère du proche Orient qui a vu passer les cinquante mille hommes et les mille huit cents canons retour de Plevna* (5) *en 1877, les troupes roumaines victorieuses de la Bulgarie, sans coup férir, et éprouvées par le seul choléra en 1913, le maréchal Mackensen et ses armées suivies de savants en uniforme en 1916, enfin les régiments français défilant en novembre 1918 sous les fleurs et les vivas »*. Et, aujourd'hui, une foule résignée, *provisoirement* au moins, à sa révolution mi-ratée, mi-réussie.

Les souffrances d'un maître d'hôtel

Toujours dans la même avenue, *poussons* la porte de Capsa (qu'on devrait écrire « Capcha » puisque, en français, on doit, paraît-il, le prononcer ainsi). Ce haut lieu, s'il en fut, du *« Paris des Balkans »*, du Bucarest de *Carol II*, ce *Louis XV* roumain, ce rendez-vous de toutes les élites nationales d'avant le régime marxiste, existe toujours, comme confit dans le formol, avec ses boiseries veloutées par le temps et ses velours brunis par l'usage.

« C'est le cœur de la ville, topographiquement et moralement (...), c'est un hôtel, une confiserie, un restaurant et un café. Imaginez, réunies dans une maison d'apparence modeste et désuète, quatre vieilles gloires européennes : le restaurant Foyot et la confiserie Rumpelmayer de Paris, le café Florian de Venise et l'hôtel Sacher de Vienne. C'est un style, une tradition, une habitude, un organe, un décor, une salle des pas-perdus, un monument et une cocarde, que Capsa. Tout Bucarest s'y retrouve. »

Sous le communisme, ceux qui comptaient dans la Cité se cachaient soigneusement au fond des bois de la périphérie. Capsa démonétisé, étatisé, ne demande aujourd'hui qu'à recouvrer sa liberté, sa visibilité, à servir du vrai café, du chocolat non farineux, des petits pains comestibles *et « à présenter* le Monde *à sa clientèle, n'est-ce pas ? puisque hier on lui offrait* le Temps », ajoute aimablement le maître d'hôtel francophone, qui déteste autant son statut de fonctionnaire que le mauvais café. *« Ecrivez-le, je vous en prie ! »* Dont acte.

Cela n'a l'air de rien mais le sort de Capsa sera l'un des baromètres les plus probants du Bucarest de demain. Revivra ? Revivra pas ? Morand concluait : *« Capitale d'une terre tragique, où souvent tout finit dans le comique, Bucarest se laisse aller aux événements sans cette raideur, partant sans cette fragilité que donne la colère. »*

Ainsi, en principe, rien n'est perdu. D'autant plus qu'à en croire encore l'inventeur des biographies de capitale : *« L'Histoire, comme une idiote, mécaniquement, se répète »*... Après le pire devrait donc revenir le meilleur. Et les serveurs de Capsa être heureux derechef. En tout cas, ils le méritent.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) *L'Esprit contre la Raison*, éd. Tchou.

(2) Plon, 298 p., 100 F.

(3) *Paul Morand*, par Ginette Guitard-Auviste, Compagnie générale du livre, 1981.

(4) *Danube*, Gallimard-L'Arpenteur, 1988.

(5) Plevna ou Pleven (Bulgarie actuelle). Bataille contre la Porte où la jeune armée roumaine secourut les Russes.

▶ La Table ronde vient d'éditer *Entretiens avec Paul Morand* d'après l'émission télévisée « Archives du XX[e] siècle » (85 F).

VACANCES-VOYAGES

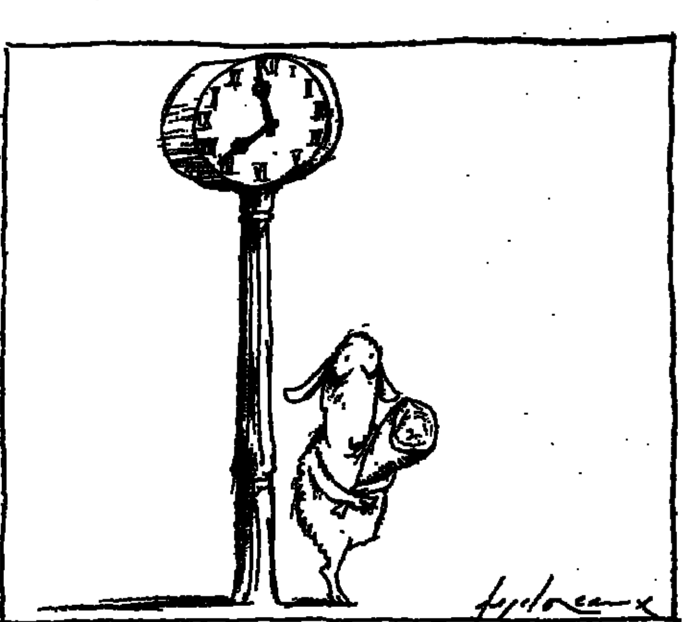
HÔTELS

SANS VISA

LA TABLE

Le gigot de sept heures

Cuisson lente pour savourer le mouton... à la cuiller



CETTE manie nous vient-elle d'Amérique ? En tout cas, le consommateur se tourne de plus en plus vers une cuisine aseptisée, une cuisine où les choses n'ont plus le goût de ce qu'elles sont, où l'insipide bar l'emporte sur le merveilleux hareng, où l'andouillette est mise à l'index et où le faible pour le fromage fort est bien mal vu. Aussi ne sait-on plus ce qu'est la viande de mouton, et sur les cartes seul l'agneau daigne paraître – même s'il est, à l'occasion, vraiment mouton, on n'oserait point l'afficher !

Or l'agneau, si lorsqu'il est « de lait », c'est-à-dire de six semaines environ et non sevré, au printemps, mérite l'affection du connaisseur et l'apprêt particulier qu'un bon cuisinier en peut faire, prend après cinq mois l'appellation d'agneau gris et devient insipide, alors qu'un peu plus tard, devenu mouton (c'est-à-dire un agneau de quatorze mois, légalement), sa viande est savoureuse en diable, solide et roborative, juste parfumée – pas, certes, le goût de suint des vieilles bêtes, mais comme de légères prémices de celui-ci, caractérisant l'agneau d'herbage (broutard) ayant dépassé ses fatidiques quatorze mois.

Bref, on peut parler de l'irish stew des Irlandais, du navarin (le vrai, aux navets qui lui ont donné son nom !), des côtes Champvallon et du gigot surtout (entre parenthèses, célébrons la souris, ce morceau privilégié du gigot de mouton, et signalons les souris aux poivrons et tomates, un plat classique de *La Grosse Tartine*, 91, boulevard Gouvion-Saint-Cyr, tél. : 45-74-02-77).

Et regrettons que le gigot ne soit pas plus souvent de mouton lorsqu'il paraît :

...au milieu de la table,
Fleurant l'ail et couché sur un lit
[respectable
De joyeux haricots...

ainsi que le chantait Raoul Ponchon.

Mais puisque nous voici célébrant le gigot (et, à Paris, celui, quotidien, de *Chez Georges*, 273, boulevard Pereire, tél. : 45-74-31-00, est un classique désormais incontournable !), je voudrais regretter que pas une maison de Paris ne propose quelquefois cette perfection « gigotique » venue du Berry. On sait que le mouton figure trois fois dans les armes des Bituriges (on a même fait à ce propos du méchant esprit, disant que quatre-vingt-dix-neuf moutons et un Berrichon font cent bêtes !)... Le charmant poète local Hugues Lapaire nous en a laissé une recette : mettre un gigot en casserole avec carottes, oignons, sel, poivre et ail. Le retourner pour qu'il prenne belle couleur, puis ajouter du bouillon et quelques cuillerées de madère.

Le poète ici paraît, et le madère insolite bouscule quelque peu l'ancestrale recette que voici : piquer le gigot (de mouton, bien sûr !) de lardons, d'ail et, accessoirement, de languettes de jambon cru. Garnir la marmite de couennes et poser le gigot dessus, entouré d'oignons en rouelles. Saler et poivrer. Mouiller de trois verres d'eau et d'autant de vin blanc. Recouvrir d'une assiette creuse et fermer hermétiquement la marmite d'un cordon de pâte. Verser du vin dans l'assiette. Cuire à feu doux sept heures en renouvelant le vin évaporé. Ce gigot se sert avec des pommes berrichonnes, coupées en dés et revenues au saindoux avec des oignons, une gousse d'ail écrasée, du thym et du laurier, le tout mouillé de bouillon à hauteur et cuit à feu doux.

Curnonsky donne une recette sensiblement identique, mais y ajoute à la cuisson un peu de cognac et un peu de sauce tomate. Mais le principe reste le même : les sept heures de cuisson lente suffisent à lier la sauce et le gigot de mouton peut se manger « à la cuiller ».

Pour arroser ce plat merveilleux et « qui a du goût », un vin presque régional se peut proposer : sancerre rouge, reuilly, châteaumeillant, rouges également. A moins évidemment que vous n'ayez en cave un... Mouton de M. de Rothschild...

LA REYNIÈRE

P.S. – L'ami Bissonnet, des Boucheries nivernaises, me dit qu'en Amérique du Sud ils châtrent les moutons à deux ans (ils deviennent ainsi des *capones*). Et que, quelques mois ou années plus tard, la viande du mouton est superbement goûteuse !

SEMAINE GOURMANDE

L'Oustau de Baumanière

Largement nonagénaire et toujours aussi jeune, de cœur comme d'esprit, le cher Raymond Thuillier relève le défi du Michelin, qui vient de lui retirer une étoile. Sans qu'il sache pourquoi, de reste, ni que la satisfaction de sa clientèle ne le comprenne non plus ! Passons.

Relaxons-nous dans ce cadre exceptionnel, régalons-nous de ces merveilleux petits déjeuners, savourons les produits du jardin, et les classiques, en particulier le célèbre gigot d'agneau en croûte. La cuisine est ici, depuis déjà quelques années, le fait du petit-fils, Jean-André Charrial. Il pourrait s'inquiéter : à en croire MM. Gault-Millau, il a rajeuni une cuisine qui menaçait de s'encroûter ! Mais, à en croire d'autres, ce coup de semonce *du Michelin serait la conséquence* d'une régularité « éternisée » de ladite cuisine.

Alors ? Contentons-nous de hausser les épaules et de lever la fourchette pour nous régaler des dés de saumon aux fèves du jardin, du petit homard au châteauneuf-du-pape et à la polenta, de la crème de favouilles glacée, des queues de langoustine aux deux poireaux, du pigeon rôti à l'ail nouveau, etc. Mais il me faut revenir sur la fraîcheur des légumes du jardin (ah ! ces petits pois du ris de veau aux truffes !) et sur le fruité de l'huile d'olive (des Baux, elle aussi !).

Sans oublier la cave, riche en grands vins et en vins régionaux, comme le côte-du-rhône blanc (cépage viognier de L'Oustau, 1989), par exemple, ou le saint-joseph, le châteauneuf-du-pape blanc, les costières-du-gard. Evi*demment*, la fête est aux prix d'une fête (600 F-700 F environ). Mais quelle fête ! Avec des menus (pour deux convives) de 520 F à 640 F.

Le menu provençal, par exemple, est une merveille, dont le gigot d'agneau à l'anchois et ail avec sa ratatouille est le sommet... Mais Baumanière, c'est encore plus que tout cela : le village perché capitale de cœur de Mistral, l'esprit épicurien de Thuillier, l'écrin d'or et de verdure de L'Oustau : un paradis ! Alors ? Une, deux, trois étoiles ? Est-ce que cela compte devant le soleil ?

► *OUSTAU DE BAUMANIÈRE*
au Val-d'Enfer,
13520 Les Baux-de-Provence.
Tél. : 90-54-33-07.
CB-AE-DC- Eurocard.



SANS VISA

ESCALES



RAYMOND DEPARDON

Chopin en ses palais

Chopin sur ses terres et dans ses œuvres. Il naît en Pologne, à Zelazowa Wola, petit village de Mazovie, dans une gentilhommière au milieu d'un parc : inventaire et récital en plein air. Il fut baptisé dans l'église de Brochow : halte obligée. La première fois qu'il se produit en public, c'est au palais Radziwill, en 1818 – il a huit ans, génie oblige. En 1825, il joue devant le tsar Alexandre Iᵉʳ, en l'église évangélique d'Augsbourg : visite des lieux. Il fréquente le manoir de Sanniki, résidence des Pruszak, amis de sa famille et y passe l'été de 1828 : récital. Le palais Czapski est sa dernière demeure avant qu'il ne quitte la Pologne, en 1830 : on le visitera comme le palais Casimir, le palais de Wilanow, un des plus beaux édifices baroques de Pologne, le palais sur l'eau des Lazienki, le château d'Ujazdow, le palais Myslewicki et le palais du Belvédère. Sans oublier le Château royal, résidence des rois de Pologne.

Priorité restera à la musique avec une soirée au Grand Théâtre d'opéra et de ballet de Varsovie et l'audition – coïncidence voulue – de la deuxième épreuve du concours international de piano Frédéric Chopin, ce qui promet un festival d'Etudes, Préludes, nocturnes, Polonaises, Ballades et Impromptus.

Du 12 au 17 octobre prochain, 10 135 F par personne, tout compris. C'est l'un des voyages « Culture et tradition » d'Athaeneum (6, rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, tél. : 47-23-65-94).

Waterloo en ordre de bataille

La « morne plaine » sera fort animée pour le 175ᵉ anniversaire de la bataille de Waterloo. C'était le 18 juin 1815. Une reconstitution aura lieu le 17 juin prochain. L'académie militaire de Sandhurst règlera l'affrontement pacifique de plus de deux mille figurants. Les roulements sourds des tambours, les sonorités grêles des fifres rythmeront les mouvements de quarante unités : régiments du duc de Brunswick, grenadiers de Genève, Red Coats canadiens, détachement de Riga, cavaliers de Moscou, Carosello Storico Napoleonico...

La veille, à 23 heures, sur le site du Lion, un son et lumière avec laser fera revivre l'épopée impériale. Le jeudi 14 juin à 20 h 15, *Missa Solemnis* de Beethoven, œuvre intense s'il en est, en l'église Saint-Joseph de Waterloo avec la participation de l'orchestre philharmonique de Liège et de la Chorale Cantores de Bruges. On sait que le compositeur avait admiré les débuts de Bonaparte.

Mentionnons encore un festival de films épiques comme *Guerre et Paix*, du 7 au 10 juin, et une exposition « Inédits sur Waterloo » : objets de la vie quotidienne, armes, outils, instruments de mesure et documents prêtés par des collections privées. Au Musée Wellington, à Waterloo, jusqu'au 31 juillet. Informations complémentaires auprès de l'Office belge du tourisme (21, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 47-42-41-18).

Musiques sous les palmiers

L'Association musique de chambre estivale (AMCE) de Hyères-les-Palmiers, dans le Var, organise du 17 au 29 août un stage pour les étudiants en musique et pour les groupes constitués, amateurs ou professionnels (piano, violon, alto, violoncelle, flûte, hautbois, clarinette, cor d'harmonie).

Parmi les animateurs la concertiste chinoise de Taïwan, Fang Yi Lee. Les participants peuvent être reçus dans des familles hyéroises, en internat ou à l'hôtel (tarif préférentiel pour les stagiaires). De nombreux concerts publics marqueront le stage.

Renseignements et inscriptions : Mᵐᵉ Claude Navone (AMCE), 14 *bis*, bd Frédéric-Mistral, 83400 Hyères-les-Palmiers, tél. : 94-65-00-73).

France hors piste

Le dernier hors-série du magazine *Grands Reportages* jette un regard explorateur sur la France. L'exotisme se trouve à notre porte. Pour peu qu'on y déniche déserts et causses, lacs et rivières, forêts vierges, marais et lagunes, villages fantômes, îles méconnues, réserves naturelles, plages ou criques discrètes.

Sans aller jusqu'à suivre l'exemple de cet étrange sadhu qui vit en ermite au cœur du Lubéron, ou de cette communauté qui joue aux Indiens dans le Var, on se sent des fourmis dans les jambes à la lecture des randonnées proposées dans tous les coins de l'Hexagone : marches buissonnières, stages sportifs, séjours insolites auxquels on ajouterait volontiers, pour en avoir récemment testé l'exotisme, les balades en Land Rover ou à vélo tout-terrain organisées en pays catalan par Eric et Corinne Meyer (route du Perthus, 66400 Les Cluses, tél. : 68-83-44-12 ou via l'association Grand Sud au 68-35-46-64), de part et d'autre de la frontière franco-espagnole.

On explorera cette France trop souvent oubliée à l'aide de plusieurs guides récents publiés par La Manufacture, Hachette (Guides bleus, Guides du routard sur les régions françaises, nouveaux Guides de poche pour découvrir le patrimoine régional, *Guide de la France insolite* et les astucieux guides consacrés aux environs d'une ville), Michelin (Guides verts), Arthaud (*la France par les petites routes*), Rivages (le *Guide des villages de charme* et de superbes albums sur les villages de Normandie, de Provence, du Sud-Ouest, de Bretagne et d'Alsace), la Sélection du Reader's Digest (*Guide des beaux villages de France*) et, chez M. A. Editions, le *Guide Loisirs-Accueil des vacances en France* et le *Guide du tourisme à cheval*.

Aux étapes, on consultera avec profit l'incontournable Guide rouge Michelin (avec de nouvelles « cartes de voisinage ») mais aussi le *Guide des hôtels de charme* (Hachette), le *Guide des auberges et hôtels de campagne* (Rivages), sans oublier, chez Lattès, le *Guide des week-ends avec ceux qu'on aime*, de Marie-Dominique Perrin, petite bible du flâneur épicurien.

En route avec Jacques Cœur

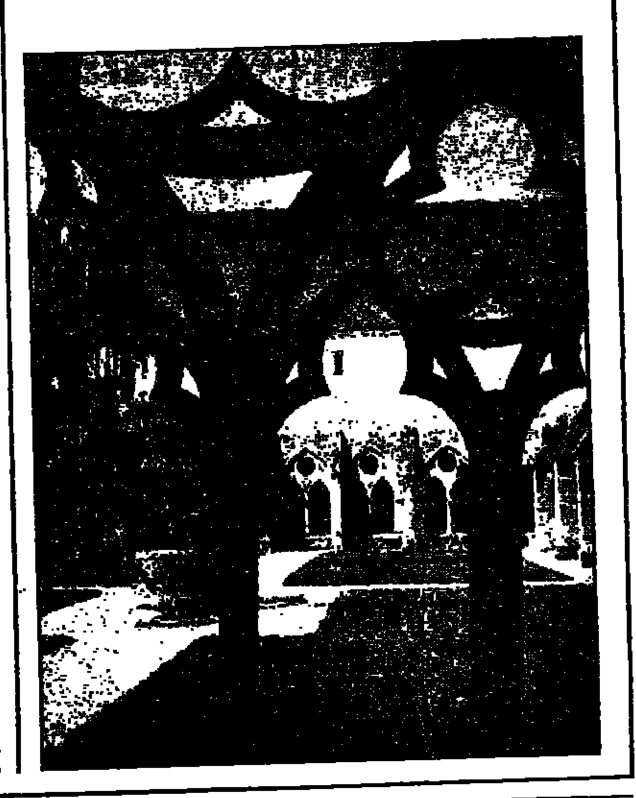
Il y avait du Rockefeller et du Laurent de Médicis dans cet homme-là. Grand argentier de Charles VII, mécène éclairé, Jacques Cœur laissa, au terme d'une existence mouvementée, un édifice qui est, au dire des spécialistes, le plus beau palais civil du quinzième siècle. Ce palais est à Bourges. C'est le sien.

Pour connaître les richesses de la région alentour, le comité départemental du tourisme du Cher propose une palette de séjours, liés ou non au grand homme, à des prix très raisonnables. Petit week-end en Berry : deux nuits, petits déjeuners, un déjeuner gastronomique, de 760 F à 1 370 F, du Logis de France au château accueil ; Route Jacques Cœur : six visites de châteaux sur cette route, deux dîners à la table d'hôtes d'un château, accueil avec deux nuits et petits déjeuners : 1 700 F ; si le golf remplace les visites : 1 750 F.

Les forfaits musicaux allient deux visites, quatre dîners, nuits et petits déjeuners, à deux concerts à l'abbaye de Noirlac : 1 596 F, du 11 au 15 août ou du 18 au 22 août. Même forfait, du 13 au 15 juillet ou du 20 au 22 juillet : 916 F.

Sont aussi proposés des randonnées à cheval en Sologne, des circuits pédestres, à bicyclette, en roulotte ou en char à bancs. Tout est possible dans cette région au patrimoine impressionnant et qui dispose également de 125 gîtes ruraux et de 62 chambres d'hôtes.

Renseignements sur les manifestations de l'été (représentation théâtrale du procès de Jacques Cœur, de Guy Vassal, expositions, colloque historique sur la Auld Alliance, franco-écossaise) auprès du comité départemental (10, rue de la Chappe, 18000 Bourges, tél. : 48-65-31-01). Pour réserver : Loisirs Accueil du Cher (même adresse, tél. : 48-70-74-75).



SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1388

DOMINATIONS

(Tournoi Mephisto, Munich, mai 1990)

Blancs : S. KINDERMANN
Noirs : P. NIKOLIC

Partie espagnole

1. é4	é5	18. Cé5!	Txf4(j)
2. Cf3	Cç6	19. Cç6	Dd6
3. Fb5	a6	20. Cxé7+	Rf8(k)
4. Fa4	Cf6	21. Ta-é1	Fg4(l)
5. 0-0	b5(a)	22. f3	Fh5(m)
6. Fb3	Fb7	23. Cf5	Dç7(n)
7. ç3(b)	Cxé4(c)	24. g3!(o)	Té8
8. d4	Fé7(d)	25. Dd2	Txé1
9. Dé2	d5	26. Txé1	Txf3
10. dxé5	Ca5(é)	27. Dg5!(p)	Fg6
11. Fç2	ç5	28. Cxg7!(q)	Rxg7(r)
12. Cbd2	Cxd2	29. Té7+	Dxé7
13. Fxd2	Cç4(f)	30. Dxé7+	Tf7
14. Ff4!	0-0(g)	31. Dé5+	Tf6
15. b3	Cb6	32. Fxg6	Rxg6
16. é6!!(h)	Fç8(i)	33. Dé8+	abandon(s)
17. éxf7+	Txf7		

NOTES

a) Au lieu de la suite principale (5..., Fé7 ; 6. Té1, b5 ; 7. Fb3, d6), les Noirs choisissent la variante dite « d'Arkhangelsk », en principe plus active que le système fermé mais aussi plus risquée.

b) La réponse préférée actuellement, mais 7. Té1 préparant la formation ç3 et d4 reste jouable, comme 7. Cg5, d5 ; 8. éxd5, Cd4 ; 9. ç3 et comme 7. Cç3 et 7. d4, Cxd4 ; 8. Fxf7+ ou 8. Cxd4.

ç) Après 7..., Fé7 ; 8. d4, d6 ; 9. Cb-d2, les Blancs ont économisé le coup prophylactique h3, bien connu dans le système fermé. Ou 7..., Fé7 ; 8. d4, Cxé4 ; 9. dxé5, 0-0 ; 10. Fxd5, Cç5 ; 11. b4! avec avantage aux Blancs.

d) Un moment important pour la défense des Noirs : si *8..., éxd4 ?* ; 9. Té1, d5 (et non 9..., Ca5 ; 10. Cg5, d5 ; 11. Dh5, g6 ; 12. Cxé4!) ; 10. Cg5, Fé7 ; 11. Txé4!, dxé4 ; 12. Cxf7, Dd7 ; 13. Cxh8, 0-0-0 ; 14. Cf7, Tf8 ; 15. çxd4, Cxd4 ; 16. Cé5, Dd6 ; 17. Cg4, h5 ; 18. Cé3, et l'avantage des Blancs est clair (Mecking-Harandi, Manille, 1976). La partie Kindermann-Mainka (Dortmund, 1988) ne témoigne pas en faveur de la suite *8..., Ca5 ; 9. Fç2, éxd4 ; 10. b4, Cç4 ; 11. Fxé4*, Fxé4 ; 12. Té1, d5 ; 13. Cxd4, Fd6 ; 14. f3, Dh4 ; 15. h3, Dg3 ; 16. Cf5, Dh2+ ; 17. Rf2, 0-0-0 ; 18. fxé4, dxé4 ; 19. Dg4, Rb8 ; 20. Dxé4!, Th-é8 ; 21. Dxé8, Txé8 ; 22. Txé8+. Enfin, *8..., d5* ne semble pas non plus satisfaisant après 9. Té1, Fé7 ; 10. dxé5, Ca5 ; 11. Fç2, ç5 ; 12. Cb-d2, 0-0 ; 13. Dé2 ; Cxd2 ; 14. Fxd2, Cç4 ; 15. Dd3, g6 ; 16. Fh6.

é) 10..., 0-0 n'est pas meilleur : 11. Td1, Ca5 ; 12. Fç2, f5 ; 13. Cd4, Dç8 ; 14. f3, ç5 ; 14. fxé4, fxé4 ; 15. Cb3 (Chandler-Tchiburdanize, Linares, 1988).

f) Si 13..., 0-0 ; 14. Dd3, g6 ; 15. Fh6, etc.

g) Dans ce genre de position, le pion b2 est souvent indigeste ; par exemple, 14..., Cxb2 ; 15. é6!, Fxé6 ; 16. Cé5!

h) C'est ici que se transforme l'avantage de position des Blancs et que se fait sentir l'absence du F-D noir sur la diagonale ç8-h3.

i) Si 16..., fxé6 ; 17. *Dxé6+, Rh8* ; 18. Dh3, h6 ; 19. Fxh6! La défense 16..., f5 semble curieuse mais n'est probablement pas inférieure au coup du texte qui montre bien que les Noirs ne sont pas satisfaits de leur ouverture.

j) Si 18..., Tf8 ; 19. Dh5!

k) Si 20..., Rh8 ; 21. Dh5!

l) Et non 21..., Tf7 ; 22. Cg6+, hxg6 ; 23. Dé8 mat.

m) Et non 22..., Ta-é8 ; 23. fxg4.

n) Si 23..., Df6 ; 24. Dé3!, Txf5 ; 25. Fxf5, Dxf5 ; 26. Dxç5+.

o) Une jolie idée, ce sacrifice du pion f3.

p) La menace visible 28. Té7 et 28. Dxh5.

q) Et la pointe cachée. Si 28. Té7 ? Txf5!

r) Si 28..., Dxg7 ; 29. Dd8+, Rf7 ; 30. Té7+, Rf6 ; 31. Txg7+, Rxg7 ; 32. Dç7+ suivi de Fxg6 et de Dxb6. Si 28..., Fxç2 ; 29. Cé6+.

s) Si 33..., Rg7 ; 34. Dé7+ et 35. Dxç5. Si 33..., g5 (h6) ; 34. Dé3+ et 35. Dxç5.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1387
M. GROMOV (1987)

(Blancs : Rç1, Fa2, Ch2 et b8. Noirs : Rf5, Td3.)

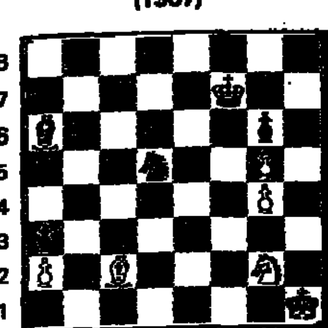
1. Fb1, Ré4 ; 2. Cg4! (et non 2. Cf1?, Rd4 ; 3. Cç6+, Rç3), Ré4 ; 3. Cç6+, Rç3 forcé ; 4. Cf2! avec domination de la T sur les cases noires d2, é3, d6, g3, à cause de 5. Cé4+, Cd1+, Cé4+, Cé4+, et sur les cases blanches d7 et f3, à cause de 5. Cé4+, Rç4 ; 6. Cé5+.

4..., Td5! ; 5. Fg6!! avec domination de la T sur a5, é5, f5, h5, mais aussi sur ç5 et g5 à cause de Cé4+, et enfin sur b5 à cause de 6. Cé4+, Rç4 ; 7. Cd6+. La T est *ainsi immobilisée sur la colonne d et sur* la cinquième rangée.

D'où 5..., Rç4 ; 6. Cé4! avec une nouvelle domination de la T sur la cinquième rangée et sur la colonne d.

6..., Rb5 ; 7. Cç3+, Rxç6 ; 8. Fé4 et les Blancs gagnent.

ÉTUDE N° 1388
A. KUZNETSOV et O. PERVAKOV
(1987)



BLANCS (6) : Rh1, Fç2, Cg2, Pa2, g4, g5.
NOIRS (5) : Rf7, Fa6, Cd5, Pa3, g6.

Les Blancs jouent et gagnent.

CLAUDE LEMOINE

bridge

N° 1286

PROBLEME A JEUX OUVERTS

Ce problème peut faire souffrir beaucoup de lecteurs, mais un supertechnicien survolera assez vite tous les obstacles dressés par Roudinesco.

Nord : ♠ 7 5 ♡ A R 5 2 ◇ 7 5 2 ♣ D 8 7 4
Ouest : ♠ 9 4 ♡ D 7 3 ◇ A 10 8 6 ♣ A R V 5
Est : ♠ 10 6 2 ♡ V 10 6 ◇ V 9 3 ♣ 10 9 6 2
Sud : ♠ A R D V 8 3 ♡ 9 8 4 ◇ R D 4 ♣ 3

Ouest a entamé le Roi de Trèfle et a contre-attaqué le 6 de Carreau, *comment gagner* QUATRE PIQUES contre toute défense ?

RÉPONSE

Après la contre-attaque à Carreau, il n'est plus possible d'affranchir un Cœur car, lorsque Sud jouera Cœur, Ouest ne mettra pas la Dame et Est pourra prendre la main pour faire chuter le contrat en rejouant Carreau... D'autre part il ne servirait à rien de mettre Ouest en main au troisième tour à Cœur car le mort n'aurait plus de rentrée pour faire le quatrième Cœur.

Il faut donc *renoncer au quatrième Cœur*, et il ne reste plus qu'à exercer une pression de plus en plus forte sur Ouest *en tirant les atouts*. On aboutira ainsi à un *squeeze placement* (à Carreau-Trèfle) assez original. Il obligera Ouest à livrer la dixième levée en jouant Carreau (pour le Roi de Carreau de Sud) ou Trèfle (pour la Dame de Trèfle de Nord).

Ainsi, après *six coups d'atout* (sur lesquels Ouest sera obligé de jeter ses Cœurs), Sud jouera Cœur pour le Roi du mort, et Ouest devra défausser un Trèfle. Le déclarant tirera alors l'As de Cœur :

Nord : ♡ A ◇ 7 ♣ D 8
Ouest : ◇ A 10 ♣ A V
Sud : ♡ 9 8 ◇ R 4

Si Ouest défausse le Valet de Trèfle, le déclarant jouera Trèfle pour qu'il joue Carreau ; et si Ouest préfère jeter le 10 de Carreau, on le mettra en main à Carreau...

Cette solution pourrait même être trouvée à cartes fermées si Ouest a ouvert de « 1 Trèfle »...

LES CLÉS DU BRIDGE

« Les clefs du bridge » est le titre d'une collection des éditions Grasset qui concerne divers aspects des annonces et du jeu de la carte. Le jeu de flanc, le domaine le plus difficile, vient de faire l'objet de deux ouvrages.

Le plus récent, intitulé *la Défense et ses secrets*, s'adresse aux joueurs de toute force. Voici prise au hasard la donne 13 (p. 57). Elle est présentée au début à deux jeux, et nous montrerons donc les quatre jeux la semaine prochaine.

Nord : ♠ D 7 6 3 2 ♡ R 9 6 2 ◇ 4 ♣ D 7 5
Ouest : ♠ 9 4 ♡ 8 5 3 ◇ A D V 9 7 6 3 ♣ 2

Ann : N. don. E-O vuln.

Match par quatre.

Sud	*Ouest*	*Nord*	*Est*
–	–	Passe	Passe
1 ♡	2 ◇	2 ♡	contre
4 ♡	passe	passe	passe

(Contre : appel dans les couleurs restantes.)

« Avec trois petits atouts l'entame *d'un singleton est généralement* correcte, mais, pour que ses chances de succès soient accrues, il convient que votre main ne soit pas trop forte : en effet, il faut que votre associé puisse prendre rapidement la main à un moment pour *vous donner à couper*.

» Actuellement, si l'on en croit son contre compétitif, Est possède des valeurs dans les couleurs noires et un départ du *2 de Trèfle* apparaît comme des plus normaux.

» Votre partenaire ne déçoit pas votre attente : il fournit l'As de Trèfle suivi du 10, Sud ayant quant à lui mis le 4, puis le 6, sur le tapis.

» De quelle carte coupez-vous ?

» Du 5, afin de marquer un nombre *impair* de Cœurs ; vous le savez, l'indication de la teneur d'atout se pratique à l'inverse des autres couleurs... »

Cette première coupe effectuée, *que doit jouer Ouest* pour faire chuter QUATRE CŒURS ?

COURRIER DES LECTEURS

• *Incroyable, mais vrai* (n° 1380)

R. Bismut, qui a trouvé la façon technique de faire onze levées au contrat de 4 Piques (malgré A D V *d'atout placé derrière le Roi*), a intitulé la technique utilisée « Le coup de l'escarpolette ». Un nom imagé, mais pourquoi l'escarpolette ?

PHILIPPE BRUGNON

scrabble®

N° 347

EN VIEUX FRANÇAIS DANS LE TEXTE

L'exposition « En français dans le texte » organisée par la Bibliothèque nationale vient de se terminer. Elle était consacrée à des manuscrits et éditions originales allant du *Serment de Strasbourg* à *la Nausée*. Les scrabbleurs auront noté avec intérêt que Ronsard écrit VESPRÉE, *soirée*, et non VÊPRÉE dans *Mignonne allons voir si la rose* (l'*ODS* donne les deux graphies). Voici quelques autres termes archaïques réhabilités en 1989 ou 1990 et qui vous permettront de mieux élucubrer vos compilations de grimoires. ABERRER (v.i.), *s'égarer*, au sens propre ou figuré – ABROUTIR, *brouter* – ABSTÈME *s'employait jadis pour les prêtres dispensés de la communion sous l'espèce du vin à cause de leur aversion pour celui-ci* – ABUTER, *joindre bout à bout* – ACCORT, *avisé, habile* – ACCRÊTÉ,E, *fier comme un coq dont la crête se dresse* (l'ODS a préféré l'homographe moderne ACCRÊTÉ,E, *terme d'astronomie*) – ACENSER, *donner une ferme moyennant un cens, c'est-à-dire un fermage* – ADIRÉ,E, *perdu* – ADONC, *alors, puis* – AFFAITER, *dresser (un faucon)* – AFFÉTÉ,E, *affecté* – AFFLOUER, *remettre un navire à flot* – AFFRICHER, *laisser en friche* – AGAPÈTE, *vierge s'occupant de la vie matérielle d'un apôtre* (même racine qu'AGAPE) – AHEURTER (S') *s'obstiner* – AIRER (v.i.), *faire son nid, pour un oiseau de proie* – AJOINTER, *abuter* – ALCORAN, *Coran* – ALENTIR, *ralentir* – ALÉRION, *petite aigle (héraldique)* – ALIBORON, *âne* – ALLOTIR, *répartir en lots* – AMOUILLER (v.i.), *être prête à vêler, pour une vache* – ANÉE, *charge d'un âne* – ANSPECT, *grand levier (marine)* – AOUTER, *mûrir* – APANAGER, *donner à un prince une portion du domaine royal* – APETISSER, *rapetisser* – APIVORE, *qui se nourrit d'abeilles* – AQUOSITÉ ARANTÈLE, *toile d'araignée* – ARBORISER, *cultiver des arbres, herboriser* – ARBRIER, *fût de l'arbalète* – ARCHÉE, *principe de vie des alchimistes* – ARCHÈRE ou ARCHIÈRE, *meurtrière pour archers*. Nous arrêtons là cette liste, de peur de cesser de vous ATTRAIRE (vous plaire).

MICHEL CHARLEMAGNE

FESTIVAL DE PALMA
7 mai 1990
2e manche

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est *l'Officiel du Scrabble* (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	AWEDMRG			
2	-OIEOPRH	DAW (a)	H 7	26
3	O+AARN?V	ORPHIE	I 2	17
4	AR+INTSN	NOVA (S)	10 D	28
5	DTBUZGU	RATINONS	E 5	82
6	DTBUU+ME	GAZ	6 D	33
7	DUM+TEL?	BUTEZ	F 2	24
8	*SPNEIUS*	*MODULE(N)T*	*2 H*	76
9	LAOUTLA	PUNISSES	12 A	78
10	LUBMEIE	ALLOUAT (b)	1 A	91
11	IYETEHT	AMEUBLIE	A 1	86
12	ET+EEQAR	PYTHIE	4 I	40
13	E+MGOSDE	TRAQUEE	B 8	34
14	UNOILII	SODEE	O 4	43
15	UOLII+VA	YIN	J 4	23
16	OLII+FAX	VAU	1 M	30
17	RKENCJE	EXFOLIAI	14 B	72
18	RKCE+GMS	JUNTE	K 1	36
19	RCEGM+SF	SKAS	H 12	39
20	GM+CEAOR	CERFS	J 10	41
21	GCER+RE	MAO	G 5	28
		RECURER	3 C	23
			TOTAL	950

(a) zèbre d'Afrique. (b) faisant ABUTEZ, joignez bout à bout.

1 N. Girard, 850 pts. 2. Lucette Schramm, 825 pts. 3. Andrée Bohé, 694 pts.
• Festival des Jeux de Lettres, 9-15 juillet, les Arcs. Scrabble (individuel - paires - parties libres) – Jarnac – Mots croisés. Maison des Arcs, 94, bd du Montparnasse, Paris. Tél. : 47-88-57-12.
• Festival de la Côte d'Azur, 13-15 juillet, Nice. Tél. : 94-40-04-43.
• Festival de Val-Thorens, 29 juillet-5 août. FFSc. Tél. : 43-80-40-36.

mots croisés

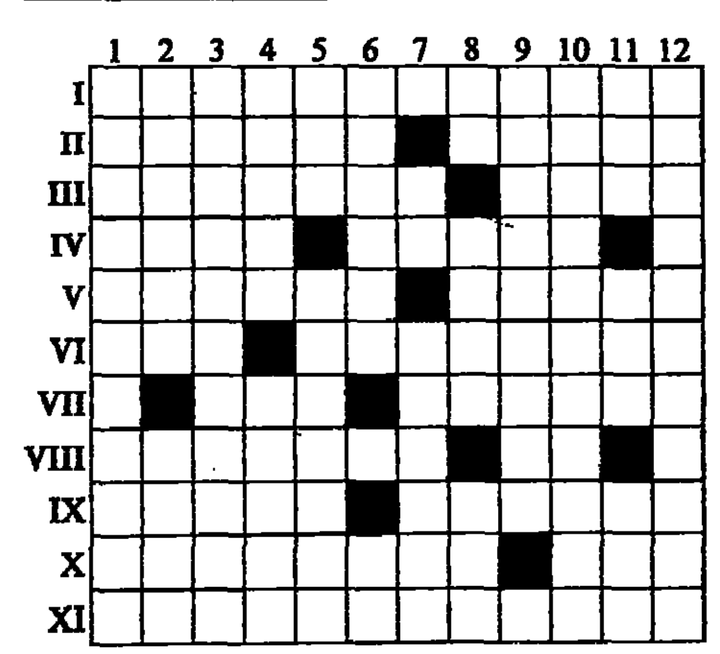
N° 615

Horizontalement

I. Fait du bien à vos biens. – II. Un coup d'œil qui aura peut-être une suite. On peut y voir nos rêves et nos regrets. – *III. On* n'y est pas au large. Doit beaucoup à Archimède. – IV. Suffisamment épais. On lui souhaite des lecteurs. – V. C'est normal de l'être pour la précédente. Homme fort distingué et néanmoins voleur. – VI. Poussés. Ils se doivent d'être droits. – VII. Enzyme. A une bordure. – VIII. Sont à leur aise. Dans l'auxiliaire. – IX. Mignon. Poisson. – X. Vous le voyez bien surexcité. La première partie d'un signe de satisfaction. – XI. Remirent en état de marche.

Verticalement

1. Aujourd'hui il est plutôt électrique. – 2. Vraiment égaré. Cela peut le rendre semblable au précédent. – 3. Plaisent. – 4. Groupe *impressionnant. A des amateurs.* – 5. A sa place. Mit les pièces en pièces. – 6. Elle a de quoi se fâcher. Voyelles. – 7. Pronom. Agir en bélier amoureux ? – 8. Adverbe. Craint moins le froid. Morceau de sucre. – 9. Forcerai. – 10. N'est pas conforme. – 11. Apporte un peu de lumière. Rage ancienne. Peut se dire froidement. – 12. Poussèrent très loin le compliment.



SOLUTION DU N° 614

Horizontalement

I. Fausse facture. – II. Absolue. Posen. – III. Uranates. Musc. – IV. Xénon. Roi. Fia. – V. Fût. Gaillards. – VI. Uvée. Bei. Guet. – VII. Yasses. Délire. – VIII. As. Promis. Tel. – IX. Fatuités. Ne. – X. Terrassements.

Verticalement

1. Faux-fuyant. – 2. Abreuvas. – 3. Usantes. Fr. – 4. Sono. Espar. – 5. Slang. Erta. – 6. Eut. Absous. – 7. Féeric. Mis. – 8. Solidité. – 9. CP. Il. Esem. – *10. Tom. AGL. Se. – 11. Usu*fruit. – 12. Résidèrent. – 13. Encastelés.

FRANÇOIS DORLET

anacroisés®

N° 617

Horizontalement

1. AACLNOTU. – 2. CEIINPS. – 3. AEILMORS (+ 3). – 4. ACEEORSS (+ 1). – 5. AEEIRSTU (+ 1). – 6. AEINOPSU. – 7. ELOSSTY. – 8. EEEIMPSS. – 9. AEIQRSTU (+ 2). – 10. AENTTUV. – 11. ABEEGSU (+ 2). – 12. ACEILLOR (+ 3). – 13. AELNURY. – 14. ELNNOPU. – 15. IMRSTTUY. – 16. EEIINPX. – *17. AEELRTUX. – 18. AEEPRSU* (+ 4).

Verticalement

19. CEEGORT. – 20. EEILLOPY. – 21. AANOPRTT. – 22. ACEEFNS. – 23. AEGIRV (+ 5). – 24. ACLNOSY (+ 2). – 25. EEEGINSU. – 26. BEEIOST (+ 1). – 27. ABIRSSU (+ 2). – 28. EEIOPSST. – *29. AAGINRT* (+ 3). – 30. ACIIRSST (+ 1). – 31. AEENSTY (+ 1). – 32. EILORRSU (+ 1). – 33. EEPPRST. – 34. EERSSUUY. – 35. EEELNPS.

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inplaçables sur la grille. Comme au Scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

Colonnes : 19-20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28-29, 30-31, 32-33, 34-35
Rangées : 1-2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15-16, 17-18

SOLUTION DU N° 616

1. ANODINE (ADONIEN). – 2. VAMPIRE. – 3. GOBELET. – 4. ANISEREZ. – 5. ANOSMIE (ANOMIES). – 6. ADITIONS, acceptation d'une succession. – 7. IMBERBE. – 8. INSATURE (ASTURIEN...). – 9. ISEROIS. – CAUTION (COUINAT). – 11. CEMENT. – 12. VENIELLE. – 13. PLINTHE. – 14. SPECULOS, biscuit sec. – 15. ESSORER. – 16. *ALLOTIRA*. – *17. NAEVUS (AVENUS)*. – 18. NEREIDE. – 19. ETETERA (RETATEE). – 20. SERRURE (ERREURS). – 21. ELABOREE. – 22. AGALAXIE. – 23. CABANES. – 24. NONIDIS (DINIONS). – 25. ECERVELE. – 26. TIRANT (NITRAT TRIANT). – 27. INOUIES. – 28. NERVOSITE (ENTREVOIS EVITERONS REVETIONS). – 29. PUISER. – 30. NASILLE (ANILLES NIELLAS). – 31. OLECRANE, excroissance du cubitus (LECANORE). – 32. AMATIRA. – 33. PLEURAL (PLURALE). – 34. MONEME (NOMMEE). – 35. COLOSSE. – 36. DEVISSAI (DEVISAIS). – 37. SPECIMEN. – 38. MORAVE. – 39. TERREUR. – 40. BRANCHUE. – 41. DETEINT (DINETTE...). – 42. ETROITE.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET

AGENDA

CINÉMA

VENDREDI 8 JUIN

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Hommage au cinéma des armées : Annales de guerre (1918) : le Martyre *des églises de France : En dirigeable sur* les champs de bataille (1919) : En péniche sur la Somme avec nos *blessés : les Progrès de la science fran*çaise : Troubles fonctionnels. Service du docteur Sollier ; Ecole normale et centre militaire de rééducation : Centre des psychonévrosés du GPM, 16 h ; Cannes à Paris Un certain regard : Cantique des pierres (1989, v.o. s.t.f.), de Michel Khleifi, 19 h ; *Hommage au* cinéma des armées : Journal de guerre N4 (1939) : Au pays de la Marseillaise (1939) : Journal de *guerre* (1939) : Front de mer (1940) : Journal de guerre (1939) : *Baptême chez les artilleurs* (1939) : Journal de *guerre* (1939), 21 h 30.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE
(42-78-37-29)

Deuxième biennale internationale du film sur l'art : *Anthologie du film de fic*tion sur l'art : Rembrandt Fecit 1669 (1978, v.o.), de Jos Stelling, 14 h 30 ; Ligabue (1978, *v.o.*), de *Salvatore* Nocita, 17 h 30 ; Edvard Munch, la danse de la vie (1976, v.o.), de Peter Watkins, 20 h 30 ; *Cinéma du musée* : Anthologie du film de fiction sur l'art : Corps perdus (1989, v.o.), de Gregorio, 12 h 30 ; la Belle Captive (1983, *v.o.*), d'Alain Robbe-Grillet, 14 h 30 ; la Femme au portrait (1944, v.o. s.t.f.), de Fritz Lang, 17 *h 30 ; Pandora* (1951, v.o. s.t.f.), de Albert Lewin, 20 h 30 ; Studio 5 : Anthologie du film de fiction *sur l'art* : *Charlotte* (1980, *v.o.*), *de* Franz Weisz, 14 h 30 ; Caravaggio (1985, v.o. s.t.f.), de Derek Jarmam, *17 h 30 ; Dante's Inferno (1971, v.o.)*, de Ken Russell, 20 h 30 ; Cinéma du musée : Morceaux choisis : Hommage à *Nina Behar, 12 h 30 ; Studio 5* : Compétition films et vidéos sur l'art : Nezetek (1986), de Dora Maurer et Miklos *Peternak, Morandi (1989), de Frédéric* Rossif, S.I. Witkiewicz : portraits, autoportraits, de Jean-Pierre Krieff, *14 h 30 ; Re/visiones -la pintura mural* (1988), d'Hector Tajonar, Picasso, réminiscences par Françoise Gilot *(1989), de Fabienne Strouvé, 17 h 30* ; Art in america today-Whitney Museum (1989), de Russell Connor, les *Méta*morphoses du regard de Jurgis Baltrusaitis (1988), de Sandra Joxe, Martin Disler-images du peintre (1988), de Urs *Egger et Samir, 20 h 30*.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, *Forum des Halles*
(40-26-34-30)

LES EXCLUSIVITÉS

ALOUETTES, LE FIL A LA PATTE (tchèque, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• *(43-26-58-00) ;* Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60).

AFFAIRES PRIVÉES (*) (A., v.o.) : *UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94) ; UGC* Normandie, 8• (45-63-16-16) ; Studio 28, 18• (46-06-36-07) ; v.f. : UGC *Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ;* Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31).

ALLO MAMAN ICI BÉBÉ (A., v.o.) : *UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; v.f.* : Rex, 2• (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, *9• (47-42-56-31) ; UGC* Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; *UGC Convention*, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

ALWAYS (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : Miramar, 14• (43-20-89-52).

AUX SOURCES DU NIL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; *Epée de Bois, 5• (43-37-57-47) ; UGC* Ermitage, 8• (45-63-16-16) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37) ; 14 Juillet *Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; v.f.* : Saint-Lazare-Pasquier, 8• (43-87-35-43) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; UGC *Gobelins, 13• (45-61-94-95)*.

BLAZE (A., v.o.) : Le Triomphe, 8• (45-74-93-50).

BLUE STEEL *(A., v.o.) : Pathé Mari*gnan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; *v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88)*.

LA CAMPAGNE DE CICÉRON (Fr.) : Latina, *4• (42-78-47-86)*.

LA CAPTIVE DU DÉSERT (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60) ; Escurial, 13• (47-07-28-04) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50)*.

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Forum Orient Express, *1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille*, 6• (46-33-79-38) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; *Fauvette Bis*, 13• (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27).

CHARLIE (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) ; Denfert, 14• *(43-21-41-01) ;* Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

CHASSEUR BLANC, CUR NOIR (A., v.o.) : Forum *Horizon*, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2• (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; *UGC Rotonde, 6•* (45-74-94-94) ; Pathé Marignan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; *14 Juillet Bastille*, 11• (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; v.f. : *Saint-Lazare-Pasquier*, 8• (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES (A., *v.f.*) : *Denfert*, 14• (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15• (45-32-91-68).

CHET BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34) ; George V, 8• (45-62-41-46).

CONTE DE PRINTEMPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77).

CRIMES ET DÉLITS (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5• (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 8• (45-74-93-50).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, *6• (45-74-94-94)* ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9• (47-42-56-31) ; Les Nation, *12• (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille*, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; *UGC Convention*, 15• (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16) ; Pathé Wepler, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOITERAS PAS LES BIENS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I, 6•* (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, *6•* (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; *Saint-André-des-Arts I, 6•* (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS POINT (*) (Pol., v.o.) : 14 *Juillet Par*nasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOLERAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOITERAS PAS LA FEMME (Pol., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18).

LE DÉNOMMÉ (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; L'Entrepôt, 14• (45-43-41-63) ; *Pathé Wepler II* (ex-Images), 18• (45-22-47-94).

2 FLICS A DOWN TOWN (A., v.o.) : Forum Orient *Express*, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Mistral, 14• (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II (ex-Images), 18• (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

DRUGSTORE COW-BOY (*) (A., v.o.) : L'Entrepôt, 14• (45-43-41-63).

ELÉMENTAIRE, MON CHER... LOCK HOLMES (Brit., v.o.) : George V, 8• (45-62-41-46).

ENNEMIES UNE HISTOIRE D'AMOUR (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8• (47-20-76-23) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (45-44-25-02).

EXTRÊMES LIMITES (A., v.f.) : La Géode, 19• (46-42-13-13).

FABLE DE LA BELLE COLOMBINE (Brés., v.o.) : Latina, 4• (42-78-47-86) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65) ; Bretagne, 6• (42-22-57-97) ; Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60) ; La Bastille, 11• (43-07-48-60).

GHOSTS OF THE CIVIL DEAD (**) (Austr., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83).

GLORY (A., *v.o.*) : Bretagne, *6•* (42-22-57-97) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; *v.f.* : Rex, 2• (42-36-83-93).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

LA GUERRE DES ROSE (A., v.o.) : Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

HARRY PLOTNICK SEUL CONTRE **TOUS** (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83).

HISTOIRE DE GAR ONS ET DE **FILLES** (It., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14) ; *Sept Parnassiens, 14•* (43-20-32-20).

IL Y A DES JOURS... ET DES ***LUNES*** (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; *UGC Odéon, 6•* (42-25-10-30) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; *Paramount Opéra, 9•* (47-42-56-31) ; Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Mistral, 14• *(45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse*, 14• (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE **L'ÊTRE** (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

JE T'AI DANS LA PEAU (Fr.) : *Pathé* Hautefeuille, 6• (46-33-79-38).

JOURS TRANQUILLES A CLICHY (Fr.-It.-All., v.o.) : *Forum Orient* Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, *8•* (43-59-92-82) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Pathé *Montparnasse*, 14• (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

LECTURES DIABOLIQUES (*) (A., *v.o.) : Forum Orient Express*, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; *UGC Montparnasse, 6•* (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12• (43-43-01-59).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33) ; *Denfert*, 14• (43-21-41-01).

MAURICE (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83).

MAUVAIS SANG (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5• (43-26-19-09).

MILOU EN MAI (Fr.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

MON VINGTIÈME SIÈCLE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47) ; Studio 28, 18• (46-06-36-07).

MONA ET MOI (Fr.) : 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81).

MUSIC BOX (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8• (45-61-10-60) ; Bienvenüe Montparnasse, 15• (45-44-25-02).

MY LEFT FOOT (irlandais, v.o.) : *Ciné Beaubourg, 3•* (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08).

MYSTERY TRAIN (A., v.o.) : *Utopia* Champollion, 5• (43-26-84-65).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galande, 5• (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15• (45-54-46-85).

NIKITA (Fr.) : *Gaumont Opéra, 2•* (47-42-60-33) ; Rex, 2• (42-36-83-93) ; Rex (le Grand Rex), 2• (42-36-83-93) ; *Ciné Beaubourg, 3•* (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; *UGC Lyon Bastille*, 12• (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; *Miramar, 14•* (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27).

NOUVELLE VAGUE (Fr.-Suis., v.f.) : Les Nation, 12• (43-43-04-67) ; Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; *Pathé Mari*gnan-Concorde, 8• (43-59-92-82) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; *Pathé Wepler II (ex-Images)*, 18• (45-22-47-94).

L'OPÉRA DE QUAT'SOUS (A., v.o.) : *Vendôme Opéra*, 2• (47-42-97-52).

OU EST LA MAISON DE MON ***AMI ?*** (iranien, v.o.) : Utopia Champollion, 5• (43-26-84-65).

POTINS DE FEMMES (A., v.o.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

POURQUOI BODHI-DHARMA **EST-IL PARTI VERS L'ORIENT ?** (coréen, v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6• (43-26-58-00).

QUAND HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8• (43-59-36-14).

QUELLE HEURE EST-IL (It., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; *Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33)* ; Publicis Saint-Germain, 6• (42-22-72-80) ; Gaumont Champs-Elysées, 8• *(43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14•* (43-35-30-40).

RÉBUS (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86).

RÊVES (Jap., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-26-59-83) ; Bretagne, 6• (42-22-57-97) ; La Pagode, 7• (47-05-12-15) ; UGC Champs-Elysées, 8• (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9• (48-24-88-88) ; *Escurial*, 13• (47-07-28-04) ; Kinopanorama, 15• (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; *Pathé Wepler II (ex-*Images), 18• (45-22-47-94).

RIPOUX CONTRE RIPOUX (Fr.) : George V, *8• (45-62-41-46)*.

ROBBY, KALLE ET PAUL (All.-Suis., v.o.) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

ROGER ET MOI (A., v.o.) : Lucernaire, *6• (45-44-57-34) ;* Saint-André-des-Arts I, 6• (43-26-48-18) ; Républic Cinémas, 11• (48-05-51-33).

SARAFINA (A., v.o.) : Action Christine, 6• (43-29-11-30).

SIDEWALK STORIES (A.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, *6•* (46-33-79-38).

STANLEY & IRIS (A., *v.o.*) : Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20) ; *14 Juillet Beaugrenelle*, 15• (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33).

SUSIE ET LES BAKER BOYS (A., *v.o.) : UGC Biarritz, 8•* (45-62-20-40) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40).

TATIE DANIELLE (Fr.) : Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; *Rex*, 2• (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; *Fauvette Bis*, 13• (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37) ; *Gaumont Convention*, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96).

LE TEMPS DES GITANS (Youg., v.o.) : Lucernaire, 6• (45-44-57-34).

THE MAHABHARATA (Fr., v.o.) : *Gaumont Convention*, 15• (48-28-42-27).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.) : *Gaumont Les Halles, 1er* (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6• (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8• (43-59-19-08).

TREMORS (A., *v.o.) : George V, 8•* (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9• (47-70-33-88) ; *UGC Lyon Bastille, 12•* (43-43-01-59) ; Fauvette, 13• (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14• (43-20-12-06) ; *UGC Convention*, 15• (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18• (45-22-46-01).

UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3• (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6• (46-33-79-38) ; UGC *Montparnasse, 6• (45-74-94-94) ; Le* Triomphe, 8• (45-74-93-50) ; UGC Opéra, 9• (45-74-95-40).

VENGEANCE AVEUGLE (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8• (45-63-16-16) ; v.f. : Paris Ciné I, 10• (47-70-21-71) : Hollywood Boulevard, 9• (47-70-10-41).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Cinoches, 6• (46-33-10-82).

LA VOCE DELLA LUNA (It.-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2• (47-42-60-33) ; *Ciné Beaubourg, 3•* (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6• (42-25-10-30) ; La Pagode, 7• (47-05-12-15) ; *UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; La* Bastille, 11• (43-07-48-60) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14• (43-35-30-40) ; *Gaumont Alésia*, 14• (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17• (40-68-00-16).

LE VOLEUR DE SAVONNETTES (It., v.o.) : Epée de Bois, 5• (43-37-57-47).

LES FILMS NOUVEAUX

CŒURS FLAMBÉS. Film danois de Helle Ryslinge, v.o. : Forum Hori*zon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impé*rial, 2• (47-42-72-52) ; 14 Juillet Odéon, 6• (43-25-59-83) ; George V, 8• (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11• (43-57-90-81) ; *Sept Par*nassiens, 14• (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15• (45-75-79-79).

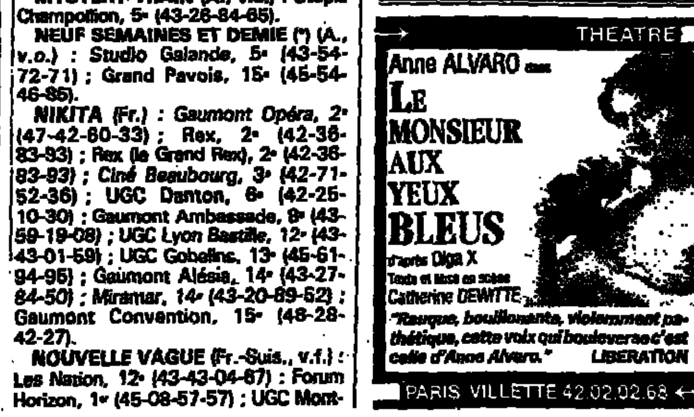
CONNEMARA. Film français de Louis Grospierre : UGC Montparnasse, 6• (45-74-94-94).

LE JEU DU RENARD. Film fran*çais d'Anne Caprile* : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Panthéon, *5• (43-54-15-04) ; Gaumont Ambas*sade, 8• (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14• (43-27-52-37).

LA MAISON DES PERVERSITÉS. *(*) Film japonais de Noboru* Tanaka, v.o. : Racine Odéon, 6• (43-26-19-68).

MISS MISSOURI. Film français d'Elie Chouraqui, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6• (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, *6• (45-74-94-94) ; Gau*mont Ambassade, 8• (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8• (45-62-20-40) ; *UGC Maillot, 17• (40-68-00-16)* ; v.f. : Rex, 2• (42-36-83-93) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8• *(43-87-35-43) ; Les Nation, 12•* (43-43-04-67) ; *UGC Lyon Bastille, 12•* (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13• (45-61-94-95) ; Gaumont Alésia, 14• (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15• (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18• (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20• (46-36-10-96) ; *Paramount Opéra, 9•* (47-42-56-31) ; Miramar, 14• (43-20-89-52).

LES SCOUTS DE BEVERLY **HILLS.** Film américain de Jef Kanew, v.f. : Les Montparnos, 14• (43-27-52-37).



THÉATRES

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-62). A mõman pour la vie : 21 h. Les Dactylos : 22 h.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Adélaïde 90 : 20 h 45.

ARCANE (43-38-19-70). Poussières *d'Amériques : 21 h.*

ATALANTE (46-06-11-90). 10, place Charles-Dullin La Révolte, Deux *Labiche dans une armoire* : 20 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). *Popkins* : 21 h.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Salle C. Bérard. *Ode maritime* : 20 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Peau de cha*grin* : 20 h 45.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Quelque part dans cette vie : 20 h 45.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Marc Jolivet est au Café de la Gare : 20 h 30. *Roger, Roger et Roger : 22 h.*

CARTOUCHERIE ATELIER DU CHAUDRON (43-28-97-04). A la *recherche d'un troisième œil : 19 h 30.*

CASINO DE PARIS (49-95-99-99). The Rocky Horror Show : 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Les Versets satiriques : 21 h.

CENTRE CULTUREL ANDRÉ MALRAUX (MAIRIE DE PARIS) (45-27-13-88). Souvenirs d'amour : 18 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Auteurs en direct : 14 h.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. La vie est un songe : 20 h 30. La Resserre. Le Lieutenant Gustel : *20 h 30.*

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). C'est dingue : 21 h.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). *Le Plaisir de rompre et* le Pain de ménage : 21 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). *La Comédie de l'amour* : 20 h 30.

CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). *Le* Mystère de la charité de Jeanne d'Arc : 18 h 30. Bajazet : 20 h 45.

DAUNOU (42-61-69-14). *Le Diamant* rose : 21 h.

DIX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47). Le Menteur : 20 h 30.

ESPACE ACTEUR (42-62-35-00). Molière ou les Enfants de la famille Vie Festival de la Butte-Montmartre : *20 h 45.*

ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). Plus convivial tu meurs : 21 h.

ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Baudelaire : 18 h 30. Le Jeu de l'amour et du hasard : 19 h 30. La Mouette : *21 h 30.*

ESPACE MAURICE RAVEL (43-55-47-74). *La Jalousie du barbouillé, l'île des esclaves* : 20 h 45.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (43-79-81-96). Le Songe *d'une nuit d'été : 20 h.*

FONTAINE (48-74-74-40). Le Ventre de Paris : 21 h.

GALERIE HUGUES BOURDIN (43-36-55-66). *Les Muses mutines* : 20 h 30.

GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). *Les Bidochons, histoire* d'amour : 20 h 15.

GRANDE HALLE DE LA VILLETTE *(47-27-81-15). Lapin-chasseur* : 20 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Les Lettres de la religieuse portugaise : 19 h. Le Bel Indifférent : 20 h 30. Y a t-il une vie après le mariage? : 22 h 15.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : *20 h 30.*

LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Zaïde : 21 h.

LA VIEILLE GRILLE (47-07-22-11). La Mort de Socrate : 20 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). *Théâtre noir.* Le Petit Prince : 18 h 45. La Fontaine-Fables : 20 h. Théâtre rouge. La Jalousie du bar*bouillé, l'Amour médecin* : 18 h. Michel de Montaigne : histoire d'un cavalier : 19 h 45. Calamity Jane : 21 h 30.

OLYMPIA (47-42-25-49). Les Vamps : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (PETIT ***PALAIS)*** (42-02-27-17). Laurent Violet : 21 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Courtemanche : 21 h.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Un *fil à la patte* : 20 h 45.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Le Monsieur aux yeux bleus : 20 h 30.

POCHE-MONTPARNASSE (45-48-92-97). Salle I. Vingt-quatre heures de la vie d'une femme : 21 h.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Et moi... et moi! : 20 h 45.

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Y a Farid Chopel : 20 h 15.

THÉATRE 13 (45-88-62-22). Satire à la russe : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). Belle de Mai. La Double Inconstance : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Alcool de nuit : 20 h 30.

THÉATRE DE LA VILLA-D'ALÉSIA (45-41-74-63). Passionnément... à la folie : 20 h 30.

THÉATRE DE NESLE (46-34-61-04). Haute Surveillance : 19 h 30. Quand l'homme sera immortel : 20 h 30.

THÉATRE DE PARIS (48-78-52-22). Au secours... tout va mieux! : 20 h 45.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 9 JUIN

« Montmartre, cités d'artistes, ruelles et jardins », 10 h 30 et 14 h 30, métro Abbesses (M. Pohyer).

« Cités d'artistes sur le versant *chaud de la butte Montmartre* », 10 h 30, métro Abbesses (V. de Langlade).

« Le palais Garnier, *architecture et* décor Second Empire », 11 heures, vestibule, statue de Lully.

« Les hôtels du Crédit foncier riverains de la place Vendôme », 15 *heures, 19, rue des Capucines* (Monuments historiques).

« Exposition Van Dongen », 11 heures, 11, avenue du Président-Wilson.

« Art précolombien du Mexique », 13 h 30, Grand Palais, entrée de l'exposition (P.-Y. Jaslet).

« *La Conciergerie réaménagée* », 14 h 15, 1, quai de l'Horloge (tourisme culturel).

« Versailles : *ministère des affaires étrangères* », 14 h 30, 5, rue de l'Indépendance-Américaine (Office de tourisme).

« A la découverte du Palais-Royal *et de son quartier* », 14 h 30, devant les grilles du Conseil d'Etat, place du Palais-Royal (Arts et caetera).

« Le Louvre, du donjon à la pyramide », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Connaissance de Paris).

« Le cimetière de Picpus et le jardin privé des sœurs », 14 h 30, métro *Nation, sortie avenue du Trône* (D. Fleuriot).

« Le couvent des Carmes, ses prisons, ses jardins », 15 heures, 70, rue de Vaugirard (I. Haulier).

« *L'étrange quartier Saint-Sulpice* », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Résurrection du passé).

« *Le château de Vincennes* », 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).

« Le lycée Henri-IV, son ancienne bibliothèque et son cabinet des médailles », 15 heures, 23, rue Clovis.

« L'art de vivre au dix-huitième siècle au musée Camondo », 15 heures, 23, *rue de Monceau (Monuments historiques).*

« L'Institut, la coupole et l'Académie française », 15 heures, 23, quai de Conti (Paris livre d'histoire).

« Hôtels et jardins du faubourg Saint-Germain », 15 heures, métro Solferino (P.-Y. Jaslet).

« Vieux quartiers de l'île de la Cité », 15 heures, Pont-Neuf, statue *d'Henri-IV* (E. Romann).

« L'hôtel de Bourbon-Condé, ancienne ambassade de Perse », 15 heures, 121, rue Monsieur (I. Haulier).

« Le cimetière de Picpus », 15 heures, 35, rue de Picpus (Tourisme culturel).

« Saint-Etienne-du-Mont et l'histoire de la montagne Sainte-Geneviève », *15 heures, portail, place* Sainte-Geneviève (Connaissance de Paris).

« La rue Richelieu et le quartier du Palais-Royal », 15 heures, sortie métro 4-Septembre (Résurrection du passé).

« *La pagode du bois de Vin*cennes », 15 heures, métro Liberté, angle avenue de Paris-avenue de la Liberté (Paris et son histoire).

DIMANCHE 10 JUIN

« Exposition Van Dongen », 10 h 20, 11, avenue du Président-Wilson (Mme Cazes).

« Versailles : le potager du roi », *10 h 30, 10, rue du Maréchal-Joffre* (Office de tourisme).

« Le vieux village de Montmartre », 10 h 30, *métro Lamarck-Caulain*court.

« *Un coin de campagne à Paris* », 14 h 30, marches de l'église Saint-Germain-de-Charonne (Sauvegarde du Paris historique).

« « Une heure au Père-Lachaise », *11 heures* ; « Tombes célèbres du Père-Lachaise », 14 h 15, porte principale, boulevard Ménilmontant (V. de *Langlade*).

« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel des Ambassadeurs *de Hollande* », 14 h 30, *sortie métro* Saint-Paul (E. Bourdais).

« Personnages illustres et folies *architectures du Père-Lachaise* », 14 h 30, métro Gambetta, sortie avenue du Père-Lachaise (Arts et caetera).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, *métro Pont-Marie* (M. Pohyer).

« L'hôpital Saint-Louis et les abords du canal Saint-Martin », 14 h 45, métro Colonel-Fabien (D. Fleuriot).

CONFÉRENCES

SAMEDI 9 JUIN

Salle Psyché, 15, *rue J.-J.-Rous*seau, 15 heures : « Hitler, le messie de Satan », par J. Prieur (Usfipes).

199 bis, rue Saint-Martin, 17 heures : « Les rendez-vous littéraires : rencontre avec J. Brosse, *G. Farcet, J. Landreaux-Valabrègue*, B. Raquin, et Y. Robert » ; 20 h 30, « La lumière dans les différentes traditions face à la physique quantique », débat animé par S. Klouche (Centre culturel Amorc).

DIMANCHE 10 JUIN

17, rue de l'Assomption, 14 heures : « *Actualisation de la tra*dition dans l'islam », avec M. Arkoun (Fraternité d'Abraham).

60, boulevard Latour-Maubourg, 14 h 30 : « Le Népal, hier et aujourd'hui » ; 16 h 30 : « L'Inde, sa reli*gion et ses épopées* » ; *18 h 30* : « La Tchécoslovaquie, hier et demain », par M. Brumfeld (Rencontre *des peuples*).

1, rue des Prouvaires, 15 heures : « Le tarot et le guide intérieur », par S. Berno (avec expériences) ; « les lois occultes de la réussite », par Natya.

11 *bis*, rue Keppler, 17 h 30 : « La *Bhagavad-Gita et l'Evangile* ». *Entrée* gratuite (Loge unie des théosophes).

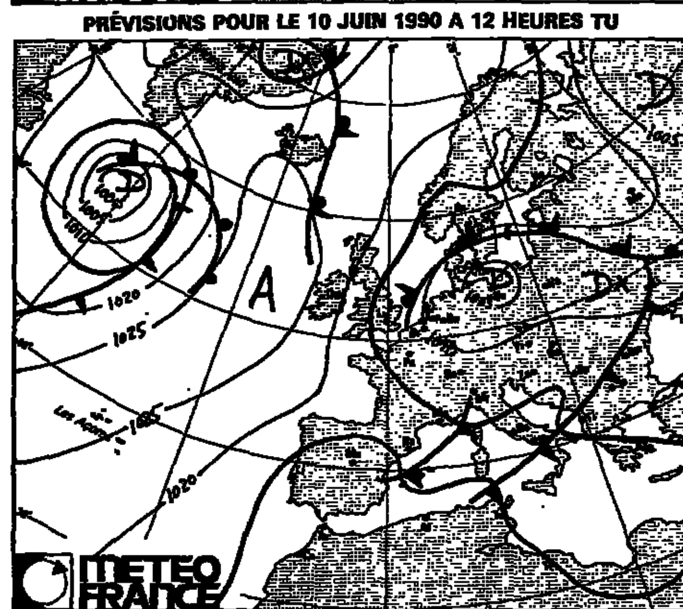
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 JUIN A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 JUIN 1990 A 12 HEURES TU

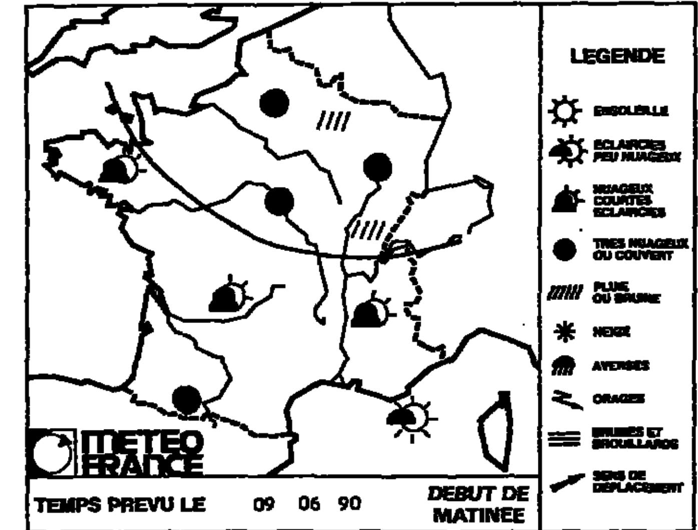


Evolution probable du temps en France entre le vendredi 8 juin à 0 heure et le dimanche 10 juin à 24 heures :

En cette fin de semaine, le temps sera *en général* très *maussade sur* presque toute la France. Les nuages seront abondants, les pluies ou averses fréquentes surtout sur la moitié nord, et il fera frais. Même les régions méditerranéennes finiront par être affectées.

Samedi : pluvieux sur la moitié nord, beaucoup de nuages ailleurs. – De la Normandie au Nord-Pas-de-*Calais, à l'Alsace, à la Franche-Comté* et au Centre, le ciel sera très nuageux à couvert avec des pluies faibles ou des averses. De la neige tombera même au-dessus de 1 500 mètres sur le Jura et les Alpes du Nord. De la Bretagne aux Pyrénées et aux Alpes, les nuages seront nombreux. Sur le pourtour méditerranéen, les éclaircies seront plus fréquentes.

Dimanche : beaucoup de nuages, de la pluie sur le Nord. – Le matin, la zone pluvieuse ira de la Bretagne jusqu'au Nord-Pas-de-Calais, tandis que le reste du pays sera sous un ciel variable. En cours de journée, la zone pluvieuse descendra vers le Sud et se situera en fin de journée de Cognac à Colmar. Au sud de cette ligne, le ciel sera de plus en plus nuageux et quelques gouttes de pluie pourront tomber sur le Massif central. Les températures matinales iront de 8 à 10 degrés sur la moitié nord et le Lyonnais et pourront descendre *jusqu'à 6 degrés. Sur la moitié* sud, elles iront de 10 à 14 degrés.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 7-6-90 à 6 heures TU et le 8-6-90 à 6 heures TU — le 8-6-90

FRANCE

AJACCIO	24	16	N
BIARRITZ	21	15	P
BORDEAUX	20	15	P
BOURGES	19	11	A
BREST	16	10	N
CAEN	17	9	D
CHERBOURG	14	10	N
CLERMONT-FER.	20	13	P
DIJON	18	12	P
GRENOBLE St-M-H	21	16	P
LILLE	18	8	B
LIMOGES	16	11	P
LYON	21	13	A
MARSEILLE-MAR.	28	18	P
NANCY	16	10	P
NANTES	18	9	D
NICE	23	16	N
PARIS-MONTS	18	10	C
PAU	22	14	P
PERPIGNAN	27	19	C
RENNES	18	8	D
ST-ETIENNE	20	13	P
STRASBOURG	18	11	P
TOURS	17	11	P
TOULOUSE	25	16	C
POINTE-A-PITRE	32	23	D

ÉTRANGER

ALGER	16	D
AMSTERDAM	12	P
ATHENES	19	D
BANGKOK	28	N
BARCELONE	16	P
BELGRADE	16	P
BERLIN	8	N
BRUXELLES	12	P
LE CAIRE	-	-
COPENHAGUE	12	C
DAKAR	22	D
DELHI	30	D
DJERBA	22	O
GENEVE	11	C
HONGKONG	26	P
ISTANBUL	16	D
JERUSALEM	11	D
LISBONNE	15	D
LONDRES	10	A
LOS ANGELES	16	D
LUXEMBOURG	10	P
MADRID	10	D
MARRAKECH	15	D
MEXICO	13	B
MILAN	16	C
MONTRÉAL	4	N
MOSCOU	13	C
NAIROBI	15	C
NEW-YORK	11	D
OSLO	12	C
PALMA-DE-MAJ.	17	P
PÉKIN	20	A
RIO-DE-JANEIRO	21	D
ROME	17	P
SINGAPOUR	26	A
STOCKHOLM	7	D
SYDNEY	13	C
TOKYO	16	N
TUNIS	19	N
VARSOVIE	11	A
VENISE	17	C
VIENNE	12	P

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

En raison d'une panne à la Météorologie nationale, nous ne sommes pas en mesure de publier les températures maximales de l'étranger.

PHILATÉLIE

Christ de Wissembourg et croix de Lorraine

La Poste mettra en vente générale le lundi 18 juin un timbre à 5 F de la série artistique représentant une tête de Christ qui provient d'un vitrail de l'abbatiale Saints-Pierre-et-Paul de Wissembourg (vers 1050), conservé au Musée de l'Œuvre Notre-Dame deStrasbourg.



Le timbre, au format vertical 36×48mm, mis en page par Roger Druet, gravé par Eugène Lacaque, est imprimé en taille-douce en feuilles de vingt-cinq.

► **Vente anticipée à Wissembourg (Bas-Rhin), les 16 et 17 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au relais culturel régional, 1, rue des Ecoles ; le *16 juin, de 8 heures à 12 heures,* au bureau de poste de Wissembourg.**

∴

La Poste mettra en vente générale le mardi 19 juin un timbre à 2,30 F pour le cinquantenaire de *l'appel du 18 juin 1940, une croix* de Lorraine sur fond tricolore. C'est le second hommage philatélique de l'année *pour le général* de Gaulle, après le timbre à 2,30 F émis le 26 février pour le centenaire de sa naissance.

Le timbre, au format vertical 22×36mm, dessiné et gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

► **Vente anticipée à Paris les 17 et 18 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert à la salle des rencontres des Invalides, entrée par le 6, boulevard des *Invalides (7e) (oblitération comportant exceptionnellement les deux dates)* ; le 18 juin, de 8 heures à 12 heures, à Paris-Louvre, RP, 52, rue du Louvre, à Paris-Ségur, 5, avenue de Saxe (7e) et de 10 heures à 17 heures, au Musée de la poste, 34, boulevard Vaugirard (15e) (boîtes aux lettres spéciales) .**

Vente anticipée à Lille (Nord), les 17 et 18 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire (cachet sans mention « premier jour ») ouvert au Musée Charles-de-Gaulle, 9, rue Princesse ; *le 18 juin, au bureau* de poste de Lille RP (boîte aux lettres spéciale) .

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde des philatélistes*
5, rue Antoine-Bourdelle
Tél. : 42-22-20-20

En filigrane

● **Plumes et en-têtes.** – Plumes d'oie, de verre, d'or... En-têtes de factures de commerces parisiens, pliages de lettres fantaisistes, stylos... Le Musée de la Poste de Paris consacre, jusqu'au 22 septembre, les 800 mètres carrés de sa galerie d'exposition aux plumes et en-têtes de lettres de toutes époques, de toutes origines. Un univers passionnant qui allie beauté et bizarre, dans une mise en scène qui permet aux visiteurs de retrouver une salle de classe des années 50, une papeterie londonienne de la fin du dix-neuvième siècle, une évocation du travail du graveur. Le Musée de la Poste, qui a pour slogan culture postale et modernité, à cette occasion, a fait appel à onze artistes contemporains qui ont chacun créé un papier à lettres édité par le musée. A noter la réjouissante participation de Combas (Plumes et en-têtes, Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugirard, Paris-15e. Tél. : 43-20-15-30. Superbe catalogue, réalisé sous la forme d'un hors-série de Beaux-Arts Magazine, vendu 80 F) .

● **Ventes.** – Belle vente sur offres proposée par Monaco Collections (2, rue Henri-Dunant, Monte-Carlo. Tél. : 93-15-05-12), clôture des offres le vendredi 15 juin. Marques postales et classiques de France sont au rendez-vous,décrits dans un catalogue très soigné.

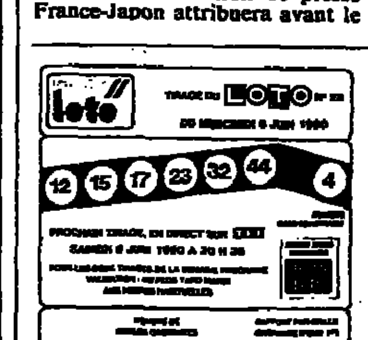
La Poste du Village (A. Reboulot, 6, rue Edith-Cawell, BP 2549, 35036 Rennes cedex) propose dans sa vente à prix nets de près de cinq cents lots une lettre d'Algérie en franchise datée de Constantine du 28 décembre 1837 avec cachet à date type 14 de passage « Bone (Pass. d'Afrique) » du 1er janvier 1838. Ensemble unique vendu 30 000 F. A noter également pour les connaisseurs des cachets d'essai de février 1828 de Poitiers, Marseille, Montpellier, Saint-Malo, Bayonne et Rouen (1 250 F à 2 600 F) .

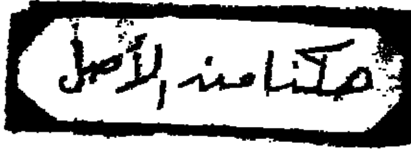
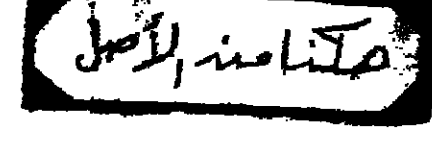
Jean Raux (5, rue du Vieil-Abreuvoir, 78100 Saint-Germain-en-Laye) organise sa vingt-cinquième vente à prix nets. Plus de deux mille lots classiques et semi-modernes de France et des colonies. Très belle collection de ballons montés de la guerre de 1870-1871 (de 400 F à 33 000 F) .

Prix courant pour Actualité Philatélique (9, rue de Dantzig, 75015 Paris). Au programme, la France *complète, timbres au* détail ou en années complètes, neufs ou oblitérés . Ainsi, *comptez par exemple 180 F* pour le premier timbre de France, le 20c noir Cérès, oblitéré *premier choix.*

● **Moretti dédicace.** – Raymond Moretti sera présent et *signera ses timbres sur la* chanson française (*le Monde* du 2 juin 1990) le samedi 16 juin *au matin à l'Olympia à Paris, le* samedi en fin d'après-midi à Sète et le dimanche à Ajaccio . *A noter que, dans un premier* temps, seuls les bureaux temporaires vendront le catalogue *Moretti édité par la Poste.*

□ **Prix « découverte du Japon » 1990.** – L'association de presse France-Japon attribuera avant le 1er juillet deux prix destinés à encourager des travaux sur le Japon. Un troisième prix spécial sera attribué par l'ambassade du Japon. Ils s'adressent à de jeunes Français de dix-huit à trente ans n'ayant jamais séjourné au Japon et consistent en séjours d'un mois à la Maison franco-japonaise de Tokyo, billets d'avion pour le voyage Paris-Tokyo, billets de chemin de fer et bourses. Ces différents prix sont dotés par Air France, Japan Airlines, Japan Railways Group, le Crédit Lyonnais, JVC vidéo France et Rémy Martin. Les candidats doivent envoyer le plus tôt possible à l'association (14, rue Cimarosa, 75116 Paris) un mémoire de quatre pages dactylographiées l'étude qu'ils souhaitent mener au Japon, un CV manuscrit, le tout en dix exemplaires et accompagné d'une enveloppe timbrée.



6 BONS N°	5	1 164 295,00 F
5 BONS N° + complémentaire	84	56 565,00 F
5 BONS N°	2 160	5 235,00 F
4 BONS N°	111 605	104,00 F
3 BONS N°	1 830 721	9,00 F

CARNET DU Monde

Naissances

– Hélène REICHMAN, née Fink, et Edgar REICHMAN,

ont le plaisir d'annoncer la naissance de leur *fils,*

Amos Michaël,

le 2 mai 1990, à Paris.

14, rue de Marseille,
75010 Paris.

Décès

– Les amis de

Corinne ANDRE DU PERRET

ont la douleur de faire part de son décès survenu le 6 juin 1990, dans sa quarante-deuxième année.

Un service religieux sera célébré le lundi 11 juin, à 10 h 30, en l'église Sainte-Clotilde, 23, *bis,* rue Las-Cases, Paris-7e.

L'incinération aura lieu au columbarium du Père-Lachaise, mercredi 13 juin, à 8 h 30.

– Les obsèques de

M. Boudjéma BOUHADA,
artiste,

auront lieu le samedi 9 juin, à 13 h 45, au cimetière du Montparnasse.

– Sainte-Foy-lès-Lyon.

Mme Jean Coquet,
ses enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 2 juin 1990, à l'âge de quatre-vingt-deux ans, de

M. Jean COQUET,
directeur honoraire de l'École nationale des beaux-arts de Lyon,
maître verrier,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
officier de l'ordre des Arts et Lettres.

La cérémonie religieuse a eu lieu le jeudi 7 juin 1990.

9, rue Paul-Huvelin,
69110 Sainte-Foy-lès-Lyon.

– M. et Mme Robert Dahan
et leurs enfants,
M. et Mme Thierry Wolff
et leurs enfants,
M. et Mme Serge Danino
et leurs enfants,
Mme Hélène Hervier,
M. et Mme François Wolff
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Mme Lucy METZGER,
Mme et M. Alain WOLFF,

survenu le 1er juin 1990.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

101 *bis,* boulevard Jean-Jaurès,
92100 Boulogne.
6*bis,* rue de la Belle-Feuille,
92100 Boulogne.

– *La direction du CNRS et la Mai*son de l'Orient méditerranéen
ont le regret de faire part du décès de

Paul ROESCH,
né le 21 mai 1926
à Thann (Haut-Rhin),
docteur ès lettres,
directeur de recherche du CNRS,
et membre du Comité national
de la recherche scientifique.

C'était un éminent spécialiste de l'épigraphie grecque antique. Ses travaux ont particulièrement concerné les inscriptions, la géographie historique et les cultes de l'ancienne Béotie.

CNRS, 15, quai Anatole-France,
75700 Paris.
Délégation *régionale* Rhône-Alpes,
2, avenue Albert-Einstein,
69609 Villeurbanne Cedex.
Maison de l'Orient méditerranéen,
7, rue Raulin,
69365 Lyon Cedex.

– Mme Pauline Saller,
son épouse,
M. et Mme Robert Saller,
ses enfants,
Hélène, Catherine, François et Denis,
ses petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. David SALLER,

survenu à Paris, le 6 juin 1990, dans sa soixante-dix-huitième année.

Les obsèques auront lieu, le lundi 11 juin, à 10 h 45, au cimetière parisien de Pantin.

Ni fleurs ni couronnes.

16, rue Eugène-Sue,
75018 Paris.

Remerciements

– M. Claude Girard,
Mme Florence Girard,
profondément touchés par les innombrables témoignages de sympathie *reçus à l'occasion du décès* de

Mme André GIRARD,

décédée le 16 mai 1990, à Paris, remercient tous ceux qui se sont associés à *leur profond* chagrin.

Anniversaires

– A l'occasion du dixième anniversaire de la disparition de

M. Raoul BELAICH,
ancien directeur adjoint
de l'ORT Montreuil,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

– Grenoble. Nice. Marseille.

Il y a dix ans, le 8 juin 1980,
décédait accidentellement

Jean-Claude DAMIANO.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

– Lyon. Ecully. Tours. Montélimar.

Jane Morel,
ses enfants, petits-enfants,
Parents et amis,
rappellent tristement à votre souvenir le décès de

M. Aimé MOREL,

ancien ingénieur
de la Compagnie nationale du Rhône,

survenu le 9 juin 1989.

– Pour le dixième anniversaire du décès de

Aron WROBEL,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Services religieux

– Pour le premier anniversaire de sa mort, un service religieux réunira, le mercredi 13 juin, à 18 heures, les amis de

Scott ROSS,

en l'église Saint-Germain-des-Prés, à Paris-6e.

Soutenances de thèses

– Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le lundi 11 juin à 9 h 30, salle Bourjac, 17, *rue de la Sorbonne.* Mme Yumi Hayashibe : « Les « espaces » représentatifs de l'énonciation en japonais de *ko-so-a-do* ».

– Université Paris-X Nanterre, le lundi 11 juin à 9 heures, salle C 24. M. Amos Segala : « De l'histoire de la littérature nahuatl à l'imaginaire indigéniste de M.A. Asturias (mythes, réalités, contradictions) ».

– Université Paris-II, le lundi 11 juin à 9 heures, salle des Conseils, M. Gilles Domergue : « Les marchés publics de prestations intellectuelles ».

WEEK-END D'UN CHINEUR

Drouot-Richelieu, samedi 9 juin, 14 h : grands *vins,* alcools.

Drouot, dimanche 10 juin, à *partir* de 11 heures : papiers de collection, tableaux contemporains. A partir de 14 heures, tableaux contemporains, papiers de collection, affiches, estampes.

ILE-DE-FRANCE
Samedi 9 juin

***Barbizon**, 15 h 30 : école de Barbizon* ; **Compiègne**, 14 h : livres ; **Fontainebleau**, 14 h : argenterie, bijoux ; **Nanterre**, 14 h : tableaux, mobilier ; **Provins**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Rambouillet**, 14 h 30 : sculptures et tableaux modernes ; **Sceaux**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; ***Senlis**, 14 h 30* : tableaux modernes et contemporains ;

PLUS LOIN
Samedi 9 juin

Annonay, 14 h : bijoux, mobilier ; **Besançon**, 15 h 30 : tableaux ; **Cassis**, 18 h : tableaux, mobilier ; **Dijon**, 14 h : bijoux ; **Laval**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Lille**, 19 h 30, tableaux ; **Lyon** (rue du Professeur-Paufique), 14 h 30 : Extrême-Orient ; **Montpellier**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Orléans**, 14 h 30 : tableaux ; **Sens**, 10 h et 14 h : tableaux, *mobilier* ; **Villefranche-sur-Saône**, *15 h* : grands vins.

Dimanche 10 juin

Bernay, *14 h 15 : tableaux, mobilier* ; **Brive**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Carcassonne**, 14 h 30 : mobilier, argenterie ; **Chalon-sur-Saône**, 10 h et 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Dinan**, 14 h 30 : tapis, mobilier ; **Doulens**, 14 h 30 : tableaux modernes ; **Evreux**, 14 h 30 : mobilier, *objets d'art* ; ***Gien**, 10 h et* 14 h 30 : mobilier, Extrême-Orient ; **Honfleur**, 14 h 30 : tableaux ; **Nevers**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Le Havre**, 14 h 30 : Extrême-Orient ; **Lorient** : 14 H 30, mobilier, objets d'art ; **Marseille** (Castellane), 14 h 30 : Extrême-Orient ; **Montargis**, 14 h : mobilier, objets d'art ; **Montpellier**, 14 h : mobilier, tableaux ; **Parthenay**, 14 h 30 : mobilier, objets d'art ; **Rochefort**, *14 h 30 : mobilier,* tableaux ; **Romans-sur-Isère**, 19 h : « Création sculpture » ; **Rouen**, 14 h : voitures ; **Saint-Nazaire**, 14 h 30 : tableaux ; **Valence**, 14 h 30 : bronzes, tableaux.

FOIRES ET SALONS

Caen, **Bernay**, **Servon** (Seine-et-Marne), **Metz** (samedi seulement), **Persan**, **Boissy-Saint-Léger**, **Bourges** (dimanche seulement).

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaines dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 8 juin

TF 1

20.35 Variétés : *Avis de recherche.* Invité : Jean-Marc Thibault. Avec Michel Berger, Alain Chamfort...
22.35 Magazine : Grands reportages. Attention enfants. *Réflexions autour des droits de l'enfant.*
23.35 Série : Enquêtes à l'italienne.
0.30 Magazine : *Spécial sports.* Club Mondiale 90.
0.55 Journal.

A 2

20.40 Série : *L'ami Giono.*
21.40 Apostrophes. Magazine littéraire. L'antépénultième. Sur terre : Dominique Müller *(Une traînée de poudre - Jeanne du Barry, la dernière favorite)*, Robert Parienté *(André Suarès, l'insurgé)* ; Sur mer : Albert Falco *(Capitaine de la Calypso)*, Olivier de Kersauson *(Vieil océan)*, Titouan Lamazou *(Demain, je serai tous morts)* ; Sur terre et sur mer : Julian Barnes *(Une histoire du monde en dix chapitres et demi).*
23.00 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
23.30 Journal et Météo.
23.50 *Cinéma :* L'Amérique insolite. ■■ Film français de François Reichenbach (1960).

FR 3

20.35 Magazine : Thalassa. SOS île de Pâques, de Ramon Gutierrez et Jorge Trivino.
21.35 Feuilleton : Les tisserands du pouvoir.
22.30 Journal et Météo. Avec un résumé de la Coupe du monde de football.
23.00 Magazine : Faut pas rêver.
23.55 Musique : Carnet de notes.
0.05 ▶ Documentaire : *Aventures de l'esprit.*

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : La détermination d'une mère. *De Michael Miller.*
22.05 Sport : Pétanque. Trophée JB de Paris.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Frantic. ■■ Film américain de Roman Polanski (1987).

LA 5

20.40 Série : Sur les lieux du crime. Justice, de Rod Holcomb.
22.20 Série : L'inspecteur *Derrick.*
23.30 Soko, brigade des stups (rediff.).
0.00 Journal de minuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Black Cobra.
22.10 Série : Brigade de nuit.
23.05 Série : Destination danger.
0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Informations : Dazibao.
0.10 Capital.

LA SEPT

20.05 Documentaire : Musée d'Orsay.
21.00 Cinéma : Les sièges *de l'Alcazar* ■. Film français de Luc Moullet.
22.00 Court métrage : *The woman who married* Clark Gable (v.o.). De Thaddeus O'Sullivan.
22.30 *Danse : Le printemps.*
22.00 Documentaire : Hommage *à Charlie Parker* (v.o.). De Franck Cassenti.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Nuits de barbelés.
21.30 Musique : Black and blue. Toutes les chanteuses.
22.40 Nuits magnétiques. Archi-textures.
0.05 *Du jour au lendemain.*
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 19 décembre 1989 à Stuttgart) : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op.61 de Beethoven ; Symphonie n° 9 en ut majeur D 944 de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gianluigi Gelmetti ; sol. Salvatore Accardo, violon.
22.20 Musique légère. Œuvres de Bécaud, Rixner, Gade.
23.07 Le livre des mesianges.
0.30 Poissons d'or.

Samedi 9 juin

TF 1

14.30 *La Une est à vous.*
15.45 Tiercé à Evry.
15.55 La Une est à vous (suite).
17.00 Divertissement : Mondo dingo.
17.30 Magazine : 30 millions d'amis.
18.00 Série : Paire-d'as.
18.50 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
20.00 Journal, Météo.
20.40 Magazine : Spécial sports. Mondiale 90.
20.55 Sport : Football. Coupe du monde : Italie-Autriche, en direct de Rome.
22.50 Jeu : Bookmatch. Pronostic sur les matchs de la Coupe du monde de football.
22.55 Magazine : Ushuaïa.
23.55 Magazine : Formule sport.
0.50 Journal et Météo.

A 2

14.45 Magazine : Sports-passion. Le magazine du football ; Rugby : *les meilleurs* moments du match Australie-France.
16.50 Sport : Football. Coupe du monde : *URSS*-Roumanie, en direct de Bari.
18.50 Club sandwich.
19.30 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.40 Variétés : *Champs-Elysées.* En direct de Nîmes. Avec les Gipsy Kings, Eddy Mitchell, Arielle Dombasle, Michèle Torr, *Sébastien, Magali* Chalmeau-Damonte, Nina Corti...
22.20 Variétés : Concert SOS-Racisme. En direct de Paris, Prague et Moscou.
22.50 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée).
23.20 Journal et Météo.
23.40 *Variétés : Concert* SOS-Racisme (suite).

FR 3

14.00 Sport : Tennis. Internationaux de France de *Roland-Garros, en direct* et en Eurovision : finale dames et doubles messieurs.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

— *De 20.00 à 0.00 La Sept* —

0.05 Sport : Football. Coupe du monde : Emirats arabes unis-Colombie, en différé de Bologne.

CANAL PLUS

14.00 Téléfilm : L'inspecteur *plaide non coupable.*
15.35 Téléfilm : Le capitaine oublié.
17.00 Magazine : Mag max.
18.00 Cabou cadin.
18.02 Dessins animés : Décode pas Bunny.

— *En clair jusqu'à 20.30* —

19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : La filière du pouvoir.
22.20 Flash d'informations.
22.25 *Documentaire :* Les Rolling Stones, autoportrait. De Nigel Finch (v.o.)
23.55 Cinéma : Massacre à la tronçonneuse 2. □ Film américain de Tobe Hooper (1986).

LA 5

14.30 *Série : Simon et Simon.*
15.21 Série : Arnold et Willy.
15.46 Série : Happy days.
16.23 Téléfilm : Le droit chemin.
18.03 Série : Riptide.
18.49 Dessin animé.
18.55 *Journal images.*
19.05 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 *Drôles d'histoires.*
20.40 Téléfilm : Trouble-fête.
22.20 Magazine : Désir.
23.10 Série : Soko, brigade des stups.
0.00 Journal de minuit.

M 6

14.20 Série : Laramie.
15.10 Série : Les envahisseurs.
16.05 Magazine : Adventure.
16.15 Série : Brigade de nuit.
17.05 Série : Vegas.
18.00 *Informations :* M6 express.
18.05 Variétés : Multitop.
19.25 *Magazine :* Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Série : Hongkong connection.
21.30 Série : Les cadavres exquis de Patricia Highsmith.
22.25 Téléfilm : Les derniers jours de Patton. De Delbert Mann, avec George C. Scott, Eva Marie Saint *(rediff.).*
0.45 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (13).
15.00 Magazine : *Imagine.*
15.35 Documentaire : Le complexe Volkswagen (v.o.). De Hartmut Bitomsky.
17.05 Documentaire : Hommage à Charlie Parker (v.o.). De Franck Cassenti.
18.00 *Documentaire :* Poussières de guerre (2). De Frédéric Laffont et Christophe de Ponfilly.
19.00 Documentaire : Four american composers *(Philip Glass) De Peter Greeneway.*
20.00 Documentaire : Histoire parallèle. De Philippe Grandrieux.
21.15 ▶ Théâtre : La mort de Danton. Pièce de Georg Büchner, mise en scène de Klaus Michaël Grüber.
23.10 Soir 3.
23.30 Images (cinéma d'animation).

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Eric Meyer, journaliste.
20.45 Dramatique. Roberto Zucco, de Bernard-Marie Koltès.
22.35 Musique : Opus. William Sheller.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

19.30 Opéra (en direct de Copenhague) : Saül et David, opéra en 4 actes, de Nielsen, par le Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio danoise et le Chœur de l'Opéra royal du Danemark, dir. Neeme *Jarvi.*
23.08 Le monde de la nuit.
0.30 Notes de voyages. *Le mystère de Londres.*

Dimanche 10 juin

TF1

7.50 Jardinez avec Nicolas.
8.05 Le Disney club.
10.05 Les animaux de mon cœur.
10.40 Hit NRJ-TF1.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 *Jeu : Tournez... manège.*
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 *Série :* Un flic dans la Mafia.
14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
15.10 Variétés : Y a-t-il encore un coco dans le show ?
15.40 Série : Côte Ouest.
16.30 Tiercé à Chantilly.
16.40 Dessins animés : Disney parade.
18.00 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7 sur 7. Invité : Alain Juppé, secrétaire *général du RPR.*
20.00 Journal.
20.35 Magazine : Spécial sports. Mondiale 90.
20.55 Sport : Football. Coupe du monde : RFA-Yougoslavie, en direct de Milan.
22.50 Jeu : Bookmatch.
22.55 Sport : Automobile. Grand Prix de formule 1 du *Canada, en différé de Montréal.*
0.45 Magazine : Spécial sports. Club Mondiale 90.
1.10 Journal et Météo.

A2

9.00 Connaître l'islam.
9.15 Emissions Israélites.
10.00 Présence protestante.
10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe, en l'église Sainte-*Bernadette à Dijon.*
12.05 Dimanche Martin. Comme sur un plateau.
13.00 Journal et Météo.
13.20 Série : Mac Gyver.
14.10 Série : Un duo explosif.
14.45 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros, en direct et en Eurovision : finale simple messieurs.
18.30 *Magazine : Stade 2.* Automobile : Grand Prix de formule 1 du Canada ; Escrime : National à Limoges ; Football : résumé de la Coupe du monde ; Gymnastique : championnat de France à Toulouse ; Rugby : Australie-France ; Tennis : résumé de la quinzaine des Internationaux de France de Roland-Garros ; Les résultats de la semaine.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Maigret à New-York, de Stéphane Bertin, avec Jean Richard, Raymond Pellegrin. *Un mystérieux milliardaire...*
22.15 Sport : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (résumé de la journée).
22.50 Journal et Météo.
23.15 Sport : Football. Coupe du monde : Brésil-Suède, en différé de Turin.

FR 3

10.02 Jeu : Play bac.
10.30 Magazine : Mascarines. Présenté par Gladys Say. Spéciale île de la Réunion, avec Raymond Barre.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine : *D'un soleil à l'autre.*
13.30 Magazine : Musicales. D'Alain Duault. Le Festival d'Evian fête ses quinze ans et les soixante-dix ans du violoniste Isaac Stern.
14.30 Expression directe. PS ; CFTC.
14.50 Magazine : Sports 3 dimanche. Football : Coupe du monde *(résumé des premiers matchs)* ; Course de Super tourisme à Clermont-Ferrand ; Jumping international d'Aix-la-Chapelle.
16.50 Sport : Football. Coupe du monde : Etats-Unis-Tchécoslovaquie, en direct de Florence.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.00 *Série : Benny Hill.*
20.35 Jeux : La classe. La 1 000e émission, présentée par Fabrice.
22.15 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Le divan. D'Henry Chapier. *Invitée : Nastassja Kinski.*
23.05 Cinéma : Les rapaces. ■■■ Film américain d'Erich von Stroheim (1923-1924). Avec Gibson Gowland, Zasu Pitts, Jean Hersholt (muet).
1.25 Musique : Carnet de notes. Duo pour violon et piano en la majeur op. 162, de Schubert.

CANAL PLUS

9.20 Cinéma ; Frantic. ■■ Film américain de Roman Polanski (1987). Avec Harrison Ford, Betty Buckley, Emmanuelle Seignier.

— *En clair jusqu'à 14.00* —

12.30 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
13.00 Flash d'informations.
13.05 Magazine : *Mon zénith à moi.* Présenté par Michel Denisot
14.00 Magazine : Dontact.
14.04 Téléfilm : Les mouettes. De Jean Chapot, avec Michel Galabru, Macha Méril. *Madame Rose et ses filles en vacances.*
15.35 Musique : L'orchestre. Création vidéo de Zbigniew Rybczynski sur des œuvres de *Mozart, Chopin, Albinoni,* Rossini, Schubert, Ravel.
16.35 Documentaire : Zbig, chef d'orchestre. Le tournage du tournage de *l'Orchestre.*
17.05 Magazine : 24 heures. Rediffusion du 9 juin.
18.00 Cinéma : Superman 4. □ Film américain de Sidney J. Furie (1987). Avec Christopher *Reeve,* Gene Hackman, Jackie Cooper.

— *En clair jusqu'à 20.30* —

19.30 Flash d'informations.
19.35 Dessins animés : Ça cartoon. *Présentés par Philippe Dana.*
20.30 Cinéma : La petite boutique des horreurs. ■ Film américain de Frank Oz (1986). Avec Rick Moranis, Ellen Greene, Vincent Gardenia.
22.00 Flash d'informations.
22.05 Cinéma : Pain, amour et fantaisie. ■■ Film italien de Luigi Comencini (1953). Avec Gina Lollobrigida, Vittorio de Sica, Marisa Merlini..
23.30 Mon zénith à moi (rediff.).

LA 5

11.05 Série : Wonder woman.
12.05 Série : La belle et la bête.
13.00 Journal.
13.15 Sport : Moto. *Grand Prix d'Autriche.*
14.15 Drôles d'histoires.
14.45 Sport : Moto (suite).
15.45 Téléfilm : Infidélité. De David Lowell Rich, avec Kristie Alley, Lee Horsley. *Scènes de la vie conjugale.*
17.20 Téléfilm : Le cruel échange. De Don Taylor, avec Ken Howard, Donna Mills. *Interversion de bébés à la maternité.*
18.50 Journal images.
19.00 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : *La race des seigneurs.* ■ Film français de Pierre Granier-Deferre (1973). Avec Alain Delon, Sydney Rome, *Claude Rich.*
22.20 Magazine : Ciné Cinq.
22.30 Cinéma : Coup de foudre. ■■ Film français de Diane Kurys (1982). Avec Guy Marchand, Isabelle Huppert, Miou-Miou.
0.25 Journal de minuit.

M 6

11.00 Série : L'île fantastique.
11.55 Infoconsommation.
12.00 Informations : M 6 express.
12.05 Magazine : Sport 6 première.
12.15 *Dessins animés :* Graffi'6.
12.40 Série : Les routes du paradis.
13.25 Série : Cosby show (rediff.).
13.50 Série : Commando du désert.
14.20 Série : Laramie.
15.10 Série : Les envahisseurs.
16.05 *Magazine : Adventure.*
16.15 Série : Brigade de nuit.
17.05 Série : Vegas.
18.00 Informations : M 6 express.
18.05 Série : Clair de lune.
19.00 Magazine : Culture pub remix.
19.30 Série : Murphy Brown.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Cinéma : Deux enfoirés à Saint-Tropez. □ Film français de Max Pécas (1985). Avec Jean-Michel Noiret, *Philippe Caroit,* Caroline Tresca.
22.10 Magazine : Sport 6.
22.20 Capital.
22.30 Cinéma : *Le repos du guerrier.* ■ Film français de Roger Vadim *(1962). Avec Brigitte Bardot,* Robert Hossein, James Robertson-Justice.
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Cours d'italien (12).
15.00 Téléfim : La comédie des comédiens ou Joséphine en tournée. De Jacques Rozier.
16.30 Documentaire : Les *instruments de musique et* leur histoire. De Gerhard Vogel, Rainer Aust et Michael Krey.
17.00 Documentaire : Musée d'Orsay.
18.00 Cinéma : Les sièges *de l'Alcazar.* ■ Film de Luc Moullet.
19.00 Court métrage : The woman who married Clark Gable (v.o.).
19.30 Danse : Le printemps. Ballet de Catherine Diverrès.
20.00 Documentaire : Hommage à Charlie Parker (v.o.). De Franck Cassenti.
21.00 ▶ Cinéma : Le voyage des comédiens. ■■■ *Film grec de Théo Angelopoulos* (1974-1975).

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Lena Vandrey, peintre.
22.35 Musique : Le concert (donné le 18 mars au Théâtre de la Ville dans le cadre du *cycle Musique de l'Inde)* : N. Ramani (flûte) et ses musiciens.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné les 15 et 16 février à la Philharmonie de Berlin) : La damnation de Faust, légende dramatique *op. 24, de Berlioz, par le* Chœur et l'Orchestre symphonique de la Radio bavaroise, dir. Colin Davis ; sol. : *Anne Sofie von Otter,* mezzo-soprano, Thomas Moser, ténor, Siegmund Nimsgern, basse.
23.05 Climats. Musiques traditionnelles. Voix russes (1re partie).
0.30 Archives dans la nuit. Paul Kletzi dirigeait l'Orchestre national (21 avril 1964).

Audience TV du 7 juin 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50,6	Santa Barbara 20,6	Ecran 3,4	Actual. rég. 18,0	Nulle part 2,0	Reporters 3,5	Cathy et Aline 3,2
19 h 45	53,3	Roue fortune 25,0	Dessinez 7,3	19-20 infos 10,2	Nulle part 2,9	Journal 3,2	Fête maison 4,9
20 h 16	65,4	Journal 26,0	Journal 14,2	La classe 12,0	Nulle part 3,1	Journal 4,4	Cosby Show 5,8
20 h 55	69,0	Deardon 28,9	Envoyé spéc. 11,4	Fort Bravo 15,6	Ami retrouvé 2,4	Paradise... 7,1	Les poupées 6,1
22 h 08	63,6	Deardon 26,5	Envoyé spéc. 9,6	Fort 16,7	Ami retrouvé 2,1	Paradise... 8,7	Brigade nuit 2,0
22 h 44	30,9	Ecran 6,8	Tennis 9,5	Ecran 6,4	Les feux...de 0,3	Flics Miami 4,3	Bgrigade nu 3,6

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

La logique a été respectée. La finale dames des Internationaux de France 1990 mettra en présence, samedi 9 juin, les deux premières têtes de série, l'Allemande de l'Ouest Steffi Graf, et la Yougoslave Monica Seles. Toutes les deux ont gagné, jeudi 7 juin, leur demi-finale en deux manches, la première contre *la Tchécoslovaque Jana Novotna*, la seconde contre l'Américaine Jennifer Capriati.

A une minute près, les deux finalistes sont restées jeudi aussi longtemps l'une que l'autre sur le central, mais au total Steffi Graf aura joué 5 heures 51 minutes pour arriver en finale tandis que Monica Seles y aura passé 8 heures 52 minutes. L'Allemande n'a pas perdu une manche depuis le début de la quinzaine, ses adversaires ne lui prenant que vingt-deux jeux. La Yougoslave a été, par deux fois, contrainte aux trois sets : par la Canadienne Helen Kelesi au deuxième tour, et par la Bulgare Manuela Maleeva en quart de finale.

Steffi Graf, qui fêtera son vingt et unième anniversaire le 14 juin, a disputé les finales des douze derniers tournois du Grand Chelem et en a gagné neuf. Depuis un an, elle n'a été battue que deux fois en soixante-huit matches, par Arantxa Sanchez en finale de Roland-Garros 1989, et par *Monica Seles en finale du Tournoi de Berlin,* fin mai. C'était la première défaite en quatre rencontres de l'Allemande face à la Yougoslave. Monica Seles, âgée de seize ans, n'avait encore jamais atteint la finale d'un Tournoi du Grand Chelem.

Depuis février dernier, elle est invaincue, ayant ajouté cinq titres à son palmarès et remporté trente et un matches consécutifs.

Jana Novotna vote Graf

Jana Novotna ne votera pas au élections législatives des 8 et 9 juin en Tchécoslovaquie. Les Internationaux de France la retiennent à Paris. Pas les épreuves du tournoi de simple dames dont elle *a été éliminée, jeudi 7 juin, par* l'Allemande Steffi Graf, mais celles du double féminin où elle poursuit avec sa compatriote Helena Sukova sa quête de victoires.

Une fois encore, la joueuse classée *numéro un mondial lui a barré* la route d'une finale. Comme lors de leurs six rencontres précédentes, Steffi Graf a multiplié amortis et revers qui surprennent et permettent de marquer des points. Une petite heure a suffi à la jeune Allemande, bientôt vingt et un ans, pour éliminer son aînée de quelques mois (6-1, 6-2).

Un match limpide où les quelques fautes commises par la championne du monde, au milieu du second set, n'ont pas permis à son adversaire de faire mieux que de lui prendre son service. Une maigre consolation pour une joueuse tchécoslovaque qui rêvait de faire «douter» la reine, à défaut de la faire chuter. Sa victoire contre l'Argentine Gabriela Sabatini au tour précédent l'avait mise en confiance. Elle y avait révélé de nouvelles qualités d'attaquante. Jenka, comme l'appellent ses *proches, entraînée par Betty Stove* et conseillée par Hana Mandlikova, était capable d'améliorer ses coups et de les utiliser à bon escient.

La demi-finale n'aura été qu'une *faible illustration de ce travail préparatoire.* Car Steffi Graf «*sait faire face à toutes les situations*», ainsi que l'*explique la Tchécoslovaque* aux cheveux courts. La championne que l'on disait souffrante, *physiquement autant que moralement*, a prouvé qu'elle n'avait rien perdu de ses qualités athlétiques, *de ce jeu de jambes qui lui permet* d'être sur toutes les balles.

Elle se sent très bien, Steffi Graf, même *si, pudique,* elle répugne à parler de son état de santé. Sa déjà longue carrière ne *semble pas trop lui peser.* Elle éprouve autant de plaisir à jouer qu'il y a cinq ans, l'année où elle *avait été éliminée en huitième de* finale à Paris. Le tennis n'est pas sa seule motivation dans la vie «*mais c'est un plaisir que je recherche*» avoue-t-elle lorsqu'on la questionne sur ses envies.

«*Elle joue mieux que les autres participantes du tournoi*, assure Jana Novotna, *car elle est plus rapide. Les jeux les plus importants sont les jeux du début de la partie et, dès ce moment, elle exerce une très forte pression sur l'adversaire. Elle mène déjà 2-0 avant que l'on ait le temps de s'échauffer, de s'habituer au court. Ensuite elle est lancée et elle fait ce qu'elle veut*». Des réflexions en *forme de conseils pour Monica* Seles, des propos qui ne visent pas à décourager la finaliste, mais qui annoncent «*un très bon match*».

SERGE BOLLOCH

Jennifer, l'enfant-star, dévorée par Monica Seles

Jennifer Capriati était entrée sur le Central de Roland-Garros pour disputer sa demi-finale des simples dames fraîche comme un bonbon dans un sweater saumon et nœud assorti dans les cheveux. Une heure plus tard, orgueil de ses parents et du tennis féminin américain, *la jeune fille est adossée aux* bâches, inondée de sueur, souffle court, après avoir sauvé une quatrième balle de match par un revers décoché sur la ligne en pleine course. Le dénouement est proche pour l'enfant-star qui, en huit jeux de service, n'avait pu gagner qu'une fois son engagement.

Elle était la plus jeune joueuse de l'histoire à atteindre les demifinales d'un tournoi du grand chelem. A l'issue d'une partie chaotique, dont *tout le monde attendait sûrement* trop, «Jennie» ne sera pas la plus jeune finaliste.

Son sentiment à l'issue de cette partie qui lui a échappé comme si elle lui avait brûlé les mains ? Un peu la satisfaction de Blanchette, la vaillante petite chèvre de monsieur Seguin, la fierté d'avoir tenu tête au grand méchant loup jusqu'au lever du soleil. A ceci près que si son adversaire, Monica Seles, a les dents longues, ce n'est pas une bête féroce. *La Yougoslave* n'est jamais qu'une autre adolescente, douée comme elle pour cogner dans la petite balle de feutre.

Les dix-huit mois d'avance sur le circuit qu'a pris Monica Seles lui *ont donné une expérience tactique* dont Jennifer Capriati est encore dépourvue : «*Elle ne sait pas qu'à 30-30 il ne faut pas tenter un coup incroyable, mais qu'il faut remettre la balle en jeu pour mettre l'adversaire sous pression. Moi-même je ne l'ai appris qu'en disputant mon premier tournoi du grand chelem.*» La Yougoslave, qui a renoncé à offrir des fleurs à ses adversaires et à porter des vêtements pastel, a aussi *appris à ne pas perdre son calme en* discutant les points litigieux et à jouer sur les points faibles de ses rivales, en l'occurrence les contre-pieds.

Reste que c'est bien un phénomène Capriati que les spectateurs de Roland-Garros ont pu suivre. Et la première à en convenir fut Monica Seles au sortir du court : «*Je ne crois pas qu'une fille de quatorze ans ait jamais frappé la balle aussi fort.*» Trois mois juste après sa première prestation dans un tournoi professionnel, ce bébé-championne se retrouve à la treizième place du classement mondial en ayant déjà épinglé à son palmarès des joueuses aussi huppées que Marie-Jo Fernandez, Nathalie Tauziat, Helena Sukova, Judith Weisner.

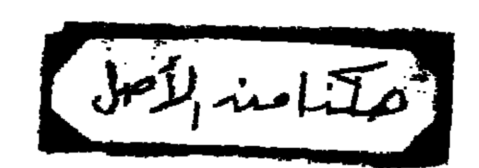
Marraine, en tennis, de la jeune prodige, Chris Evert, peut être fière d'elle. Pour sa première participation à un tournoi du grand chelem, Jennifer Capriati a fait aussi bien qu'elle, atteindre la demi-finale. Est-ce à dire que leurs carrières auront la même trajectoire ? Quand elle a pris sa retraite en 1989, Chris Evert avait à son palmarès, plus de treize cents matches gagnés (85 % de réussite), cent cinquante-sept victoires en tournois dont dix-sept titres du grand chelem.

ALAIN GIRAUDO

Les résultats

Demi-finales simple dames

Steffi Graf (RFA, n°1) b. Jana Novotna (Tch, n°13) 6-1, 6-2 ; Monica Seles (You, n°3) b. Jennifer Capriati (E-U) 6-2, 6-2.



BILLET

Rappel à l'ordre pour le budget

M. François Mitterrand a sermonné les membres du gouvernement réunis en milieu de semaine pour le traditionnel Conseil des ministres. Le président de la République a fait remarquer que les propositions faites pour la préparation du budget de 1991 n'étaient pas assez raisonnables, ne tenaient pas assez compte du nécessaire équilibre des dépenses et des recettes publiques. Il faut avoir le courage de choisir, on ne peut pas tout faire a souligné le président. Dont acte.

Depuis 1987, la croissance économique retrouvée a permis à l'Etat d'encaisser d'abondantes recettes fiscales. Cette aisance n'existe plus. Non pas que la croissance économique ait pris fin. Mais l'activité qui est forte depuis trois ans, ne s'accélère plus, et au pire pourrait même un peu se ralentir. Les recettes fiscales vont en subir les conséquences : elles seront à peu de choses près, conformes aux prévisions. Compte tenu d'une réduction déjà programmée - M. Bérégovoy y tient - d'une dizaine de milliards de francs des impôts (TVA et impôt sur les sociétés) le « bonus » l'année prochaine devrait être de l'ordre de 60 à 70 milliards de francs.

Les engagements pris par le gouvernement, soit au nom de sa politique économique d'ensemble (réduction de l'inflation), soit au nom de choix nationaux (l'éducation nationale), les contraintes internationales (niveau élevé des taux d'intérêt) mobilisent déjà complètement cet accroissement de recettes.

Le budget de l'éducation nationale va s'accroitre à lui seul de presque 20 milliards de Francs, si l'on prend en compte les premiers effets du plan de revalorisation de l'enseignement supérieur ; les intérêts de la dette publique vont s'alourdir de 18 milliards au moins, les salaires et pensions d'une vingtaine de milliards. Il ne reste donc déjà plus rien.

Mais les demandes des différents ministères n'en ont cure, qu'elles proviennent de l'aménagement du territoire, de la culture, de l'environnement, ou des affaires étrangères...

Vendredi 8 juin en fin de matinée, un communiqué très sec du ministère des finances a rappelé que la décision prise par le Trésor portait sur la construction de 200 kilomètres d'autoroutes en 1990. La veille, M. Delebarre avait parlé de 300 kilomètres. La préparation du budget 1991 ne s'annonce pas facile...

AL. V.

Mobilisation contre le projet de loi sur l'alcool

Les dirigeants de huit groupes producteurs de boissons alcoolisées, réunis sur l'initiative de M. Patrick Ricard, PDG de Pernod-Ricard, ont fait connaître, le jeudi 7 juin, leurs désaccords avec le projet de loi contre le tabagisme et l'alcoolisme.

« Manque de concertation », « texte inquiétant et dangereux », ont accusé les participants qui représentaient notamment les marques Cointreau, Rémy Martin, Moët-Hennessy, Mumm-Martell, les groupes LVMH, BSN et Bardinet. *« C'est un problème de société et d'éducation. C'est la racine du mal qu'il faut soigner. Ce texte aborde mal le problème »*, accuse M. Ricard.

S'exprimant en dehors de leurs organisations professionnelles, ces industriels reprochent au texte présenté par le gouvernement de nuire à la notoriété des produits français et de risquer d'affaiblir leurs entreprises face à la concurrence étrangère. Ils reprochent par ailleurs aux pouvoirs publics de ne pas avoir écouté leurs propositions.

En faisant pression sur le patronat

Le gouvernement veut relancer les négociations sur les bas salaires

L'appel lancé au CNPF par le *président de la République* en faveur d'une relance des négociations sur les bas et moyens salaires devait être officiellement relayé par le gouvernement, *le vendredi 8 juin, à l'occasion* d'une réunion exceptionnelle de la Commission nationale de la négociation collective présidée par le premier ministre.

L'intervention de l'Etat dans la *politique salariale du secteur privé* n'est plus un tabou. Les pouvoirs *publics qui, jusqu'à présent,* donnaient l'impression de ne pas avoir *trouvé d'angle d'attaque dans la lutte* contre les inégalités, se disent aujourd'hui *déterminés* à prendre les moyens nécessaires pour faire pression sur le patronat.

S'il n'a pas l'intention de remettre en cause sa politique économique, dont un des fondements demeure la modération des salaires, le gouvernement entend bien obtenir des entreprises qu'elles améliorent effectivement le déroulement de carrière de leurs collaborateurs les plus modestes. Cet appel à négocier comporte également l'avantage non négligeable de renvoyer une partie des responsabilités aux partenaires sociaux, atténuant par la même occasion la pression qui pèse sur le gouvernement lors de la revalorisation du salaire minimum.

Chers au premier ministre, les *« chantiers »* visant à lutter contre les inégalités par le biais d'une action patiente et quotidienne sur le cadre de vie, le logement, l'éducation ou la formation ne sont pas abandonnés. Peu susceptibles de donner des résultats rapides et politiquement guère mobilisateurs pour la gauche, aujourd'hui ils apparaissent toutefois moins *« porteurs »* que le thème des bas salaires. Celui-ci permet de poser le – réel – problème du déroulement de carrière de certains employés et ouvriers qui effectuent le plus clair de leur parcours avec une rémunération calquée sur le SMIC.

Selon le premier ministre, il convient *« de mettre fin au scandale qui veut que, dans notre pays, plus des deux tiers des branches professionnelles (...) mettent en place une classification de salaires qui commence en dessous du SMIC »*. Alors que l'Hôtel Matignon cite une étude publiée par l'INSEE (1) selon laquelle *« la progression* [des salaires] *selon l'âge est la plus forte chez les cadres supérieurs, la moins forte chez les ouvriers non qualifiés »*, le ministère du travail reconnaît que *« la négociation de branche et une réalité »* mais estime que *« le problème c'est son contenu car les accords sont trop loin de la réalité des rémunérations »*.

Le chaud et le froid

Le gouvernement souligne que la volonté de réduire les inégalités rejoint aussi la nécessité de préserver une certaine paix sociale alors que, presque inexistants depuis des années, les conflits salariaux réapparaissent. Récemment, Peugeot, le ministère des finances, la BNP ou les Chantiers de l'Atlantique ont été traversés par des grèves dures déclenchées sur des revendications clairement salariales.

Bien sûr, ces mouvements restent limités et, globalement, le pouvoir d'achat des Français continue de progresser. Conscients de la bonne tenue de l'économie, nombreux sont les patrons qui, observant par ailleurs que leurs homologues allemands ou britanniques sont contraints de *« lâcher du lest »*, se méfient de l'eau qui dort.

Le CNPF a d'ailleurs réagi avec une relative modération à l'appel du président de la République. *« La culture économique acquise par les salariés qui, ces dernières années, ont accepté une certaine modération salariale est peut être en train de trouver ses limites »*, déclarait récemment en s'en inquiétant le directeur du personnel d'une grande entreprise...

Même lancé par le chef de l'Etat et confirmé par le premier ministre devant la Commission nationale de la négociation collective, un appel à réactiver les négociations salariales ne saurait suffire. Le risque est réel de voir cette invitation rester lettre morte. Particulièrement éclatée (on ne dénombre pas moins de 177 branches nationales, régionales et départementales *de plus de 10 000 salariés*), la politique contractuelle reste marquée par un rapport de forces défavorable aux syndicats et fort peu de secteurs ont entamé un examen en profondeur de leurs classifications. Aussi, le gouvernement s'apprête-t-il à souffler le chaud et le froid.

Dans le cadre de l'instauration d'une contribution sociale généralisée à l'ensemble des revenus (destinée à prendre le relais de certaines cotisations), certaines charges patronales – comme celles liées aux allocations familiales – voire salariales, pourraient être rééquilibrées en faveur des basses rémunérations. Le plan emploi de l'automne prochain fournira sans doute l'occasion d'aller dans le même sens. *En revanche, si les négociations* ne donnent pas les résultats escomptés, *les pouvoirs publics envisagent* déjà certaines initiatives.

La modernisation des entreprises

Le niveau de revalorisation du SMIC au 1er juillet, qui sera annoncé le 26 juin prochain lors de la réunion annuelle de la Commission nationale de la négociation collective, fait d'ores et déjà office d'épée de Damoclès, quitte à tasser un peu plus la hiérarchie des basses rémunérations.

D'ici à cette date, le gouvernement espère que le patronat saura donner des gages de sa bonne volonté et *qu'une approche commune sera trouvée.* Mais reste à savoir si le CNPF *est déterminé à aller dans ce sens* et dans quelle mesure il est capable de *faire accepter ses propositions par ses* fédérations professionnelles.

Les pouvoirs publics disposent de quelques moyens de pression. Ils ont la possibilité de multiplier les recours aux commissions mixtes paritaires, instances présidées par un haut fonctionnaire chargé d'une mission de conciliation en cas de blocage des négociations.

En outre, l'actuelle obligation de reéxaminer tous les cinq ans la grille hiérarchique des rémunérations pourrait être ramenée à trois ans. Le ministère du travail n'exclut pas non plus d'adopter une position plus restrictive à l'égard des accords jugés insuffisants en refusant de les étendre aux secteurs d'activités connexes.

Pour autant, insiste-t-on au gouvernement, cette action sur les rémunérations doit être sélective. *« Plutôt que de distribuer davantage, il faut penser à distribuer mieux »*, souligne le ministère des finances.

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire la suite page 23

(1) INSEE, *Données sociales 1/90.*

Adoption d'un nouveau dispositif de contrôle sanitaire

Le Royaume-Uni va pouvoir reprendre ses exportations de boeuf

La France, l'Allemagne fédérale et l'Italie ouvriront leurs frontières aux importations de *boeuf anglais* dès que *la CEE* mettra en place le nouveau dispositif de contrôle sanitaire sur les viandes exportées par le Royaume-Uni.

***M. Michael O'Kennedy*, président en exercice des travaux communautaires, a estimé que cette « ouverture » des frontières pourrait avoir lieu dès le *vendredi 8 juin*. Tels *sont* les termes du compromis intervenu jeudi 7 juin entre les ministres de l'agriculture des Douze dans l'affaire des « vaches folles ».**

BRUXELLES
(Communautés européennes)

de notre correspondant

M. Henri Nallet ne cachait pas sa satisfaction à l'issue des vingt-quatre *heures de négociations, non seulement* pour les résultats acquis, mais aussi pour la présentation qu'il en a faite. Habilement, le ministre français a expliqué que la décision d'interdire les importations en provenance de la Grande-Bretagne était destinée à faire pression sur ses partenaires et sur la Commission européenne, avec l'objectif *« de réagir rapidement à une épizootie dangereuse »*.

Bon prince, M. Nallet a ajouté que *« l'encéphalite bovine spongiforme* (PSE) *qui sévissait en Angleterre,* [était] *avant tout une question communautaire et que, dans ces conditions, les Douze devraient faire preuve de solidarité financière à l'égard des éleveurs britanniques »*. Il a regretté d'avoir été peu entendu, en s'insurgeant contre l'absence d'un fonds vétérinaire européen. *« Peut-être y a-t-il, à terme, un risque de libre-échange et pas assez d'Europe »*, a conclu le ministre.

Reste qu'un coup sérieux a ainsi *été porté à la réputation du boeuf britannique.* La publicité donnée à ce *dossier, conjuguée avec un renforcement* du dispositif de contrôle jugé *« très substantiel »* par M. Nallet, *ne* peut que réduire la demande sur les *marchés extérieurs.* La France, de loin le premier client du Royaume-Uni dans la CEE, lui a *acheté*, en 1989, 70 000 tonnes de viande et de veaux (160 000 têtes) pour une valeur de 1,5 milliard de francs.

Deux mesures essentielles ont été ajoutées au mécanisme élaboré en janvier dernier. La viande non désossée ne pourra être exportée que si elle provient de troupeaux n'ayant connu aucun cas de BSE depuis deux ans. Les autorités britanniques devront faire accompagner les marchandises par des certificats authentifiés de la santé des viandes vendues.

Surveillance du cheptel

C'est la présentation de ces attestations *que la France* attend pour lever l'embargo. Ensuite, les achats de veaux *(moins de six mois)* seront autorisés, à la condition qu'ils soient *nés de vaches indemnes. En outre*, les animaux seront marqués de manière *indélébile,* ce *qui, pour les Français,* est une réelle garantie contre la fraude.

Les autres dispositions portent sur les *viandes désossées (mais il s'agit* d'une part marginale des exportations *anglaises) qui devront* être privées de leurs tissus nerveux et lymphatique, *étant entendu que* les ventes *d'abats* resteront interdites sur le continent.

Londres a, en outre, pris l'engagement de mettre en place un mécanisme de surveillance des cheptels affectés par des cas de BSE. Les résultats devront être communiqués à Bruxelles.

Finalement, les Douze n'ont pas retenu l'idée d'interdire l'utilisation des aliments de bétail fabriqués à partir de carcasses broyées de bovins et de moutons. La Commission s'est simplement engagée à examiner les procédés de production des Etats membres, afin de prendre des mesures, le cas échéant. M. Nallet a expliqué que le problème était apparu en Angleterre parce que ce pays produisait, depuis quelque temps, des farines selon des méthodes moins rigoureuses que par le passé.

Le ministre a précisé qu'en France ces aliments étaient surtout destinés aux volailles, mais qu'il allait recommander l'interdiction pure et simple pour les ruminants . Il a aussi annoncé que ses serices allient céerun réseau épidémiologique destiné à déceler rapidement les foyers éventuels de BSE . *« A ma connaissance,* a-t-il conclu, *il n'existe pas de cas d'encéphalite en France. »*

MARCEL SCOTTO

Le continent indemne

Contrairement aux assertions du quotidien britannique *The Independent* qui, dans son édition datée du 7 juin, évoquait la présence de cas de BSE (encéphalopathie bovine spongiforme) en France, aucun élément ne permet aujourd'hui de dire que cette épidémie a été identifiée dans les troupeaux bovins du continent.

Le quotidien britannique citait notamment un vétérinaire de nationalité grecque – M. Georges Mezelas, – *indûment présenté* comme travaillant à l'Institut Pasteur de Paris *(en réalité il n'y avait effectué* l'an dernier qu'un cours *stage dans le service du professeur* Pierre Sureau) et qui estimait *que la BSE sévissait actuellement* en France. Selon ce *vétérinaire*, les cas *français* seraient volontairement dissimulés *par les éleveurs*, ces derniers ne bénéficiant pas, comme en Grande-Bretagne, *d'une indemnisation* après la déclaration de la maladie.

Tant au ministère de l'agriculture que chez les spécialistes de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort on réfute totalement *de telles affirmations.* L'hypothèse d'une épidémie *« officieuse » de BSE en France avait* d'ailleurs déjà été évoquée il y a quelques semaines par des responsables britanniques.

Depuis la première identification, en *novembre* 1986, de la BSE en Grande-Bretagne, cette maladie demeure circonscrite au *Royaume-Uni et à l'Irlande où* elle sévit dans des proportions nettement *plus faibles. Il* faut ajouter deux cas, recensés en janvier et février 1989, dans le sultanat d'Oman après l'exportation en 1988 de deux vaches âgées de cinq ans et nées en Angleterre où elles avaient reçu, dans les premiers mois de leur vie, une alimentation contenant des protéines, d'origine animale, potentiellement infectées.

Pour *Mme Evelyne Maillot,* (bureau chargé de l'épidémiologie-*service vétérinaire de la* santé et de la protection animale *au ministère de l'agriculture*), les assertions britanniques sont tout *simplement « inadmissibles »*. Il est notamment difficile d'imaginer, en pratique, que si des cas de BSE étaient suspectés en France, les vétérinaires n'en fassent pas mention.

Particules infectantes dans les tissus nerveux

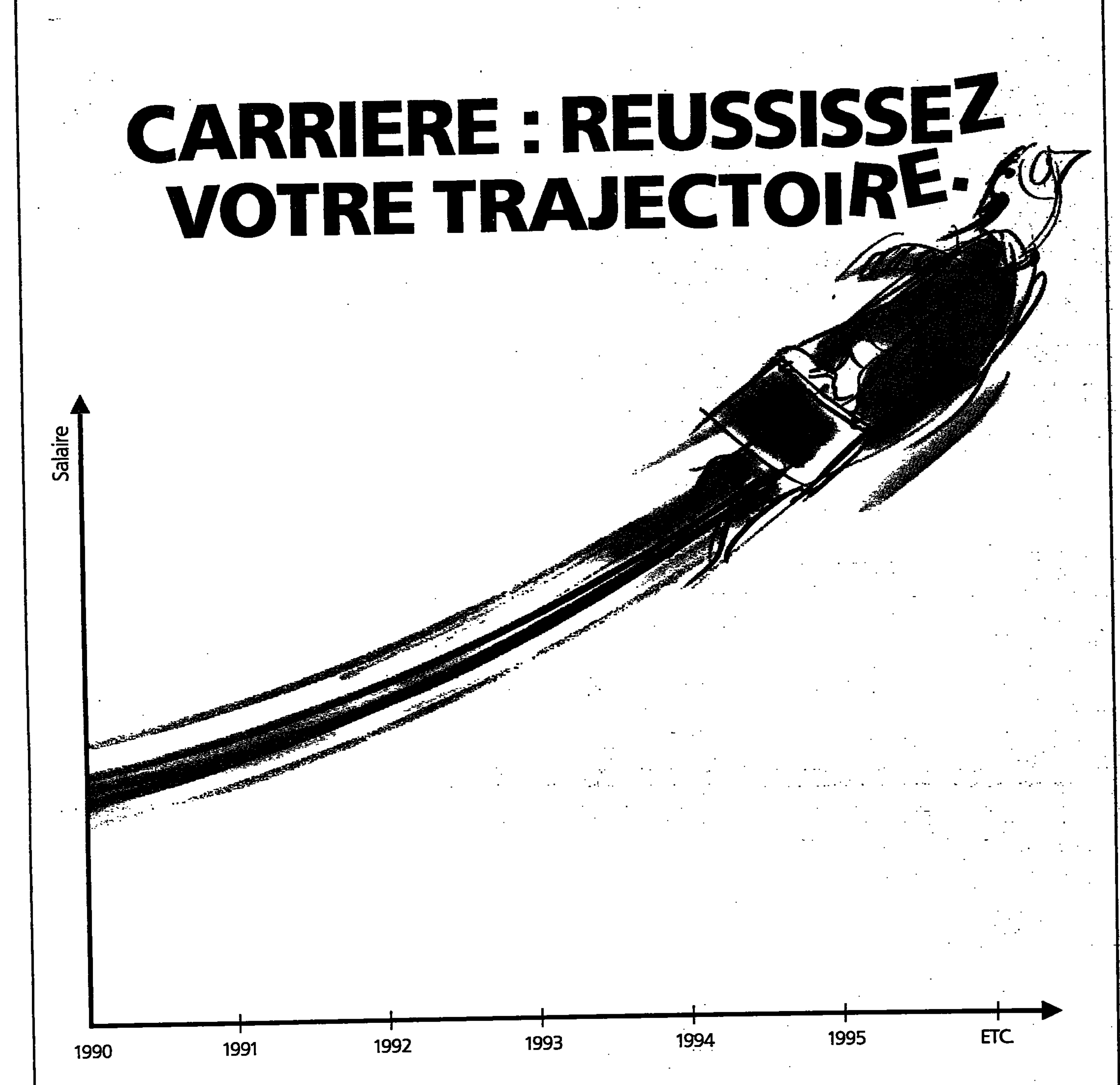
Toutefois, compte tenu des difficultés diagnostiques (la BSE peut être confondue avec la rage, *relativement fréquente* chez les bovins, la listériose ou *certaines intoxications animales*), les pouvoirs publics français ont décidé de renforcer le système de surveillance épidémiologique de manière, notamment, à mettre en œuvre les examens biologiques nécessaires pour infirmer ou confirmer les diagnostics de *BSE en cas de décès suspect. « Et si nous diagnostiquons des cas de BSE, bien évidemment, nous le dirons »,* précise Mme Maillot.

Compte tenu des importations effectuées – jusqu'à ces derniers mois – de farines britanniques potentiellement contaminées et aussi de la latence de la maladie (plusieurs années) des cas sporadiques, *voire un début d'épidémie,* en France ne peuvent être *totalement exclus dans les mois* et les années qui viennent.

On souligne, enfin, dans les milieux spécialisés, que, en toute hypothèse, la récente décision européenne d'autoriser sous contrôle les exportations de viande bovine britannique ne règle pas toutes les questions sanitaires. Puisque, *a priori*, les particules infectantes sont localisées dans les tissus nerveux de l'animal, la consommation de viande, tissus toujours innervés, pourrait, en théorie du moins, *présenter un risque.*

Il faut toutefois préciser que en l'état actuel des données épidémiologiques, aucune corrélation n'a pu être faite entre la consommation de viande d'animaux souffrant de pathologie nerveuse dégénérative et les affections similaires observées dans l'espèce humaine.

JEAN-YVES NAU

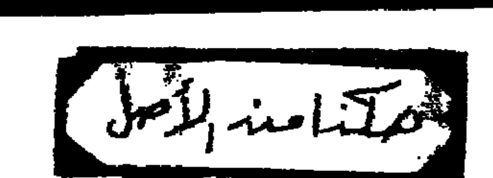


NUMÉRO SPÉCIAL
L'Expansion
1990
LE SALAIRE DES CADRES
VOTRE VALEUR EXACTE SUR LE MARCHÉ
LES 20 JOBS DE DEMAIN
CARRIÈRE: PRIORITÉ AU PLAISIR
GRAND CONCOURS: ÊTES-VOUS ARMÉ POUR L'AN 2000?

Cadres : comment bien gérer votre carrière ?
L'Expansion vous donne toutes les clés : comment optimiser votre niveau de salaire à long terme ? Quelles sont les fonctions aujourd'hui qui assurent les carrières de demain ? Quelles formations complémentaires devez-vous suivre pour mieux vous vendre ? Quels sont les risques et les opportunités de l'ouverture européenne ? Quelles sont les questions à vous poser en fonction de votre âge et de votre expérience ?

L'Expansion mène l'enquête : tous les salaires par fonction et par secteur, une radioscopie complète du marché des cadres, une analyse de l'offre des entreprises. L'Expansion Spécial Salaires des Cadres. Le numéro de référence pour réussir votre trajectoire, gagner plus et le plus longtemps possible. Concours : "Etes-vous armé pour l'an 2000 ?" Testez vos qualités de manager et gagnez l'un des 100 prix.
En vente aujourd'hui.

L'EXPANSION : LE PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS.



ÉCONOMIE

Le PS votant avec la majorité

Les sénateurs modifient les dispositions fiscales du projet de loi sur les PTT

Les sénateurs ont adopté, jeudi 7 juin, le projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications, présenté par M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace. La majorité sénatoriale et le groupe socialiste ont voté un texte substantiellement modifié, notamment sur ses dispositions fiscales. Seuls les sénateurs communistes se sont prononcés contre.

Les sénateurs ont vivement contesté, au cours de la séance de jeudi, les dispositions de la réforme des PTT touchant à la fiscalité locale, en présence du ministre délégué au budget, M. Michel Charasse. Les critiques ont été particulièrement vives sur les bancs des socialistes, qui ont surtout combattu la mesure prévoyant que le produit des impôts locaux (5 milliards de francs environ) irait dans les caisses de l'Etat, celui-ci ne voulant par voir diminuer ses recettes actuelles provenant du prélèvement.

Au ministre délégué, qui expliquait qu'il avait voulu assurer *« la neutralité économique et financière »* du projet, M. Henri Torre (RI, Ardèche), rapporteur pour avis de la commission des finances, a rétorqué que *« ce principe de neutralité ne découle d'aucun texte constitutionnel »*. *« C'est vous qui l'avez décidé »*, a-t-il affirmé. Les PTT ne payant pas, actuellement, d'impôts locaux, M. Charasse s'est défendu, comme il l'avait fait devant les députés, d'avoir procédé à une « confiscation ». *« Je ne vois pas comment on peut confisquer quelque chose à quelqu'un qui n'a rien »*, a-t-il ironisé. *« Sur le développement ultérieur, tout le monde trouvera son compte »*, a-t-il assuré, avec l'amendement des députés prévoyant le versement d'un *« préciput »* au fonds de péréquation de la taxe professionnelle.

Défense de la décentralisation

« Pourquoi faire supporter aux collectivités locales cette neutralité ? », s'est exclamé M. Louis Perrein (PS, Val-d'Oise). *« Vous nous imposez quelque chose que les sénateurs, dans leur ensemble, ne veulent pas. Qu'on ne nous assène pas dérogation après dérogation au droit commun »*, a-t-il protesté, avant d'ajouter, en direction du ministre délégué au budget : *« Vous êtes en train de vider cette loi, qui aurait été parfaite s'il n'y avait pas eu cette fiscalité locale. Le Sénat doit défendre les collectivités locales, quelles que soient les tendances autour de cette salle. »*

« Il faut que vous compreniez que la Haute Assemblée estime que c'est le droit commun qui doit s'appliquer », a renchéri M. René Régnault (PS, Côtes-d'Armor). *« Ne nous demandez pas de voter, aujourd'hui, un texte qui nous ferait revenir avant la loi de décentralisation. Il s'agit là d'un problème de principe, de société. Ne nous demandez pas de varier. Le principe de neutralité du Quai de Bercy a peu à voir avec une question de principe. C'est une question de gros sous »*, a assuré, pour sa part, M. Gérard Delfau (PS, Hérault).

« Je vous demande de comprendre que l'Etat ne peut pas sortir de cette question déshabillé. Vous imaginez bien qu'aucun gouvernement ne renoncera au prélèvement actuel recyclé sous une forme ou sous une autre », leur a répondu le ministre. Il n'a pas été entendu. Les sénateurs ont adopté, en effet, à l'unanimité – les communistes s'abstenant – un amendement de M. Torre, qui prévoit que le produit des impôts locaux acquittés par la Poste et les Télécommunications reviendra aux collectivités locales et que *« le produit des cotisations afférentes à ces impositions »* sera ajouté à la dotation globale de fonctionnement.

GILLES PARIS
et FRANÇOISE VAYSSE

EN BREF

□ **Préavis de grève des régulateurs du trafic aérien.** – Les vingt-deux régulateurs du trafic aérien du centre d'Athis-Mons, réunis dans un syndicat indépendant, le SIRTA, ont déposé un préavis de grève du jeudi 14 juin à 6 h 45 au vendredi 15 juin à 22h. Ils demandent des indemnités supplémentaires, de meilleures conditions de travail, des effectifs et une *« clarification »* de leur rôle . Des négociations vont s'ouvrir sur leurs revendications. Si elles ne débouchaient pas sur un accord, la grève des régulateurs perturberait sérieusement le trafic pendant les deux jours annoncés.

□ **Les salaires d'EDF-GDF évolueront en fonction de la croissance économique.**- Les syndicats CFDT, UNCM-CGC et CFTC ont décidé de signer l'accord salarial proposé pour 1990 par EDF-GDF. Celui-ci prévoit une revalorisation de 2,5 % sur l'année (1,5 % au 1er janvier et 1 % au 1er juin) ainsi qu'un réajustement salarial automatique si l'évolution du produit intérieur brut marchand dépasse 3 % et si certains objectifs de vente de gaz et d'électricité sont atteints. Dans un entretien accordé vendredi 8 juin aux *Echos*, M. Gérard Anjolras, directeur du personnel d'EDF-GDF estime que *« le complément de masse salariale oscillera entre 100 millions, soit 0,5 %, et 300 millions, le plafond fixé par l'accord »*.

□ **M. Michel Feneyrol, nouveau directeur du CNET.**- M. Michel Feneyrol a été nommé directeur du Centre national d'études des télécommunications (CNET) au cours du conseil des ministres du mercredi 6 juin. Ancien membre du cabinet de M. Louis Mexandeau, ministre des PTT de 1984 à 1986, M. Feneyrol est ingénieur général des télécommunications. Depuis 1987, il était chargé de la coordination des actions relatives à la réforme des PTT auprès du directeur de France Télécom.

INDUSTRIES

Dans l'informatique allemande

Nixdorf a perdu 20 % de son chiffre d'affaires

L'allemand Nixdorf, vedette déchue de l'informatique ouest-allemande, affiche une perte de 1 milliard de deutschemarks (1,069 milliard soit 3,6 milliards de francs) pour 1989, représentant 20 % de son chiffre d'affaires (5,26 milliards de deutschemarks) .

L'année précédente, l'entreprise avait affiché un bénéfice de 26 millions de deutschemarks, gonflé par des recettes exceptionnelles provenant de ventes d'actifs et d'immeubles. Cette perte, d'après le *Financial Times*, est l'une des plus importantes qu'ait connue une société ouest-allemande.

Les négociations sur les bas salaires

Suite de la page 21

Ce credo comporte toutefois un double risque : légitimer toutes les revendications salariales et mécontenter ceux qui ne sont pas considérés comme prioritaires, à commencer par les cadres.

A plus long terme, une amélioration des déroulements de carrière des bas et moyens salaires peut néanmoins constituer un facteur de modernisation des entreprises. Très en vogue, le discours sur les nouvelles formes de management oublie trop souvent que l'amélioration du niveau de formation et le renforcement de la motivation des salariés sont incompatibles avec le maintien d'une forte proportion de bas salaires. Alors que les employeurs déplorent un déficit de main-d'œuvre sur certains niveaux moyens de qualification, les grilles de classification sont parfois incapables de prendre en compte plusieurs compétences nouvelles.

Or comment amener un salarié à suivre une formation s'il ne peut prétendre à une réelle reconnaissance en terme de rémunération? Si le maintien d'une certaine modération salariale a effectivement contribué à créer des emplois, l'élévation du niveau général de formation est, lui aussi, facteur d'embauches.

J.-M. NORMAND

FINANCES

Un plan de sauvetage monté par la BNP

La Banque de l'Afrique de l'Ouest sera mise en liquidation

L'affaire de la BIAO (Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest) devrait connaître son épilogue le 14 juin prochain. C'est à cette date qu'une assemblée générale a été convoquée avec, à l'ordre du jour, la nomination d'un liquidateur amiable.

Une assemblée générale des actionnaires de la BIAO SA devrait approuver le 14 juin prochain à la majorité absolue (la BNP est actionnaire à 51 %) la nomination d'un liquidateur amiable. Ce dernier s'enquerra alors d'un éventuel repreneur de la holding BIAO SA, laquelle est actionnaire majoritaire de la holding Afritrust international, de ses dix-sept filiales africaines ainsi que des agences de la BIAO installées à Hambourg, Monte- Carlo, Londres, New-York et en Corse.

A moins que M. Alassane Ouattara, gouverneur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, qui est attendu à Paris pour la préparation du sommet africain, du 19 au 21 juin prochain, n'ait mis au point un tour de table de table définitif capable de reprendre l'ensemble, la BNP appliquera un plan de sauvetage sélectif. Ce qui signifie que la BIAO SA et ses trois plus grosses filiales africaines (Cameroun, Sénégal et Côte-d'Ivoire, qui représentent 55 % de l'actif BIAO) seront liquidées ou livrées au bon plaisir des gouvernements locaux, que les autres filiales africaines seront reprises et fusionnées dans le réseau africain de la BNP (les banques BICI), que les agences d'Europe et d'Amérique du Nord finiront sans doute par intéresser un repreneur tiers.

Les ennuis de la BNP avec cette banque africaine ont commencé quand les pouvoirs publics lui ont demandé d'en prendre le contrôle. Présente depuis plus d'un siècle sur le sol africain, la BIAO jouait un rôle financier non négligeable dans dix-sept pays, sans parler de l'influence politique que le réseau permettait à la France d'exercer.

Quant aux gouvernements africains, souvent actionnaires de la filiale installée dans leur pays, ils y ont trouvé leur compte puisque la BIAO a servi à financer des secteurs publics souvent déficitaires autant qu'à employer des fidèles du régime en place. Si on ajoute à cela une politique de diversification aventureuse en Amérique latine et en Europe de l'Est, les pertes (385 millions de francs en 1988, 589 millions en 1989) et les fonds propres négatifs (environ 400 millions de francs) s'expliquent aisément.

Malgré l'aplanissement de la situation financière, la BNP se débat encore aujourd'hui avec les trois cent soixante-dix salariés grévistes de la BIAO SA. Le plan social de reclassement et d'indemnisation qui a été proposé a été refusé et la grève continue.

YVES MAMOU

Le Monde AUTOMOBILE

ALPINE

A310 V6, mars 77, noir mét. verni, int. noir neuf recondit. en 90, pot Devil, jtes PLS, alarme, kit groupe 4, 25 000 km compt. 80 000 F. OMASSON 60-15-07-10, bur. 69-25-16-11, dom.

ALFA ROMEO

75 1,8 TURBO AMERICA, fév. 88, gris mét., int. gris, jantes alu, alarme, tatouage, 2 pns neufs, radio K7, 51 800 km. 73 000 F. SEVERIN 47-02-89-32, bur. 30-51-28-97, 20 h

COUPÉ SPRINT 1,7 QUAD VERD, sep. 88, m. 89, noir, int. gris noir, pré-équi. radio, 34 800 km. 60 000 F. RICHARD 47-95-61-55, bur. 30-30-57-32, 19 h

AUDI

AUDI V8, mod. 90, garantie constructeur 2 ans. 2 500 km. 325 000 F. 46-77-22-33

80 1,8 E CONFORT, juil 88, m. 89, gris mét., int. gris, radio K7, ant. élect., pr. m., 47 600 km. 73 000 F. BUON 60-19-71-37, bur. 69-42-39-26, dom.

80 1,8 CONFORT, nov. 87, m. 88, bleu mér., int. marron gris, gl. teint. et rétro dégivr. élect., pr. m., 34 000 km. 70 000 F. EXPOSITO 46-37-99-20, bur. 39-82-17-78, dom.

BMW

730 I, mai 90, lazor mét. verni, int. cuir noir, fms ABS, ordi. bord, climat., jtes alu., pr. m., 4 500 km. 280 000 F. PERRET 69-20-76-08, bur.

730 I AUTO., mars 90, gris mét. verni, int. cuir noir, fms ABS, clim. autom., jtes alu., rad., tab. bois, pr. m., 6 000 km. 285 000 F. JOFFARD 56-00-20-20, p. 49-04 (prov.)

520 I, août 89, mod. 90, dauphin mét. verni, int. anthr., alarme, ferm. et gl. teint. élect., fms ABS, mini chaîne, plip, pr. m., 9 500 km. 154 000 F LE NESTOUR 39-19-38-10, bur. 39-75-11-10, dom.

COUPÉ 630 CS, sep. 78, noir mét. verni, int. cuir marine, direct. assist. gl. et ferm. élect., alarme, 64 000 km. 80 000 F. TAPRO 47-73-72-77, bur. 49-08-05-45, dom.

525 I, oct. 85, mod. 86, gris mét., verni, int. bleu, jantes alu., radio, gl. élect., alarme, 115 000 km. 60 000 F. PARRENIN 42-83-05-88, bur. 69-28-52-19, 20 h

325 I 2P, Déc. 85, m. 86, anthr. mét., pré-équ. radio et tél., 85 600 km. 72 000 F. BRUNAUD 54-24-10-39, bur. 54-37-97-91, ap. 20 h (prov.)

CITROEN

BX LEADER DIESEL, juin 87, gris verni, int. gris, radio, boîte 5, ap.-tête, pr. m., 65 000 km. 59 000 F. TASTET 69-25-23-10, jour.

BX 14TE, mai 89, rouge furio, pr. m., 7 000 km. 58 000 F. GRESSIER 42-96-93-18, bur. 48-48-79-74, ap. 19 h 30.

BUICK

CENTURY, fév. 83, vert mét. verni, int.velours, gl. et sièges élect., climat., cruise control. 70 000 km. 80 000 F. TRUMP 34-22-15-02, bur.

CHEVROLET

CHEVROLET CAMARO 89, série lim., TTS, opt., rge, toit amov., occ. unique, 9 000 km. 220 000 F négociable. 47-55-92-32, ap. 20 h

FERRARI

MONDIAL QUATROVALVOLE, sept. 84, mod. 85, rouge. int. beige, TO, radio, embr. et distrib. neufs, 62 000 km. 390 000 F. KHAROUBI 48-34-97-57, bur. 45-97-21-25, ap. 20 h

FIAT

UNO DIESEL TURBO 3P, sep. 89, m. 90, blc, int. écoss., rét. dr., pré-équ. rad., pr. m., 10 500 km. 58 000 F. BACLET 43-42-41-41, bur. 45-06-73-91, 20 h

CROMA DIESEL TURBO, janv. 88, marine verni, int. bleu/gris, direct. assist., gl. teint. et ferm. élect., pr. m. 67 000 km. 66 000 F. DEVERLY 45-93-72-02, bur. 26-88-21-05, dom. (prov.)

FORD

SCORPIO 2,0 GLX, août 88, m. 89, or pâle mét. verni, int. marron, rad. K7, becquet, tatouage, TO, jtes alu, gar. long. durée, 41 000 km. 69 000 F. MONTIGNY 45-76-27-77, dom.

ESCORT XR3 I, mars 89, blc, int. velours gris, garantie longue durée, pré-équip. radio, jantes alu, tatouage, pr. m., 18 000 km. 68 000 F METIVIER 47-52-55-74, bur. 39-57-25-08, 16-20 h 30.

SIERRA 2.0GT 4P, juil. 89, m. 90, gris mét., int. bleu, TO, gl. teint., radio K7, tatouage. 21 000 km. 69 000 F SAUSSOL 45-47-73-55, bur. 30-53-24-85, ap. 19 h

SCORPIO 2.4I GL, déc. 87, m. 88, bleu mét. int. gris, TO. freins ABS, radio, alarme, tél., pr. m., 47 500 km. 69 000 F. PANOZZO, 39-65-26-26, 7 h 30-19 h. 39-79-12-11, soir.

HONDA

CIVIC 1,4 GL 16S, juil. 89, m. 90, blc, int gris, radio, alarme, gl. teint., volant régl. 24 000 km. 70 000 F DUBOIS 64-33-11-40, p. 157 64-30-45-60, ap. 20 h

CIVIC 1.6 I 16S, juil. 89, m. 89, gris mét. verni, int. gris, gl. élect., radio K7. pr. m., 56 000 km. 65 000 F HAUVETTE 43-70-29-90, bur.

LANCIA

DELTA HF INTEGRALE 16S, Août 89, m. 90, rge mét. verni int. noir, pns larges, pr. m., 8 000 km. 170 000 F. ROMATIER (16) 72-27-14-72 bur. (prov.)

DELTA 1,6 GT IE, juil. 88, m. 89, bord. mét. verni, int. gris, rétro droit, gl. teint. élect., ferm. élect., int. récaro en alcantara. 21 000 km. 61 000 F. TOLOTTO 40-24-13-48, bur. 43-37-41-62, dom. (prov.)

DELTA DS DIESEL TURBO, août 88, gris mét., al., rad., pr. m., 68 000 km. 62 000 F. LEGRAND 20-05-62-81, bur. 20-57-24-58, ap. 20 h (prov.)

PRISMA E 2,0 DIESEL, juil. 88, m. 89, blc int. bleu, ferm. et gl. teint. élec., pr. m., 43 000 km. 62 000 F. ALBERT (16) 81-57-14-63, bur. (16) 81-68-02-12 ap. 18 h (prov.)

DELTA HF TURBO nov. 87, m. 88, turq. mét. verni, int. alcantara, sièges récaro, ferm. et gl. élect., pré-équ. radio, tat., alar. 57 000 km. 60 000 F. PORCHEROT 40-14-75-37, bur. 39-76-79-86, dom.

MASERATI

430 AUTOM., fév. 90, gris foncé mét. verni, int. cuir gris clair, climat. radio, pré-équ. tél., sièges élect. alarme, ferm. élect. garantie longue durée, pr. m., 9 200 km, 290 000 F. 61-31-81-31, bur. (prov.)

MITSUBISHI

SPACE WAGON, fév. 88, blc, int. velours, radio, 79 000 km, PLACIER 46-37-32-00, bur. 43-58-54-41, dom.

MITSUBISHI GALANT 2000 ROYAL 1986. 50 000 km, climat., vert foncé mét., 4 vitesse auto. Prix : 49 950 F Tél. : 40-66-76-88, bur.

MERCEDES

280 S AUTOM., janv. 77, marron vern, int. beige, équip. gaz GPL, dir. assist. ferm. élect., écr. antivol., coupe cir., ant. élect., radio K7, mot. refait 15 000 km. 200 000 km. 55 000 F FEUVRIER 34-62-19-02, dom.

300 DIESEL, avr. 82, gris mét. verni, int. bleu, alarme, radio K7, 194 000 km compt. 50 000 F. LAUDICINA 47-54-25-84, bur. 48-81-51-57, ap. 19 h

240 DIESEL, fév. 83, gris, int. noir, radio, injec. neuve, gar. longue durée, 180 432 km. 60 000 F CHAMBARAUD 46-03-42-02, dom.

200, sep. 83, mod. 84, gris mét., verni, int. gris, direct. assist., TO, électr., fms ABS, boîte 5, susp. hydraulique, ferm. élec., 117 000 km. 59 000 F. KOUHANA 47-93-76-00, dom.

190 E, juil. 83, mod. 84, bleu roy, int. bleu, TO, gl. teint. 132 000 km. 60 000 F. LECOUTEUX 42-83-27-13, dom.

COUPÉ 380 SEC AUTOM., juin 83, anthr. mét. verni, int. cuir havane, climat., sièges élect., jtes alu., alarme, radio K7, 80 200 km. 245 000 F AKRICHE 34-19-55-99, 11-16 h 30. 34-29-15-76, 8-23 h 45.

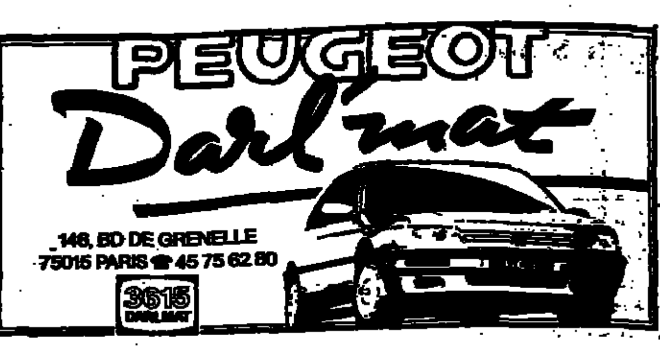
280 SE AUTOM., oct. 88, marron mét., int. bleu/vert, alarme, gl. teint., pns larges. 178 000 km compt. 66 000 F. DARCEL 30-35-87-14, bur. 30-35-46-93, ap. 19 h 30

190 E, fév. 85, blc, int. noir, gl. teint. élect. direct. assit., alarme, rétro droit élect., radio, pns neufs, 96 800 km. 69 000 F. LOPIN 42-77-87-75, bur. 42-72-09-04, dom., ap. 18 h

280 SE AUTOM., mars 80, blc verni, int. bleu, gl. teint. électr. temporisat. jtes alu, pré-équ. tél. : rétro droit, mot. 30 000 km. 172 000 km. Valeur 120 000 F, vendu 70 000 F. KERASNEL 34-86-49-07, perm.

NISSAN

MICRA 1.2, juill. 89, bleu marine mét., int gri, radio K7, gl. teint., essuie gl. AR., pr. m., 17 000 km. 50 000 F BENETEAU 48-93-86-78, bur. 47-58-46-54, ap. 20 h



OPEL

KADETT I 2,0 GSI 3P, juil. 88, m. 89, blc, int. gris, direct. assist., AB, gl. élect., alarme, gl. tatouées, radio, pr. m., 34 000 km. 65 000 F. PICHENE 30-54-83-77, bur. 30-45-29-29, ap. 18 h

KADETT GSI 3P, sept. 88, rouge, int. gris, alarme, tat., 24 000 km. 65 000 F. CAZAL 60-91-20-22, bur. 60-77-56-11, ap. 20 h

OMEGA I 2,0 GLS, mars 88, gris dauphin mét. verni, int. vel. marron, dir. assist. fms ABS, rétro élect., dégivr., gl. teint. électr. ferm. électr. radio K7. 83 500 km. 66 000 F DEROUET 40-11-89-89, bur. 47-90-42-88, dom.

PEUGEOT

205 GTI 130 ch, juil. 88, m. 89, rouge mét. verni, int. noir, TO, rétro droit, gl. et ferm. élect., pns neufs. 35 000 km. 67 500 F. PITOT 45-21-48-31, bur.

604 STI 1983 ttes options, 86 600 km Air conditionné, pneus, amortisseurs, échapp. neufs, couleur beige. 30 000 F Tél. : 46-66-70-98

405 GL 1,6, nov. 89, m. 90, blc, int. bleu, pr. m., 6 000 km. Non-fumeur, 88 000 F VISSE 49-05-28-18, bur. 43-76-12-72, dom.

PORSCHE

Vds PORSCHE CARRERA 04-89, rouge, int. cuir, clim., pr. m., excel. état. 420 000 F. Sté ORCA (1) 40-70-92-04. M. COLOMES

PORSCHE 928 S4, aut. 88, int. cuir, vert roche, clim. mini-chaîne, excel. état. 320 000 F. Sté ORCA (1) 40-70-92-04, M. COLOMES

944 TURBO, août 87, vert mét., int. cuir, TO élect. 31 000 km. 43-33-24-76

RENAULT

SUPER 5 GT TURBO, 1986, blc., int. gris, TO, alarme, tatouage, gl. teint. élect. pré-équipt. radio, échap. neuf, 48 000 km. 37 000 F WERBROUCK 45-78-79-50, bur. 47-85-84-01, dom.

A VENDRE RENAULT 21 21 LABS TURBO 33 000 km, grise, 90 000 F, impeccable. 48-21-09-25

R19 TXE 5P, mai 89, argent mét. verni, int. velours cendre, pack 1, pack ergo, gl. teint., rétro droit, essuie gl. AR, sièges AR rabat. séparés. 8 000 km. 66 500 F THILLET 42-03-69-38, bur.

VOLVO

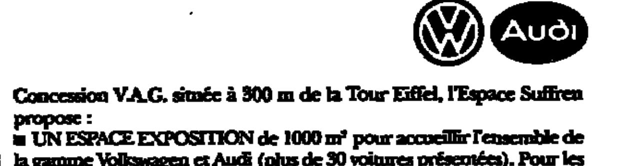
740 GLE DIESEL TURBO, jan. 85, blanc, int., velours bleu. TO, ant. élect., direct. assist. gl. teint., sièges chauf., pr. m., 192 000 km. 65 000 F KERLEAU 48-26-43-70, p. 40











LE NOUVEAU RENDEZ-VOUS DE L'AUTOMOBILE
Le Monde

« SPÉCIAL PARTICULIERS »
2 × 3 lignes = 450 F TTC
2 × 5 lignes = 600 F TTC

Je remplis cette grille et la renvoie accompagnée de mon règlement : chèque ou CCP libellé à l'ordre du Monde Publicité, service MKD, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris, avant le lundi 12 heures précédant la première parution.

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

12e arrdt

PRIX INTÉRESSANT
ST-MANDÉ
Mo St-Mandé-Tourelle. Bon imm., tt cft, 4e ét., gd liv., 3 chbres, entrée, cuis., bains, soleil, 100 m². 16, rue Amiral-Courbet. Samedi-dimanche, 14 h-17 h.

9, RUE NICOLAI
Imm. ravalé, gd 2 p., rue et cour, gde cuisine, bain. 895 000 F. S/place vendredi, 17 h-19 h et samedi 10 h-13 h.

16e arrdt

Mo JASMIN
Imm. pierre de t., tt cft, liv. dble, 4 chbres, cuis., 2 bains, 156 m² + service. 15, rue de l'YVETTE. Samedi-dimanche 14 h-17 h.

18e arrdt

12, RUE DE L'ABREUVOIR
Maisonnette vue s/jard., séj., 2 chbres, 2 bains, cuis. équipée. 2 500 000 F. Samedi de 14 h à 17 h.

appartements achats

RECH. URGENT 110 à 140 m² PARIS préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e. PAIE COMPTANT. Tél. : (1) 48-73-35-43.

locations non meublées demandes

Paris

Journaliste au « Monde » recherche appartement 4 pièces-cuisine à Paris, préf. pour 15e et 14e. Loyer modéré. Tél. : (16) 78-42-30-60.

maisons de campagne

Bretagne centre

Agréable maison en bord de rivière. Rénovée. Idéale vacances. URGENT. Tél. : (16) 98-29-00-39.

maisons individuelles

FONTENAY-AUX-ROSES (92) PRÈS RER, 180 m² sur terrain paysagé 500 m². TERRASSES, GARAGE. Prix 3 100 000 F. 46-60-49-49.

BOURG-LA-REINE
LAKANAL tout près château de Sceaux, maison de caractère, 175 m² habitables, garage, 697 m² de terrain. 4 890 000 F. EFIMO 46-60-45-96.

châteaux

MAYENNE (53)
17 p., pft état, fin XIXe s., hab., cheminées rares, parc 11 ha clos de murs, écuries. 4,5 MF. Tél. : 99-30-82-31.

viagers

Libre sous 2 ans Courbevoie/Asnières, imm. récent, beau 3 p., soleil, park., cave, fme 74 ans. 550 000 F + 10 000 F. Viagers Cruz 42-66-19-00.

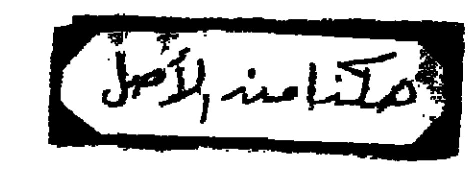
bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Constitution de sociétés et tous services. 43-55-17-50.

Domiciliation bureaux, télécopie, télex
AGECO 42-94-95-28.

AGENDA IMMOBILIER



ASSOCIATIONS

Appel

Pour améliorer la prise en charge d'enfants opérés, médecin recherche tous témoignages de personnes ayant subi dans l'enfance une opération des amygdales ou des végétations. Dr COHEN-SALMON, Hôpital Trousseau, 75012. Tél. : 43-46-13-90 poste 3565 Dom. 146, bd Magenta, 75010. Tél. : 48-78-03-68 le soir.

Un nouveau regard sur la Vie « ACTU-MENSUEL » juin 90 édition spéciale XVIe arrondissement. GÉRARD LEBAN, adjoint au maire de Paris et du XVIe, nous parle des habitants de ce quartier. MARYEM-ROYER, rédacteur en chef, a interviewé des habitants du XVIe dont PAUL GUTH écrivain. L'histoire de Passy par M. ALBARET... Le dernier livre d'Henri d'Orléans... Le dernier livre de ROBERT SABATIER de l'Académie Goncourt... Le Festival de juin dans le XVIe et autres. Dans un autre domaine, PIERRE BEBENI vous présente le peintre MARTINI-LAVANTURE : « Il s'agit de l'esprit humain qui offre ses richesses, son étendue, ses variétés, pour atteindre une méditation qui est la clarté et l'œdipe de notre âme... » ACTU-MENSUEL 83, rue Chardon-Lagache 75016 Paris. ABONNEMENTS France-Étranger. Tél. : 45-24-25-90.

Session et stages

6 STAGES DIVERS D'ART DRAMATIQUE pendant le Festival du Jeune Théâtre d'Alès, du 17 au 27 juillet, animés par des professionnels reconnus : Hélène AVICE, Stéphane BRAUNSCHWEIG, François DEBARY, Hervé LUC, Jean-Pierre ROSSFELDER, Pascal SCHULLER. A.T.P., CENTRE CULTUREL, 30100 ALÈS. T. : 66-52-56-81.

COURS D'ARABE
INTENSIFS/EXT. JUIN à SEPT. AFAC 42-72-20-88.

LES ATELIERS D'ÉCRITURE ELISABETH BING
Week-end init. : 16-17 juin. STAGES niv. I : 2-7 juil. STAGES RECIT : 8-13 juil. 5, rue du Pont-de-Lodi, 75006 PARIS. Tél. : 46-34-11-65. (Cf. MONDE EDUC., sept. 89.)

Le centre artistique de Calvisson, fondé en 1975, offre en Provence des stages de peinture tous niveaux, pension complète en chambre particulière de une belle demeure du 16e siècle. Documentation gratuite. Atelier Calvisson. 30420 CALVISSON. Tél. : 66-01-23-61.

- Prix de la ligne 44 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).
- Joindre une photocopie de déclaration au J.O.
- Chèque libellé à l'ordre du Monde Publicité, et adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour parution du vendredi daté samedi au Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

L'AGENDA

Bateaux

Part. vd ROCCA « Cobra » 5 m Sea Drive, moteur OMC 120 ch, armement complet, échelle, skis nautiques, moteur secours Evinrude 9,9 ch, remorque 1 200 kg Rocca. Px : 80 000 F. Tél. : (16) 23-62-30-57.

Cours

Recherche professeur de français, de préférence retraité, habitant Paris si possible, pour mise à niveau. Tél. : 45-66-96-73 à partir de 20 h.

150 heures/semaine, 10 h de cours d'anglais, logement et repas. Ecole de langues agréée, petits groupes, max. 10 élèves par cours. 18 ans +, cadre agréable, ambiance sympa, maison campagnarde, jardins, au cœur de l'Angleterre dans le Shropshire. Tennis, golf, équitation. Aussi cours pour enfants. The Prince-Phillmore School, Culmington House, Culmington, Ludlow, Shropshire SY8 2DB. T. (19) 44-584-73207.

Stages

IRLANDE
Du 18/07 au 01/08

Laissez partager à vos enfants (8-16 ans) la vie traditionnelle d'une famille sélectionnée. Cours et activités multiples. Prise en charge en France et assistance permanente pendant le séjour.

Tél. : 45-74-11-57.

Peinture

ARTISTE
Peint vos paysages préférés sur simple envoi de votre part de photographies. Si vous êtes intéressé, écrire à : A. Corbeni, 13, rue Sainte-Anne, 78000 Versailles.

Vidéo

V.O. ONLY
Spécialiste du vidéodisc en v.o. à Paris. Ouvert ts les jours. 25, bd de la Somme, 75017. Tél. : 42-67-76-27 ou 42-67-76-17.

Vacances Tourisme Loisirs

PÉLOPONNÈSE
Loue maison avec jardin sur mer, poss. 2 familles. Tél. matin : 45-44-21-97.

DRISCOLL HOUSE-HOTEL 200 chambres simples 110 £ par semaine Rens. : 172 New Kent Road LONDON SE 1 4YT-GB (19) 44-71-703-4175

SETE, sur la Corniche, 2 P., loggia + terrasse 35 m², vue mer, dans résidence. AOUT Tél. : 68-01-08-05

OFFRES D'EMPLOIS

Lycée, collège, 14 mn gare de l'Est, recherche
PROFESSEURS CERTIFIÉS OU AGRÉGÉS, EXP.
Plein temps : histoire/géo., biologie. Mi-temps : éco., math, physique. Envoyer C.V., 67, bd du Midi, 93340 Le Raincy. Tél. : 43-02-41-29 HB.

TRADUCTEURS
TECHNIQUES de français et Anglais — Expérience en électronique — CV à BIAT 71, rue Fondary, PARIS-15e.

Les Verts (pti écologiste) recherchent
ATTACHÉ(E) DE PRESSE CONFIRMÉ(E)
Env. C.V. et prétentions au Secrétariat National des Verts 19, r. Titon 75011 Paris

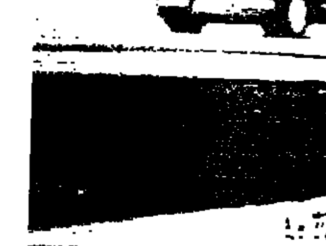
secretaires

GALERIE D'ART (8e) rech.
SECRÉTAIRE
Parfaitement bilingue anglais. Tél. : 42-89-14-18.

DEMANDES D'EMPLOIS

DESSINATRICE DIPLOMÉE
architecture intérieure ESAM cherche emploi 42-08-97-40 (soir)





GROUPE **TOTAL**

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 5 JUIN 1990

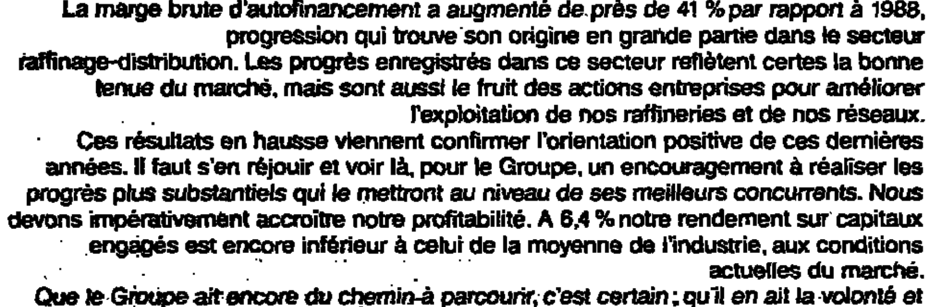
Réunie le 5 juin 1990, sous la présidence de M. Serge Tchuruk, Président-Directeur Général, l'Assemblée Générale Ordinaire de TOTAL CFP a adopté toutes les résolutions qui lui étaient proposées. Les comptes de l'exercice 1989 ont été approuvés, de même que la mise en paiement, le 18 juin 1990, d'un dividende net de 20 F par action, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 10 F par action. 702 actionnaires totalisant 20.757.602 actions se sont exprimés.

L'Assemblée Générale Extraordinaire qui s'est tenue à l'issue de l'A.G.O. a voté les neuf premières résolutions qui lui ont été soumises. En ce qui concerne la 10ᵉ résolution, l'Etat français ne pouvait pas, en tant qu'actionnaire, prendre part au vote de cette résolution qui avait pour objet l'émission des TSDIRA dont la souscription lui est réservée et l'adoption des modifications statutaires concernant sa participation dans le capital de TOTAL Compagnie Française des Pétroles. Le quorum particulier à cette résolution, soit 50 % des seules actions pouvant prendre part au vote, c'est-à-dire 12.028.667 actions, n'ayant pas été atteint, la 10ᵉ résolution n'a pu être soumise au vote de l'assemblée. Cette résolution nécessite en conséquence la réunion d'une deuxième assemblée qui se tiendra le mercredi 13 juin 1990 à 11 heures au siège social de TOTAL CFP, 5 rue Michel-Ange, 75016 Paris.

Allocution du Président Serge TCHURUK

"Madame, Monsieur et cher Actionnaire,

Les résultats de votre Groupe pour l'exercice 1989, tels que vous avez pu les analyser *dans les documents qui vous ont été remis, expriment le bon niveau d'activité du* Groupe dans une conjoncture mondiale améliorée.



Le chiffre d'affaires a ainsi progressé de 30 % grâce notamment au renforcement des ventes de pétrole brut à la fois en volume et en prix.

La marge brute d'autofinancement a augmenté de près de 41 % par rapport à 1988, progression qui trouve son origine en grande partie dans le secteur raffinage-distribution. Les progrès enregistrés dans ce secteur reflètent certes la bonne *tenue du marché*, mais sont *aussi le* fruit des actions entreprises pour améliorer l'exploitation de nos raffineries et de nos réseaux.

Ces résultats en hausse viennent confirmer l'orientation positive de ces dernières années. Il faut s'en réjouir et voir là, pour le Groupe, un encouragement à réaliser les progrès *plus substantiels qui le mettront au niveau de ses meilleurs concurrents.* Nous devons impérativement accroître notre profitabilité. A 6,4 % notre rendement sur capitaux engagés est encore inférieur à celui de la moyenne de l'industrie, aux conditions actuelles du marché.

Que le Groupe ait encore du chemin à parcourir, c'est certain ; qu'il en ait la volonté et les moyens, c'est également certain. Mon prédécesseur, M. François-Xavier Ortoli, a engagé le travail de fond nécessaire à son redéploiement. Au moment où il me revient de prendre le relais pour conduire TOTAL vers un avenir à la mesure de son potentiel de succès, je suis *heureux et fier d'affirmer ma grande confiance. Le Groupe* dispose en effet d'atouts bien adaptés à ce que sera l'environnement de notre industrie dans la décennie qui s'ouvre.

Ainsi dans le domaine de l'exploration-production, les réserves d'hydrocarbures prouvées de TOTAL, hors Moyen-Orient, se sont encore accrues en 1989 de près de 10 %, comme il en a été en moyenne chaque année depuis 1985. Ce taux est l'un *des meilleurs de la profession.*

Les réserves prouvées de gaz naturel possédées par le Groupe atteignent maintenant 160 milliards de mètres cubes, soit 70 % de ses réserves globales d'hydrocarbures hors *Moyen-Orient. TOTAL est, proportionnellement, l'un des* groupes mondiaux les plus engagés dans le gaz, l'énergie du futur. Alors que l'on peut prévoir un raffermissement relatif du prix du gaz à l'avenir, particulièrement aux Etats-Unis, la part *prépondérante de cette énergie dans nos actifs miniers est un* atout dont l'importance ira croissant.

Au Moyen-Orient, le Groupe détient l'accès à 400 millions de tonnes de *réserves d'huile, l'un des chiffres les plus élevés de* l'industrie mondiale. Dans une région appelée à redevenir la clef de l'approvisionnement pétrolier mondial, il bénéficie ainsi de fortes positions.

ELEMENTS FINANCIERS CONSOLIDES		
(millions de F)	1988	1989
Chiffre d'affaires *(hors taxes)*	83 290	107 894
Résultat net (part du groupe)	1 479	2 206
Marge brute d'autofinancement	7 153	10 070
Investissements bruts	14 352	8 692
PAR ACTION (en francs)		
Résultat	41	61
Dividende *(y compris avoir fiscal)*	30	30

Dans le secteur raffinage-distribution, le progrès sensible enregistré en 1989 reflète l'amélioration structurelle de notre outil industriel et commercial. TOTAL se distingue par une capacité importante dans le raffinage, le huitième au plan mondial, et par une présence de qualité dans la distribution *sur plusieurs continents*, notamment aux Etats-Unis.

Pour 1990, les premiers mois de l'année font apparaître une amélioration des résultats amont tandis que les marges aval continuent dans l'ensemble à être satisfaisantes. *Toutefois, il serait présomptueux de notre part de vouloir en tirer une estimation* valable pour l'année entière compte tenu de l'extrême variabilité des principaux paramètres qui influent sur nos résultats.

Je préférerai pour ma part revenir sur les premiers mois de 1990, qui ont été riches en événements pour le Groupe. L'action entreprise a porté sur trois axes : relance de l'investissement, recherche de l'efficacité maximum par une réorganisation de l'entreprise, déploiement des activités du Groupe vers la chimie.

Les investissements entrepris concernent notamment le secteur de la mer du Nord et le raffinage européen, qui figurent parmi les points forts du Groupe.

En exploration-production, l'acquisition des actifs pétroliers et gaziers d'Unocal en mer du Nord norvégienne, pour un montant de l'ordre de 1,9 milliard de francs, représente *une augmentation de plus d'un tiers des réserves* prouvées d'hydrocarbures de TOTAL en Norvège. Par ailleurs, l'intention du Groupe est de développer un nouveau champ dans le secteur britannique nécessitant pour TOTAL un investissement de l'ordre de 1 milliard de francs. *A la réalisation du projet, le gaz de Caister alimentera une nouvelle* centrale électrique construite par National Power. Cet accord constitue une étape significative de la stratégie commerciale du Groupe dans le domaine du gaz. Ces deux importants investissements viennent compléter l'annonce de plusieurs découvertes prometteuses depuis le début de l'année en Syrie, en *Indonésie et en mer du Nord britannique.*

Dans le secteur raffinage-distribution, les raffineries du Groupe font l'objet en 1990 d'un vaste programme d'investissements pour près d'un milliard de francs, orientés notamment vers le développement d'essence sans plomb de haute qualité, confortant *ainsi les bonnes positions de TOTAL dans ce secteur.*

J'en viens maintenant à un second volet de l'action entreprise depuis le début de l'année qui concerne l'organisation du Groupe.

Pour mieux appréhender l'évolution de l'environnement mondial, les activités de votre Groupe ont été, début mars, structurées internationalement en six centres de profit, responsables devant la Direction Générale de leur résultat mondial (TOTAL Exploration-Production, TOTAL Raffinage-Distribution, TOTAL Trading Moyen-Orient, *TOTAL Chimie-Parachimie, TOTAL Mines Nucléaire, Omnium Financier de Paris). Cette* organisation reflète notamment la volonté du Groupe de pleinement valoriser les deux atouts que sont sa forte position au Moyen-Orient et sa place mondiale dans les activités de raffinage-distribution.

A cette égard, la nouvelle Direction Trading Moyen-Orient marque le caractère fondamental des activités du Groupe au Moyen-Orient ainsi que leur articulation naturelle avec l'activité trading. Elle permettra au Groupe de tirer le meilleur parti des synergies existantes à travers le renforcement de sa présence, déjà significative, dans le grand commerce international du brut et des produits pétroliers, ainsi que du gaz naturel et des gaz de pétrole liquéfiés ; à travers aussi le développement de partenariats innovateurs avec des pays producteurs d'hydrocarbures – Moyen-Orient, Algérie... – *où le Groupe a su maintenir de fortes traditions.*

Dans le raffinage-distribution, le Groupe est organisé désormais, au-delà de l'organigramme juridique des filiales, en trois entités géographiques : TOTAL Raffinage-Distribution *Europe gérera de façon intégrée l'approvisionnement et* l'exploitation des cinq raffineries françaises, anglaises et hollandaise. TOTAL Raffinage-Distribution International regroupera les activités du Groupe aux USA et les domaines *de valeur ajoutée forte dans l'aval pétrolier et la pétrochimie* dont le développement international sera accéléré. TOTAL Raffinage-Distribution Outre-mer pour sa part, conserve sa vocation actuelle avec notamment la présence forte du Groupe sur le continent africain.

Le premier semestre 1990 verra également se concrétiser l'acquisition d'une partie des actifs d'Orkem. Celle-ci fait l'objet *d'un financement selon des modalités sur lesquelles vous* allez être amenés à vous prononcer. Les principes de cette opération sont les suivants : au plan industriel, constitution d'un pôle chimique cohérent et de dimension internationale opérant *dans la chimie de spécialités, à savoir les résines, encres, peintures et adhésifs* qui viennent compléter la parachimie développée par Hutchinson au sein du Groupe depuis plusieurs années. Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe dans la chimie passera ainsi *après cette acquisition à 20 milliards de francs en année pleine, assurant son* déploiement dans un secteur de la chimie peu soumis aux variations cycliques, à haute valeur ajoutée et en forte croissance. Le nouvel ensemble employant 23 000 personnes bénéficie d'implantations mondiales (Europe, USA, Extrême-Orient, Asie et Afrique) à *travers un certain nombre de sociétés opératrices jouissant d'une notoriété certaine et* de positions de premier plan.

Comme vous le savez, cette acquisition sera réalisée sur la base d'un montant net de *6,7 milliards de francs, financé par une augmentation des fonds propres de TOTAL CFP* souscrite par l'Etat.

Fort de résultats prometteurs, s'étant doté d'une organisation simplifiée et souple lui permettant de saisir les opportunités et de faire preuve de la nécessaire mobilité dans *ses actifs, le Groupe dispose ainsi d'atouts certains : un patrimoine industriel et minier* de grande valeur, un potentiel d'amélioration de productivité par la diminution des coûts et la mise en œuvre de synergies industrielles, l'ambition de son management et de ses équipes...

Dans ce contexte, si les marchés boursiers le permettent, il est dans nos intentions de procéder dans les semaines qui viennent à une émission publique d'actions nouvelles qui viendra renforcer les moyens mis à la disposition du Groupe pour accélérer son *développement.*

Sûr de votre soutien et déterminé dans mon action, je vous remercie, Madame, Monsieur et cher Actionnaire, de votre attention et vous invite à vous associer à l'avenir de votre Groupe."

Le rapport annuel "TOTAL 1989" et la synthèse de la discussion sont disponibles sur demande au Secrétariat Général / Service Information des Actionnaires. 5, rue Michel-Ange 75781 PARIS CEDEX 16 - FRANCE

MINITEL 3614 TAPEZ TOTALCFP



MARCHÉS FINANCIERS

Controverse entre l'UAP et la Cour des comptes

Le torchon brûle entre *M. Jean Peyrelevade, président* de l'UAP, établissement nationalisé, au premier rang de l'assurance française, et la Cour des comptes, dont un rapport confidentiel – cité par *Libération* du 7 juin – critique une sous-évaluation systématique des actifs de l'établissement, pratiquée en 1987 lors de la modification de ses structures en vue de son éventuelle privatisation.

Pour la Cour, les participations des sociétés UAP Vie et UAP Capitalisation dans la filiale Dommages auraient été largement sous-évaluées. Seconde critique : le transfert des portefeuilles des contrats entre sociétés du groupe, réalisé dans le cadre de cette modification de structures, n'aurait pas été régulier. Dans les deux cas, ces *pratiques auraient coûté* 800 millions de francs aux assurés, ces capitaux restant acquis à la compagnie et à ses futurs actionnaires. Toutes les opérations remontent à l'époque où M. Jean Dromer était PDG de l'UAP.

M. Peyrelevade, son successeur, déclare : *« Nous sommes absolument scandalisés. Nous allons le faire savoir. »* Pour lui, *« les gens »* essaient de rouvrir un débat doublement fermé, de la manière la pire, par des fuites qui peuvent mettre en cause, indûment, la responsabilité de certaines personnes. Ce débat est celui du fameux « *cantonnement* », *c'est-à-dire de* la dévolution des plus-values latentes sur les actifs accumulés par une compagnie d'assurances, au titre des réserves techniques destinées à garantir les contrats, essentiellement en assurance-vie. Depuis 1977, 85 % des plus-values réalisées sont acquises aux assurés, mais les plus-values latentes, donc non réalisées, continuent à tomber dans la masse commune, profitant essentiellement aux actionnaires de la compagnie.

En 1986, M. Jacques Mayoux, ancien PDG de la Société générale – à qui M. Balladur, alors ministre des finances, avait demandé une étude sur le sujet, – avait proposé une dévolution de ces plus-values latentes à hauteur de 60 % pour les assurés et de 40 % pour les actionnaires. Ce projet était resté sans suite, mais M. Mayoux, toutefois, s'était prononcé pour un cantonnement généralisé qui *« apporterait la clarté au marché et un encouragement à un niveau soutenu et raisonnable de réalisation de plus-values pour faciliter leur dévolution »*.

La loi portant réforme du code des assurances, promulguée en décembre dernier, n'a pas institué le cantonnement, comme il en avait été question, mais elle a décidé que les compagnies d'assurances publieraient tous les ans la répartition des plus-values latentes sur les réserves, en cas de séparation des gestions ou de transfert des portefeuilles. De plus, le recours en Conseil d'Etat, formulé en 1987 par certaines personnalités socialistes contre la refonte des structures de l'UAP, a été rejeté au début de cette année.

Pour M. Peyrelevade, le rapport de la Cour des comptes vient de lui être transmis et ses services n'ont pas encore eu le temps d'y répondre. La fuite qui vient de se produire est donc, selon lui, très préjudiciable à la bonne réputation commerciale de l'UAP, qui répartit à ses assurés bien plus que les 85 % réglementaires.

Dans les milieux de l'assurance, on pense que certains partisans du cantonnement obligatoire, notamment chez les commissaires contrôleurs des assurances, pourraient essayer de rouvrir le débat d'une façon détournée.

Le remède pour M. Peyrelevade ? Il faut mettre fin à l'obscurité, mettre une « bague » fictive sur tous les actifs des compagnies, en publiant annuellement leur *composition et préserver* leur unité de gestion. Un beau débat, qui n'est pas près d'être clos dans les esprits.

FRANCOIS RENARD

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL *le Monde*

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE SA
André Fontaine, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
Micheline Oerlemans, directeur du développement
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1)45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F
Téléfax : 45-55-04-70. - Société filiale du journal *le Monde* et Régie Presse SA.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 347
ISSN :0395-2037

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez *LM*

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20.

NEW-YORK, 7 juin ⬇

Sous la barre des 2 900 points

A l'issue d'une séance marquée *par d'amples fluctuations,* l'indice Dow Jones est retombé jeudi sous la barre des 2 900 points qu'il avait franchie le 1er juin. Il a terminé au *niveau des 2 897,33 points en* retrait de 14,32 points. A l'ouverture cet indice avait progressé de 7 points.

Quelque 162 millions d'actions ont été échangées (165 millions mercredi). Le nombre de valeurs en baisse a dépassé celui des hausses : *838 contre 640 ; 522 titres étaient* inchangés.

Selon les analystes, une fois de plus ce sont les incertitudes sur l'évolu*tion des taux d'intérêt qui expliquent* cette faiblesse du marché. Les bons du Trésor à trente ans, qui dépassaient 9 % il y a cinq semaines, *étaient tombés lundi matin* à 8,38 %. Ils évoluent depuis lors entre 8,42 et 8,45 % et les investisseurs sont persuadés que ce mouvement de *hausse risque* de se poursuivre.

Walt Disney a perdu 2 1/8 à 128, GTE 1 5/8 à 63 1/4 et PPG Indus*tries 1 1/2 à 49. Motorola a gagné* 2 3/8 à 85 3/4, Olin 1 1/8 à 57 1/4 et Hewlett-Packard 1 à 49 5/8.

VALEURS	Cours du 6 juin	Cours du 7 juin
Alcoa	67 7/8	67
ATT	42 3/4	42 7/8
Boeing	84 7/8	83 7/8
Chase Manhattan Bank	27 3/4	27 1/4
Du Pont de Nemours	39 5/8	39 3/8
Eastman Kodak	41 7/8	42 3/8
Exxon	48	47 5/8
Ford	46 1/2	46 3/8
General Electric	69 3/8	69 1/4
General Motors	49 7/8	49 3/8
Goodyear	35 1/2	35
IBM	120 7/8	120 1/2
ITT	58 3/8	57 7/8
Mobil Oil	62 1/8	61 3/4
Pfizer	64 1/2	64
Schlumberger	56 1/4	55 3/4
Texaco	57 7/8	58
UAL Corp. ex-Allegis	159	157 3/8
Union Carbide	20 3/4	20 5/8
USX	34	33 1/2
Westinghouse	38	37 1/2
Xerox Corp.	47 1/2	47 3/8

LONDRES, 7 juin ⬆

Nette hausse

La fermeté des marchés à terme s'est propagée jeudi au Stock Exchange sur le marché des actions qui a enregistré en fin de journée une vive hausse. L'indice Footsie des cent valeurs a gagné 19,9 points à 2 378,4 points. Le marché s'est montré plutôt actif avec 589,9 millions de titres échangés contre 424,2 millions mercredi.

De nombreux secteurs se sont améliorés, notamment les alimentaires, les titres de la construction et les magasins. La brasserie Grand Metropolitan s'est envolée à la suite de l'introduction de ses actions sur le marché de New-York. Le groupe électronique STC a grimpé en raison de rumeurs faisant état de la vente de sa participation dans sa filiale ICL. *La chaîne de pharmacies Boots s'est* améliorée à la suite de l'annonce d'une hausse surprise de 17 % de son bénéfice annuel. Le groupe ali*mentaire Northern Foods a été* recherché après l'annonce d'un bilan encourageant. En revanche, l'industriel Pilkington a cédé du terrain *après la publication de résultats* annuels inférieurs à l'attente des analystes boursiers.

PARIS, 7 juin ⬆

L'effet Rocard

Après cinq séances de baisse consécutives qui sont allées en s'amplifiant (– 1,16 % mercredi), le marché semblait se reprendre jeudi. Dès les premiers échanges l'indice CAC 40 *revenait dans* le vert avec un gain symbolique de 0,02 %. Au fil des heures la performance s'améliorait. En début d'après-midi la pro*gression atteignait les 0,39 % avant* de clôturer à + 0,25 %.

L'intervention du premier ministre devant les députés mercredi après-midi a été bien accueillie par les investisseurs. M. Michel Rocard a déclaré que la France ne pouvait accepter une pénalisation accrue des activités boursières sans pénaliser les investissements et la libre circulation des capitaux. De son côté, le ministre de l'économie a rappelé jeudi matin lors de son point de presse que toute décision nationale en matière de fiscalité du patrimoine *« doit s'inscrire dans le contexte européen de liberté des mouvements de capitaux ».* Une manière de calmer les appréhensions de nombreux gestionnaires après le coup de barre à gauche donné le 29 mai dernier par le président de la République à Auxerre et amplifié par la publication du rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine rendu public le 6 juin. *Mais il* reste à présent à confirmer cette amorce de redressement de la Bourse ébauchée au cours de cette séance.

Dans ces conditions, les principales hausses étaient emmenées par Moulinex, Casino, Ingénico et Penhoet. Du côté des baisses apparaissaient les valeurs *liées à l'activité pétrolière* comme Géophysique, BP France et Sogerap. L'effervescence observée autour de Lafarge la semaine dernière a soudainement disparu, et ce depuis maintenant près de quatre séances. Aux valeurs étrangères figuraient au palmarès des hausses Eastman Kodak, Toshiba et Volvo.

TOKYO, 8 juin ⬇

Baisse

Après une petite hausse initiale, la Bourse de Tokyo s'est orientée *à la baisse vendredi, cédant en* fin de séance 0,60 %. L'indice Nikkei est revenu au niveau des 33 191,81 yens, soit un repli de *199,21 points.*

L'approche du week-end a clairsemé les rangs sur le parquet du Kabuto Cho, déclaraient les boursiers. Tou*tefois, à l'ouverture, le marché était* quelque peu animé en raison des achats liés à l'expiration de contrats sur indice et de contrats d'options *échéance juin.* Le Nikkei a alors progressé de plus de 100 points.

A la mi-séance, le volume d'affaires s'élevait à 450 millions d'actions contre 400 millions jeudi matin et 650 millions pour toute la journée. 489 titres étaient en hausse contre 409 en baisse et 223 inchangés.

VALEURS	Cours du 7 juin	Cours du 8 juin
Akai	1 090	1 080
Bridgestone	1 570	1 570
Canon	1 770	1 780
Fuji Bank	2 750	2 730
Honda Motors	1 810	1 770
Matsushita Electric	2 240	2 200
Mitsubishi Heavy	1 090	1 060
Sony Corp.	8 580	8 630
Toyota Motors	2 610	2 660

FAITS ET RÉSULTATS

□ **Le CCF va céder l'essentiel de son broker londonien Laurence Prust.** – Le Crédit commercial de France (CCF) va céder l'essentiel des activités de son agent de change londonien Laurence Prust à *deux institutions de la City.* Schroders Securities et Brown Shipley Stockbroking, a annoncé jeudi 7 juin la banque française. Le CCF *entend recentrer ses activités* à Londres sur l'ingénierie financière, à travers sa filiale bancaire CCF UK Ltd., et la gestion de fonds, à travers le groupe de fonds de placement Framlington Holdings, dont le CCF a pris le contrôle au printemps. La décision d'abandonner les activités de vente institutionnelle de valeurs britanniques *« prend acte des changements intervenus sur le marché londonien »* et de sa *« surcapacité sévère »* dans ce domaine, a expliqué l'un des dirigeants du CCF.

□ **United Biscuits concrétise son OPA sur Verkade.** – Le groupe britannique United Biscuits va concrétiser son OPA sur le chocolatier et fabricant de biscuits néerlandais Koninklijke Verkade N. V. dont il a obtenu plus de 99 % des actions. Le montant de l'OPA s'élève à 300 millions de florins (897 milllions de francs). Au mois de mars, une première offre amicale de United Biscuits sur le leader du marché néerlandais des biscuits et du chocolat, à 400 florins par action, avait échoué à la suite de l'opposition de certains actionnaires de Verkade qui détenaient ensemble 45 % du capital. Le groupe britannique avait ensuite porté son offre à 447 florins par *action le 29 mai dernier.*

□ **OPR pour quatre sociétés d'assurances du groupe Axa Midi.** – Quatre sociétés d'assurances du groupe Axa Midi : Présence assurances, Drouot assurances, Paternelle risques divers et Présence vie, font l'objet d'offres publiques de retrait, a annoncé mercredi 6 juin la Société des Bourses françaises (SBF). Le groupe Axa Midi détient 97,01 % du capital de Présence *assurances, 95,49 % de Drouot* assurances, 96,60 % de Paternelle risques divers et 95,15 % de Présence vie. Le Conseil des Bourses *de valeurs va se prononcer prochainement* sur la recevabilité de ces offres de retrait.

□ **SGB : Les actions Acec-Union *minière se sont mal vendues.*** – Moins de la moitié des actions de la société belge Acec-Union minière offertes sur le marché par *la Société générale de Belgique* ont trouvé acquéreur. Dans un communiqué publié jeudi 7 juin, la SGB a indiqué qu'au terme de son offre publique de vente portant sur 8 % du capital, clôturée le 1er juin, 45,3 % des deux millions d'actions offertes avaient été acquises. La SGB a ajouté qu'elle avait pris *« diverses mesures »* (dont elle n'a pas précisé la nature) pour éviter de perturber le marché. Selon l'agence Belga, la SGB aurait racheté une partie des actions confiées à sa filiale, la Générale de banque, en vue de leur diffusion dans le public.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amault Associés	428	429	IN2	300	300
Asystel	105	....	I.P.B.M.	139	....
B.A.C.	235	239 80	Loca Investis.	302	302 50
B. Demachy Ass.	577	....	Locamic	157	....
Bqe Tarneaud	190 50	....	Metra Comm.	203 70	202
B.I.C.M.	865	....	Métal Minière	220	219 50
Boiron (Ly)	392	390	Molex	241 20	....
Boisset (Lyon)	271	....	Navale-Delmas	1311	....
Câbles de Lyon	3455	3449	Olivetti Logabax	590	599
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	1240	1249	Om. Gest. Fin.	581	581
Calberson	550	550	Pinault	532	....
Cardif	685	....	Prasbourg	97 30	....
C.E.E.	379	390	Présence Assur.	427	....
C.E.G.E.P.	285	285	Publ.Filipacchi	829	830
C.F.P.I.	278	280	Razel	680	....
Ciments d'Origny	715	....	Rémy et Associés	365	....
C.N.I.M.	1434	1439	Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	321	321
Codetour	300	....	St-H. Matignon	282 90	....
Comareg	365 90	380	S.C.G.P.M.	710	....
Conforama	1090	1100	Segin (Li)	375	375
Creeks	415	410	Select Invest (Ly)	104	104
Dafsa	210 50	....	Seribo	547	....
Dauphin	730	709	S.M.T. Goupil	284 70	....
Desquenne et Giral	260	260	Sopra	203	....
Devanlay	1420	1395	Supra	212 10	....
Deville	520	484	TF1	323	....
Dolisos	160	160	Thermador H. (Ly)	380	380
Editions Belfond	291	....	Unilog	195	....
Elysée Invest.	14 50	14 40	Union Fin. de Fr.	490	....
Europ. Propulsion	381	....	Vial et Cie	183 50	....
Finacor	182	....	Yves St Laurent	1146	....
Garonor	800	....			
GFF (group.fon.f.)	495	493 90			
Grand Livre	462 70	460			
Gravograph	245	245 10			
Guintoli	975	980			
I.C.C.	287	289			
IDIA	340	....			
Idianova	164 20	162 70			
I.M.S.	1289	1290			

Marché des options négociables le 7 juin 1990

Nombre de contrats : 15 779.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS D'ACHAT Sept. dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Sept. dernier
Bouygues	640	–	–	7	–
CGE	600	29	40	1,95	15
Elf-Aquitaine	680	18	35	9	28
Eurotunnel SA-PLC	50	2,50	5	2	4
Euro Disneyland SC	110	1,10	5,30	–	8,20
Havas	637	27	–	–	–
Lafarge-Coppée	450	30	–	4	15
Michelin	140	1,10	5,50	14	14
Midi	1 500	2	35	–	–
Paribas	640	15,50	39	7	16,50
Pernod-Ricard	1 250	15	–	23	50
Peugeot SA	775	52	–	3	–
Rhône-Poulenc CI	480	7	–	18	–
Saint-Gobain	600	4,05	17,50	41	43
Source Perrier	1 900	1,95	27	–	–
Société générale	640	3	20	–	–
Suez Financière	440	17,90	27	4	13,50
Thomson-CSF	140	–	3,20	15	19

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 juin 1990
Nombre de contrats : 76 369.

COURS	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90	ÉCHÉANCES Décembre 90
Dernier	101,40	101,44	101,56
Précédent	101,48	101,52	101,52

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS D'ACHAT Déc. 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Déc. 90
103	0,52	– 1,01	2,04	–

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,71 ⬆

Sur des marchés des changes extrêmement calmes, le dollar s'est légèrement raffermi, oscillant autour de 5,70 francs, et soutenu par les incertitudes politiques *à l'Est. A Paris, le deutschemark* se maintient à 3,37 francs, tandis que la lire italienne est toujours au plus haut, ce qui oblige les banques centrales à poursuivre leur intervention.

FRANCFORT	7 juin	8 juin
Dollar (en DM)	1,6875	1,6950
TOKYO	7 juin	8 juin
CF,U65,7,9		
Dollar (en yens)	152,55	153,30

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (8 juin) ...... 9 9/16 - 11/16 %
New-York (7 juin) ...... 8 1/4 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	6 juin	7 juin
Valeurs françaises	99,80	100,00
Valeurs étrangères	97,50	97,20
(SBF, *base 100 : 31-12-81)*		
Indice général CAC	551,61	548,59
(SBF, *base 1000 : 31-12-87)*		
Indice CAC 40	2 045,43	2 050,45

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	6 juin	7 juin
Industrielles	2 911,65	2 897,33

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	6 juin	7 juin
Industrielles	1 881,00	1 904,00
Mines d'or	282,90	187,90
Fonds d'Etat	78,61	78,70

TOKYO

	7 juin	8 juin
Nikkei Dow Jones	33 192,50	32 993,29
Indice général	2 428,44	2 411,78

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E.-U.	5,7130	5,7160	+ 71	+ 81	+ 150	+ 170	+ 478	+ 548
$ can.	4,8660	4,8690	– 179	– 130	– 346	– 285	– 745	– 621
Yen (100)	3,7350	3,7380	+ 71	+ 90	+ 155	+ 183	+ 487	+ 556
DM	3,3690	3,3710	+ 40	+ 60	+ 93	+ 115	+ 247	+ 308
Florin	2,9940	2,9970	+ 33	+ 43	+ 71	+ 88	+ 219	+ 272
FB (100)	16,3890	16,3940	– 31	+ 56	– 39	+ 135	+ 266	+ 677
FS	3,9545	3,9565	+ 16	+ 32	+ 52	+ 74	+ 238	+ 309
L (1 000)	4,5800	4,5860	– 90	– 36	– 155	– 66	– 365	– 248
£	9,6260	9,6310	– 422	– 377	– 827	– 788	– 2239	– 2056

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 5/16	8 7/16
$ Yen	7 1/8	7 3/8	7 3/16	7 5/16	7 3/16	7 5/16	7 1/4	7 3/8
DM	7 3/4	8	7 7/8	8	8	8 1/8	8 7/16	8 9/16
Florin	8 1/8	8 3/8	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16
F.B. (100)	10	10 1/2	9 3/4	10	9 3/4	10	9 11/16	9 15/16
F.S.	8 7/8	9 1/8	8 13/16	8 15/16	8 13/16	8 15/16	8 3/4	8 7/8
L (1000)	8 1/2	9 1/2	11 1/8	11 5/8	11 1/8	11 5/8	11 1/4	11 3/4
£	14 5/8	14 7/8	14 7/8	15	15	15 1/8	15	15 1/8
F franç.	9 9/16	9 13/16	9 5/8	9 3/4	9 3/4	9 7/8	10 1/8	10 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 JUIN

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
3711	C.N.E. 3%	3685	3654	3654	- 0 84
1130	B.N.P. T.P.	1098	1095	1095	- 0 27
....	C.C.F. T.P.	1220	....	....	....
1118	Cr.Lyon. T.P.	1112	....	....	....
2021	Renault T.P.	2020	2015	2015	- 0 25
2005	Rhone Poul. T.P.	2020	2025	2025	+ 0 25
1251	Saint Gobain T.P.	1250	1266	1266	+ 1 28
1260	Thomson T.P.	1240	1226	1260	+ 1 61
975	ACCOR	984	986	988	+ 0 41
730	Air Liquide	740	736	740	....
2090	Ala.Superm.	1980	1980	1980	....
665	A.L.S.P.I.	553	558	558	+ 0 90
2520	Arjom. Prioux	2525	2480	2480	- 1 78
1200	AGF Sté Centrale	1111	1140	1111	....
1040	Aux. Entrepr.	1170	1185	1185	+ 1 28
505	Av. Dassault	515	515	515	....
275	Axa Midi Ass.	266 80	269	269	+ 0 82
320	Bafip	307	307	307	....
315	Bail-Equipem.	324	315	315	- 2 78
940	Bail Investiss.	1017	1011	1011	- 0 59
650	Bancaire	587	587	586	- 0 17
785	Bazar H.-V.	791	791	791	....
875	Beghin-Say	922	918	925	+ 0 33
1450	Berger (M)	1410	1401	1401	- 0 64
605	Bic	655	656	658	+ 0 46
915	B.I.P.	937	....	....	....
710	BIS	659	659	659	....
490	B.N.P. (CI)	444 50	442	442	- 0 56
1000	Bollore Tech.	1076	1080	1080	+ 0 37
3380	Bongrain	3360	3380	3380	+ 0 60
1050	Bon-Marché	1050	1052	1052	+ 0 19
670	Bouygues	665	652	658	- 1 05
163	BP France	143 50	141 10	141 10	- 1 67
870	B.S.N.	850	845	850	....
905	Canal Plus	916	915	917	+ 0 11
510	Cap Gem S.	502	504	504	+ 0 40
3670	Carrefour	3562	3585	3575	+ 0 36
150	Casino	148	147	146 50	- 1 01
118	Casino ADP	114 20	114 50	114 50	+ 0 26
1200	Castorama D.I.	1280	1270	1280	....
245	C.C.F.	233 60	232 20	235	+ 0 60
150	CCMC Ly.	146	....	....	....
....	C.D.M.E.	480	482	482	+ 0 42
635	C.E.G.I.D.	630	630	630	....
280	Centrest (Ny)	280	280	280	....
640	C.E.P. Comm.	676	670	670	- 0 89
400	Cerus	387 50	386	386	- 0 39
640	Cetelem	605	600	600	- 0 83
665	C.F.A.O.	595	600	600	+ 0 84
485	C.F.Int.	506	512	513	+ 1 38
630	C.G.E.	623	621	622	- 0 16
1700	CGI Info.	434	440	440	+ 1 38
1410	C.G.I.P.	1370	1352	1352	- 1 31
630	CGP	638	....	....	....
1060	Chargeurs S.A.	1049	1046	1048	- 0 10
845	C.I.C.A. (M)	807	....	....	....
1720	Ciments franc.	1792	1785	1785	- 0 39
640	Club Méditer.	631	643	638	+ 1 11
194	CMB Packa.	204 90	202 60	203	- 0 93
155	Codetel	180 70	180 60	180 60	- 0 06
365	Colimeg	363	363 50	370	+ 1 93

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
780	Coles	744	745	745	+ 0 13
395	Cpt. Entrep.	400	411 80	411 80	+ 2 95
1160	Compt Mod.	1175	1190	1190	+ 1 28
400	Concept S.A.	350	364	350	....
470	CPR (Paris Réa.)	463	461	461	- 0 43
1390	Créd. Foncier	1325	1310	1300	+ 0 62
865	Cr Lyon (CI)	849	846	848	- 0 35
1540	Credit Nat.	1536	1530	1530	- 0 33
385	CSEE	385	381	381	- 1 04
3200	Damart	3296	3150	3150	- 4 43
1820	De Dietrich	1959	....	....	....
230	Dév.P.d.C.(Li)	212	....	....	....
315	Dév.R.Sud-Est	318	....	....	....
600	D.M.C.	594	585	585	- 1 52
4000	Docks France	3840	3830	3830	- 0 26
680	Dumez	615	618	618	+ 0 49
2650	Eaux (Gle)	2655	2645	2650	- 0 19
595	Ecco	570	565	565	- 0 88
1030	Electro-Finan.	1040	1050	1050	+ 0 96
360	El.S.Dassault	354 60	359	359	+ 1 27
715	Elf Aquitaine	683	680	681	- 0 29
505	- (Certific.)	506	509	509	+ 0 59
1270	Epeda B.-F.	1225	....	....	....
2430	Essilor	2615	2600	2600	- 0 57
1270	Essil.Int.(DP)	1350	1301	1301	- 3 63
655	Esso	699	683	683	- 2 29
2150	Eurafrance	2130	2110	2110	- 0 94
2250	Eurocom	2360	2360	2360	....
106	Eurodisneyland	105 20	104 60	105 40	+ 0 19
4080	Euromarché	3906	....	....	....
1400	Europe 1	1372	....	....	....
50	Eurotunnel	49 90	50	50	+ 0 20
1870	Exor	1881	1872	1878	- 0 16
1900	Facom	1750	1750	1750	....
199	Finextel	208	203	203	- 2 40
420	Fives Lille	418	415	415	- 0 72
2450	Fromager. Bel	2402	....	....	....
1830	Gal.Lafayette	1880	1855	1855	- 1 33
2180	G.A.N.	2145	2140	2140	- 0 23
490	Gascogne (B)	475	475 10	482	+ 1 47
1510	Gaz et Eaux	1565	1525	1525	- 2 56
1280	Geophysique	1312	1311	1311	- 0 08
550	Gerland Ly.	595	600	600	+ 0 84
870	Groupe Cité	906	900	900	- 0 66
1560	GTM-Entrep.	1644	1640	1640	- 0 24
1160	Guyenne-Gas.	1111	....	....	....
435	Hachette	393 50	401	401	+ 1 91
680	Havas	656	657	658	+ 0 30
610	Hénin (La)	707	715	720	+ 1 84
1220	Hutchinson	1220	1240	1240	+ 1 64
355	Imétal	375	371	371	- 1 07
113	Immob. Phénix	119 50	119 50	119 50	....
144	Ingénico	137 80	139	139	+ 0 80
4760	Inst. Mérieux	5010	5000	5000	- 0 20
515	Interbail	521	524	524	+ 0 58
1380	Intertechnique	1358	1358	1358	....
1020	J. Lefebvre	977	976	976	- 0 10
1140	Labinal	1080	1070	1070	- 0 93

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
2750	Lab. Bellon	2720	2750	2750	+ 1 10
455	Lafarge	472 10	469	470 20	- 0 40
1350	Lebon	1365	1369	1369	+ 0 29
4410	Legrand	4500	4500	4499	- 0 02
2560	Legrand (DP)	2430	2500	2500	+ 2 88
670	Legris Industries	698	697	697	- 0 14
760	Locabail Imm.	751	759	759	+ 1 07
525	Locafrance	500	498	498	- 0 40
845	Locindus	855	855	855	....
545	Luchaire	503	....	....	....
4420	L.V.M.H.	4580	4580	4579	- 0 02
715	Lyonn. Eaux	685	685	685	....
370	Majorette Ly.	368	366	368	....
490	Mar. Wendel	433	435 10	435 10	+ 0 48
420	Matra	395	394	394	- 0 25
6030	Merlin-Gerin	6200	6100	6110	- 1 45
215	Metaleurop	189 30	193	193	+ 1 95
220	Métrologie In.	214 80	211	211	- 1 77
130	Michelin	125 70	126	126 20	+ 0 40
1370	Midi (Cie)	1349	1341	1342	- 0 52
161	Midl. Bk Sa *	165	169 90	169 90	+ 2 97
335	Min. Salsig (Ns)	340	340	345	+ 1 47
198	MMB	192	195	195	+ 1 56
123	Moulinex	120 90	120 80	120 80	- 0 08
1890	Navig. Mixte	1710	1705	1724	+ 0 82
198	Nord-Est	193	193 90	194 90	+ 0 98
570	Nordon (Ny)	570	588	588	+ 3 16
745	Nouv Galeries	785	....	....	....
770	Occid. (Gle)	775	778	778	+ 0 39
1980	Omn. f. Paris	1925	1900	1900	- 1 30
375	Olipar	386	385 80	386 80	+ 0 21
5400	Oréal	5170	5170	5180	+ 0 19
695	Paribas	642	641	643	+ 0 16
1810	Pechelbronn	1770	1770	1770	....
150	Pechiney Int.	160	158	159 80	- 0 13
335	Pechiney (CIP)	337	339	339	+ 0 59
600	Penhoet	597	....	....	....
1290	Pernod Ricard	1229	1229	1229	....
835	Peugeot	819	820	822	+ 0 37
440	Pinault-Print.	435	435	440	+ 1 15
615	Poliet	636	636	636	....
1180	Prétabail-Sic.	1198	1199	1199	+ 0 08
830	Primagaz	759	750	746	- 1 71
870	Printemps	676	675	675	- 0 15
4200	Promodès	4060	4060	4060	....
700	Radiotechn.	685	685	685	....
230	Raff. D.Total	215	215	215	....
3200	Redoute (La)	3460	3450	3450	- 0 29
430	R. Poulenc CIP	465	462	462 10	- 0 62
380	Robur Financ.	395	397	397	+ 0 51
88	Rochette (La)	79 30	80	80	+ 0 88
2280	Roussel Uclaf	2310	2296	2296	- 0 61
4960	R. Impérial.Ly *	4876	4879	4879	+ 0 06
205	Sade (Ny)	225	225	225	....
1400	Sagem	1441	....	....	....
595	Saint Gobain	574	570	570	- 0 70
1560	Saint Louis	1570	1565	1565	- 0 32
1570	Salomon Ly.	1480	1460	1460	- 1 35

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
580	Salvepar (Ny)	545	545	545	....
1020	Sanofi	1023	1010	1002	+ 0 10
1890	S.A.T.	1739	1739	1710	- 1 67
360	Saul. Chât.	338	320 50	329	- 2 66
1700	Saupiquet (Ns)	1870	1860	1860	- 0 53
1150	Schneider	1059	1059	1064	+ 0 47
28	SCOA	26 95	26 90	26 90	- 0 19
1300	S.E.B.	1315	1300	1300	- 1 14
505	Sefimeg	515	513	513	- 0 39
675	Sextant A.	680	685	685	+ 0 74
1410	S.F.I.M.	1440	1440	1440	....
250	S.G.E.	254 50	254 20	254 20	- 0 12
620	Simco	640	639	639	- 0 16
1080	Sk. Rossignol	1055	1060	1060	+ 0 47
1060	Sligos	1035	1031	1031	- 0 39
815	Société Géné.	600	602	602	+ 0 33
136	Sodecco (B)	137 60	....	....	....
170	Sodero (Ns)	170	170	170	....
730	Sodexho	719	724	724	+ 0 70
111	Sogenal (Ny)	114 60	111 10	111 10	- 2 97
530	Sogerap	462	469	469	+ 1 52
2360	Sommer-Allib.	2201	2220	2220	+ 0 86
1740	Source Perrier	1662	1660	1660	- 0 12
750	Sovac	760	750	750	- 1 32
740	SPEP	700	700	700	....
860	Spie-Batignol.	887	895	895	+ 0 90
1240	Strafor	1289	....	....	....
470	Suez	449 80	448 20	449	- 0 18
525	Synthélabo	502	....	....	....
129	Thomson	127	127	127 50	+ 0 39
705	Total	665	667	669	+ 0 60
122	– (certif.)	122	119 50	119 50	- 2 05
415	Truffaut Fin.	395	390	390	- 1 27
825	U.A.P.	614	610	614	....
465	U F B Locab.	465	465	465	....
1140	U.I.C.	1243	1245	1245	+ 0 16
685	U.I.F.	671	684	684	+ 1 94
970	U.I.S.	949	940	940	- 0 95
900	Unibail	899	899	899	....
220	U.C.B.	236	236	236	....
545	Valéo	620	620	620	....
410	Vallourec	376 20	375	375	- 0 32
420	Via Banque	431	425	425	- 1 39
1380	Zodiac	1389	....	....	....
1370	Elf Gabon	1287	1272	1272	- 1 17
141	Amax	141 80	....	....	....
169	Amer. Express	181	....	....	....
245	A.T.T.	246	....	....	....
183	Anglo Amer.C.	181	....	....	....
475	Amgold	466	....	....	....
250	Banco Santander	268	....	....	....
965	B.A.S.F.	1015	....	....	....
985	Bayer	1048	....	....	....
85	Buffelsfont.	73 70	....	....	....
149	Chase Manh.	158 50	....	....	....
143	De Beers	141	....	....	....
2570	Deutsche Bank	2612	....	....	....
1440	Dresdner Bank	1405	....	....	....

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
82	Driefontein	58 05	....	....	....
230	Du Pont-Nem.	228 20	....	....	....
225	Eastman Kodak	240	....	....	....
20	East Rand	10 50	....	....	....
73	Echo Bay	72	....	....	....
215	Electrolux	241	....	....	....
1030	Ericsson	1200	....	....	....
275	Exxon Corp.	276	....	....	....
270	Ford Motor	265 80	....	....	....
56	Freegold	50 25	....	....	....
16	Gencor	15 80	....	....	....
385	Gén. Elect.	399	....	....	....
275	Gén. Motors	286 40	....	....	....
540	Gén. Belgique	542	....	....	....
57	Gd. Métropol.	63	....	....	....
68	Guinness	74	....	....	....
23	Hanson PLC	23 90	....	....	....
40	Harmony Gold	38 45	....	....	....
255	Hewlett Packard	279	....	....	....
59	Hitachi	58 50	....	....	....
965	Hoechst	1006	....	....	....
109	Homestake	100	....	....	....
113	Imp. Chemical	116 60	....	....	....
680	I.B.M.	696	....	....	....
320	I.T.T.	335	....	....	....
153	Ito Yokado	157 50	....	....	....
82	Matsushita	83 85	....	....	....
18	Maxwell	18 95	....	....	....
188	Mc Donald's	201 50	....	....	....
455	Merck	474	....	....	....
465	Minnesota M.	484	....	....	....
355	Mobil corp.	357	....	....	....
205	Morgan J.P.	221 60	....	....	....
34790	Nestlé	35200	....	....	....
1100	Nixdorf	1145	....	....	....
180	Norsk Hydro	177	....	....	....
134	OFSA	126	....	....	....
1890	Pétrofina	1984	....	....	....
250	Philip Morris	257 60	....	....	....
98	Philips	104	....	....	....
94	Placer Dome	85	....	....	....
320	Quilmès	342	....	....	....
32	Randfontein	29 95	....	....	....
425	Royal Dutch	430	....	....	....
53	R T Z	55 70	....	....	....
9 60	Saat.& Saatchi	10 30	....	....	....
57	St Helena	65	....	....	....
325	Schlumberger	322 50	....	....	....
45	Shell transp.	43 50	....	....	....
2420	Siemens	2443	....	....	....
325	Sony	323	....	....	....
100	Sumitomo Bank	97 05	....	....	....
250	T.D.K.	250	....	....	....
44	Telefonica	45 60	....	....	....
40	Toshiba	42	....	....	....
455	Unilever	474	....	....	....
325	Unn. Techn.	344 40	....	....	....
450	Vaal Reefs	421 10	....	....	....
300	Volvo	324	....	....	....
195	West. Deep	177	....	....	....
275	Xerox Corp.	277	....	....	....
107	Yamanouchi	110 90	....	....	....
2 23	Zambia Cop.	2 14	....	....	....

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8% 77	....	0 38
Emp.Etat 9,8% 78	....	6 88
10,80% 79/94	....	8 19
Emp.Etat 13,25% 80	100	13 17
Emp.Etat 16% 82	....	15 96
Emp.Etat 14,6% 83	....	4 28
Emp.Etat 13,4% 83	109 95	6 20
Emp.Etat 12,2% 84	....	8 12
Emp.Etat 11% 85	106 15	3 22
10,26% mars 86	101 46	2 47
OAT 10% 5/2000	101 44	0 32
OAT 9,9% 12/1997	101 12	4 80
OAT 9,8% 1/1996	100 05	3 46
PTT 11,2% 85	103	5 38
CFF 10,30% 86	....	3 53
CNB Bques 5000F	....	3 82
CNB Paribas 5000F	....	3 82
CNB Suez 5000F	....	3 82
CNE 11,5% 85	102 15	0 14
CNI 1/82 5000F	....	3 82
CNT 9 % 86	....	1 37
CRH 10,90% déc.86	103 16	4 30
CHARB FCE 3% 100	....	....
CNCA	1133	....
Cerus	....	....
CGE 6 janv. 89/99	602	....
Drouot Ass.8%88cv	....	....

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fin.)	1610	1605
Applications Hydr.	1690	....
Arbel	1160	1133
Astorg	330	....
Avenir Publicité	404 20	408
Bains C.Monaco	1271	....
B.Hypoth.Europ.	368	....
B.N.P. Intercont.	277	277
Beghin-Say (C I)	625	....
Bénédictine	4634	4315 o
Blanzy Ouest	3200	3200
B T P	106	100 90
Cambodge	1019	1019
Carbone Lorraine	1100	1109
Case Poclain	27 10	26 70
C.E.G.F. (Frigor.)	437	....
Centenaire Blanzy	600	....
Cerabati	130 50	....
Champex (Ny)	145	146
CIC (CIP)	280	276
C.I.M.	836	850
C.I.T.R.A.M. (B)	2230	....
Clause	961	960
Cofradel	1360	....
Cogifi	489	....
Comiphos	732	730
Cie Industrielle	7010	....
Cpt Lyon Alemand	592	586
Concorde	1176	1178
Constr.Mét.Prov.	37	48 50 d
Crédit Gén.Ind.	500	489
Cr Universel (Cie)	770	751
Créditel	140 10	142
Darblay	700	....
Degremont	1720	1771
Delalande	2585	....
Delmas Vieljeux	4380	....
Didot Bottin	1615	....
Drouot Assu.	348	....
Eaux Bassin Vichy	3285	3280
Eaux Vittel	7860	7900
Ecia	1420	1429
Electro-Banque	365	369
Elf Antargaz	1440	....
E.L.M. Leblanc	675	676
Ent. Bretagne	391	....
Ent.Mag. Paris	4030	4030
Eaux (ex. Eternit)	2262	2288
Europ Soutres Ind.	62	....
Finalens	280	274
F.I.P.P.	249	....
F.N.A.C.	2220	2250
Foncière (Cie)	880	886
Fonc.Lyonnaise	1069	1057
Foncina	603	....
Fougerolle	901	....
France I.A.R.D.	1249	1275
France SA (Li)	2830	2611
From. Paul-Renard	2380	....
Gaumont	1130	1155
Gazelle	362	....
Gévelot	677	704 d
G.F.C.	500	488
G.F.I.I.	336 20	....
Grds Moulins Paris	1480	....
G.T.I (Transport)	630	....
Immobail	395	398 50
Immobanque	795	....
Im.Marseillaise	8350	....
Imm. Plaine-Monceau	585	560
Immofice	551	552
Invest.(Sté Cle.)	3290	....
Jaeger	160 10	161 80
Lambert Frères	420	....
Lille Bonnières	1703	1703
Loca-Expansion	303 50	302
Locafinancière	444	445
Locatel	327 30	335
Louis Vuitton	1025	1048
Louvre	5750	5740
Lucia	2020	....
Machines Bull	73	73
Mag.Uniprix	180 10	....
Magnant	475	538 d
Métal Déployé	606	....
Mors	198	196 10
Navigation (Nle)	300	300
Nozal	285	283
Optorg	450	442
Oriel (Cl)	2340	....
Origny-Desvroise	1469	1451
Palais Nouveauté	1220	1203
Paluel Marmont	692	697
Parfinance	230	....
Paribas (CIP)	650	648
Paris France	240	....
Paris Orléans	280	....
Partena Invest.	508	....
[illegible] RD	1700	....
Pathé Cinéma	745	....
Piper Heidsieck	2227	....
P.L.M.	540	538
Porcher	735	....
Promodès (CI)	1900	....
Publicis	1080	....
Rochefortaise	1539	....
Rosario	661	....
Rougier	529	....
S.A.C.E.R.	610	....
S.A.F.A.A.	560	....
S.A.F.I.C Alcan	580	....
SAFT	2170	....
Saga	225 20	....
Salins du Midi	710	....
Satam	125	....
Savoisienne M.	178	....
S.C.A.C.	840	....
Senelle Maubeuge	502	....
S.Expl.Part. (M)	178	....
Sevin	575	....
S.I.P.H.	620	....
Sofal	888	....
Soffo	683	....
Sofical	1080	....
Soficomi	698	....
S O F I P (M)	816	680 o
Sofragi	1750	....
Sophia-Bail	486	500
Sopagri	181	....
Soudure Autogène	929	....
Sovabail	559	....
Stemi	721	....
Suez (CIP)	408	....
Taittinger	5830	....
Télémécanique Elect.	5020	....
Testut-Aequitas	790	....
Tour Eiffel	315	....
Ufiner	1109	....
Union Assur Paris	614	....
U.T.A.	2850	....
Vicat	3398	....
Viniprix	2255	....
Virax	177	....
Waterman	1200	....
Maroc Sté Brasseries	255	....

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	599	....
Akzo Nv Sico	360	....
Alcan Aluminium	127	....
Algemene B.Ned.	113	....
American Brands	373	....
Arbed	536	....
Asturienne Mines	218	....
Banco Popular Espa.	485	....
Banque Ottomane	1890	1892
B.Reglements Int.	36000	....
Can.Pacifique	105 10	....
Chrysler Corp.	89	....
C I R	25	....
Commerzbank	966	....
De Beers (port.)	137	....
Dow Chemical	387	....
GBL (Brux Lamb.)	642	....
Gevaert	1280	....
Glaxo Holdings Ltd	75	....
Goodyear Tire	205	....
Grace and Co (WR)	168	....
GTE Corp.	370	....
Honeywell Inc.	590	....
Johannesburg	1445	....
Kubota	41 10	....
Latonia	314	....
Midland Bank	27 80	....
Noranda Mines	92 80	....
Olivetti priv.	21 10	....
Pakhoed Holdi.	600	....
Pfizer Inc.	365 50	....
Procter Gamble	456	....
Ricoh	41 80	....
Robeco	299 50	....
Rodamco NV	240 50	....
Rolinco	302	....
Saipem	8 10	....
Sama Group	51 20	....
SKF Aktiebolaget	145	....
Tenneco Inc.	380	....
Thorn Electrical	73	....
Toray Ind.	31	....
Vieille Montagne	3000	....
Wagons Lits	1520	....
West Rand Cons.	11 90	10 70 o
Whitman Corp.	167	....

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	316	....
Buitoni	850	....
Calciphos	170	....
C G H Cogenhor	100	....
C. Occid. Forestière	190	....
Chambourcy (M)	978	....
Cochery Bourdin	380	....
Coparex	600	....
Europ. Accum.	70	....
Gachot S.A.	125	....
Guy Degrenne	481	....
[illegible]	210	....
Hoogovens	297	....
Lecteurs du Monde	401	433 d
Merlin Imm.	240	....
Nicolas	925	....
Particip. Perrier	380 10	....
Rorento N.V.	175 20	....
St-Gobain-Emballage	1890	....
[illegible]	325	....
S.E.P.R.	1800	....
Sefi	420	....
S.P.R. act. B	730	....
Ufiner	380	....
Wonder	988	....

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 8/6	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 708	....	5 500	5 900
Ecu	6 936	....	....	....
Allemagne (100 dm)	336 920	....	326 500	347
Belgique (100 F)	16 382	....	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl)	299 370	....	289 500	309 500
Italie (1000 lires)	4 582	....	4 350	4 850
Danemark (100 krd)	88 430	....	84	92
Gde.Bretagne (1 L)	9 624	....	9 250	10 060
Grèce (100 drachmes)	3 444	....	4 060	4 050
Suisse (100 f)	397 130	....	385	407
Suède (100 krs)	93 290	....	88	96 500
Norvège (100 k)	87 750	....	84	92
Autriche (100 sch)	47 891	....	46 500	48 600
Espagne (100 pes)	5 434	....	5 200	5 750
Portugal (100 esc)	3 839	....	3 650	4 350
Canada (1 $ can)	4 873	....	4 600	5
Japon (100 yens)	3 741	....	3 680	3 880

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 8/6
Or fin (kilo en barre)	64900	.....
Or fin (en lingot)	64950	.....
Napoléon (20f)	389	.....
Pièce Fr (10 f)	402	.....
Pièce Suisse (20 f)	426	.....
Pièce Latine (20 f)	380	.....
Souverain	475	.....
Pièce 20 dollars	2340	.....
Pièce 10 dollars	1245	.....
Pièce 5 dollars	725	.....
Pièce 50 pesos	2490	.....
Pièce 10 florins	391	.....

SICAV (sélection) 7/6

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1182 71	1153 86
Actilion	242 86	236 36•
Agaplacement	6819 10	6819 10
Agepremière	105	104 89
AGF Actions ex CIP	1189 75	1159 76
A.G.F. 5000	703 48	686 32
AGF ECU	1009 39	999 40
AGF Foncier	124 95	121 90
AGF Invest Sicav	131 29	128 09
AGF Interfonds	412 11	402 06
AGF Oblig.	1061 12	1055 84
AGF Sécurité Sicav	10602 37	10602 37
A.G.F.I.M.O.	715 45	698
AMERI-GAN	6548 62	6251 67
Amplitude	686 61	666 61
Arbitrages Court.T.	5989 14	5977 17
Associc	1098 12	1098 12
Atout Futur	386 09	373 39
Aurecic	1316 32	1277 98
Avenir Alizes	1595 72	1564 43
Avenir CIC	109 88	106 68
Axa Capital	140 71	134 65
Axa Europe	128 45	122 92
Axa Investissements	132 62	126 91
Axa NPI	116 35	111 34
Axa Valeurs PER	137 97	132 03
Capitacic	1085 18	1069 14
Capital-Monde	429 79	419 31•
Capital Plus	1709 93	1709 93•
Casden Placem.	37 34	36 43
Cosmos	1092 11	1075 97
Compasvalor	5861 39	5852 61
Convertimmo	445 61	428 47•
Credinter	523 70	508 45
Crédit Mutuel Capital	1076 97	1055 65
Dassa	1226 61	1188 28
Drouot France	905 47	866 49
Drouot Investiss.	1095 39	1049 22
Drouot Sécurité	242 86	232 40
Drouot Sélection	151 60	145 07
Ecucic	1052 42	1036 87•
Ecuper	121 87	116 62
Ecureuil Capitalisation	2140 74	2119 54
Ecureuil Invest	420 54	408 29
Ecureuil Monepremière	55686 94	55686 94
Ecureuil Monétaire	32824 86	32824 86
Ecureuil Trimestr.	1963 36	1943 92
Elicash	316505 47	316505 47
Energie	303 48	289 72
Eparcic	2995 26	2995 26
Epacourt-Sicav	4196 40	4185 94
Epargne Associat.	24258 29	24219 96
Epargne Capital	8840 37	8752 84
Epargne Court Terme	566 99	566 99
Epargne Croissance	1689 41	1644 19
Epargne Industrie	101 95	99 22
Epargne Inter	591 37	575 54
Epargne J.	58373 31	58373 31
Epargne Long Terme	196 65	191 39
Epargne Monde	1341 60	1305 60
Epargne Obligat.	186 24	181 28
Epargne Première	12209 14	12118 25
Epargne Quatre	1092 18	1062 95
Epargne-Unie	1406 56	1355 72
Epargne Valeurs	453 79	441 64
Epsilon	1168 97	1157 40
Eulinvest	724 17	703 08•
Eurocic Leaders	1144 38	1111 06
Eurodyn	1255 86	1214 56
Euro Gan	7601 52	7447 75•
[illegible]	26 41	26 02•
Fondicav	11930 83	11930 83
FRANCE-GAN	10487 57	10012
France Garantie	265 74	255 23
France Investiss.	439 69	428 97•
France Oblig.	444 13	439 73
Francic	520 03	504 88
Francic Pierre	124 79	121 16
Francic-Régions	1365 33	1325 58
Fructi-Association	29 84	29 84

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Fructi-Capi	34 98	34 44
Fructi Court	118538 41	118538 41
Fructidor	234 15	230 69
Fructi-Eco	557 45	549 21
Fructi-Epargne	30 24	29 50
Fructifrance	990 18	966 04
Fructimmo	34 17	33 34
Fructi-Première	11116 13	10851 85
Fructivar	4566 13	4654 74
Futuroblig	1189 04	1149 94
Gestilion	61272 15	61119 35•
Gest.Associations	163 33	159 74
Gest. F. Sécur.	10519 04	10519 04
Horizon	1244 92	1208 66
Interpar	105119 11	102057 39
Interoblig	11909 49	11451 43•
Intersélection Fce	579 98	563 07•
Japacic	186 96	181 51•
Jeunepargne	249 71	246 02
Laffitte Amérique	219 84	209 87
Laffitte Europe	306 33	292 44
Laffitte Expan.	282	269 21
Laffitte France	362 97	346 51
Laffitte Immobil.	271 51	259 20
Laffitte Japon	450 94	430 49
Laffitte Oblig.	135 09	128 96
Laffitte Rendement	179 92	171 78
Laffitte Tokyo	383 44	366 05
Latitude	5668 49	5680
Leumi C.T.	10577 35	10577 35
Leumi L.T.	5808 77	5639 58
Lion Association	11095 70	11095 70•
Lion Institution	24360 51	24289 76•
Lionplus	803 63	795 67•
Lion Trésor	2055 35	2035 •
Lion 20 000	22107 36	22107 36•
Livret Bourse Inv.	568 62	552 06
Livret Portefeuil.	725 44	704 31
Méditerranée	207 50	198 56
Mutuel CIC	10054 70	9954 15
Mondial Investissem.	437 26	417 43
Monecic	5791 26	5791 26
Monédan	58267 26	58267 26•
Mone.J	60858 06	60858 06
Mutualité dépôts	11284 60	11262 08
Mutuelle Unie Sél.	151 11	144 60
Natio Court Terme	236167 00	236167
Natio-Epargne	14721 99	14578 23
Natio-Ep. Ret.	130 30	126 81
Natio Epargne Trésor	8590 01	8576 86
Natio-Immo	1323 42	1288
Natio-Inter	1174 41	1142 98
Natio-Monétaire	21321 28	21321 28
Natio Obligations	505 66	492 16
Natio-Patrimoine	1518 60	1477 96
Natio-Placements	63994 81	63994 81
Natio-Revenus	1003 40	993 47
Natio Sécurité	11852 77	11852 77
Natio-Valeurs	892 17	858 56
Nippon-Gan	6535 60	6239 24
Nord Sud Dévelop.	1267 97	1266 44
Norvatif	12716	12466 67•
Obli-Associations	124 72	123 49
Oblicic-Mondial	2311 52	2277 36
Oblicic-Régions	1083 01	1067
Oblig. ttes cat.	151 08	148 85•
Oblilion	1108 76	1097 79•
Oblisécurité	10731 87	10731 87
Oraction	1193 07	1153 84
Orvalor	6152 56	5930 18•
Paribas Epargne	17332 34	17297 74
Paribas Opportunités	129 80	124 51
Paribas Patrimoine	569 30	546 09
Paribas Revenus	90 22	89 33
Patrimoine Retraite	185 96	182 31
Parvalor	699 75	679 37•
Phénix Placement	277 15	269 08
Pierre Investissements	774 49	755 60•
Placement A.	1259 97	1235 26
Placements C.T.	75447 92	75297 33

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Placement J.	8026 38	8014 35
Placement Premier	55689 78	55578 62
Plénitude	121 14	117 90
Poste Gestion	54592 56	54592 56
Première Oblig.	10497 60	10487 11
Prév. Ecureuil	109 56	106 83
Priveassociation	24582 45	24582 45
Quartz	132 02	128 77
Réalvalor	1071 39	1040 18•
Renacic	161 41	159 02
Revenus Trimestr.	5257 35	5205 30
Revenu-Vert	1132 12	1115 39
St Honoré Bio-Alim.	941 89	899 18
St Honoré Global	273 29	260 90
St Honoré Mat Plac.	246 64	235 46
St Honoré Pacifique	640 48	611 44
St Honoré PME	565 25	539 62
St Honoré Real	12543 33	12493 36
St Honoré Services	520 12	500 12
St Honoré Techno.	797 88	761 70
Sécuricic	1469 77	1469 77
Sécuri-Taux	1169 33	1169 33
Sicavdan	699 42	669 08
Sicav Associations	1555 13	1552 80
S.F.I. fr. et étr.	713 96	693 07
Sicav 5.000	462 68	440 57•
S.I. Est	......	...... •
Sivafrance	741 39	721 56•
Sivam	440 83	429 03•
Sivarente	221 31	219 12•
Sivinter	443 25	431 39•
S.N.I.	1261 06	1224 32
Sogevar	1119 81	1068 03•
Sogintar	1367 74	1305 72•
Soleil Investissements	561 91	536 43
Stratégie Actions	1249 41	1201 36
Stratégie Rendements	1203 83	1165 94
Technocic	1194 26	1159 48
Techno-Gan	6281 69	5996 84
Thesora	546 64	541 23
Transplus	132 70	126 99
Trésor Avenir	105 79	104 74
Trésor Plus	1072 13	1061 51
Trésor Réal	11995 06	11995 06•
Trésoricic	107587 08	107587 08
Trilion	5149 82	5098 83•
U.A.P.Investiss.	483 87	466 38
U.A.P. Act. F.	618 11	596 77
U.A.P. Act. Sél.	675 37	650 96
U.A.P. Actif.	657 42	633 68
U.A.P. Altaf.	481 66	464 25•
U.A.P Alto	114 11	108 99•
UAP Moyen Terme	115 28	111 11
Uni-Associations	114 72	114 72
Uni-Foncier	1538 78	1484 13
Unifrance	631 46	608 66
Uni-Garantie	1286 57	1261 32
Uni Régions	1676 28	1615 69
Unirente	2391 31	2312 68
Univar	200 94	200 94
Univers Actions	1353 84	1309 32
Univers-Obligations	1643 28	1589 25
Valorem	577 46	563 38•
Valorg	1749 78	1747 03
Valréal	44632 29	44609 99
Vauban	24187 69	24163 50•

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

Le Monde

L'ouverture de la Coupe du monde de football

Les agnostiques du ballon rond

Le Mondiale, quatorzième *édition de la Coupe du monde* de football devait s'ouvrir, vendredi *8 juin, à Milan* par la rencontre Cameroun-Argentine. Les vingt-quatre équipes, réparties en six groupes, s'affronteront jusqu'à la finale, dimanche 8 juillet, à Rome. La France ne participe pas à cette compétition où les espoirs se portent sur les Pays-Bas, la République fédérale d'Allemagne, le Brésil, l'Argentine et l'Italie. Cet événement sportif, s'il est le plus populaire de la planète, suscite cependant de véhéments mécontentements, chez les *« anti-mondialistes »* italiens.

ROME

de notre correspondant

Pour la plupart de ses concitoyens, le docteur Flavio Manieri, malgré sa barbe rassurante et son inoffensive collection de bouffardes, n'est qu'un dangereux paranoïaque. Victime d'un incompréhensible délire obsessionnel – il voit partout des ballons de football, – M. Manieri aurait pu patauger dans sa névrose jusqu'à la fin des temps sans que personne n'y prête attention.

Mais voilà, le bon docteur s'est mis en tête de fonder une incroyable secte de blasphémateurs obscurantistes qui menace les fondements mêmes de la société moderne et fait ravages et disciples jusques et y compris dans l'intelligentsia la plus brillante du pays : avocats, professeurs d'université, médecins, *journalistes, écrivains*, cinéastes, etc. Au départ, ils n'étaient qu'une petite centaine de Romains malintentionnés. Des inconnus pour l'essentiel, *assez fous pour se faire* connaître dans la presse sous l'appellation de Comité des 101, référence universelle, prétendent-ils, aux dalmatiens du même nombre.

Campagne de presse, tracts, déclarations fracassantes et conférence publique, le Comité des 101 dispose, aujourd'hui, d'un bataillon de plus d'un millier d'adeptes. Il a étendu ses tentacules malfaisants dans plusieurs grandes villes d'Italie. Il jouit de la coopération de plusieurs mouvements écologistes et du soutien de grands noms comme Ettore Scola, Alberto Moravia, *Nanni Moretti, Dino Risi* et d'autres encore. D'après la charte publiée par la secte, celle-ci entend *« dénoncer la domination culturelle du « Dieu ballon » sur le pays »*, ainsi que les *« agressions perpétrées à l'encontre de Rome au nom du foot-spectacle et de ses rites »*.

Selon ces malheureux, que certains défenseurs trop magnanimes de notre civilisation qualifient simplement de *« pisse-froids »* ou de *« snobs élitistes »*, il serait *« intolérable qu'au nom du Mondiale »* on ait pu trouver les milliers de milliards de lires nécessaires, *« alors que des fonds sont refusés depuis des décennies aux services publics essentiels »* du pays.

« Survivre et respirer »

Les 101 se demandent *« comment les citadins vont pouvoir survivre et respirer normalement dans une cité assaillie par plusieurs millions de personnes supplémentaires alors que Rome, toujours au bord du gouffre, est déjà sur-congestionnée »*. Ils en viennent, dans leur manifeste, à mettre en cause ce qu'ils appellent *« le mauvais goût de la coûteuse scénographie urbaine »* mise en place un peu partout dans la capitale pour célébrer joyeusement la grande fête du foot.

Selon eux, il faudrait se défendre *« contre la martelante campagne mondano-propagandiste qui envahit les espaces culturels et contre la prolifération des symboles kistch, inspirés du calcio, qui défigurent les monuments de la cité »*. Comme si la multiplication, exponentielle il faut le reconnaître, des émissions télévisées, des jeux, des défilés, des conférences, des concerts et des expositions consacrées à la Coupe n'attirait pas des millions de citoyens-spectateurs enchantés de participer ainsi à un Mondiale fait pour eux.

Les petits bonshommes vert, rouge et blanc avec leur tête en forme de ballon qui sont l'emblème de la Coupe et que l'on a disposés, un peu partout, aux carrefours des villes ou sur d'immenses panneaux publicitaires, ne sont-ils pas vraiment ravissants ? Comment expliquer alors qu'aucun article de consommation – stylos, sacs, vêtements, produits d'alimentation, chaussures, magazines, téléphones, briquets, etc. – ne puisse plus se vendre aujourd'hui sans qu'on ait apposé la mascotte tricolore du Mondiale ? Le docteur Flavio Manieri, quand on lui assène ces questions de simple bon sens, marmonne quelque chose d'incompréhensible à propos de *« science du marketing »*, et c'est tout.

Pour le reste, il se contente de répéter qu'il *« n'en peut plus »*, que pendant les matches il va se retirer à la campagne et qu'il se sent *« en état d'insurrection intellectuelle »*. Certes, il jure qu'aucun politicien du pays, et c'est heureux, n'a encore été pollué par son entreprise de dénigrement : aucun d'entre eux ne soutient son action. La classe politique italienne, elle, n'a pas vocation au suicide. Mais le docteur Manieri poursuit. Il n'a, *affirme-t-il, « aucunement l'intention d'arrêter le Mondiale »*. *« D'ailleurs*, ajoute-t-il sur un ton désabusé, *en Italie, on n'arrête jamais rien. »*

PATRICE CLAUDE

ISRAËL : la crise gouvernementale

M. Shamir s'efforce de former une coalition restreinte

Au terme d'un éprouvant marchandage avec une myriade de petits partis, M. Itzhak Shamir espérait pouvoir assembler, vendredi 8 juin, une coalition gouvernementale restreinte.

JERUSALEM

de notre correspondant

Si le chef du Likoud mène l'opération à terme – ce qui n'est pas acquis – il dirigera le gouvernement le plus à droite qu'Israël ait connu depuis sa création. Aux côtés du Likoud, viendront siéger, outre la plupart des partis religieux, les petites formations de l'extrême droite ultranationaliste, telles que Tsomet de Rafaël Eitan, ou Tchiya de Yuval Neeman.

Même si leur influence est limitée et risque fort de ne pas dépasser le domaine de la rhétorique, ce sont tout de même des partis qui, au moins sur le plan des «idées», prônent ouvertement le «transfert» d'une fraction des Palestiniens des territoires occupés – c'est-à-dire leur installation à l'est du Jourdain – et des hommes qui se sont opposés aux accords de Camp David.

Apres discussions

Le délai imparti au chef du gouvernement de transition pour arriver à former une nouvelle équipe venait à échéance vendredi à la mi-journée. Et M. Shamir entendait présenter au président Haïm Herzog un accord de coalition en bonne et due forme conclu avec l'extrême droite et l'ensemble des partis religieux à l'exception de l'Agoudat Israël. Mais vendredi à l'aube, d'âpres discussions avaient encore lieu entre les partis religieux qui se querellent férocement à propos de la répartition du gâteau ministériel.

En cas d'accord, M. Shamir disposerait d'une petite majorité (droite-partis religieux) de soixante et une voix – sur les cent vingt sièges que compte la Knesset – à laquelle est venu s'ajouter, au dernier moment, un transfuge du parti travailliste, M. Efraïm Gur, porte-parole de la communauté géorgienne, qui n'a pas résisté à la promesse d'un poste ministériel.

M. Shamir n'a pas caché qu'il aurait préféré reconduire une large coalition avec les travaillistes, comme ce fut le cas à l'issue du scrutin indécis de novembre 1988. Cependant les barons du Likoud n'en voulaient plus et M. Shamir n'est pas assez fort dans son parti pour imposer sa «ligne». Aussi n'a-t-il pu répondre positivement au président Herzog qui lui avait proposé mercredi de former une nouvelle alliance avec le chef travailliste, M. Shimon Pérès.

La coalition de novembre 1988 a volé en éclats à la mi-mars après que le Likoud eut refusé d'aller vers un dialogue israélo-palestinien comme le proposaient les Etats-Unis avec l'assentiment des travaillistes. Ayant obtenu la censure du gouvernement, le 15 mars, M. Pérès s'était, le premier, essayé à la formation d'une majorité restreinte dominée par la gauche. Mais il fut, au dernier moment, lâché par les partis religieux sur lesquels il comptait et le mandat est revenu à M. Shamir auquel il a fallu six semaines pour en arriver à une esquisse d'accord.

Le chef de la droite n'est pas au bout de ses peines. Si un document de coalition était signé vendredi, il devra encore être approuvé, dimanche, par le comité central du Likoud ; le gouvernement sollicitera ensuite l'investiture de la Knesset, lundi ou mardi. C'est une étape qui pourrait réserver des surprises tant la majorité envisagée paraît fragile et tant le principal soutien du Likoud, le parti ultra-orthodoxe séfarade Shas, semblait encore réticent et hésitant en cette fin de semaine.

ALAIN FRACHON

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Gens de court

QUEL pied, hier, à Roland-Garros ! *Ouais, ouais*, j'y étais. Mais non, j'ai *pas payé mon* billet, j'aurais eu l'air de quoi ? J'étais invitée, moi. Invitée par A 2 et FR 3. A l'entrée, deux ravissantes hôtesses m'attendaient pour me conduire à la salle à manger. Je savais pas, mais c'est là qu'ont lieu les rencontres cette année. Les loges du central, *plus personne n'y va*. C'est d'un plouc ! Si on veut se faire photographier, faut être en train de bâfrer au Village.

De ce côté-là, rien à dire, on a été servis. Champagne, whisky, cavalcade de hors-d'œuvre, crevettes, saumon... Chouette, très chouette. Et très bien fréquenté. Je croyais voir Steffi Graf, j'ai vu Christine Ockrent en superforme. Et Daisy de Galard et la petite championne américaine, *Jennifer... Non*, qu'est-ce que je raconte, le ministre de la communication, Catherine Tasca. Côté double messieurs : Olivier Guichard, Jean Daniel, Paul Guimard, François Siégel.

On a eu droit à des échanges très vifs, très percutants sur la prostitution, le best-seller de Gisbert, *le Président*, la météo, les encombrements. On a débiné tout plein de gens. Moi la première. C'est un des sports que je pratique avec le plus de régularité. Evidemment, on était pas complètement à ce qu'on disait. Pas à cause des écrans muets disposés *sous le plafond* où s'inscrivaient, devant des gradins *déserts*, les débats des joueuses qui couraient dans tous les sens pour arriver en finale, bien sûr que non. Rapport aux autres convives plus ou moins bien placés, dont on suivait les évolutions autour du filet, pardon du buffet, d'un *œil agacé ou rassuré* ou inquiet. J'ai l'impression que *vous n'y êtes plus*, là : Qui placé ? Où placé ? Ben, voyons, à la table du super-PDG.

Il nous a piqué Nourissier et il nous a laissé sa femme. Moi, je l'adore, elle est futée, fine, enjouée. Elle n'a qu'un truc un peu bizarre, une passion pour le tennis. Elle arrêtait pas d'interrompre *la conversation avec des* remarques parfaitement oiseuses du *genre* : Ah la la ! Seles vient de taper une de ces balles ! Fulgurante ! Alors Guimard : Quelle balle ? On joue pas au foot avec une balle ! Bon dieu, je croyais qu'on allait assister à une retransmission de l'ouverture du Mondiale. J'ai *encore dû me* tromper de jour et de cocktail !

Aux Etats-Unis

Rémy Martin est accusé de faire travailler des prisonniers chinois

La société française des cognacs *Rémy Martin a été de nouveau* accusée le mercredi 6 juin aux Etats-Unis de participer, par le biais d'une joint-venture avec une coopérative de vins chinois de Tianjin à l'utilisation de prisonniers des camps de travail.

Selon M. *Jesse Helms*, sénateur républicain de Caroline du Nord, ces prisonniers sont contraints de travailler pour presque rien en vue d'assurer les devises dont la Chine a besoin pour son développement. Ces accusations, déjà avancées en *avril dernier par le Financial Times*, visent le fonctionnement d'une joint-venture dont les Chinois, qui sont propriétaires du vignoble, possèdent 62 %. Rémy Martin présent à hauteur de 38 % apporte le matériel et l'équipement nécessaires à la *vinification*. La firme Rémy Martin précise qu'elle se *contente* d'acheter les raisins par l'intermédiaire d'une administration agricole et qu'elle n'a aucun contact direct avec les producteurs chinois.

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 8 juin 1990 a été tiré à 533 437 exemplaires.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 8 juin

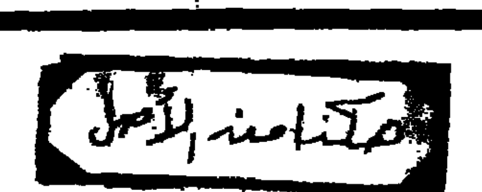
Nouvelle baisse

Après le coup d'arrêt donné à la baisse jeudi, durant lequel l'indice CAC 40 s'est apprécié de 0,25 %, la tendance est à nouveau à la baisse, vendredi matin, rue Vivienne, avec un indice CAC 40 à – 0,28 % à l'ouverture et à – 0,04 % en séance. Parmi les hausses figurent : Hutchinson (+ 4,1 %), Metaleurop (+ 4 %), Penhoet (+ 3,3 %), Nordon (+ 3,1 %). Et parmi les baisses : Damart (– 4,4 %), Essilor (ADP) (–3,6 %), Sogenal (– 2,9 %), Bail Equipement (– 2,7 %).

M. José Antonio Samaranch invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. José Antonio Samaranch, président du Comité olympique international, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-*le Monde* » dimanche 10 juin de 18 h 30 à 19 h 30.

M. Samaranch qui séjourne à Paris pour les Internationaux de tennis de Roland-Garros répondra aux questions d'André Passeron et d'Alain Giraudo du *Monde* et de Guy Kedia et de Pierre-Marie Christin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.





REVUE EUROPEENNE DES LIVRES — ANNEE 2 - NUMERO 2 - JUIN 1990

LIBER

Francis Marmande, Vaclav Jamek

Le secret de Michel Leiris

Eric Hobsbawm

Un anniversaire oublié : le centenaire du 1[er] mai

Allemagne année zéro

Joseph Jurt
Le mythe des deux Allemagnes

Christophe Charle
A la recherche de la bourgeoisie allemande

Ulrich Raulff
L'empire du centre

Peter Schöttler
Nazisme et « Ostforschung »

Carlos T. Powell
Les leçons de la démocratie espagnole

Supplément au nº 14110 – Ne peut être vendu séparément – Samedi 9 juin 1990

Frankfurter Allgemeine — L'INDICE — Le Monde — EL PAIS — TLS

SOMMAIRE

Dessin de couverture : Loredano

Aïgui le Tchouvache

Jacques Roubaud

Il est né en 1934 dans le village de Chaïmourzino, district de Batyrev, situé dans ce qui se nomme aujourd'hui Région autonome de Tchouvachie, peuplée donc de Tchouvaches, sur le cours moyen de la Volga et sur la rive « européenne » de ce fleuve. Apparentés aux Turcs, les Tchouvaches étaient venus dans ces régions avec les Huns, en lutte avec les Kazakhes ; refusant l'islamisation, la christianisation ou la russification, ils ont conservé jusqu'à nos jours une culture et des croyances fort anciennes.

Le père d'Aïgui était instituteur ; mais surtout un errant. Il mourut au front pendant la seconde guerre mondiale. La lignée maternelle était chamanique. La tante d'Aïgui en préservait les secrets ; elle le conduisait dans la forêt à l'écoute des arbres sacrés.

La poésie tchouvache moderne, dont Aïgui est l'héritier génial, naît de la rencontre de la tradition millénaire avec le modernisme. Sespel (*le Perce-neige*), Mitta surtout l'inventèrent. Mitta fut déporté dans les années 30 ; le village natal d'Aïgui est proche de celui de Mitta. Du tombeau de Mitta, dont la terre très noire, sans cesse fleurie, est plantée de fraisiers géants, une motte fut prélevée il y a deux ans pour être jetée comme un salut sur une autre tombe : celle du père de la poésie moderne française, qui repose, lui, au cimetière Montparnasse, Charles Baudelaire.

Conseillé par Peder Khuzangaï (un autre poète : la poésie est une activité noble en Tchouvachie), Aïgui vint à Moscou dans les années 50 étudier à l'Institut de littérature ; on le classa immédiatement parmi les « poètes-paysans », ce qui ne le satisfaisait guère. Il n'écrivait pas de manière « réaliste » et pour cela fut exclu du komsomol. Il se considérait, lui, plutôt comme un « malévitchien », espèce non reconnue officiellement. Lors d'un retour au pays natal, il lut dans Maïakovski l'éloge de Pasternak ; la lecture de Pasternak lui apprit l'existence de Baudelaire, et il décida d'apprendre le français. Son anthologie de la poésie française du vingtième siècle en tchouvache fut très longtemps la seule, en Union soviétique, à faire lire Char – qui a longuement correspondu avec lui, – Bonnefoy, Michaux... Enfin il rencontra Pasternak qui l'amena à composer aussi ses poèmes en russe.

Aujourd'hui, après un tiers de siècle de poésie, une vie dure, misérable même, toujours fière (le silence des publications officielles fut total jusqu'à l'année dernière !), Aïgui apparaît comme la voix sans doute la plus originale de la poésie russe contemporaine, certainement l'une des plus singulières du monde. Voilà déjà de nombreuses années que des « aïguiens » fanatiques, des exilés comme Siniavski, des poètes en Allemagne comme en France, en Yougoslavie comme en Hongrie, en Pologne, au Danemark, aux Pays-Bas... ont commencé à traduire et à faire connaître ses poèmes. Son livre le plus connu, le plus accessible, *le Cahier de Véronique*, a été publié en France par Le Nouveau Commerce, dans la traduction de Léon Robel, qui est depuis vingt-cinq ans son ami (1). »

▶ **Poète et mathématicien. Jacques Roubaud est professeur à l'université Paris-X-Nanterre et directeur de programme au Collège international de philosophie. Il vient de publier *l'Exil d'Hortense* (Seghers).**

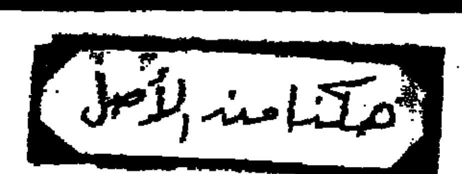
(1) *Outre ce recueil paru en 1984, d'autres* poèmes de Guennadi Aïgui ont été publiés par Messidor-Temps actuels (*Festivités d'hiver*) et Seghers (*Sommeil, poésie, poèmes*). Vient de paraître au Nouveau Commerce : *le Temps des ravins.*

Coquelicots de cette année

et non pas silence mais simplement comme dirait-on
lorsque nous sommes tristes répondements :
« ce n'est pas nous qui sauvons ce n'est pas la beauté qui sauvera
en tout cas pas la nôtre pas une semblable
nous sommes enfants – on peut offenser – tels
que vous pouvez entre-passer à votre guise
nous ne retenons pas beaux à notre manière
mais faibles – seulement vêture de l'invisible
comme de quelque échéance
mais toi cherche toi guérison là-bas
de ce que nous ne savons
– est-ce en traversant la forêt ? nous sommes simplement douceur
vous – force active nous – fleurissons
seulement au contact
d'une autre force bienveillante sans hâte
et cela aussi n'est qu'heures et jours
comme un rossignol chante
enfant
ignorant la puissance qui meut
et si l'on se flétrit nous nous flétrirons
comme : point de chant – mais force immobile
par vérification et non souffle mais dirait-on
tristesse en faibles trébuchements : ainsi au-dessus du champ
s'embrument – les semblances

(1985)
(Traduit par Léon Robel.)



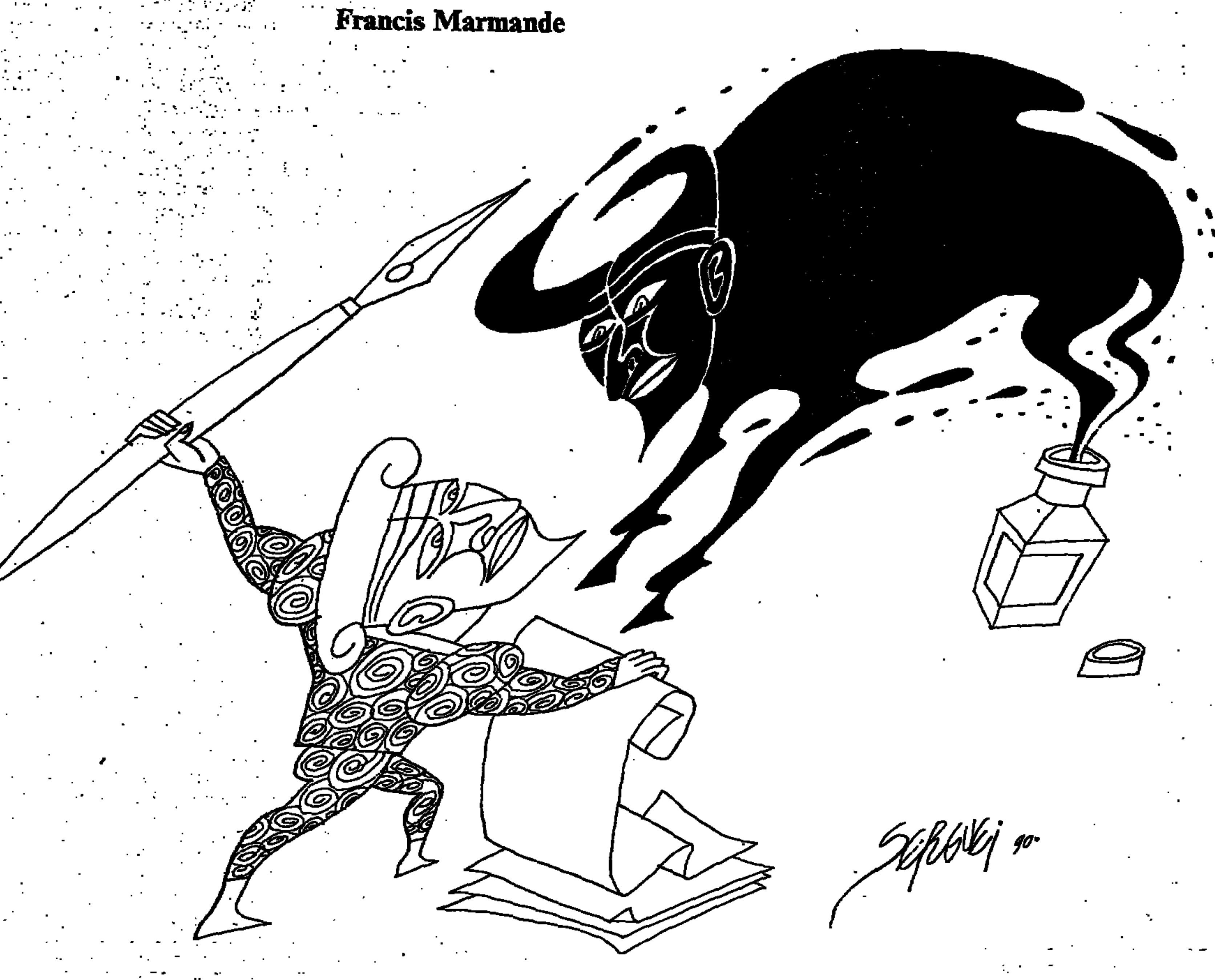


Portrait

Michel Leiris : la lettre à Louise

Francis Marmande

Poète, ethnologue, écrivain, Michel Leiris a changé les règles de l'autobiographie (l'Age d'homme, la Règle du jeu), *celles de la relation aux autres* (l'Afrique fantôme) *et le rapport profond au langage* (Langage tangage). *A travers ses amitiés fidèles, son rôle fut celui d'un passeur : entre la littérature et les faits, entre la poésie et l'action, entre les arts et les sciences humaines.*



DE l'expédition Dakar-Djibouti où l'entraîne Marcel Griaule en 1931, Michel Leiris revient (à sa façon) ethnologue. Son journal personnel, *l'Afrique fantôme* (1934), prolongement imprévu aux *Impressions d'Afrique* de Raymond Roussel, irrite les savants comme une *gaffe* (*« On ne peut jamais tout dire, c'est entendu, mais dans* l'Afrique fantôme *je voulais dire le maximum. »*). L'excès de subjectivité, de sensibilité, cette part critique de l'analyse de terrain, surprennent...

Au retour, Griaule publie une étude sur *les Masques dogons*. De son côté, Leiris se livre à une présentation très convenable de *la Langue secrète des Dogons*. C'est un travail sérieux, dans le style de son autre ouvrage sur *la Possession et ses aspects théâtraux chez les Ethiopiens de Gondar* (publié en 1958). Son rapporteur en déplore le manque d'organisation rationnelle, ces espèces d'*« explosions successives de pensées »*. Leiris n'est pas blessé, il s'enchante de la formule et se remet au travail pour publication.

« Jazz : jase en zigzag »

La langue, le secret, la possession, la comédie rituelle, l'identité et les masques : en un sens, tout ce qui le préoccupe est là. Il *suffit* d'écouter les mots.

A travers les noms qui le retiennent (Dogon, gondar), dont les lettres semblent se distribuer comme un signe adressé par des peuples sans âge, la tension de Leiris ne s'exerce que sur ce qu'il veut nommer. Dans une intimité ouverte au monde.

C'est par le jazz qu'il est venu à l'ethnologie. Au sortir de la guerre, dès le début des années 20, le jaillissement lumineux des voix et des rythmes le frappe comme un appel. L'exotisme vient tordre la civilisation des villes modernes. Le déchaînement heureux, spectaculaire, de ces mélanges, de ces rencontres impossibles (le rêve de l'Afrique plus le fonctionnement industriel) le bouleverse d'autant plus que l'érotisme y est ouvertement intéressé.

Le hasard (objectif, bien sûr) fait le reste. A *Documents*, la revue fondée par Georges-Henri Rivière et qu'anime Georges Bataille, Leiris rencontre Griaule. Nous sommes en 1929. Il revient du surréalisme, auquel il avait adhéré sans réserve. Il s'entend mieux avec Aragon qu'avec Breton. Depuis 1922, il est très lié à André Masson, et depuis 1924, à Bataille. L'amitié est pour lui ce qui compte.

Peu après Bataille – c'est une première dans les lettres françaises, – Leiris passe sur le divan du docteur Borel, lui-même analysé par Loewenstein, qu'avait reçu Freud. La psychanalyse et l'ethnographie le ramènent à la littérature. Il pensait en sacrifier la vanité chez les Dogons ou à Gondar, dans ce périple de deux ans où il veut l'oublier. *Mais la littérature le rattrape.*

La brutalité du fait

*On en a profité pour dire, de manière un peu précipitée, qu'il s'est alors fait, dans son autobiographie, l'ethnologue de lui-même. La formule est aimable, tentante. Mais elle ne rend qu'approximativement compte de l'entreprise inaugurée par *l'Age d'Homme* (1939) et poursuivie dans *la Règle du jeu*.

Comment au juste rattacher les (petites) tracasseries du sexe ou la curiosité méthodique des jeux du langage à un souci ethnographique ? Comme chez Picasso (l'expression vient de Francis Bacon), c'est la « brutalité du fait » qui est au fond de l'exigence de Leiris. Pour y atteindre, il prend les mots à la lettre. Il écoute ce que lui dit le langage, son interlocuteur premier, le seul à poser à cru la question de la poésie et celle de la vérité.

Chez l'ethnographe comme dans la confession (confession, confidence ou aveu ?), c'est seulement le but poursuivi qui est analogue : formuler une sorte d'anthropologie générale. Rester en équilibre, compromis entre l'extrême intériorité et le plus lointain ailleurs, sur cette ligne de crête où se défait le sujet plus qu'il ne s'assure. Garder jusqu'au bout l'ambition de montrer le dessous des cartes (ce qui n'est qu'un début), mais surtout de les redistribuer, pour faire enfin coïncider l'écriture et la vie *(« Je me suis aperçu un jour que ce livre relatif à ma vie était devenu ma vie même »)*. Ou du moins d'en tenter la chance.

Détail pittoresque : comme un ethnographe appliqué, l'écrivain travaille à l'aide de fiches... On est assez loin, on le voit, de l'écriture automatique. La visée, ce ne sont pas seulement ces associations d'idées où il excelle, ces dissociations de lettres auxquelles il s'adonne, ces jeux de mots qu'il suscite : il veut trouver des *associations de faits*.

Ce n'est pas le seul paradoxe de Leiris (*« un crabe à la démarche oblique » ; un énergumène qui n'a jamais cassé de vitre » ; un révolutionnaire que ses habitudes paralysent et que la vue du sang ferait presque blêmir » ; « un athée adorateur de la lune » ; « un positiviste qui a faim de miracles »*, etc. (1).

« Glossaire : j'y serre mes gloses »

De bonne éducation, il ne craint pas l'insolence. Plutôt réservé, il consent à l'outrance. Assez prudent, il n'hésite pas à prendre des positions radicales au moment où il faut (anticolonialisme, antiracisme, antifascisme). Extrêmement secret, il apparaît comme un des écrivains les plus « étalés » du siècle. Rêvant d'ailleurs illimités, il s'enracine. Avide de s'effacer, il voit son nom donné par Louise, sa compagne, à l'une des galeries les plus importantes de l'art contemporain : la galerie *Louise-Leiris* (en 1939, Louise a repris l'œuvre de Kahnweiler). Petit homme timide et effacé aux cruels autoportraits, il aura été portraituré par les plus grands peintres du siècle (Masson, Picasso, Bacon, Giacometti...).

Dans ce qu'il estime être son *« devoir de lucidité »*, cette œuvre de dénudement ultime, il sait – et c'est là que sa position dans le siècle est essentielle, unique aussi – qu'il n'a d'autre recours que cet équilibre menacé entre le dedans et l'extérieur, le gouffre du moi et le désert de l'objectivité. Un peu comme Henri Michaux dans *Ecuador* ou René Char dans *les Feuillets d'Hypnos*. Ce n'est qu'à ce prix, à cette intenable condition qu'il peut aboutir à dire le peu qu'il sait, mais *tout* ce qu'il sait, au fait d'être un homme d'aujourd'hui. Rester debout, les yeux écarquillés malgré la conscience du manque et la détresse qui en sourd... Et continuer jusqu'au bout d'aligner des phrases qui tiennent à peu près d'aplomb, comme simple manifestation vérifiable de ce maintien.

La subjectivité où s'effrite le narcissisme (même si elle n'est pas exempte de coquetterie) permet au moins d'envisager la marge appréciable du *« calcul de l'erreur »*, avec pour horizon – chez Bataille aussi, on s'en avise moins – le rêve infini de la poésie.

Autobiographie ? Si l'on veut : on l'a tant dit, de toute façon, qu'il faut s'y faire...

Lire la suite page 4

(1) M. Leiris, *Images de marque*, éd. Le temps qu'il fait, 1989.

Du surréalisme à l'ethnologie

*Né à Paris le 20 avril 1901 d'un père fondé de pouvoir auprès d'un agent de change, Michel Leiris, après des études de lettres à la Sorbonne et à l'Ecole pratique des hautes études, se lie au groupe surréaliste : il publie ses premiers textes dans la Revue surréaliste en 1925. Il rencontre l'ethnologue Marcel Griaule et participe à la mission Dakar-Djibouti qui, de 1931 à 1933, traverse l'Afrique centrale d'ouest en est : le récit de cette exérience est le sujet de l'Afrique fantôme, publié en 1934. Nommé attaché de recherche au CNRS, il entre cette année-là au Musée de l'homme : il y fera toute sa carrière, jusqu'à sa retraite en 1971, comme directeur du département Afrique noire.

Intellectuel engagé, il fut pendant quelques mois membre du PC en 1928, collabora à la *Critique sociale* de Souvarine et à *Documents* de Georges Bataille, avec lequel il créa le Collège de sociologie, fut avec Jean-Paul Sartre l'un des fondateurs des *Temps modernes* en 1945, signa le Manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission pendant la guerre d'Algérie, s'associa au mouvement de mai 1968 et présida même, avec Simone de Beauvoir, l'association des amis du journal maoïste *la Cause du peuple*.

Eloge de l'autobiographie

Les œuvres de Michel Leiris peuvent être réparties en plusieurs catégories. La plus importante est celle des écrits biographiques, commencés avec *l'Age d'homme* en 1939, continués avec les quatre volumes de *la Règle du jeu* (*Biffures*, 1948 ; *Fourbis*, 1955 ; *Fibrilles*, 1966 ; *Frêle bruit*, 1976), complétée par *le Ruban au cou d'Olympia*, en1981 ; *Langage tangage*, en 1985 ; *A cor et à cri*, en 1988. Viennent ensuite les poèmes, réunis dans *Haut mal* (1969) et *Mots sans mémoire* (1970) ; les essais critiques, rassemblés dans *Brisées* (1966) ou *Francis Bacon* (1983) ; les textes ethnologiques, qui comprennent, outre *l'Afrique fantôme* (1934), *la Langue secrète des Dogons de Sanga* (1948), *la Possession et ses aspects théâtraux chez les Ethiopiens de Gondar* (1958), *Contacts de civilisation en Martinique et en Guadeloupe* (1955), *Afrique noire : la création plastique* dans la collection « L'univers des formes » (1967) ; et... un roman, *Aurora*, si l'on peut appeler ainsi ce récit éclaté, écrit en 1927 et 1928, publié en 1946.

Tous ces livres sont publiés chez Gallimard, à l'exception de *Brisées* (Mercure de France), *Francis Bacon* (Albin Michel), *la Possession et ses aspects théâtraux chez les Ethiopiens de Gondar* (Fata Morgana).

LIBER (Revue européenne des livres) est un supplément paraissant dans *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, *l'Indice*, *le Monde*, *El Pais* et *Times Literary Supplément*.

Comité éditorial : Pierre Bourdieu (président), Miguel Angel Bastenier, Thomas Ferenczi, Gian Giacomo Migone, Frank Schirrmacher, Jeremy Treglown.

Design : Enrico Maria Radaelli, Pirella Göttsche Lowe S.p.A., Milan.

Directeur artistique : Michel Gaffré, Paris.

Administrateur : Jean- Claude Gilbert, Paris.

Bureau central : 47, rue de Babylone, 75007 Paris. Tél. : 47-53-77-72.

Nous remercions pour leur aide et leur soutien : Pierre-Jean Gré et le Groupe 7, IPS Communications.

Directrice de la publicité, France : Sabrina Botbol, Le Monde Publicité, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris. Tél. : 45-55-91-82. Télex : MONDPUB 206 136 F. La publicité qui apparaît dans *LIBER* est commune à toutes les éditions.

Editeur : SARL *Le Monde*.

Portrait

Michel Leiris : la lettre à Louise

Suite de la page 3

Le *je* qui s'écrit chez Leiris pourrait bien être, un rien ironiquement, celui de la poésie lyrique que le songe de la science remet en scène. C'est peut-être ce qui explique que, de cette « autobiographie » aux règles réinventées, on ne puisse déduire nul fil biographique qui tienne. Elle voile autant qu'elle dévoile.

« Mammifère : ma mère l'était, il faut m'y faire »

Rimbaud l'a mis sur la piste de ce réalisme halluciné. Mais Rimbaud a dû tout lâcher. Mallarmé, au contraire, dont toute l'aventure signale qu'il n'est jamais dupe, qu'il sait de quoi il retourne, guide la langue secrète de ce chasseur de secrets dogon. Embarqués par une préfacc (De la *littérature considérée comme une tauromachie :* une des plus belles du genre) qui dissimule ses craintes sous un humour léger et assez indécidable, nous nous garderons de ne voir dans l'acte autobiographique que sa part de risque (elle y est, bien sûr !) et dans le porte-plume un estoc *de muerte*. Pressons-nous d'autant moins que nous devons à Leiris, aficionado repenti, les pages les plus incisives sur la part de sacrifice et de jeu où se reflète la comédie funèbre qu'est la corrida (*Miroir de la tauromachie*, 1937).

Le vrai risque d'écrire est ailleurs. Plus sourd, plus émouvant, plus ombrageux, il n'est que le risque inavouable que la littérature, au *fond – toujours cette défiance* héritée de Dada ! – ne soit qu'une comédie du danger d'être. Plus plat, plus décisif, il n'est que le risque d'affronter sa propre bêtise. Et, au passage, de toucher au fond de contradictions plutôt vaines.

Se méfier des phrases, mais se complaire aux boucles, au mouvement circulaire des périodes, au jeu baroque de l'écriture... Se méfier de la littérature, mais en tirer la seule couleur, le seul calme du fait de vivre. Et au bout du compte, quand on a été l'homme des balancements impossibles, de la difficulté d'être, de la volonté de mourir, de la *déception de soi*, de l'entre-deux, n'avoir d'autre rêve, d'autre jouet que ce talent souverain où se suspend, à défaut de s'y résoudre, l'hésitation entre le son et le sens, cette arbitraire fêlure qui n'est pas moins insupportable que la pauvre présence au monde. Les gloses de Leiris s'ouvrent à l'infini comme un cri d'enfant tendu vers ce corps qu'évoque la langue maternelle (*« Mammifère : ma mère l'était, il faut m'y faire »*).

A cet élan, que soulignent involontairement le refus douloureux de la fécondité (rester un *« être-pour-rien »*, dirait Barthes) et la hantise du suicide, il n'est qu'un recours imparfait mais irremplaçable, une espèce de drogue dont les usagers sont également les autres : l'écriture, cette illusion bien réelle d'échapper à la coupe de la mort.

C'est cette chimie du sens, cette alchimie du rêve qui le conduisent à se noircir. Il est à lui-même son propre nègre en écriture. Il a sur lui le même regard qu'il *porte sur les Nègres d'Afrique ou des* Antilles (s'agissant d'un proche d'Aimé Césaire, on emploie *le* mot « nègre » comme le fait Michel Butor : à dessein). Le rêve n'a jamais de sens caché. Il est déjà un récit : un récit pris pour la vie et la vie pour un songe. La tentation de se noircir, alors, Leiris a pu la chercher dans l'illusoire lucidité de l'ivresse.

Sa *démarche* sans équivalent atteint à une prise de distance qu'on ne supposait pas possible. *Elle invente une nouvelle* objectivité qui dit cruellement. Elle doit à Montaigne, à Nerval autant qu'à Proust et à Roussel. Larousse, Littré et Grevisse en sont les livres de main, comme on dit de certains hommes qu'ils sont des hommes de main. Leiris n'invente jamais rien. Il biffe. Et s'il biffe, ce n'est que pour l'exactitude des faits.

Raturant sur la page, il n'aura cessé de relier, dans la vie, l'*inconciliable* (surréalisme, collège de sociologie dévolu à l'étude du sacré, existentialisme), les savoirs en voie de définition (anthropologie, linguistique, psychanalyse), les êtres séparés (Masson, Limbour, Bataille, Sartre, Picasso) avec un sens inimitable de la proximité et de l'éclat discret. Sans jamais manquer de s'adresser à Louise, première destinataire, récemment disparue, d'une œuvre que l'on peut désormais tenir pour *« une longue lettre à cette coutumière et tendre confidente, sa compagne au clair regard »*.

De Dakar à Djibouti, Leiris rédigeait tous les soirs un journal dont il lui envoyait les livraisons, sans même relever que, sous les noms qui l'obsèdent (*Dogon, Gondar*), c'est son nom à elle qu'il récrit en tanguant : Louise Godon. ■

▶ Né en 1945, Francis Marmande est maître de conférences à l'université Paris-VII. Il est l'auteur d'une thèse sur Georges Bataille.

L'éveilleur

Vaclav Jamek

ECHOUANT, selon son propre aveu, à retirer de son entreprise littéraire le profit escompté – un savoir-faire existentiel dont l'œuvre aurait dû fournir le code, – Michel Leiris m'aura cependant aidé à cerner quelques règles de mon propre jeu, à travers les exigences qu'il veut assumer.

Peu d'écrivains ont éprouvé autant que lui le besoin d'une éthique de l'écriture. Il est des choses qu'un poète ne peut faire sans disqualifier sa parole : c'est avec sa chair et ses os qu'il la garantit. Il y a dans cette conviction une part d'illusion, et Leiris le sait : non seulement le génie ne chevauche pas toujours des natures héroïques, mais encore on ne risque pas sa vie en littérature. Mais il ne s'agit pas de cela, sinon comment ne pas appeler de ses vœux les fanatismes d'ayatollah et les répressions totalitaires pour offrir au scribe le frisson d'une tauromachie ? Dans une situation où, de manière ou d'autre, on payait de sa vie – étouffée, ravagée ou décimée – la parole vraie et profonde, j'ai fait de l'exigence éthique de Leiris une lecture inverse, en quelque sorte, plus humble et plus féconde.

Ne pas faire l'ange pour ne pas faire la bête : dans cette perspective, l'adéquation entre *mon* être humain et mon discours m'enjoint, d'une part, de *mesurer ma parole* selon ce que *ma* chair peut soutenir (éviter de prophétiser *dans l'oubli total de ma faiblesse* réelle) mais, d'autre part, d'empêcher *ma parole de glisser sur une pente* où ma dignité d'homme serait irrémédiablement perdue.

Ainsi se définit, entre la présomption et l'infamie, un intervalle cerné de batailles juste nécessaires ; l'éthique poétique de Leiris est une leçon de modestie. *J'ai été agacé quelquefois* par les autofustigations trop insistantes de Leiris ; je me demandais si elles ne dissimulaient pas un orgueil inflexible et si l'homme n'en rajoutait pas pour se mettre en question parce qu'il ne supporterait pas que d'autres le fassent. *J'y voyais un masochisme* de luxe, alors que le déni d'existence que m'op*posait la réalité environnante m'obli*geait à faire de mon orgueil, peut-être non moins *démesuré*, un usage beaucoup plus direct. Cependant, cette obstination à éprouver son propos, ses vérités à peine dégagées, par les retours corrosifs de cette ampleur finit par convaincre.

En contrepartie des critiques qui reprochent à la civilisation « occidentale » où nous vivons son activisme forcené et son appétit d'absorption, l'acharnement de Leiris me semble témoigner d'une des qualités de celle-ci, qui en fait une civilisation de l'examen et du scrupule, une civilisation qui se renouvelle en se consumant. La *poétique de Leiris est une poétique du* perpétuel redémarrage, et c'est de cet aspect, aux résonances largement culturelles, qu'à mes yeux la phrase de Leiris vient enrichir la phrase proustienne.

Car, bien sûr, la révélation proprement éblouissante que m'a donnée Leiris, c'est sa démarche littéraire. Vers 1975, après avoir déjà lu *l'Age d'homme, j'ai été fasciné par Biffures :* on s'y racontait en racontant l'histoire de *ses mots*, et cette *histoire* devenait en même temps un tissu poétique, un réseau où toute *histoire* pouvait être prise, et toute réflexion ; *ainsi ce texte* dense, multiple et pourtant serré, m'ouvrait la voie de ce *genre complet* où, regrettant toujours d'avoir à sacrifier l'une à l'autre des démarches de mon esprit qui m'apparaissaient également riches et satisfaisantes, je rêvais de réu*nir une pluralité de démarches en une* texture continue, quasiment symphonique.

Je savais désormais que cettè voie était praticable, et j'ai de bonnes rai*sons de penser que les quelques traces* que j'ai pu y laisser se mêlent à celles de Leiris ; parmi les écrivains qui comptent pour moi, il est un initiateur, un grand éveilleur de conscience.

▶ *Ecrivain tchèque d'expression* française, auteur de *Traité des courtes merveilles* (Grasset).

Allemagne année zéro

L'empire du centre

La science de la Terre est-elle une « science de la domination de la Terre » ? Les cartes des Etats façonnent-elles l'inconscient des nations ? Que devient la « géographie politique » lorsqu'elle devient une géopolitique en tombant entre les mains des politiques ?

Ulrich Raulff



★ Michel Korinman : *Quand l'Allemagne pensait le monde. Grandeur et décadence d'une géopolitique.* Préface d'Yves Lacoste, Fayard, 1990, 412 p., 170 F.

LE destin, c'est la politique, disait Napoléon. C'est l'économie, pensait Walter Rathenau. En Allemagne, pour toute une école de géographes politiques, le destin avait nom géographie et la situation de leur pays, placé au centre d'un continent qu'il avait pour vocation de mettre en ordre sans être capable de le dominer, leur semblait particulièrement funeste. Derrière beaucoup de ce que l'on affirme et conteste aujourd'hui avec de candides mines de démocrates, on pourrait, si l'on avait l'ouïe fine, percevoir d'autres accents, *plus anciens et plus virulents.*

La dissolution de l'union des provinces russes fut jadis traitée dès 1916 (par Alfred Hettner) et, dans les années qui suivirent, on entendit et lut beaucoup de choses sur les frontières qui sont aujourd'hui à nouveau l'objet de beaucoup de lectures et de propos. Pour éviter d'emprunter involontairement les formules rhétoriques du passé, il est toujours utile *de discerner – à titre d'exemple – dans* les discussions actuelles sur les frontières, les frontières des discussions d'autrefois. Bien rares sont pourtant les livres propices à nous ouvrir les oreilles comme le *fait l'œuvre récente d'un germaniste français.*

Qu'il ne s'agisse pas de vérité mais davantage de littérature, d'une anecdote avec laquelle le général de brigade tenait à fanfaronner devant ses interrogateurs, peu importe finalement. Karl Haushofer raconta en tout cas aux Américains qui l'interrogeaient en octobre 1945 qu'il avait en personne apporté à deux éminents détenus de la forteresse de Landsberg un exemplaire de la *Politische Geographie* (Géographie politique), de Friedrich Ratzel. L'un d'eux, son élève, assistant et ami Rudolf Hess, l'aurait *transmis à l'autre qui en aurait, hélas, tiré* ses propres conséquences simplificatrices. Haushofer, écrit Michel Korinman dans son étude sur l'évolution de la géographie politique vers la géopolitique, a de cette façon révélé un danger qui existait de manière latente dans l'œuvre de Ratzel, le danger d'être pris au mot par le pouvoir politique.

L'étude de Korinman est l'histoire *d'une science de plus en plus fortement* attirée et détournée de sa voie par l'aimant de « l'efficacité politique ». Cette histoire a un point final : en mars 1946, peu de temps après que Karl Haushofer eut écrit son *Apologie der deutsche « Geopolitik »* (Apologie de la géopolitique allemande), lui-même et sa femme, *qui était* juive, se suicidèrent. La *Zeitschrift für Geopolitik* (Revue de géopolitique) paraîtra bien une fois encore en 1951 sous une forme nouvelle, malgré d'illustres collaborateurs *tels que Bruno Kreisky* et la comtesse Marion Dönhoff, elle était intellectuellement morte. Durant les trois décennies suivantes, les conceptions géopolitiques furent en RFA sujet tabou.

1820 marque le point de départ de cette histoire, année où le géographe Karl Ritter fut nommé à l'Ecole de guerre de Berlin et où l'on fit de la description topographique et de la lecture de cartes une *composante définitive* de la formation prussienne de l'officier. Moins spectaculaires mais largement plus efficaces furent les décrets pris eux aussi au début du dix-neuvième siècle qui ancrèrent la géographie dans les programmes des écoles prussiennes. Regarder la carte des Etats, souligne Yves Lacoste dans sa Préface au livre de Korinman, a renforcé la volonté d'unité des Allemands, la géographie comme discipline scolaire a été un instrument idéologique dans le processus d'unification.

Une révolte de maître d'école

L'étude de Korinman ne se borne pas toutefois à une pure histoire des idées, mais envisage également les diffuseurs de celles-ci (revues, institutions, écoles, maisons d'édition), et c'est là une de ses forces. Car lorsque, peu de temps après la *fin de la première guerre mondiale, cette* histoire amorça son virage décisif qui fit de la science de la Terre une *« science de la domination de la Terre »* (Haushofer), ce ne furent pas les grands pontifes de la Faculté qui jouèrent le rôle principal mais les missionnaires auprès du peuple, les instituteurs de l'école primaire. Etait-ce la fréquentation quotidienne d'une population à laquelle il fallait transmettre des faits géographiques dont les implications politiques engendraient en même temps une frustration qui a nourri leur malaise à l'égard des dogmes universitaires ? Korinman montre en tout cas que l'exigence *d'une géographie plus en prise* sur la politique et moins encombrée de schémas conceptuels est partie de la base de la pyramide : le soulèvement contre l'héritier de Ratzel fut une révolte de maîtres d'école.

Non que l'idée d'une *utilité* politique eût été étrangère à la géographie politique. Dans quel but avait-on exploré et *établi des cartes simon pour la prospérité* de la Prusse et plus tard pour celle du Reich ? Dès le début, d'importants géographes, tels que Petermann, Richthofen et Fischer (« Fischer le Marocain »), *avaient fait leurs les ambitions colonia*listes du jeune empire. Et pourtant, entre le soutien scientifique de la politique coloniale et une implication militante demeurait un *hiatus* que les propagandistes de l'entreprise coloniale remarquèrent et déplorèrent.

Même chez quelqu'un comme Ratzel, pourtant *membre fondateur du Comité* colonial, prédominaient les vieux pôles de gravitation que sont l'Université et la pensée conceptuelle, renforcés encore par cette tendance nouvelle, sensible aussi *depuis 1860 dans la géographie*, à la « scientificité ». La création de plus en plus hypertrophique de concepts et de lois faisait obstacle au désir croissant d'une « réalisation ». Ratzel avait beau faire *siens presque tous les projets* impérialistes du gouvernement du Reich, de l'état-major, de l'économie et de la haute finance, ce qui en *résultait* au bout du compte n'était pourtant pas une science appliquée de la conquête de la Terre mais *rien d'autre en définitive qu'une nouvelle doxa :* le *« mégalostatisme »*, comme la qualifiait Lucien Febvre dont la moquerie visait les systèmes de Ratzel. Politique de mandarin, devrait-on dire au regard de ses *possibilités d'applications politiques.* Korinman n'emploie pas le mot mais décrit la chose. Et il retrace la tentative de Ratzel de comparer la situation géostratégique du Reich avec celle de la *Chine : le destin commun d'une situation* centrale, comme le rediraient sans doute aujourd'hui nombre de voix.

Dans ses nombreux écrits, dont le plus célèbre est la *Politische Geographie* (Géographie politique) de 1897, Ratzel a sans doute étudié l'« organisation » de l'espace par les peuples et les Etats, et il a *fait de la « maîtrise de l'espace » le cri*tère décisif de la grandeur historique. Mais l'auteur de *Der Lebensraum* (1901 – L'espace vital) a pourtant laissé dans l'ombre les chances et les voies d'expan*sion effectives du Reich. Ses successeurs* se sont chargés de combler cette lacune. La guerre de 1914 fut l'occasion d'éprouver *leurs théories, et, après les premiers* revers, elle devint le laboratoire d'une théorisation *à chaud.*

Et pourtant tous les axes fabuleux de l'Elbe jusqu'à l'Euphrate ainsi que tous les immenses espaces d'expansion que la géographie allemande et autrichienne se mettait à édifier claudiquaient à la traîne *les événements. Ils traduisaient les facta bruta* (faits bruts) du rapport de puissance en « nécessités géographiques ». Et bien sûr toutes les décisions et tous les pronostics établis à partir de ces échelles de grandeur *n'étaient qu'une imposture* pseudo-scientifique que les hommes politiques et les militaires reconnaissaient comme telle et dont ils reprenaient tout au plus le vocabulaire comme on use d'une camelote.

Le club des humiliés et des offensés

Réduire l'écart entre savoir systématique et politique concrète fut le but affiché *des « géopoliticiens », qui se regroupè*rent autour de la *Zeitschrift für Geopolitik* (Revue de géopolitique), fondée en 1923 *par Haushofer, Vowinckel et Obst.* Il s'agissait pour eux de définir une forme dynamique du savoir qui se sépare résolu*ment du modèle de la science universi*taire du dix-neuvième siècle. Là où celle-ci, par une méthode historique et *rétrospective,* avait *cherché* des liens de causalité et formulé des lois, la « discipline éminente » (Lautensac) de la géopolitique ferait ses preuves dans l'étude prospective des processus décisionnels économiques et politiques. *Telle était la* mission que se donnait la géopolitique issue de Haushofer : montrer à une *Europe centrale vaincue et arbitrairement* divisée les voies de son relèvement et de sa reconstitution. La revue devint donc logiquement une tribune où les intervenants étaient principalement issus des *nations aspirant à une révision* des traités de Versailles, un club des humiliés et des offensés.

Que ces aides à la décision données par la géopolitique aient été acceptées par les diplomates, militaires et administrateurs auxquels elles s'adressaient, voilà qui demeure cependant plus que douteux. Malgré les bonnes relations de Haushofer avec la direction du régime, les nazis mirent sur pied leurs propres journaux de géopolitique. *Mais sur le plan* d'une politique scientifique d'initiatives universitaires, ce fut paradoxalement un succès. *En 1938, lorsque Haushofer* adressa au führer son livre *Geopolitischer Erntedank* (Géopolitique : remerciements pour une moisson), il avait toutes les raisons d'être satisfait : la géopolitique était inscrite comme *discipline d'enseignement* dans dix universités allemandes et sept établissements du supérieur.

Au début de cette évolution d'une géographie politique vers la géopolitique, il y a eu la certitude parfaitement juste que la géographie, *par la nature même du savoir* qu'elle développe, sert toujours des intérêts politiques et militaires. Mais il y *a toujours eu aussi sans* aucun doute la *disposition* à servir de tels buts, au début par patriotisme, à la fin par revanchisme et soif de puissance. Michel-Korinman retrace le cheminement d'une science vers une ambivalence de *plus* en plus profonde et la dissolution apparente de celle-ci dans l'univocité d'une « science allemande ». *Pourtant, là encore,* les *ambivalences* subsistèrent, particulièrement sensibles dans l'attitude du fils de Haushofer, Albrecht, qui fut exécuté, bien qu'on fût en avril 1945, à cause de ses relations avec la Résistance.

C'est le mérite du germaniste Korinman d'avoir senti les discordances qui se sont maintenues malgré les affinités et de ne pas les avoir sacrifiées à la cohérence d'une thèse. Ainsi apparaît une des *courbes asymptotiques du développement* de la pensée conservatrice allemande qui, de façon funeste, finit par se fondre si étroitement à la brutalité de la *praxis* qu'on a l'impression qu'elle l'a elle-même produite. Mais si l'on y regarde de plus près, comme le fait Korinman, on peut établir la différence sans chercher à disculper.

On regrettera seulement que Korinman méconnaisse le rôle joué par Carl Schmitt *qui ne s'est pas contenté de traduire* les conceptions de la géopolitique dans la sphère du droit international ; on doit aussi à ce quasi-successeur tardif d'avoir œuvré avec d'autres pour que les paradigmes intellectuels de la géopolitique redeviennent convenables dans l'intelligentsia ouest-allemande. Y ont également *contribué, pour leur part* bien sûr, la discussion sur l'Europe centrale et des prises de position individuelles dans la récente querelle des historiens.

Et pourtant : malgré toute la fascination qui émanait des mythes *politiques* de Schmitt comme de ces images venues d'une culture engloutie, tout cela n'était que jeux de verroterie dont on ne pouvait pas sérieusement attendre une renaissance de la géopolitique. Mais, depuis peu, ce ne sont pas seulement les pages des livres européens qui se sont mises à bouger, *mais les cartes des pays* et les vraies frontières. *« Le partage de l'Europe,* écrit Yves Lacoste à propos du livre de Korinman, *coupée en deux par le rideau de fer, était une situation géopolitique relativement simple... Elle va être maintenant beaucoup plus compliquée... Désormais, qu'on le veuille ou non, on va plus que jamais en Europe parler de géopolitique. »* Qui ne veut pas tout bonnement esquiver ces discussions fera bien d'élucider l'origine et de mesurer le poids de l'héritage des conceptions géopolitiques. ■

(Traduit de l'allemand par Jean-Claude Crespy.)

► **Né en 1950, Ulrich Raulff vit à Berlin comme traducteur et publiciste. Il a soutenu, en 1977, une thèse sur Michel Foucault.**

Nazisme et « Ostforschung »

Peter Schöttler

★ Michael Burleigh, Germany Turns Eastwards. *A Study of « Ostforschung » in the Third Reich,* Cambridge, Cambridge University Press, 1988, 351 p.

TANDIS que la « géopolitique » *n'a pu,* en fin de compte, jouer de rôle marquant dans *la politique d'expansion du IIIe Reich*, d'autres disciplines, moins ambitieuses peut-être à première vue, se sont avérées des instruments maniables pour le régime : non seulement la physique, la chimie ou la médecine, mais aussi certaines sciences *humaines. Ainsi, lors même* qu'elles s'inscrivirent dans un cadre universitaire des plus sérieux, la *Ostforschung*, c'est-à-dire l'ensemble des recherches sur l'histoire, la géographie, le folklore, les langues, etc. de la Pologne et des autres pays situés à l'est de l'Allemagne, a, dès la fin du dix-neuvième siècle, apporté sa caution à une politique de germanisation, *notamment en Posnanie.*

A partir du présupposé d'un « sol culturel et populaire » typiquement allemand (*deutscher Kultur und Volksboden*) qu'il s'agirait de mettre en évidence et de *défendre* vis-à-vis des influences et des prétentions « slaves », la *Ostforschung* accumula des *matériaux* et forgea des concepts pour soutenir par exemple la révision des frontières après le traité de Versailles. *L'utilité d'une telle caution* académique n'échappa pas aux différents gouvernements allemands, unanimes sur ce point de politique étrangère. C'est pourquoi des moyens *financiers importants furent mis* à la disposition des « experts de l'Est » au *service* de la « germanité » (*Deutschtum*).

En 1932, le ministère de l'intérieur *fit créer* à Berlin-Dahlem un « centre de recherches sur l'Est » qui prit ensuite le titre *anodin* de *Publikationsstelle* Dahlem. A sa tête une des figures marquantes de la science historique allemande : Albert Brackman (1871-1952), titulaire de la chaire d'histoire médiévale à l'université de Berlin, codirecteur de la prestigieuse *Historische Zeitschrift* et directeur général des Archives prussiennes. C'est sous la houlette que la *Pulikationsstelle* monta, avec le soutien discret mais efficace du ministère, tout un *réseau de recherches, de publica*tions et une revue spécialisée (*Jomsburg*) pour légitimer la politique du Reich *sur* ce qui allait devenir bientôt le front de l'Est.

Après l'invasion de la Pologne, ces travaux fort savants servirent de base notamment à la politique de déplacement *forcé des populations* et permirent, grâce à leurs recensements sociologiques, la politique des ghettos et, finalement, l'extermination *des juifs. Bon nombre de Ostforscher* entrèrent aussi dans les rangs de la SS pour se voir attribuer des postes d'enseignement ou de recherche dans les institutions créées à la place des *anciennes universités polonaises* de Cracovie et de Poznan. En lisant aujourd'hui leurs noms, on constate que certains d'entre eux purent tranquillement continuer leur carrière après 1945 – *quitte à reprendre leur* croisade contre l'Est sous la bannière de... l'Occident tout court.

Ce tableau sans complaisance d'une génération de conseillers du pouvoir *qui eurent* la possibilité unique d'« appliquer » eux-mêmes leur savoir est évidemment accablant. Mais, tout comme l'étude parallèle de Mechthild Rössler sur le rôle des géographes dans la conquête *militaire du* « nouvel espace » à l'Est (*Wissenschaft und Lebensraum. Geographische Ostforschung im National sozialismus,* Berlin, Reimer-Verlag, 1990), il montre de façon exemplaire les conséquences ultimes d'une certaine conception de la « science nationale ». *Une leçon à méditer.*

► **Peter Schöttler est chargé de recherche au CNRS. Il a publié *Naissance des Bourses du travail* (PUF, 1985).**

Allemagne année zéro

A la recherche de la bourgeoisie allemande

La faiblesse du libéralisme et du parlementarisme dans l'Allemagne impériale, la passivité, voire le consentement, devant l'avènement du national-socialisme, deux traits de ce que les historiens allemands appellent leur Sonderweg *(voie singulière), ne s'expliquent-elles pas par les particularités sociales de l'évolution de la bourgeoisie allemande ? Des historiens allemands s'affrontent à cette question et à celles que posent les bouleversements présents, avec des méthodes très différentes, éventuellement antagonistes, dont il faut peut-être essayer de cumuler les apports.*

Christophe Charle

★ Jürgen Kocka (sous la direction de) *Bürgertum im 19. Jahrhundert, Deutschland im europäischen Vergleich*, Munich, 1988, 3 vol. et *Bildungsbürgertum im 19. Jahrundert* ; teil IV, *Politischer Einfluss und gesellschaftliche Formation*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1989, 238 p.
★ Lothar Gall, *Bürgertum in Deutschland*, Berlin, Im Siedler Verlag, 1989, 640 p.

A l'heure où les Allemagnes sortent brusquement de quarante années d'exception et poussent la coquetterie jusqu'à reproduire leurs deux révolutions précédentes en respectant la chronologie exacte des anniversaires : effondrement du mur et de l'Empire (novembre 1989-novembre 1918), élections parlementaires (mars 1990-mars 1848), une série de livres consacrés à la bourgeoisie allemande nous donnent de nouvelles pistes pour comprendre ce que les historiens allemands appellent leur *Sonderweg* (voie singulière), dont les bouleversements actuels sont l'aboutissement.

On pourrait énoncer cette thématique de manière simplifiée sous la forme d'une question : la faiblesse du libéralisme et du parlementarisme dans l'Allemagne impériale, la passivité, voire le consentement, à l'avènement du national-socialisme dans les années 30, deux traits de ce *Sonderweg*, ne s'expliquent-elles pas par les particularités de l'évolution sociale de la bourgeoisie allemande ? Pour répondre à cette question qui conditionne toute l'interprétation de l'histoire allemande contemporaine – et donc aussi l'avenir – Jürgen Kocka et ses collaborateurs d'un côté, Lothar Gall de l'autre, ont adopté des partis inverses. Les premiers ont choisi la méthode comparative, interdisciplinaire et sociologique et la discussion au sein de groupes. Le second a opté pour la monographie familiale fouillée, la saga sur neuf générations de la dynastie des Bassermann implantée principalement à Mannheim. L'historien y dialogue en permanence avec son modèle et le met en perspective avec le roman d'une famille patricienne de Lübeck immortalisé par les *Buddenbrook* de Thomas Mann. Pourtant les résultats des deux entreprises ne sont pas si éloignés l'un de l'autre, même si, du fait de la présentation de ces livres, il y a peu de chances qu'ils soient lus par les mêmes lecteurs.

L'interprétation classique du *Sonderweg* allemand est simple, presque trop. Faute de suivre la voie réformiste anglaise ou la voie révolutionnaire française, après l'échec de la révolution de 1848, la bourgeoisie allemande a dû passer un compromis avec les classes dirigeantes traditionnelles : aristocratie prussienne, armée, bureaucratie. Certains historiens parlent même d'une « féodalisation de la bourgeoisie ».

Les rapports avec la noblesse

Les comparaisons internationales de la trilogie dirigée par J. Kocka permettent de réfuter cette première thèse par l'analyse des rapports entre la noblesse et la bourgeoisie dans les divers pays européens. La confrontation avec la situation en Angleterre et en France, ou, à l'inverse, avec les pays d'Europe orientale (Autriche-Hongrie, Pologne) aboutit à une conclusion paradoxale. Le compromis allemand s'explique moins par la fusion entre la noblesse et la bourgeoisie que par la distance maintenue entre ces deux groupes sociaux.

A l'inverse, les pays les plus libéraux ou les plus dominés par les valeurs capitalistes sont ceux où les passages entre la noblesse et la grande bourgeoisie sont les plus fréquents, à travers les relations sociales (mariages) ou professionnelles (intérêts économiques communs), les modes de vie ou les processus éducatifs : l'Angleterre victorienne, avec les *public schools et* les universités d'Oxford et de Cambridge, est le pays qui a poussé le plus loin ce mode d'agrégation de la nouvelle bourgeoisie à l'*establishment*. Ce constat renvoie, selon Jürgen Kocka, à l'absence en Allemagne de ce groupe de transition entre l'Ancien Régime et la société capitaliste développée qu'on a appelé, en France, les notables, qu'on retrouve en Italie et dont l'équivalent en Angleterre ou en Hongrie est dénommé *gentry*.

Cette classe dirigeante cumule des traits anciens (domination sociale et politique fondée sur la propriété terrienne, système censitaire et clientélisme) et nouveaux (formation humaniste justifiant son monopole sur les emplois d'Etat importants et fonction de représentation des intérêts locaux). En Allemagne, l'industrialisation tardive et l'impact de la Révolution française, limité à la partie la plus occidentale du pays, n'ont pas donné les conditions de naissance de ce groupe hybride qui a préparé la fusion progressive ultérieure entre la grande bourgeoisie et la noblesse.

L'autre spécificité de la bourgeoisie allemande est l'existence, en son sein, d'une fraction dont l'équivalent se trouve difficilement ailleurs et dont la dénomination est quasi intraduisible : le *Bildungsbürgertum*. Le *Bildungsbürger* se différencie par sa formation classique et universitaire, ce que n'implique pas forcément l'expression française « bourgeoisie à talent ». Si cette bourgeoisie a d'abord soutenu le mouvement libéral et réformiste du *Vormärz* (première moitié du dix-neuvième siècle), elle a peu à peu été gagnée aux tendances nationalistes ou réactionnaires, sous l'Empire ou la République de Weimar, par peur de perdre ses positions privilégiées dans l'appareil d'Etat ou la vie culturelle ou même son statut social, lors de la crise des années 30. La force de cette « bourgeoisie culturelle » – et par là elle conserve certains traits de la bourgeoisie d'ordre d'Ancien Régime – réside dans son lien étroit avec les fonctions publiques et dans sa prétention, avant l'unité allemande, à incarner tout l'héritage humaniste de la Réforme.



Comme le montre H. Best dans une comparaison éclairante du personnel politique de l'Assemblée nationale constituante française de 1848 et du Parlement de Francfort, cette bourgeoisie domine, plus encore qu'en France, les nouvelles élites politiques. Cependant elle n'a guère d'autonomie par rapport à l'Etat pour fonder sa position sociale. Elle n'a donc pu jouer le rôle, avant comme après l'*unité, des professions libérales* françaises ou anglaises, voire italiennes, vouées à une fonction de représentation politique durable des autres milieux et profondément attachées au libéralisme et au parlementarisme.

De même, l'exclusivisme social et l'attachement aux valeurs classiques du *Bildungsbürgertum*, de plus en plus étrangères à un pays qui s'industrialise, l'ont privée de la fonction d'entraînement du « peuple » qui a été celle, par exemple, des intelligentsias d'Europe de l'Est et du Nord, fers de lance des mouvements nationalistes voire socialistes (Pologne, Tchécoslovaquie, Finlande, Norvège).

Les éléments d'identité et de force de la bourgeoisie allemande sont en même temps les sources de son impuissance à devenir une classe véritablement dominante, c'est-à-dire imposant sa légitimité aux autres classes ou groupes sociaux. En effet, comme le note H. Kaelble, c'est l'Etat qui organise la hiérarchie sociale de la bourgeoisie en Allemagne et qui donc divise cette bourgeoisie. De plus, l'industrialisation rapide et poussée, tout comme la concentration des entreprises plus avancée qu'en France ou en Grande-Bretagne, ont privé la bourgeoisie économique d'une large assise paysanne ou de classes moyennes partageant ses valeurs, ce qui lui impose l'alliance avec l'Etat et les anciennes classes dirigeantes pour faire face à une contestation ouvrière beaucoup plus organisée qu'en France et plus radicale qu'outre-Manche.

Mais la différence d'évolution de la bourgeoisie allemande est encore plus flagrante par rapport à des pays décentralisés ou à noblesse faible comme la Suisse ou la Suède. En Suisse, les strates bourgeoises d'origine différente fusionnent progressivement et passent des compromis politiques quand la contestation des classes moyennes ou des classes populaires et des intellectuels devient trop forte. Celle-ci reste toujours cependant dans certaines limites (le spectre de la France révolutionnaire est ici fort utile) parce que la bourgeoisie, ouverte aux hommes nouveaux, se présente comme une classe moyenne englobante, défendant l'éthique du travail, le patriotisme suisse ou cantonal et la démocratie face aux menaces extérieures.

On ne doit pas cependant interpréter ces contrastes en termes de retard par rapport à un modèle d'évolution linéaire qui assimilerait le progrès avec la marche vers l'Occident. L'analyse, par exemple, de certains domaines de la politique sociale en France et en Allemagne montre que l'Empire wilhelminien était plus avancé pour l'organisation des relations industrielles ou la politique sanitaire que la France républicaine prétendument démocratique. En Allemagne, l'Etat a pu imposer plus facilement des règles du jeu anticipant sur l'actuel Etat-providence alors qu'en France la bourgeoisie, au nom du libéralisme et en s'appuyant sur la petite bourgeoisie indépendante, jalouse de sa liberté de manœuvre, a pu s'opposer aux législations trop contraignantes. Le prix à payer en fut des confrontations sociales plus brutales et plus explosives dans l'industrie et un taux de mortalité de la population française – notamment du fait de la variole et de la tuberculose – nettement plus élevé qu'à l'est du Rhin.

Unité et culture

L'équivalence trop vite reçue pour le dix-neuvième siècle : libéralisme = bourgeoisie = progrès n'est donc que partiellement vraie, surtout si on va vers l'est. Ainsi, en Hongrie, c'est la noblesse aux effectifs supérieurs à ceux de la bourgeoisie, qui lance les réformes liées à l'*Aufklarung*. Elle prépare ainsi le développement du capitalisme moderne, lui-même pris en charge par une bourgeoisie autochtone peu développée. De même, en Pologne, la bourgeoisie est divisée par les partages territoriaux et des intérêts économiques divergents. L'intelligentsia ou la noblesse prennent en charge, à sa place, l'aspiration nationale ou les réformes démocratiques.

En définitive, ces exemples rapidement évoqués mettent en évidence l'importance des valeurs culturelles des groupes sociaux en présence par rapport aux facteurs économiques ou politiques, généralement invoqués, pour rendre compte des différences d'évolution des bourgeoisies européennes. D'abord classes dominées au sein des sociétés d'Ancien Régime, les bourgeoisies d'Allemagne comme des pays de l'est de l'Europe ont conquis progressivement leur identité sociale en créant des institutions culturelles : académies, sociétés de lecture, associations diverses. Ainsi sont transgressées *les barrières* d'ordre ou de profession, mais plus rarement de confession, en Autriche-Hongrie et dans l'Allemagne du *Vormärz*. Les processus d'éducation spécifiques de la bourgeoisie, particulièrement codifiés en Allemagne, se mettent également en place dans cette phase d'émergence.

Le manque de poids politique incite d'autant plus la bourgeoisie allemande à investir sur la *Bildung*, afin de se différencier des groupes sociaux inférieurs ou supérieurs. Celle-ci fonde également la coupure entre le *Bildungsbürgertum* et la bourgeoisie industrielle qui oriente plutôt ses héritiers vers les filières moins nobles et plus techniques. Cependant, dans la mesure où cet enseignement humaniste du *Gymnasium* se développe pendant la période précédant l'unité allemande, il a aussi pour mission d'exalter les valeurs de patriotisme et d'ordre, gages de la réalisation de cette unité, la culture allemande étant la première réalisation de l'unité allemande. *Après 1848*, sont peu à peu introduits des exercices sportifs préparatoires à la vie militaire dans l'enseignement secondaire tandis qu'on développe le culte des victoires et des généraux prussiens.

Aussi, à la différence de la France où l'instruction, assimilée aux Lumières et à la Révolution, a pour mission de former des citoyens autonomes aptes à participer à la vie publique, en Allemagne, l'esprit critique et l'idéal de formation du citoyen de la période fondatrice font place, sous l'Empire, à la compression et au respect de l'autorité établie. Ces éléments sur l'histoire de l'éducation qu'on aurait aimés plus développés pour d'autres pays, tant leur fonction de médiation est évidente, permettent de comprendre comment on peut faire l'économie de la thèse de la féodalisation de la bourgeoisie allemande. Sans même se fondre le moins du monde au sein de la noblesse, les bourgeois allemands passés par le *Gymnasium* ou les universités, étaient imprégnés des valeurs aristocratiques, l'élitisme du *Bildung* jouant le rôle de l'esprit de caste de la noblesse.

Les petits-fils

Cette hypothèse est amplement prouvée par l'étude comparative très fine et éclairante qu'Ute Frevert a consacrée au duel dans les sociétés allemande et anglaise du dix-neuvième siècle. Alors que le duel tombe peu à peu en désuétude dans l'aristocratie anglaise, convertie à un idéal du *gentleman* cultivant, par le sport, l'esprit collectif et l'autodiscipline, il ne cesse de prospérer, tant dans l'aristocratie allemande que dans la bourgeoisie de ce pays. Dans la jeunesse étudiante il sert de véritable rite d'initiation. Le *Bildungsbürger*, par le duel, manifeste la valeur de son individualité puisqu'il met en jeu sa vie pour sauvegarder son statut comme le fait traditionnellement l'officier. A travers cette pratique physique et symbolique, le modèle de la bourgeoisie comme « corps » se perpétue donc comme il se maintient dans la noblesse ou dans l'armée.

Le roman familial vrai de Lothar Gall complète heureusement ce panorama général où, malgré tout, c'est le *Bildungsbürgertum* qui est au centre. Lothar Gall, lui, a délibérément choisi une famille de la bourgeoisie économique, active dans la région occidentale de l'Allemagne, la plus marquée par l'influence française et qui connaît un développement précoce. A travers la destinée des générations qui se succèdent entre les deux cataclysmes qui enserrent l'histoire allemande – la guerre de Trente Ans et la seconde guerre mondiale – on retrouve bien les schémas globaux précédents. A la génération romantique et idéaliste d'avant 1848, qui voit dans le libéralisme et le rôle dirigeant de la bourgeoisie les conditions de la naissance d'une société ouverte et sans classe, succède une génération réaliste, consciente de son impuissance à véritablement diriger un pays où les classes traditionnelles restent en position de force.

Les petits-fils qui commencent à perdre l'esprit de famille originel la contestent à leur tour. L'un d'eux, Ernest Bassermann, l'un des leaders du Parti national-libéral, tout dévoué au Reich wilhelminien, soutient l'ordre prussien, l'impérialisme allemand et prône une domination de classe sans faiblesse. C'est pour lui la seule voie d'avenir pour la bourgeoisie dont il représente à la fois les intérêts économiques et *politiques. D'autres*, de plus en plus nombreux, subissent un certain déclassement.

A l'âge des *Konzerns* et des sociétés anonymes, les entreprises familiales périclitent ou n'assurent plus à tous les héritiers un avenir autonome. Ces fils de bourgeois, fiers de leur indépendance naguère, deviennent des cadres salariés. Certains enfin, selon un schéma qui organise le roman des *Buddenbrook*, délaissent l'économie pour les carrières administratives et artistiques. Raffinement de la dernière génération qui passe de l'accumulation à la jouissance, selon un stéréotype qu'on retrouve dans mainte famille de cette époque ?

Lothar Gall avance au contraire une interprétation paradoxale : l'art et la science sont, sous le Deuxième Reich, les seuls domaines où la valeur centrale de la bourgeoisie, la *Selbstandigkeit* (l'autonomie), peut encore se donner libre cours. L'artiste et le savant, à l'époque contemporaine, remettent en cause les cadres culturels hérités, les conventions bourgeoises érigées en dogme, tout comme le premier libéralisme du *Vormärz* contestait l'ordre corporatif d'Ancien Régime. L'artiste ou le savant, citoyens du monde, entendent dépasser les nouvelles barrières nationales, origines des catastrophes que l'on sait.

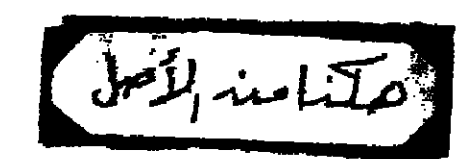
Le dernier Bassermann à s'être rendu illustre, Albert, acteur célèbre de théâtre et de cinéma dans les années 20, refuse de pactiser avec la dictature et choisit l'exil. Il est clair cependant que ce destin d'exception, s'il marque bien la continuité possible entre certaines valeurs bourgeoises originelles et un humanisme moderne, n'est nullement la voie choisie par la plupart des membres tant de la bourgeoisie économique que du *Bildungsbürgertum*.

La confrontation de ces divers ouvrages fait mieux ressortir qu'un long discours de la méthode les choix cruciaux qui divisent la pratique de l'histoire sociale en Allemagne comme en Europe. Il est clair que la voie idéale serait le va-et-vient entre comparaisons globales et monographies quasi ethnographiques en profondeur. Les auteurs des divers ouvrages analysées s'en préoccupent d'ailleurs au fil du texte. Mais il manque encore entre ces morceaux de mosaïque le ciment qui fixerait le chatoiement des couleurs, comme fait défaut, dans les ouvrages collectifs, le téléobjectif sans lequel le grand angle ne livre que des formes vagues.

Les historiens français ont cru trouver la clé dans l'utilisation de la méthode des biographies collectives (1). Elle permet de passer du roman familial singulier à la polyphonie du portrait de groupe et évite que la statistique abstraite se limite à des corrélations pauvres. Mais, pour s'établir à cette moyenne distance de son objet, sans doute faut-il ne pas être pris, à l'instar des historiens allemands, par l'anxiété de la quête des origines des drames récents ou des signes avant-coureurs d'un futur angoissant. ■

(1) Parmi les très nombreux travaux qui utilisent peu ou prou cette méthode, on citera sans pouvoir être exhaustif : F. Barbier, *Le Patronat du Nord sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1989 ; C. Charle, *Les Élites de la République (1880-1900)*, Paris, Fayard, 1987 ; J. Estèbe, *Les Ministres de la République (1871-1914)*, Paris, Presses de la FNSP, 1982 ; A. Plessis, *Régents et Censeurs de la Banque de France sous le Second Empire*, Genève, Droz, 1983 ; S. W. Serman, *Les Officiers français sous la Deuxième République et le Second Empire*, Lille, Atelier de reproduction des thèses, 1978 ; B. Le Clère et V. Wright, *Les Préfets du Second Empire*, Paris, A. Colin, 1973.

▶ **Christophe Charle est historien, directeur de recherche au CNRS. Il a publié *les Élites de la République (1880-1900)*, Fayard, 1987 et *Naissance des « intellectuels » (1880-1900)*, éditions de Minuit, 1990.**



Allemagne année zéro

Le mythe des deux Allemagnes

Pour comprendre les discours sur l'Allemagne qui se tiennent aujourd'hui en Allemagne même et aussi dans les pays avoisinants, et peut-être s'affranchir de ce qu'ils doivent aux routines de pensée, il faut retracer la genèse historique du mythe des deux Allemagnes, que les écrivains ont créé au cours du dix-neuvième siècle.

Joseph Jurt

★ Wolfgang Leiner : *Das Deutschlandbild in der französischen Literatur*. Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1989, 338 pages.

LES relations franco-allemandes se sont profondément modifiées depuis 1945 : les Allemands, qu'on désignait avec mépris du nom de « boches », passent maintenant pour des amis, des Européens. Quarante années ont-elles suffi pour abolir entièrement tous les vieux préjugés ? Wolfgang Leiner en doute et il pense que l'Allemagne suscite encore en France, ne fût-ce qu'inconsciemment, une méfiance secrète, voire de l'angoisse. La perspective actuelle de la réunification a fait surgir des craintes qu'on croyait dépassées. La persistance des images établies apparaît dans des enquêtes effectuées au début des années 70 auprès d'enfants n'ayant pas connu la période de la deuxième guerre mondiale : les petits Français associent spontanément à l'Allemagne la guerre et le national-socialisme, alors que les jeunes voisins d'outre-Rhin se représentent les Français avec un verre de vin, une baguette et du fromage.

Wolfgang Leiner a choisi d'analyser l'image de l'Allemagne dans des écrits littéraires. Ce type d'analyse a été jusqu'à présent une chasse gardée de chercheurs français. On se rappelle dans ce contexte le grand ouvrage de J.-M. Carré, *les Ecrivains français et le mirage allemand (1800-1940)*. Aux yeux de Carré, la France littéraire s'est abusée de la fausse image d'une Allemagne romantique qui s'est révélée bien éloignée de la réalité lors des « réveils » de 1870, 1914 et 1940. L'auteur rendait Mme de Staël responsable de cette idéalisation, tout en reprenant à son tour – en l'inversant – la dichotomie staëlienne entre le Nord (protestant et libéral) et le Sud (catholique et dogmatique).

Si Carré avait condamné sans appel l'image que des écrivains français se sont faite de l'Allemagne, c'est qu'il écrivait sous le choc de la seconde guerre mondiale. Sa thèse, tributaire de l'idéologie antiromantique, restait pourtant sans nuance. Avec Wolfgang Leiner, c'est pour la première fois un Allemand qui analyse les images littéraires françaises de son pays. Il avoue que les images des autres diffèrent souvent de celles qu'on se fait de soi-même ; mais il est loin de cette réaction émotionnelle de l'« incompris » ou du « mal-aimé » qu'on a parfois tendance à adopter outre-Rhin face aux images dans lesquelles on ne se reconnaît pas.

Leiner se refuse à désigner toutes les images comme des stéréotypes n'existant, selon la définition de Walter Lippmann, que dans la tête des émetteurs. Il y a des images qui se fondent sur des expériences personnelles, même si elles sont parfois isolées ou exagérées. Il ne nie pourtant pas l'existence de clichés qui ne reprennent que des lieux communs trouvés dans des textes antérieurs, qui peuvent cependant se modifier à travers des contacts avec la réalité concrète. « *Depuis un mois environ*, nota Stendhal en 1808 dans son *Journal*, *les préjugés qui me cachaient le caractère allemand tombent de toute part et je commence à le voir plus nettement, je crois...* »

« Notre mère à tous »

Le célèbre ouvrage de Mme de Staël *De l'Allemagne* a été ressenti par Goethe comme une brèche à travers la muraille de Chine ; elle y a mis en valeur l'Allemagne, on le sait, comme le pays des penseurs et des poètes. Leiner souligne que ce jugement plus positif se frayait déjà le chemin dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, lorsqu'on commençait à opposer le naturel à l'idéal français du bel esprit. Les jugements sur le pays voisin sont donc toujours émis à partir d'une position spécifique des auteurs en France. Si Mme de Staël valorise le naturel et la spéculation métaphysique en Allemagne, elle le fait par opposition à une vie mondaine et à une « civilisation » pleine d'esprit mais superficielle qu'elle croit constater en France. « *La haine contre Napoléon est l'âme de ce livre* », devait déclarer Heine, et l'empereur avait fait mettre au pilon la première édition de l'ouvrage censé être anti-français.

Leiner démontre que l'image de l'Allemagne chez Mme de Staël est loin d'être exclusivement positive, puisqu'elle relève à côté de la sensibilité et de la spéculation métaphysique des traits moins flatteurs, notamment chez les Allemands du Sud. Son ouvrage a eu pourtant la force d'un mythe fascinant. La vieille Allemagne est « *notre mère à tous* », déclara Gérard de Nerval. Michelet, en 1854 : « *Mon Allemagne ! Force scientifique qui m'a fait pousser des questions ! Pain des forts.* » Renan déclara à son tour : « *J'ai étudié l'Allemagne et j'ai cru entrer dans un temple.* » Guizot avait pourtant cru voir en Allemagne un décalage entre le développement intellectuel et le développement social, et il considérait une Allemagne unifiée comme un danger pour la France. La dimension politique avait été évacuée par Mme de Staël, qui n'avait rien dit sur les guerres de libération allemandes et sur les écrits patriotiques dressés contre l'armée d'occupation française.

Lors du mouvement patriotique des années 40 autour de la question du Rhin, l'image traditionnelle d'un pays idéaliste adonné à la pensée, à la musique et à la religion a été ébranlée. « *Oui, l'unité*, devait déclarer Quinet, *voilà la pensée profonde, continue, nécessaire, qui travaille ce pays et le pénètre en tous sens. Religion, droit, commerce, liberté, despotisme, tout ce qui vit de l'autre côté du Rhin pousse à sa manière à ce dénouement.* » Renan plaidait pour une Allemagne unifiée et attribuait, à elle et à la France, un rôle prédominant en Europe. S'il admirait dans le pays voisin « *la conciliation d'un esprit hautement religieux avec l'esprit critique* », c'est qu'il y projetait évidemment son propre idéal. La guerre franco-prussienne devait profondément le décevoir. Il attribua pourtant le militarisme à la seule Prusse, continuant à considérer le pays en tant que tel comme libéral et pacifique : « *La Prusse passera, l'Allemagne restera.* » Non seulement Renan, mais également Victor Hugo, Michelet et Louis Pasteur exprimaient après 1871 leur désenchantement.

Le mythe des deux Allemagnes prit alors naissance, en décembre 1870 d'abord sous la plume du philosophe Elme-Marie Caro : « *Il y a deux Allemagnes : l'une idéaliste et rêveuse, l'autre pratique à l'excès sur la scène du monde, utilitaire à outrance, âpre à la curée.* » Cette idée des deux Allemagnes aura la vie dure ; on la trouvera, nuancée, dans *Siegfried et le Limousin*, de Giraudoux, qui opposera le Berlin francophobe à un Munich plus sentimental. L'idée des deux Allemagnes a été par ailleurs également reprise au cours des années 30 par les émigrés allemands tels que Brecht et Thomas Mann, qui se proposaient de faire entendre la voix de l'« autre Allemagne » face à l'Allemagne nazie.

Y a-t-il deux Allemagnes ? se demandera René Laurent dans un article publié le 6 février 1945 dans *le Monde*. « *L'Allemagne des poètes, des philosophes, des musiciens remplacée par celle de Bismarck, de Guillaume II et de Hitler* [...]. *Le malheur, c'est que cette opposition entre l'Allemagne de Goethe et la Prusse de Frédéric n'a jamais existé dans l'esprit des Allemands.* » Pour Laurent, il n'y a que l'opposition entre « *une masse amorphe, laborieuse et passive* » et d'autre part, une « *minorité dominatrice qui se groupait jadis autour des hobereaux prussiens* ». Des intellectuels allemands avaient, en effet, dès le début de la première guerre mondiale, déclaré publiquement la solidarité de la culture allemande avec l'action de son armée.

« Et il est devenu le boche »

Du côté français s'imposait en même temps une image peu nuancée, Barrès estimant par exemple que le succès avait corrompu les qualités de l'Allemand : « *Et il est devenu le Boche.* » Le mot, dérivé de caboche, qui s'était trouvé pour la première fois sous la plume de Verlaine à l'adresse des symbolistes, a connu sa plus grande diffusion pendant la première guerre mondiale, et André Suares consacrera en 1914 à ce terme tout un article pour définir les Allemands comme des barbares à un haut niveau technique !

Leiner cite ensuite toute une série de jugements relevant d'un discours essentialiste sur « l'Allemagne éternelle » qu'on trouve chez Maurras, de Gaulle, Schlumberger, E. Henriot ou chez l'écrivain Jean-Louis Curtis qui, en 1946, dans son roman *Siegfried*, conseillait pour assurer la rééducation du peuple allemand : « *Le corrompre afin de le rendre inoffensif !* »

L'attitude à l'égard du peuple voisin ne se distinguait donc presque jamais par la sérénité. *L'Allemagne est-elle inquiétante ?* s'était demandé en 1954 le germaniste Robert d'Harcourt. Henri Ménudier en 1969 : *Faut-il avoir peur de l'Allemagne ?* Brigitte Sauzay évoquait récemment *le Vertige allemand* (1985), titre qui fait penser à celui de livres anciens de Georges Bourdon, *l'Enigme allemande* (1913), et de Pierre Viénot, *Incertitudes allemandes*.

Leiner établit à la fin de son livre un inventaire des traits constamment attribués aux Allemands par des auteurs français : lenteur, inertie, monotonie, manque de goût, discipline, travail, persévérance, esprit de soumission, érudition, goût pour la musique. La permanence de certains traits devrait nous faire réfléchir, pense Leiner ; il se garde d'une attitude (trop facile) de refus ou d'apologie. Ce qui s'impose à ses yeux, c'est de prendre du recul et de s'efforcer de comprendre la naissance des images des autres, même si celles-ci ne coïncident pas avec notre représentation. L'anamnèse s'impose, mais aussi une meilleure communication entre les peuples pour qu'à travers les contacts directs s'estompe ce qui est purement stéréotypique sans qu'on abandonne pour autant tout sens critique.

Leiner n'a pas tort de citer en conclusion un appel exprimé en 1888 par Auguste Erhard qui s'adresse aux uns et aux autres : « *Il faut atteindre cette flexibilité qui nous met en état de dépouiller nos préjugés personnels et nos aveugles habitudes.* » ■

► **Joseph Jurt est professeur de littératures romanes à l'université de Fribourg en Allemagne.**

Bibliographie

Jean-Marie Carré, *les Ecrivains français et le mirage allemand (1800-1940)*, Paris, 1947.

Claude Digeon, *la Crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, Paris, PUF, 1959.

Jörg von Uthman, *Le diable est-il allemand ? Deux cents ans de préjugés franco-allemands*, Paris, Denoël, 1984.

Georg Pistorius, *l'Image de l'Allemagne dans le roman français entre les deux guerres (1918-1939)*, Paris, Nouvelles Editions Debresse, 1964.

Marie-Agnès Morita-Clément, *l'Image de l'Allemagne dans le roman français de 1945 à nos jours*, Presses universitaires de Nagoya, 1985.

Klaus Heitmann, « Das französische Deutschlandbild in seiner Entwicklung », *Sociologia Internationalis*, 4, 1966, p. 73-101, 165-195.

Les leçons de la démocratie espagnole

La façon dont l'Espagne a su passer en quelques années de la dictature à la démocratie est un bon exemple pour les pays de l'Est. A condition qu'ils sachent tenir compte des différences et créer les conditions de leur propre transition.

Carlos T. Powell

★ Guillermo O'Donnell, Philippe C. Schmitter, Laurence Whitehead (Compiladores) : *Transiciones desde un gobierno autoritario* (Paidos, Buenos-Aires, 1989).

A l'occasion d'un récent voyage dans six pays d'Europe de l'Est, le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, fut souvent pressé de livrer le secret de l'Espagne, passée de façon apparemment miraculeuse de la dictature à la démocratie. Soulignant que les modèles politiques sont, dans l'ensemble, rarement exportables, le ministre, sans manquer de rappeler son rôle dans les discussions entre le gouvernement et l'opposition qui ont ouvert la voie aux élections démocratiques de juin 1977 (les premières depuis 1936), a cependant encouragé ses hôtes à regarder du côté de l'Espagne pour résoudre quelques-uns de leurs problèmes les plus pressants. Ce conseil suit de près la traduction en espagnol de *Transitions from Authoritarian Rule (Sortir d'un régime autoritaire)* qui est sans doute l'ouvrage comparatif le plus stimulant paru à ce jour sur le sujet. Sa publication en Espagne nous permet de réfléchir, à la lumière des récents événements en Europe, sur l'exportation de ce que l'on appelle le modèle espagnol.

Comme Laurence Whitehead l'observe dans son excellente contribution à cette étude en quatre volumes, les transitions les plus assurées de réussir sont celles qui ne présentent aucun risque pour le système d'alliances existant et celles qui préservent ou renforcent les liens politiques et économiques existant avec le pouvoir. Au milieu des années 70, l'Espagne, qui amorçait son passage à la démocratie, était une puissance capitaliste moyenne abritant sur son sol une présence militaire américaine.

Plus de dix ans ont passé, et ces données sont restées pour l'essentiel inchangées. Les événements d'Europe de l'Est, en revanche, aboutiront non seulement à un nouvel équilibre des forces dans la région, mais aussi à une remise en cause du tracé des frontières et même à la création de nouveaux Etats. Aussi n'est-il pas étonnant que les acteurs politiques n'y bénéficient pas de toute l'autonomie – rare à un tel degré – qui a caractérisé l'expérience espagnole.



La transition, en Espagne, était également moins ambitieuse, en ce sens que le but recherché par la plupart des politiques était, à court terme, une démocratie de style occidental, à laquelle les nations d'Europe de l'Est ne pourront accéder sans une totale transformation de leur système socio-économique. Bien que l'expérience espagnole ait coïncidé (comme déjà dans les années 30) avec une crise économique internationale, les grandes réformes politiques étaient acquises avant même que les gouvernements de transition n'aient décidé des orientations économiques majeures. C'est là un luxe que les gouvernements polonais, hongrois ou soviétique d'aujourd'hui simplement ne peuvent se permettre.

On reconnaît généralement que la réussite de la démocratisation en Espagne serait liée au développement socio-économique du pays dans les années 60 et au début des années 70. Cela ne veut pas dire que des nations moins développées ont nécessairement moins de chances d'aboutir. L'analyse de O'Donnell et de Schmitter n'apporte, en vérité, pas la moindre preuve permettant de soutenir la thèse selon laquelle le haut niveau de développement socio-économique serait une condition nécessaire ou suffisante à l'instauration d'un régime pluraliste.

Certains pays parmi les plus développés d'Amérique latine, comme l'Argentine, ont curieusement échoué à se doter d'institutions démocratiques stables, quand d'autres moins prospères, comme le Pérou, ont réussi.

lire la suite page 8

Un anniversaire oublié :

Comment une manifestation singulière en faveur de la journée de huit heures s'est-elle transformée en fête des travailleurs, célébrée chaque année à une date régulière ? Comment s'est élaborée et universalisée la symbolique du renouveau et de l'avenir radieux ? Le fait que cet événement soit aujourd'hui célébré surtout par des ouvrages savants doit-il nous faire conclure au dépérissement des espoirs qu'il symbolisait ?

Eric Hobsbawm



L'IMPRESSIONNANTE production éditoriale qui commémore cette année le centenaire du 1er mai, jour du travail, s'adresse en tout premier lieu aux historiens de la vie ouvrière et aux sentimentaux de la gauche. Elle tombe cependant à un moment où l'éclairage qu'elle apporte est du plus grand intérêt pour tous les historiens de la société, de la culture et des arts. Quelle voix fait entendre le peuple dans l'Histoire ? Comment lisons-nous ce langage de ceux qui n'ont pas la parole ? Que sont les classes, la tradition ?

L'histoire du 1er mai nous aide à répondre à ces questions, parce que nul n'avait prévu qu'une manifestation internationale pour l'obtention de la journée de huit heures se transformerait en fête annuelle des travailleurs, affirmation et célébration rituelles d'une classe et de ses espoirs. Le mouvement fut imposé aux dirigeants syndicaux par la base – des hommes et des femmes qui, en refusant le travail ce jour-là, voulaient donner une signification politique à cette date symbolique. La transformation en fête fut presque immédiate, aidée sans doute par la volonté des socialistes d'élargir le plus possible les manifestations et de rejeter la tactique d'affrontement des anarchistes. Mais l'idée vint d'en bas.

Que l'Internationale socialiste ait, en 1889, fortuitement choisi cette époque de l'année aida. Le printemps, c'est la vie qui renaît, qui grandit et, comme nombre de manifestes en vers et en prose le montrent, le parallèle allait de soi entre une nature bourgeonnante et la montée en puissance des travailleurs.

Ainsi le proclamait un village suisse : *« Aujourd'hui, on peut déjà saluer le printemps des peuples. Le 1er mai 1890, l'humanité s'est éveillée d'un siècle de sommeil. »*

La végétation et surtout les fleurs devinrent ainsi le premier symbole de la fête. Les fleurs, qui, spontanément, apparaissent entre les mains d'une rouge et militante Marianne (sans doute *la République sociale*) conduisant une foule d'enfants du labeur manifestement prêts au combat. Les fleurs, qui, le plus naturellement du monde, encadrent l'austère portrait des sept délégués autrichiens au congrès fondateur de l'Internationale socialiste, distribué lors du 1er mai à Vienne. Ce n'est pas non plus un hasard si la plus connue des représentations du 1er mai – *le Triomphe du travail* de Walter Crane et sa célèbre jeune femme en bonnet phrygien enguirlandé de fleurs – reproduite dans nombre de pays et de langues bien qu'empruntée à l'un des moins solennels parmi les mouvements socialistes de l'époque – le mouvement britannique, – est emplie de motifs floraux, de festons et de végétaux en bourgeons.

L'élément rituel du 1er mai fut immédiatement reconnu, aussi bien des travailleurs que des artistes, des poètes, des journalistes et des versificateurs qui produisirent un nombre impressionnant de bannières, d'affiches, d'insignes et autres matériels commémorant la circonstance – conçus généralement pour la reproduction de masse, – avec notamment une multitude de parutions annuelles qui constituent une mine d'informations idéologiques et iconographiques. A ce jour, seuls les Italiens ont soumis ces éléments à une analyse artistique et historique systématique (de précédentes études de l'idéologie populaire comme *Marianne au combat* de Maurice Agulhon, Paris, 1979, ne traitaient pas spécifiquement du travail). Pas moins de trois cent huit exemplaires de ces publications éphémères ont été conservés pour la seule Italie entre 1890 et 1924 [selon le détaillé *1° Maggio, Repertorio dei numeri unici* de la Fondazione Brodolini, réalisé par Maurizio Antonioli et Giovanna Ginex, dont les réflexions iconographiques viennent s'ajouter au superbe catalogue de l'exposition de Turin de 1980-1981 sur les bannières des travailleurs (*Un' altra Italia nelle bandiere dei lavoratori. Simboli e cultura dall'unità d'Italia all'avento del faccismo*. Turin, 1980, 305 p.)].

Une classe nouvelle de travailleurs

Cette iconographie prend forme quand le 1er mai cesse d'être considéré comme l'*« antichambre immédiate de la révolution »*, ce qu'il représentait parfois dans l'utopie des premières années, avant de devenir *« un rite collectif qui réclame sa propre liturgie et ses propres divinités »*, pour citer les perspicaces mais trop brefs commentaires de Giovanna Ginex dans un autre album commémoratif *(Per i cent'anni della festa del lavoro)*. La formalisation croissante de l'association du 1er mai avec les fleurs se confirme. Bien que présent dans l'imagerie dès le départ, le lien formel avec l'œillet rouge, qui acquiert un statut semi-officiel dans plusieurs pays, ne se fait pas avant la toute fin du siècle. Son symbolisme est spécifiquement expliqué, mais seulement en 1900, avec la sortie à Florence, à l'occasion du 1er mai, d'un journal, *Il Garofano rosso*, qui paraîtra ensuite chaque année, presque jusqu'à la première guerre mondiale. En Suède, la rose rouge ne devint officielle qu'en 1911-1912.

Bien qu'on ait souvent, dans les pays catholiques en particulier, considéré le 1er mai comme l'équivalent prolétaire d'une fête religieuse – Pâques, le plus souvent, Pentecôte parfois et, aurait-on même avancé plus improbablement la Fête-Dieu et ses processions, – rien ne permet en fait de penser que les socialistes aient, dans ces pays, malgré la ferveur dans l'observance des traditions, copié ou cherché à copier la religion. En réalité, comme l'indique l'excellent catalogue de l'exposition autrichienne *Die Roten am Land*, le socialisme, comme les autres « idées nouvelles », s'est intégré à l'environnement traditionnel en même temps que le chemin de fer, ceux qui le construisaient et le conduisaient, et les temps nouveaux qui l'accompagnaient.

Le 1er mai attira d'abord à la fois les rebelles à la tradition et les exclus de la société traditionnelle : les nouveaux arrivants, les migrants, ceux qui ne s'inscrivaient pas dans le cadre de la vie paysanne ou, d'une manière générale, se considéraient comme appartenant à une classe à part, une classe *nouvelle* de travailleurs. C'est la rupture d'avec la tradition qui a fait sa force : la promesse d'un avenir autre. De plus, et même pour les croyants des couches laborieuses, le 1er mai représentait la seule fête *exclusivement* prolétarienne, ce qui n'était pas le cas des célébrations religieuses.

Quelle était donc la nature de cet avenir nouveau ? Qui n'était pas encore là, mais allait voir le jour inévitablement – d'où le symbole universel du soleil qui se lève et brille, le plus souvent, bien que cherchant parfois à percer à travers la fumée des usines. Il représente tout, ce soleil, des bienfaits de la journée de huit heures au socialisme ou à l'affranchissement du travail, en passant par la trinité Liberté, Egalité, Fraternité. L'itinéraire politique qui y mène figure parfois, clairement indiqué, comme dans l'allégorie autrichienne de 1891 où Marx, tenant *le Capital*, montre au-delà des mers une île idyllique à la manière de Böcklin qu'éclairent en un soleil levant les mots d'ordre de la Révolution française, tandis qu'une flotte dont les voiles ont nom Suffrage universel, Journée de huit heures et Protection des travailleurs attend de prendre le large, manœuvrée sans doute par la classe loborieuse qui fait cercle autour du maître à penser. Mais l'avenir est plus souvent évoqué en termes extrêmement généraux par ce que Giovanna Ginex nomme *« les figures allégoriques féminines guidant une procession qui, avec le temps, va s'écarter du réalisme pour devenir elle-même image allégorique et même épique, suivant un stéréotype dérivé des modèles français »*.

Qui étaient ces jeunes femmes, généralement présentées comme dans la statuaire gréco-romaine (tout particulièrement sur les bannières et les insignes scandinaves) ou dans l'abondant style art nouveau ? Les spécialistes en iconographie les identifient soit par leurs attributs traditionnels, maçonniques ou hérités de la Révolution française, représentant le plus souvent la Liberté – une touchante médaille allemande fait cohabiter Marx et la statue de la Liberté, – soit, avec plus de certitude, par leurs inscriptions. Il est cependant intéressant qu'elles n'aient entre elles aucun lien universel, clair, prévisible et, malgré le bonnet phrygien que l'on retrouve abondamment, aucun signe de reconnaissance autre que leur jeunesse.

Jeunesse, Printemps, Renouveau

La déesse du 1er mai peut être la Liberté, la Paix, l'Union universelle, le Suffrage universel, la Justice, l'Aurore, le Socialisme ou le Printemps – ou encore rien de tout cela et tout en même temps, comme les jeunes filles allégoriques si familières de Walter Crane, qui n'ont pas envahi le mouvement international par

Les leçons de la démocratie espagnole

Suite de la page 7

Ceux qui aujourd'hui cependant se lancent dans l'aventure feraient bien de songer que l'hypothèse inverse n'est pas plus fondée, qui veut que le pluralisme politique soit une condition nécessaire ou suffisante pour atteindre un haut niveau de développement socio-économique.

Eviter le chaos économique

Le passage de l'Espagne à la démocratie a beaucoup intéressé l'étranger du fait même que l'initiative en venait de personnages très haut placés dans le régime (le roi lui-même, notamment), qui ont donc exercé un contrôle étroit sur le déroulement des événements, leur rythme et leur portée. Cela a, entre autres, permis aux forces sociales et politiques qui avaient soutenu (plus ou moins activement) le régime précédent de jouer un rôle électoral et représentatif important dans la nouvelle démocratie.

Selon l'analyse d'O'Donnell et Schmitter, il n'y a pas de passage à la démocratie dont le point de départ n'ait été la conséquence – directe ou indirecte – de graves dissensions au sein même du régime autoritaire, se traduisant généralement par un clivage fluctuant entre tenants de la ligne « dure » et tenants de la ligne « libérale ». Ce clivage, en Espagne, est né d'un désaccord sur une possible libéralisation du système politique face aux demandes nouvelles créées par la spectaculaire transformation des données socio-économiques des années 60 et du début des années 70.

Il atteignit un seuil critique dans la période 1973-1975, avec la perspective d'une crise de succession. A ce stade, beaucoup d'anciens défenseurs du régime estimaient celui-ci devenu « inutile » car, s'il avait posé les fondements d'une économie capitaliste, il représentait désormais un obstacle à sa croissance. En Europe de l'Est, le clivage serait né d'un désaccord sur les moyens à mettre en œuvre pour éviter le chaos économique en dépit duquel les responsables hongrois, soviétiques et allemands se lancent dans la démocratisation avec une étonnante confiance en soi.

Comme le souligne Alfred Stepan dans le volume consacré aux « Perspectives comparatives », le succès d'une transition menée par les tenants de la ligne « libérale » dépendra fortement de la présence d'une opposition intelligente et modérée. Si cependant elle ne veut pas perdre ses partisans au profit de ses rivaux maximalistes, l'opposition modérée devra agir avec assez de fermeté pour obtenir d'importantes concessions des « libéraux » qui, sans cela, ne pourront (ou ne voudront) convaincre la ligne « dure » de la nécessité institutionnelle de la démocratisation. Trop exigeants, ils verraient, en revanche, les « durs » dangereusement tentés d'interrompre le processus de libéralisation – par une intervention militaire, généralement.

La tenue d'élections libres

Le moyen le plus efficace de sortir de l'impasse est, pour les libéraux, la tenue d'élections libres auxquelles l'opposition voudra participer. Avant ces élections, devront être fixées les conditions de leur déroulement, opération dans laquelle l'opposition espagnole a, en fait, joué un rôle plus modeste que ne le laissent entendre O'Donnell et Schmitter. Car, bien qu'un «comité des Neuf» représentant les principaux partis d'opposition ait été formé au début de 1977 pour négocier avec Suarez, ce dernier décida pour l'essentiel du calendrier et de l'étendue des réformes préélectorales.

La structure bicamérale des futurs Cortes ainsi que le nombre et la répartition des sièges avaient déjà été fixés par la loi de Réforme politique que Suarez avait négociée indépendamment avec les Cortes franquistes. Plus important, la nouvelle loi électorale fut unilatéralement arrêtée par le gouvernement. L'opposition demandait une représentation proportionnelle stricte pour la Chambre basse (le Congrès), elle obtint *«un système semi-proportionnel tendant à donner des résultats très peu proportionnels»* (Arend Lijphart).

Le conseil contenu dans l'étude O'Donnell-Schmitter à ceux qui se lancent dans leurs «premières» élections est d'une lecture passionnante. Même si celles-ci doivent être, à l'évidence, raisonnablement libres et ouvertes, les résultats ne doivent pas être *«trop exactement représentatifs de la répartition réelle des préférences de vote»*. Dans le cas de l'Espagne, le centre-droit a bénéficié de l'aide du pouvoir sortant, tandis que le système électoral sur-représentait les petites circonscriptions rurales. Il en est ressorti un résultat idéal : le centre-droit (UDC) l'emportait, décourageant par là les forces armées, les classes possédantes et certains professionnels d'abandonner le jeu démocratique, tandis que le centre-gauche (PSOE) faisait un score suffisamment important pour avoir l'assurance d'être écouté dans le processus constitutif.

De plus, le relatif succès du centre-gauche donnait ainsi la preuve qu'il était pour lui électoralement viable d'adopter une stratégie minimaliste sans perdre le soutien de ses rivaux maximalistes. Si le PSOE avait d'emblée gagné les élections, non seulement un coup d'Etat militaire était alors possible, mais la gauche aurait eu, seule, à affronter la gestion d'une crise économique grave. A en juger par l'expérience polonaise, la vie politique des dirigeants sortants peut s'en trouver prolongée.

O'Donnell et Schmitter attribuent amplement le succès de la démocratisation espagnole à l'habileté avec laquelle l'élite politique a conclu une série de pactes que l'on a qualifiés de typiquement consensuels – le premier étant peut-être l'accord tacite par lequel il fut acquis que les Cortes nouvellement élus agiraient comme une assemblée constituante de fait. Afin de garantir la «paix» sociale durant la période de transition, le premier gouvernement démocratiquement élu de Suarez a également cherché une entente en règle (accords de Moncloa) avec les partis de l'opposition de gauche, promettant d'importantes réformes institutionnelles (dans les assurances sociales, l'éducation et les régimes fiscaux) en contrepartie d'un freinage des salaires, d'un recul des grèves et de l'acceptation par les syndicats d'une politique restrictive dans le domaine monétaire et dans celui des dépenses publiques.

La neutralisation des militaires

Aussi utiles que se révèlent ces arrangements, ceux qui sont tentés de s'en inspirer devront cependant se méfier des effets moins positifs qu'entraîne parfois le fameux «consensus politique». Bien que le processus constitutif ait été officiellement conduit par les commissions des Cortes, les accords clés furent souvent conclus ailleurs, en privé. Les partis politiques qui étaient apparus comme les principaux protagonistes lors des récentes élections perdirent, semble-t-il, le contact avec l'ensemble de l'électorat. Il s'ensuivit une période de désenchantement (*desencanto*, un terme que d'autres, ensuite, empruntèrent à l'expérience espagnole). L'on n'en était pas tout à fait sorti quand le coup d'Etat manqué, début 1981, nous montra la fragilité de la démocratie.

Si les gouvernements à tendance libérale échouent à proposer des solutions plus audacieuses aux problèmes à long terme, c'est en partie parce qu'ils vivent dans la peur constante d'une réaction de la ligne dure, et notamment des forces armées. L'un des premiers obstacles que rencontrent bien des jeunes démocraties est précisément la neutralisation des militaires (qui ne passe pas forcément par leur désarmement). En Espagne, la tâche a été facilitée par le fait que les forces armées n'avaient – ni ne se sentaient – pas de responsabilité dans la politique du régime, d'autant qu'elles avaient, bien avant la chute de ce dernier, été consignées dans les casernes. De plus, comme la répression avait été généralement laissée à des unités spéciales de la police, les militaires craignaient moins l'avènement d'un gouvernement démocratiquement élu.

Les pays d'Europe de l'Est qui cherchent aujourd'hui à renforcer la suprématie des civils découvriront aussi que le but immédiat de leurs forces armées est la survie de l'institution. Dépolitisation et professionnalisation, cependant, coûtent cher. En Espagne comme ailleurs, la démocratisation a entraîné, non pas une réduction, mais un accroissement des dépenses militaires.

On a, jusqu'à récemment, accordé beaucoup d'attention aux études comparatives sur la transition de l'Espagne à la démocratie. C'est, malheureusement, à des auteurs non espagnols qu'a incombé le privilège d'expliquer l'expérience espagnole à l'étranger. Espérons que les événements auxquels nous assistons ailleurs en Europe aujourd'hui nous amèneront à nous intéresser à des situations qui nous sont moins familières, et, par là même, nous apprendront à mieux nous connaître. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

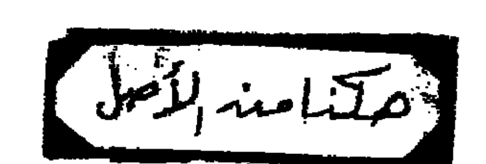
▶ **Carlos T. Powell est professeur à l'université d'Oxford et chercheur à la Fondation Ortega y Gasset de Madrid.**

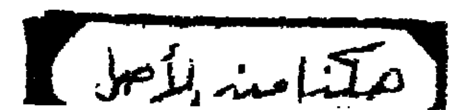
le centenaire

Jours de fê

...tableau des jours de fête des diff... ...opéens peut être lu, entre autres, c... ...ection des croyances ou des valeu... chaque nation...

Thomas Fere...





le centenaire du 1er mai

envahi le mouvement international par hasard. Car il serait erroné d'appliquer à ces figures les critères de l'iconographie traditionnelle. Même si les artistes sont imprégnés du vieux langage symbolique, ceux auxquels ils s'adressent – les terrassiers, par exemple, du chemin de fer Bergen-Christiania défilant un 1er mai – pourraient bien ne pas savoir que le flambeau et la cognée sont symboles de liberté. ~~Même traditionnel, le vocabulaire~~ iconographique parlait désormais un langage nouveau.

Jeunesse, Printemps, Renouveau, les déesses de mai étaient peut-être plus encore Espoir – cette certitude que le soleil se lèverait sur un avenir meilleur que d'un geste elles montraient. Le 1er mai reposait sur l'espoir et le progrès. La situation commença de changer après la première guerre mondiale et la défaite des mouvements ouvriers, qu'ils aient été écrasés ou institutionnalisés, intégrés aux gouvernements et à l'administration. Pourtant, la naissance du mouvement dans des régions nouvelles, l'effondrement des vieux régimes, la Révolution russe, le Front populaire, la Libération devaient le ranimer. Mais il est significatif que les illustrations de ces livres anniversaires du centenaire du 1er mai datent (sauf pour le tiers-monde) d'avant 1914, dans leur immense majorité.

La fin du 1er mai « printemps des travailleurs » semble marquée par un changement iconographique – avec le déclin de l'allégorie – en même temps que par un changement stylistique – passant de l'art officiel et « évolué » de la fin du dix-neuvième siècle aux avant-gardes du vingtième, ce qui soulève une question de fond.

Les historiens de l'art, de la littérature et des idées n'auront aucune difficulté à retrouver les sources, les influences, l'inspiration de l'imagerie du 1er mai comme de ses vers et de sa rhétorique, plutôt pompeux dans l'ensemble parce que l'œuvre de professionnels – des artistes souvent rompus à l'exercice et capables d'une grande habileté, bien que ne figurant pas d'ordinaire (le Norvégien Munch constitue une exception) parmi les plus grands. L'image ainsi créée du 1er mai appartient-elle encore aux travailleurs ? Ou, plutôt, y retrouve-t-on l'interaction des cultures *écrite et orale, savante et populaire* ? Ou – tout aussi important, peut-être – les échanges entre les intérêts des masses et ceux des dirigeants et des militants ?

Le parti pris bibliographique et iconographique des récentes publications rend la réponse difficile, car s'y trouve quelque peu délaissée la mémoire des vieux travailleurs, que l'exposition des bannières de Turin avait si bien su exploiter. C'est de témoignages que nous avons besoin, comme celui de l'ancien partisan Pietro Commollo qui, dans *Per un'altra Italia*, se souvient d'une vieille bannière : *« Une bannière pleine d'enseignements. Il y avait la faucille et le marteau... et le soleil de l'avenir, qui était le soleil du 1er mai... Tout le monde disait : « C'est notre* festa, *la fête des travailleurs. » Les gens savaient vaguement qu'elle avait lieu en souvenir de ceux qui avaient lutté pour la journée de huit heures, les martyrs de Chicago. C'est ce qui la rendait symbolique... aux travailleurs. Et puis, il y avait la* festa, *il y avait l'œillet rouge. C'était un défilé de* lutte. *Beaucoup étaient venus, et pas uniquement parce que le syndicat leur avait obtenu un jour de congé, mais parce que le 1er mai unissait tout le monde. Même les anarchistes étaient là avec leurs emblèmes. »*

A l'évidence, *festa* et « lutte » ne coïncidaient pas toujours, et les artistes qui mettaient l'accent sur l'un au détriment de l'autre divergeaient des travailleurs. Ainsi la déesse du 1er mai, rouge prêtresse guerrière portant drapeau et conduisant, massée derrière elle, la troupe grise armée de bêches, de haches et de faucilles (couverture du suisse *Der Neue Postillon* en 1904), était-elle moins dans le ton général de la journée que les tableaux qu'en fit un peintre du dimanche dont on a une version italienne (1905) et, en moins décolleté sur fond de chalet montagnard, une version suisse (1909). Ici la nymphe aux cheveux flottants agite un ruban où s'inscrit *« Longue vie au 1er mai »* en direction d'un ouvrier qui, en Italie, porte le flambeau, symbole iconographique de la liberté, et d'un paysan avec ses instruments aratoires, un foulard rouge noué autour du cou. L'unité des travailleurs en est le thème manifeste.

« Nous ne sommes pas seuls »

Là encore, si le caractère international du 1er mai apparaît essentiel aux artistes comme aux travailleurs, ils ne lui accordent pas forcément le même sens. Les artistes ont eu du mal à trouver à cette idée une forme allégorique, et se sont d'ordinaire contentés d'une liste de pays ou d'une devise appropriée sur la fraternité, avec décor de guirlandes et de rubans, entourant au besoin un globe terrestre. Le plus précis de ces tableaux – comme il se doit, de Walter Crane, – montre, sous le titre de *L'Internationale socialiste en marche*, une course de chars où chaque participant représente un pays.

Ce que nous savons cependant de la spontanéité des travailleurs nous porte à croire que, pour ceux qui n'avaient encore aucun grand syndicat, internationalisme signifiait *« Nous ne sommes pas seuls »*. Ainsi apprenons-nous des *Mémoires du 1er mai* que les premières grandes grèves dans l'industrie polonaise furent déclenchées par quelques centaines de tracts du 1er mai faisant état de *« rumeurs sur l'existence d'une organisation internationale indéterminée* (sic) *qui défendrait les travailleurs contre les régimes capitaliste et tsariste »*. Ou bien l'internationalisme faisait, chez eux, écho à l'exemple des religions. Car comment expliquer autrement l'importance majeure dans plusieurs pays latins des « martyrs de Chicago » dont on disait qu'ils étaient morts pour la cause qui, en ce jour, appelait les travailleurs du monde entier à manifester ? Les « martyrs » représentent l'apport anarchiste repris par la piétaille des ouvriers socialistes, et, sauf en Amérique latine, il n'y en a pas trace dans l'iconographie officielle. Quelles que soient les différences de perception cependant, l'important, pour les artistes comme pour les manifestants, était le cri de ralliement de Marx : *« Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ! »* Le 1er mai, jour de congé dans tous les pays simultanément, en est devenu le symbole.

En dépit de toutes les divergences virtuelles, les propagandistes et les marcheurs partageaient une conception commune du 1er mai. Ils l'associaient, chacun à sa manière, aux mêmes images de printemps et de fleurs, en même temps que chaque groupe s'adaptait à l'autre et apprenait de l'autre. Les intellectuels savaient que la force de ce jour résidait dans ce *« congé hors de tous les calendriers »* (*Aurora del Maggio*, Milan, 1905), imposé par les travailleurs s'affirmant spontanément en tant que classe. C'est cette volonté d'une journée collectivement chômée qui en a fait à la fois une fête et un combat. Ce que, de leur côté, les propagandistes y célébraient et ce qui les inspirait était son extraordinaire popularité. C'est ainsi que, plus tard, des régimes qui lui étaient violemment hostiles comme celui d'Adolf Hitler ou du maréchal Pétain, durent, pour assainir la situation, décréter le 1er mai jour de congé officiel. Ce qu'il est aussi devenu dans la Communauté européenne.

Inversement, nul doute que les mots d'ordre des partis aient exprimé ce que ressentaient, sans savoir le formuler, la plupart de leurs adhérents. Ce n'était rien d'autre que les quatre slogans qui, ici et là, apparaissaient au 1er mai sur les insignes et les banderoles : « Les trois huit » (huit heures de travail, huit heures de sommeil, huit heures de loisir), « Le vote pour tous », « Liberté, égalité, fraternité » et « Travailleurs de tous les pays, unissez-vous ». Derrière, cependant, se profilait autre chose de plus grand et de plus difficile à définir, représenté par deux symboles puisés dans la vieille iconographie et survivant à tout : le drapeau rouge et le soleil levant. Une foi, un espoir.

Ils survivaient, en effet, même aux époques noires. Comme le montre, dans *Die Roten am Land*, la légende de touchantes photographies de socialistes prises dans un village autrichien. Les modestes défilés par les rues des villes de province témoignaient souvent, davantage que les grandes manifestations, de la foi et de l'espoir. Ainsi la fidélité d'un village sicilien qui se flatte de n'avoir jamais, même sous le fascisme, manqué de célébrer un 1er mai. Ils n'étaient parfois qu'une poignée symbolique à marcher jusqu'au rocher dans la montagne où l'apôtre socialiste s'était autrefois adressé au peuple, et où, en 1947, le bandit Giuliano massacra les participants. Mais la foi récompensée, l'espoir ravivé, une différence apparut.

Die Roten am Land présente deux photographies presque contemporaines de 1er mai de l'après-guerre en Autriche. Sur l'une, les jeunes socialistes de Freistadt défilent à motocyclette, sans autre ornement que la grande bannière rouge tenue par le passager de la selle arrière. Sur l'autre, les anciens de l'Association cycliste des travailleurs de Gnigl défilent à pied, leur vélo à la main, des rubans de papier rouge tressés dans les rayons des roues. A côté d'eux, leur bannière : un étendard richement brodé portant le nom de l'association, sa devise (« Tous libres ») et ses symboles, deux mains qui se serrent au centre d'un motif décoratif. Deux écharpes tout aussi élaborées flottent à partir du drapeau, brodées d'edelweiss et d'autres fleurs des Alpes, avec un texte de remerciement à l'association pour son aide fraternelle en 1925. Est-ce une illusion que de croire que quelque chose du 1er mai s'est perdu avec les allégories et les symboles ? ■

Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.

▶ **Eric Hobsbawm est professeur émérite d'histoire économique et sociale à l'université de Londres. Il a publié notamment *l'Invention de la tradition* (1983) et *les Mondes du travail* (1984). Fayard a publié, en traduction française, *les Primitifs de la révolte dans l'Europe moderne, l'Ere des révolutions (1789-1848), l'Ere du capital (1848-1875), l'Ere des empires (1875-1914).***

Bibliographie

- *The Memory of May Day. An iconographic history of the origins and implanting of a workers' holiday*, sous la direction d'Andrea Panaccione, Fondation Giacomo Brodolini, Venise, Marsilio, 1989, 773 p.
- *Ogni anno un Maggio Nuovo. Il centenario del Primo Maggio*, Fondation Giangiacomo Feltrinelli, Mial, Feltrinelli, 1988, 297 p.
- *Per i cent'anni della festa del lavoro*, sous la direction de Maurizio Antonioli, Giovanna Ginex et Andrea Panaccione, Commune de Milan/ Fondation Giacomo Brodolini, Milan, Bibliografica, 1988, 115 p.
- *I maggie. Repertorio dei Numeri Unici dal 1890 al 1924*, sous la direction de Maurizio Antonioli et Giovanna Ginex, Région lombarde / Fondation Giacomo Brodolini, Milan, Bibliografica, 1988, 557 p.
- *Un'altra Italia nelle bandiere dei lavoratori. Simboli et cultura dall'unità d'Italia all'avvento del fascismo*, Istituto Storico della Resistenza in Piemonte, Turin, Centro Studi Piero Gobetti, 1980, 306 p.
- *Die Roten am Land. Arbeitsleben und Arbeiterbewegung im westlichen Osterreich*, sous la direction de Kurt Greussing, Museum Industrielle Arbeitswelt, Steyr, 1989, 193 p.
- *Verband des Personals Offentlicher Dienste (VPOD, Schweitz). Mappe zur Geschichte des ersten Mai in der Schweitz*, Bilderchiv und Dokumentation zur Geschichte der Arbeiterbewegung, Zurich, Gretler, 1989
- *Upp till kamp... Socialdemokratins första maj-marken 1984-1986*, préface de Sven Aspling, Stockholm, 1986, 62 p.

Jours de fête

Le tableau des jours de fête des différents pays européens peut être lu, entre autres, comme une projection des croyances ou des valeurs propres à chaque nation...

Thomas Ferenczi

LA Roumanie envisage, dit-on, de faire du 22 décembre, date de la chute de Ceausescu, un jour férié. La Hongrie pourrait commémorer désormais, le 23 octobre, tout à la fois le soulèvement de 1956 et la proclamation de la nouvelle République. On parle même d'y rétablir les fêtes religieuses, officiellement supprimées par les régimes communistes. Les révolutions n'entraînent pas seulement des changements de pouvoir, mais aussi des transformations de la mémoire. Même dans le cours paisible des pays démocratiques, la simple alternance des équipes gouvernementales provoque parfois des déplacements significatifs.

En France, la décision prise par Valéry Giscard d'Estaing d'abolir la fête du 8 mai, date anniversaire de la victoire de 1945, avait suscité de nombreuses protestations. François Mitterrand s'empressa de la rétablir après son élection : la France, qui est le seul pays d'Europe occidentale, avec la Belgique, à célébrer l'armistice du 11 novembre, est aussi l'un des rares, avec l'Italie (le 25 avril) et les Pays-Bas (le 5 mai), à fêter la libération de 1945. Symboles de l'unité nationale et agents de la cohésion sociale, les jours fériés en disent long sur « l'esprit » des peuples et sur la manière dont ils vivent leur histoire.

Le tableau des principales fêtes célébrées par un certain nombre de pays d'Europe fait apparaître deux grandes catégories de jours fériés, ceux qui correspondent à des solennités religieuses et ceux qui commémorent des événements « civils ».

Du côté des fêtes religieuses, on notera, par exemple, que la plupart des nations occidentales célèbrent le vendredi saint et le lundi de Pâques ; toutefois, le vendredi saint n'est pas férié en France, en Autriche, en Belgique ou en Italie, et le lundi de Pâques ne l'est ni en Espagne ni au Portugal ; en revanche, le jeudi saint est férié au Danemark et en Espagne. De même, l'Ascension et le lundi de Pentecôte sont jours de fête dans de nombreux pays, mais ils ne le sont ni en Grande-Bretagne, ni en Espagne, ni au Portugal, ni en Italie.

Si la Fête-Dieu n'est fêtée qu'en Espagne, au Portugal, en Autriche et dans quelques Lander allemands, l'Assomption est célébrée dans toute l'Europe de l'Ouest, sauf au Danemark, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. L'Immaculée-Conception n'est jour férié qu'en Autriche, en Espagne, en Italie, au Portugal, alors que Noël l'est partout, beaucoup de pays célébrant aussi le lendemain de Noël. D'autres fêtes sont propres à quelques pays, comme l'Epiphanie (Autriche, Espagne, Italie, Suède), la Saint-Patrick (Irlande), le Jour des prières (Danemark), la Saint-Jacques (Espagne)...

Quant aux fêtes civiles, si certaines sont liées au cycle des saisons (comme le Jour de l'an à peu près partout en Europe ou comme les fêtes du printemps et de l'été en Grande-Bretagne), la plupart perpétuent le souvenir d'événements historiques. Passons sur la fête du travail, sinon pour souligner qu'en Europe ni le Danemark, ni les Pays-Bas, ni l'Irlande ne font du 1er mai un jour férié.

A ne considérer que les fêtes nationales, on observera que plusieurs nations ont choisi pour date de référence leur acte de naissance, comme la Suisse (1er août 1291), la Suède (6 juin 1523), la Grèce (25 mars 1821) ou la Belgique (21 juillet 1831), d'autres leur révolution, comme la France (14 juillet 1789) ou l'URSS (7 novembre 1917), d'autres encore l'établissement de la République (Italie, 2 juin 1946) ou l'anniversaire de leur souverain (Pays-Bas, 30 avril 1909). L'Espagne a retenu la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb (12 octobre 1492), l'Allemagne, la révolte des ouvriers de Berlin-Est, devenue journée de l'unité nationale (17 juin 1953) et le Portugal la mort d'un poète, Camoes (10 juin 1580). Quant à la Grande-Bretagne, elle n'en a pas. ■

Jours de fête

Mois	Fête	Autriche	Belgique	Danemark	Espagne	France	Grande Bretagne	Hongrie	Italie	Pays-Bas	Portugal	RFA	Suède	Suisse	URSS
JAN	Jour de l'an	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
	Epiphanie	6			6				6				6	6	
FEV															
MAR	Journée des Femmes														8
	Révolution 1848							15							
	Jeudi Saint			23	23										
	Vendredi Saint			24	24		24			24	24	24	24	24	
	Lundi de Paques	27	27	27		27	27	27	27	27		27	27	27	
AVR	Libération 1945							4							
	Jour des prières			21											
	Libération 1945								25						
	Révolution des Oeillets										25				
	Anniversaire de la Reine									30					
MAI	Fête du travail	1	1		1	1	1	1	1		1	1	1	1	1/2
	Ascension	4	4	4		4			4	4		4	4	4	
	Libération 1945									5					
	Victoire 1945					8									9
	Lundi de Pentecote	15	15	15		15				15		15	15	15	
	Fete de printemps						29								
JUIN	Constitution			5											
	Fête nationale								2		10	17	6		
	Saint-Jean												24		
JUL	Fête nationale		21			14									
	Saint Jacques				25										
AOUT	Fête nationale													1	
	Assomption	15	15		15	15			15		15			15	
	S. Etienne. Constitution							20							
SEP															
OCT	République										5				
	Constitution														7
	Fete nationale	26			12										
NOV	Toussaint	1	1		1	1			1		1	1	4	1	
	Fête de la Révolution														7/8
	Armistice 1918		11			11									
	Fete du roi		15												
	Jour des prières											22			
DEC	Constitution				6										
	Immaculée Conception	8			8				8		8			8	
	Noël	25/6	25/6	25/6	25	25	25/6	25/6	25/6	25/6	25	25/6	25/6	25/6	

Ethnographie européenne

Entre gens de bonne

Les clubs anglais ne sont plus ce qu'ils étaient. Jadis, ils constituaient des lieux de pouvoir. Aujourd'hui, s'ils sont encore pour leurs membres le signe de leur appartenance à une élite, ils servent surtout à entretenir l'illusion que la vie sociale est fondée sur le respect mutuel.

Richard Davenport-Hines

PARMI les institutions britanniques, le club a donné de lui une image pénétrante et tenace. Du professeur à Cambridge penché sur le contrôle du Trésor public au dernier plumitif qui situe en ces lieux son roman policier ou d'espionnage, on continue de faire des clubs britanniques le siège de mystères et d'influences. Pour maints observateurs, le club est le symbole des institutions nationales, où une indispensable unité de vues et une continuité historique sans faille protègent la société britannique et perpétuent son traditionnel esprit de tolérance et de liberté.

Des personnes de bonne volonté s'y rencontrent dans un contexte plutôt agréable pour travailler ensemble à un but commun clairement et immédiatement perceptible – du moins est-ce là ce qui est entendu. La Chambre des lords est généralement considérée comme le meilleur club au monde, la Chambre des communes, le Commonwealth et le Marché commun ont tous été loués par leurs admirateurs pour leur ressemblance à un club.

Pourtant, ainsi que dans la plupart des métaphores sociales, l'assimilation est inexacte et prête à confusion. Comme le plus souvent lorsque l'on cherche à établir une continuité entre les institutions britanniques existantes et celles qui – à une génération, ou plus – les ont précédées, la falsification est totale.

Des remparts contre la réalité

Conçus à l'origine comme des foyers politiques, ou pour servir de chez soi hors de chez soi à des hommes unis par les mêmes idées, les clubs, dans la mesure où, en 1990, ils ont encore un sens, constituent aujourd'hui des structures qui permettent à leurs membres d'affirmer – bien que fallacieusement, peut-être – leur propre identité par rapport aux autres. En tant qu'institutions, ils jouent un rôle de remparts contre la réalité, et la volonté d'exclure les anime. Même si leur réputation d'être au cœur du pouvoir repose sur une imposture, la fréquente évocation des clubs dans les discussions touchant à la vie politique est chargée de signification.

Les clubs sont restés symboliques d'une certaine manière très britannique de gouverner et d'administrer. Si, pour certains de leurs membres, ils n'ont été que des lieux de rencontre, où s'échange l'information, ils furent pour d'autres – et dans une étonnante proportion – le moyen d'affirmer, directement ou par ricochet, leur propre identité. *« Je me trouvais à un club l'autre soir où étaient Tennyson, Browning, Anthony Trollope, Lord Houghton, Lord Stanley, Tom Taylor, Fitz-James, Stephen »*, pavoise l'éditeur Alexander Macmillan dans une lettre datée de 1864. Etre invité dans ce club, y rencontrer ces hommes, c'est accéder aux cercles qui ont dominé la vie mondaine, intellectuelle et politique durant presque tout le dix-neuvième siècle et une grande partie du vingtième. Ayant *« agréablement bavardé »*, comme l'écrit Macmillan, avec toutes les célébrités littéraires et politiques qu'il croisa ce jour-là, il s'estima par-là même encouragé sur son aptitude à être reconnu *« digne de cette société »*.

« Le monde des clubs est aussi conservateur que la mer est salée », notait, il y a quatre-vingts ans, un homme politique libéral ; un monde qui vise également une apparence d'intemporalité. Ce conservatisme propre aux clubs s'est renforcé de la convergence de deux puissantes traditions britanniques, la distinction des classes et la séparation des genres. Alexander Macmillan est d'autant plus pardonnable d'être content de lui que, né d'une famille très pauvre, il a grandi dans un coin d'Ecosse obscur et désolé. Son invitation à un club dans la compagnie d'hommes aussi distingués marquait, au contraire de la ségrégation, le début de l'acceptation qui devait atteindre son apothéose avec l'élection de son fils George au cercle littéraire de l'Athénée en 1894.

Une fois accepté au sein d'un club, il était presque impossible d'en être exclu. Le Carlton vit un jour sa paix troublée par l'un de ses membres, le fils unique d'un ministre d'Etat qui avait été le chef de la magistrature britannique. N'ayant pas réussi à dépasser le cap du premier cycle d'études de droit, le jeune homme, dans sa déception, s'enivra de façon choquante. Il harcela d'autres membres du club afin d'obtenir de l'argent et continuer de boire ; il se conduisit de manière si lamentable que lorsqu'une collecte fut organisée pour apaiser ses créanciers, ce fut plus ou moins sous condition que l'importun irait vivre à l'étranger et cesserait de mendier au fumoir du Carlton. Il ne fut nullement question d'expulsion, mais un coûteux stratagème dut être imaginé pour se débarrasser de lui.

La mystique du pouvoir n'a investi ni les clubs de travailleurs, ni les clubs sportifs, ni les clubs privés des noctambules. Quand le dernier membre de la Chambre des lords (Lord de Clifford, accusé d'homicide) fut en ces lieux jugé par ses pairs et considéré comme le plus vil des hommes, le chroniqueur politique Chips Channon commenta : *« Un pair de night-club, un déclassé. »* Les clubs dont il est ici question sont des lieux à part où se définit une caste de gouvernants, ce ne sont pas des maisons de plaisir ouvertes à tous les vents. Ils occupent quelques nobles édifices sur Pall Mall et sur St. James Street, à quelques pas du Parlement de Westminster, des grands ministères de Whitehall, des sociétés savantes et des musées qui entourent Piccadilly.

La fin du symbole social

Leurs beaux jours ont pris fin avec les années 50. Dans la période de l'après-guerre, les clubs de Londres, comme les autres institutions britanniques, firent la culbute ou perdirent foi en eux-mêmes. Beaucoup vendirent leur siège, tandis que d'autres fusionnaient. Ceux qui survécurent commencèrent d'accepter parmi leurs membres un nombre croissant d'hommes d'affaires dont l'inscription était prise en charge par leur société, ou déduite de leurs impôts au titre de frais de représentation. Les affaires cependant sont incompatibles avec le dilettantisme que le monde des clubs célèbre sans cérémonie. Dans beaucoup de clubs, un membre qui exhibait des documents professionnels en vue d'une discussion encourait l'ostracisme, sinon la radiation. Ceux qui, dans le *Who's who*, indiquent comme étant leur club l'Institut des directeurs de société révèlent l'étendue de leur ignorance.

L'importance des clubs, pivots constitutionnels officieux, a reculé depuis la seconde guerre mondiale. Un sous-secrétaire permanent est, dans l'administration britannique, le personnage le plus haut placé ; il est la tête non politique de chaque ministère. Sur dix-neuf ministères à la fin des années 30, un seul (celui de l'aviation) avait, à l'époque, un sous-secrétaire ne se déclarant pas membre d'un club. Parmi les autres, la majorité reconnaissaient leur allégeance aux vieilles universités. Six d'entre eux étaient membres de l'Oxford and Cambridge, quatre du l'United Universities. Conformément à la tradition, cinq appartenaient à l'Athénée, tandis que Brooks's ou le Reform comptaient chacun un sous-secrétaire permanent.

Cinquante ans plus tard, alors que s'achevaient les années 80, la situation s'était modifiée. Trois sous-secrétaires permanents ne fréquentaient aucun club, et, parmi les autres, l'Athénée (avec quatre membres) était favori. Malgré la fusion de l'Oxford and Cambridge et de United Universities, le club qui en était issu ne totalisait que deux sous-secrétaires permanents, soit le même nombre que le Reform et Brooks's. Les lieux du pouvoir ont changé. Le club comme symbole social est dépassé.

Le propre des clubs est d'exclure. *« Ils continuent de fermer leurs portes à ceux qui, depuis longtemps, ne veulent plus entrer*, écrivait Anthony Sampson pas plus tard qu'en 1965. *Les clubs, comme les séducteurs, gardent une aura d'exclusivisme, alors qu'ils acceptent presque tout ce qui se présente. »* Il y a une obsession du « blackboulage » – du veto opposé aux candidats proposés, – risque rarissime, sinon inexistant, mais avec lequel chacun aime à jouer. Le dernier-né des clubs en Grande-Bretagne, l'Academy, promu en 1989 par les écrivains Auberon Waugh et Victoria Glendinning, lieu de rencontre des gens de lettres, a tenu à faire connaître les catégories professionnelles qu'il entendait ne pas accepter : les publicitaires, notamment, et les poètes adeptes du vers libre.

Autre grande catégorie impitoyablement exclue des clubs, jusqu'à récemment : les femmes. Le club est, par essence, un univers totalement masculin.



L'indési

Le miroir sans tain

Ce qui nous est proposé est un véritable modèle capable de rendre compte des particularités de la situation qui est celle des intellectuels des petits pays : écrivant dans une langue peu répandue et obligés de s'ouvrir aux autres langues, ceux-ci sont voués à voir sans être vus, à lire sans être lus. Mais peut-être voient-ils ce que d'autres ne voient pas.

Johan Goudsblom

LES Américains se plaignent parfois d'être en vitrine, observés et jugés dans chacun de leurs gestes par le monde entier. La situation des intellectuels néerlandais est diamétralement opposée. Généralement très bien informés de ce qui se passe dans le domaine qui les intéresse à Londres, Paris et New-York, ils ne sont que fort rarement l'objet, dans ces métropoles culturelles, d'un quelconque intérêt. Loin de vivre dans une vitrine, les intellectuels néerlandais seraient plutôt des observateurs placés derrière un miroir sans tain.

Les psychologues utilisent ce subterfuge. A l'abri du miroir, ils observent, sans être vus, ce qui se déroule de l'autre côté. Le verre n'est transparent que pour eux. L'autre face renvoie, comme un miroir ordinaire, l'image de ceux qui s'y contemplent.

Les intellectuels néerlandais ont toutes facilités pour savoir ce qui se passe hors de chez eux. Presque tous lisent l'anglais, certains l'allemand et le français. On trouve, partout dans le pays, livres, revues et journaux de langue anglaise. Chaque foyer, ou presque, reçoit par câble des programmes télévisés qu'émettent la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France. Les chaînes néerlandaises diffusent couramment films et émissions étrangères en version originale sous-titrée. Publications simultanées et reportages, notamment d'origine américaine, sont fréquents dans la presse néerlandaise, qui consacre beaucoup de place aux films et aux livres sortis à l'étranger et parle des concerts et des expositions qui font l'événement dans les grandes capitales culturelles. Il n'est même pas besoin de connaître les langues pour être régulièrement informé.

Prenons ma propre spécialité, la sociologie, où s'observe de façon typique, presque littérale, ce phénomène de « miroir sans tain ». Durant des années, l'une des plus grandes revues professionnelles – au titre on ne peut plus néerlandais de *Sociologische Gids* (Guide sociologique) – avait une rubrique intitulée *Venster op...*, « Fenêtre sur... », où l'on débattait des tendances actuelles de la sociologie à l'étranger. Ainsi s'ouvraient des fenêtres sur la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Etats-Unis, l'Autriche, la Grèce, la Belgique, Israël, la Norvège. Un intérêt cosmopolite, quasi unilatéral. Quelle grande revue sociologique américaine, en effet, s'est jamais intéressée à ce qui se passait dans son domaine, aux Pays-Bas ? La sociologie néerlandaise est, dans l'ensemble, restée cachée derrière son miroir.

Ce courant culturel à sens unique porte en lui des effets qui se perpétuent. Les artistes et intellectuels néerlandais, extrêmement sensibles aux tendances transnationales, emboîtent le pas à la culture « métropolito-cosmopolite » de notre époque, mais n'osent que rarement en prendre la tête. Ils diffèrent en cela des écrivains d'Europe de l'Est, coupés plus radicalement jusqu'à il y a peu de toute participation active à la vie culturelle internationale. Pour cette raison même, le récit de leur expérience a éveillé l'intérêt des intellectuels des capitales culturelles. C'est dans ces métropoles que l'œuvre d'écrivains, comme Soljenitsyne et Kundera, s'est révélée à l'Europe.

Le problème de la langue

Le phénomène de miroir sans tain est d'évidence lié à la langue. En 1967, Renate Rubinstein publiait un récit de voyage au Proche-Orient sous le titre de *Jood in Arabic, Goy in Israel* (Juif en Arabie, goy en Israël). Un livre plein de verve, qui témoignait une sympathie critique à l'égard d'Israël tout à fait originale à l'époque. Edité en anglais, l'ouvrage eût sans doute suscité un vaste débat international. Mais il ne parut qu'en néerlandais, et la discussion se limita aux Pays-Bas.

Un même sort frappa *Het geloof der kameraden* (la Foi des camarades) de Karel van Het Reve – une critique exhaustive et pleine d'esprit du marxisme comme idéologie. Paru voici vingt-cinq ans (avec un mépris très provincial des conventions internationales, l'éditeur omit d'indiquer l'année de publication), le livre, en néerlandais, ne put atteindre au succès qu'il méritait.

Les exemples sont légion. *De vuuraanbidders* (les Adorateurs du feu) de Simon Vestdijk, paru pour la première fois en 1947, est l'un des romans historiques les plus forts qu'il m'ait été donné de lire. Son inventivité, sa veine érudite et subtile le placent pour le moins au niveau du *Nom de la rose*. Pourtant, malgré plusieurs tentatives d'admirateurs néerlandais, seuls quelques ouvrages de Vestdijk ont été traduits en anglais – traductions qui d'ailleurs n'ont trouvé que peu de lecteurs.

La traduction du néerlandais en anglais pose un problème structurel. Et s'il ne manque pas de traducteurs capables de rendre fidèlement un texte anglais (ou de toute autre langue européenne courante) dans un néerlandais bien tourné, l'inverse est rarissime. Très peu de personnes, en effet, connaissent suffisamment le néerlandais pour en saisir toutes les nuances et les restituer dans un anglais qui ne soit pas seulement correct du point de vue du sens, mais soit aussi stylistiquement acceptable.

Cependant, si la langue a son importance, elle ne peut en aucun cas expliquer à elle seule cette situation. Les linguistes, qui s'attachent précisément à l'étude des langues, ont parfois tendance à exagérer leur rôle. Ainsi, un professeur néerlandais réputé écrivait-il récemment en anglais : *« La connaissance au plus haut niveau des langues étrangères est essentielle à l'efficacité et au prestige international d'un pays. Cela est encore plus vrai pour les Pays-Bas, dont, sans y prendre garde, on risque de sortir au cours d'une promenade dominicale. »*

Plaisanter sur l'exiguïté du pays dénote une certaine ignorance en matière de sociologie. Au dix-septième siècle, la surface des Pays-Bas était plus restreinte encore qu'elle ne l'est aujourd'hui ; mais, puissance mondiale, leur langue et leur culture étaient estimées à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Quelle naïveté s'exprime dans l'idée qu'à la maîtrise des langues étrangères correspondraient *« l'efficacité et le prestige international d'un pays »* ! Il n'est que de penser aux présidents français et américain pour saisir à quel point l'un des privilèges du prestige international est au contraire de n'avoir jamais à parler une autre langue que la sienne.

Notre linguiste néerlandais ne semble pas avoir compris que les langues se situent entre elles au sein d'un ensemble hiérarchique. La nécessité où l'on est d'apprendre les langues étrangères dépend beaucoup de la position qu'occupe la nôtre dans cette hiérarchie. Et l'on s'étonne qu'un linguiste puisse ne pas saisir un point aussi élémentaire de sa propre spécialité.

Là n'est pas cependant le sujet dont je voudrais débattre. Je défends l'idée que les limites imposées par leur langue aux intellectuels néerlandais s'inscrivent dans une structure plus vaste. Le monde culturel néerlandais appartient à un réseau de communications qui, bien qu'informel, n'en est pas moins considérable et joue un rôle de filtre sélecteur dans tous les domaines artistiques, y compris celui de la littérature. Un peintre, un musicien néerlandais n'a pas vraiment « percé » s'il ne s'est pas intégré à ce réseau et imposé à New-York ou dans une des grandes capitales européennes. Ainsi en était-il déjà du temps de Van Gogh et de Mondrian ; cela est toujours vrai aujourd'hui.

A l'écart de la scène internationale

On ne devient pas mondialement célèbre à Amsterdam. Les exceptions qui viennent à l'esprit concernent des cas singuliers qui se révèlent n'être pas vraiment des exceptions. Maurits Escher, le graphiste, vivait dans une ville de province, loin des milieux artistiques ; son renom international lui vint après que des mathématiciens néerlandais eurent attiré sur son œuvre l'attention de collègues américains. Le cas d'Anne Frank est plus manifeste encore. Elle n'appartenait à aucun cercle littéraire néerlandais. Si son journal connut un succès mondial, c'est pour avoir touché très profondément les lecteurs américains. Maurits Escher comme Anne Frank gagnèrent directement le circuit transnational, sans avoir d'abord été portés au faîte de la hiérarchie nationale.

Ceux qui participent activement au sein des réseaux néerlandais à la vie culturelle nationale restent dans l'ensemble à l'écart de la scène internationale. C'est en particulier le cas dans le théâtre et la littérature. Aucun des auteurs contemporains de premier plan n'y a, en effet, vu sa renommée passer les frontières. Seul peut-être Harry Mulisch aura frôlé la reconnaissance mondiale, pour rester en fin de compte dans l'ombre de la culture nationale. Comme la pauvreté, l'obscurité appelle l'obscurité, générant un cercle vicieux. *L'Assaut*, le roman de Mulisch, ne peut pleinement être apprécié du lecteur qui ne connaît pas le contexte néerlandais très particulier auquel se réfère en permanence l'auteur. Un contexte pourtant qui demeurera méconnu aussi longtemps que ne le révélera pas la littérature.

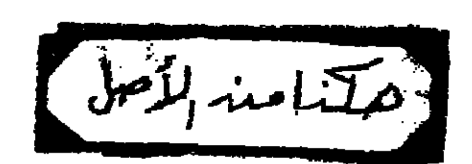
Le phénomène de miroir sans tain se manifeste ainsi sur trois plans : linguistique, culturel et social. Tous trois sont étroitement liés. C'est, en dernier ressort, le niveau social des réseaux de communication et des structures du pouvoir qui est décisif pour accéder à la reconnaissance internationale. Celui-ci, cependant, n'existe pas indépendamment de la langue et de la culture. Et ceux qui travaillent dans l'ombre, derrière le miroir, auraient grand besoin de traducteurs, plus nombreux et plus compétents, pour faire connaître leurs œuvres, ainsi que d'interprètes capables de donner la parole à la culture nationale.

Cette situation, naturellement, n'est pas propre aux Pays-Bas. Elle se manifeste, sous des formes diverses, dans chaque petit pays d'Europe, que des réseaux culturels intérieurs parcourent, créant leurs propres célébrités. Sur le plan international, ces réseaux n'entretiennent pas de relations bilatérales, mais fonctionnent par rapport à des pôles d'attraction. Les intellectuels qui, à Amsterdam, portent un intérêt à la littérature et au théâtre francophones regardent vers Paris ; la vie culturelle à Bruxelles ou à Liège, dans la Belgique voisine, reste aussi lointaine pour eux que celle de Genève ou du Québec.

Les situations varient d'un pays à l'autre. Partout en Europe, cependant, le même schéma hiérarchique prévaut au sein des relations culturelles, et les rapports égalitaires entre nations constituent l'exception. Ainsi le miroir sans tain symbolise-t-il une situation commune à la majorité des intellectuels européens. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

▶ Johan Goudsblom est professeur de sociologie à l'université d'Amsterdam.



Ethnographie européenne

compagnie

Dans les années 60, quelques-uns concédèrent bien aux femmes une annexe ou un bar où elles pouvaient accompagner leur mari ; mais, dans l'ensemble, ces lieux étaient particulièrement peu accueillants. Peu à peu, cependant, cet *enfer* féminin est devenu plus sympathique, et certains clubs comme le Reform ont même cherché à se distinguer en ouvrant leurs portes au beau sexe (peu de femmes adhérèrent en fait, et moins encore fréquentèrent régulièrement les lieux). Dans la pratique, l'exclusion demeure, et pas seulement dans les clubs les plus huppés que sont Brooks's ou White's. C'est le cas de quelques autres aussi, où la sélection pourtant est beaucoup moins sévère.

Les clubs, qui reproduisent tant des présomptions et des pratiques sociales des collèges d'Oxford et de Cambridge, restent des réceptacles de ces pitoyables peurs primitives. Ils étaient, et demeurent effectivement, pour les hommes, un refuge loin des femmes, un lieu d'où était tenu à l'écart l'Autre exécré.

L'appauvrissement des institutions

Quelle que soit la tendance conservatrice des clubs, ceux-ci ne furent pas toujours, au dix-neuvième siècle, des bastions de la réaction et de l'insensibilité. Des copies du pamphlet de Charles Kingsley contre les difficiles conditions de travail des tailleurs dans les quartiers est de Londres, *Cheap Clothes and Nasty (les Habits de l'indécence)*, furent distribuées dans les clubs les plus élégants des années 1850 et choquèrent à tel point certains de leurs membres que quelques jeunes gens dans le vent changèrent leurs habitudes pour des boutiques n'exploitant pas leurs employés. On imagine difficilement une telle prise de conscience parmi les membres du Turf Club.

Si adhérer à un club est le moyen de défense de ceux que gêne leur inauthenticité, il n'est pas surprenant que les clubs, à leur tour, soient devenus inauthentiques. Ils s'inscrivent, en un sens, dans cette falsification de l'histoire, qui non seulement est en train de transformer la Grande-Bretagne en un vaste parc d'attractions pour touristes ignorants et sentimentaux, mais qui est également au cœur du pourrissement politique et de l'appauvrissement des institutions du pays.

On a fait croire aux Britanniques qu'ils possédaient la démocratie parlementaire la plus ancienne et la meilleure du monde, que leurs institutions étaient libres, leur société ouverte, leur police incorruptible, leur justice indépendante des pouvoirs politiques, imperméable aux pressions populaires. Ce ne sont là que mensonges, pernicieux et dangereux dans leurs effets. Mensonges qui, dans les années 80, étaient en outre devenus de plus en plus flagrants.

Le monde des clubs est complice de cet état de fait. Il entretient les faux-semblants en laissant croire que l'on gouverne encore en Grande-Bretagne dans « l'esprit de club », qu'il existe une communauté sociale fondée sur une tradition politique de respect mutuel. A l'aube des années 90, l'illusion se révèle totale. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

► Richard Davenport-Hines est notamment l'auteur d'une biographie de Dudley Docker, qui lui a valu le Wolfson Prize en 1985. Il vient de publier *Sex, Death and Punishment*.

L'indésirable héroïne de Vérone

La toxicomanie a progressé dans la cité italienne. Mais contrairement aux idées reçues, elle n'a pas entraîné une augmentation de la criminalité. Tout s'est passé comme si la réorganisation du marché, combinée à l'action des pouvoirs publics, avait limité les effets de la drogue.

Pino Arlacchi

EN *Italie* comme ailleurs, le champ des opinions concernant le problème de la drogue est largement dominé par ce que l'on pourrait baptiser le « savoir intuitif » : un ensemble de jugements fondés sur le sens commun mais que chacun considère comme réfléchis, portant sur une série de questions entrecroisées, telles que les raisons qui poussent les jeunes à la toxico-dépendance, l'envergure *de l'économie et des profits clandestins*, les responsabilités du crime organisé, les moyens qui permettraient de résoudre ou de ramener à sa juste mesure le problème, ou simplement de vivre avec lui. Chacun, dans ce domaine, a sa propre recette, sa proposition, son idée, ou est obligé de les avoir, compte tenu de l'intensité croissante du débat public et de l'éventualité d'avoir à se prononcer, aussi bien dans la sphère privée qu'en public.

L'étude que j'ai conduite avec Roger Lewis sur le marché de l'héroïne à Vérone a apporté plusieurs acquis qui contredisent une série d'opinions et de modes de pensée fermement établis. Au début de notre enquête, il a été important d'affronter le patrimoine du savoir acquis en matière de pathologies sociales. Celui-ci met en évidence le rôle joué, dans la dynamique qui porte à la constitution d'une demande significative de substances illicites de la part d'un segment de la population jeune, *par l'existence de zones de malaise, de pauvreté* et de polarisation sociale, ainsi que par la présence de déséquilibres de nature *économique et démographique*.

Aussi avons-nous consacré une partie de nos efforts à recueillir et à mettre en forme les données disponibles concernant le développement économique, la condition de la jeunesse, la délinquance juvénile, les conflits du travail, la composition démographique et d'autres aspects de la société véronaise contemporaine. Le résultat de ces analyses indique avec une certaine netteté l'absence de connexion, à Vérone, entre le phénomène de la toxicodépendance et les matrices « classiques » de la déviance, qui ailleurs semblent avoir une fonction déterminante.

Notre attention s'est en outre concentrée sur deux caractères propres au contexte local, qui semblent avoir eu un rôle significatif dans l'expansion du phénomène de la toxico-dépendance :

a) l'absence d'une tradition de situation conflictuelle violente et d'une enclave de criminalité organisée préexistant au développement du marché illicite ;

b) le transfert sélectif, vers la sphère des échanges illicites, de l'esprit d'entreprise et des pratiques commerciales qui ont, dans les dernières décennies, entraîné l'expansion de l'économie et des marchés licites de Vérone.

Le premier de ces facteurs a offert au développement des transactions clandestines des conditions inconnues dans d'autres contextes. L'implantation d'un système de distribution de l'héroïne dans la société véronaise n'a pas eu à surmonter le redoutable obstacle constitué par un pouvoir *criminel établi*, avec lequel il eût fallu transiger et se partager territoires et profits. La montée de la présence maffieuse et de la criminalité organisée au sein de l'économie des stupéfiants a été particulièrement rapide durant la seconde moitié des années 70, et la riposte des forces de l'ordre locales, en conséquence, ne s'est pas fait attendre ; mais le succès même de cette contre-attaque a donné plus de place à la *seconde matrice interne du marché de la drogue*. L'effet de la levée de l'hypothèque maffieuse sur l'offre d'héroïne à Vérone n'a pas mené à la disparition du marché *illicite*, mais à la poursuite du trafic dans un climat de compétition plus « libre », moins visible et moins violente. Ainsi, l'image d'un « marché libre protégé par la police », qui peut symboliser la réalité actuelle du marché des stupéfiants à Vérone, n'a rien *d'un paradoxe*.

Drogue et criminalité

Le second facteur a imprégné de lui-même la structure entière de l'offre. L'adaptation à la sphère illicite des valeurs et des comportements propres au *business légal s'est manifestée* à tous les stades du circuit d'importation et de commercialisation de l'héroïne : esprit d'initiative dans *l'établissement de contacts directs* avec les zones de production et d'exportation massive, connaissance détaillée des techniques commerciales de la part des grossistes, capacité, pour les distributeurs intermédiaires, de tirer profit des situations les plus favorables et de la segmentation de l'information, code rudimentaire d'« honnêteté » et de « fiabilité » dans les rapports avec les fournisseurs et les clients *appliqué par beaucoup des protagonistes* véronais du commerce clandestin.

Le travail d'enquête sur le terrain nous a de plus permis d'affronter l'un des thèmes *les plus délicats liés à l'existence de la toxicodépendance* : la relation entre drogue et criminalité. Notre analyse nous a menés à une conclusion inattendue. L'arrivée de la *drogue à Vérone, en effet, n'a été accompagnée* d'une croissance de la criminalité que durant une période initiale. Le tassement du marché survenu depuis le début des *années 80 a été accompagné* d'un déclin assez net, tant des formes de petite délinquance liée à la consommation que de la *grande criminalité liée aux caractéristiques* de l'offre. Entre 1980 et 1987, les vols ont diminué de 36 % dans la province de Vérone, les hold-up de banques de 80 %. Les homicides volontaires liés à des conflits entre groupes criminels ont presque disparu, ainsi que les enlèvements avec rançon. La délinquance juvénile a constamment diminué de la fin des années 70 à la fin des années 80, se stabilisant à des taux *d'environ 50 % inférieurs à ceux des* années qui ont précédé le boom de la consommation de drogue.

La reconversion vers les filières de la distribution de l'héroïne d'une série de figures et d'activités typiques de la criminalité traditionnelle, qui intervient après une phase *initiale d'intensification de ces mêmes activités* destinée à réunir les ressources nécessaires à l'entrée dans le circuit de la drogue, ainsi que l'affaiblissement de la présence de la criminalité organisée, due à l'action des forces de l'ordre, et la croissance progressive des sources de revenu des toxicodépendants se trouvent probablement à la base du cours inattendu pris par le rapport criminalité-drogue à Vérone.

Les estimations faites sur le chiffre d'affaires et les profits de l'économie de l'héroïne à Vérone et dans sa province nous ont portés à isoler *un élément du rapport* drogue-criminalité qui pourra sembler tout aussi insolite et inattendu. Les dimensions des échanges *illicites d'héroïne dans le* Véronais représentent un montant d'un peu plus de 53 milliards de lires par an. Il s'agit d'un chiffre très inférieur à l'ordre de grandeur autour duquel on a pris l'habitude de raisonner à propos des chiffres d'affaires de la drogue, obtenu avec des méthodes de calcul rigoureuses et vérifiables, fondées sur les données les plus solides dont nous disposions sur le terrain mouvant des *variables économiques clandestines* : le diagramme de la consommation annuelle moyenne de substances illicites par toxicodépendant régulier.

Nous arrivons alors au thème des conséquences, en terme de stratégie antidrogue, qui pourraient être suggérées par les résultats de cette étude, qui concerne une réalité circonscrite mais très significative du marché des stupéfiants. La plus importante indication qui semble être fournie par cette enquête est en cohérence avec le caractère non intuitif de nombre de ses résultats, qui cadreraient difficilement avec les préliminaires du débat qui oppose « *libéralisateurs* » et « *prohibitionnistes* » *en matière* de politique de la drogue.

Le cas véronais montre que le rapport très étroit entre la présence du crime organisé et la diffusion des stupéfiants, que supposent aussi bien la perspective des « libéralisateurs » que celle des « prohibitionnistes », *n'existe pas. L'élimination des* menées maffieuses sur le marché, grâce à l'action des forces de l'ordre, mises en branle par l'alarme sociale, n'a pas mené à une réduction de l'offre, mais seulement à la multiplication du nombre de ses agents. En effet, des éléments antérieurement étrangers au marché, ou demandeurs parce que consommateurs, sont entrés dans le circuit de la vente et de l'achat.

Le rôle actif que certaines catégories de toxicomanes véronais ont démontré pouvoir jouer, dans certaines circonstances, dans les rangs de l'offre, se substituant aux « familles » et aux organisations criminelles dans l'approvisionnement des canaux de distribution, semble, à l'opposé, contredire l'un des arguments-clés des propositions de libéralisation : celui selon lequel une diminution généralisée des profits *jouerait un rôle de découragement des* acteurs de l'offre illicite, conduisant par la suite à une baisse de la demande.

« Pacte non écrit »

On peut émettre cette hypothèse : en présence d'une demande vaste et, surtout, stabilisée, formée de consommateurs réguliers, en possession d'une certaine quantité d'informations concernant les sources d'approvisionnement, la contraction de l'offre, déterminée par la chute des prix sur le marché clandestin liée à une politique de distribution publique et gratuite de l'héroïne, aurait comme effet, loin de mener à une baisse de la demande, d'en activer certains des composants et de combler le vide créé *par le retrait des figures « fortes » de l'offre*. En d'autres termes, le marché pourrait être en mesure de continuer à fonctionner, se basant sur une catégorie plus nombreuse de vendeurs-consommateurs ou de vendeurs non criminels (ou non criminels de profession) ; se contentant de profits peu élevés et travaillant dans le secteur « gris » de la distribution, vendant à des toxicomanes ne bénéficiant pas de la distribution publique pour diverses raisons : âge, santé physique ou mentale, recherche de l'anonymat, etc.

L'ensemble des rapports entre la ville de Vérone et la question de la drogue, enfin, préfigure les résultats que l'on peut attendre *des politiques les plus agressives* de lutte contre l'offre et contre la demande qui sont en voie d'élaboration et d'application à l'échelle italienne et internationale. Entre le milieu des années 70 et le milieu des années 80, Vérone a connu le passage d'une situation de marché illicite « ouvert » et *sauvage – caractérisé* par des taux élevés de hausse du nombre de consommateurs, par la présence de la Maffia et par des phénomènes (même contenus) de corruption et *de violence – à une situation de marché* « mature » et « couvert », plus concurrentiel, moins visible, fermé aux étrangers, caractérisé par une incidence criminelle modeste et profondément influencé par les interventions des autorités publiques en termes d'activité croissante de traitement social, *de répression, d'assistance et de prévention*.

Tous ces éléments se situent dans un climat de pacte non écrit entre la majorité de la population « légale » et les acteurs de l'univers de la drogue, accord tacite qui prévoit une série de mesures de *Welfare State avancé* envers les toxicodépendants locaux et un respect scrupuleux de la légalité en matière de répression du commerce clandestin, en échange d'un retrait des activités de manipulation institutionnelle, des transactions et de la consommation dans les zones les plus centrales et les plus visibles de la vie publique.

Ce résultat représente un indubitable progrès. Il faut cependant se garder de le confondre avec la solution du problème de la drogue. Dans les conditions actuelles de la situation véronaise – et les conditions prévisibles, dans un contexte plus large et *des temps plus lointains, – la décision* d'arrêter la consommation de la drogue peut être compromise aussi par la facilité avec laquelle un individu peut en continuer l'usage. Si l'objectif minimal de la politique publique peut être défini comme la limitation des dommages causés par la toxicomanie aux individus et à la société – dans le cadre d'une sorte de cohabitation résignée avec le problème – et si son objectif maximal *est une élimination de toute forme de* consommation illicite de drogue, l'exemple de Vérone peut apporter beaucoup d'enseignements dans le premier cas, et très peu *dans le second*.

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno)

► Pino Arlacchi, né en 1951, enseigne la sociologie appliquée à l'université de Florence. Il est également visiting professor à l'université Columbia, à New-York.

Masculin/féminin

Variations sur

Deux visions du féminisme : l'une insiste sur le particularisme du combat des femmes ; l'autre, à contre-courant des tendances dominantes, affirme leur vocation à l'universalité.

Toril Moi

★ Michèle Le Dœuf : *l'Etude et le rouet : des femmes, de la philosophie,* etc. Paris, Le Seuil, 1989, 379 p., 140 F.
★ Elizabeth Grosz : *Sexual Subversions : Three French Feminists.* Sydney, Allen & et Unwin, 1989, 262 p.

DEUX philosophes, deux femmes, deux continents. Deux points de vue différents aussi sur ce que peut signifier *penser contre* les traditions patriarcales qui, malheureusement, marquent encore notre culture. Là où la Française Michèle Le Dœuff plaide pour l'accès des femmes à l'universel, l'Australienne Elizabeth Grosz souligne que de tels arguments constituent une soumission à la *« rationalité masculine »* (p. 212). Michèle Le Dœuff, de son côté, soutient tout aussi fermement que la rationalité n'est le propre ni des hommes ni des femmes, et que, de plus, l'idée même que la raison est « masculine » et devrait donc être abandonnée des féministes constitue en soi un argument rationnel qui fournit précisément la preuve de ce qu'elle avance.

Le paradoxe de ces deux positions réside dans le fait que la philosophe française s'inscrit à contre-courant de la tendance qui, depuis dix ans, domine la pensée féministe en France et à laquelle l'Australienne semble prête à souscrire avec enthousiasme. Ou, pour être plus exact, si Elizabeth Grosz trouve beaucoup à admirer dans l'œuvre de Julia Kristeva et de Michèle Le Dœuff elle-même, son vrai modèle est Luce Irigaray. En cela, elle se rapproche, disons-le, des récentes prises de position féministes en matière de philosophie et de théorie littéraire aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne, où l'on assiste aujourd'hui à un énergique ralliement à toute une série de discours sur la différence. Avec l'exemple intéressant des plaidoyers de fraîche date en faveur de l'efficacité politique des divers aspects de l'essentialisme féministe.

Dédiant ce livre aux *« jeunes femmes qui s'apprêtent à entrer dans un monde où, de semaine en semaine, il leur sera reproché de ne pas être du côté de la toute-puissance »* (p. 7), Michèle Le Dœuff s'attache à analyser la manière dont la philosophie a exclu les femmes et à montrer les effets préjudiciables à la philosophie elle-même d'une telle logique d'exclusion. Rien cependant n'est inévitable ou nécessaire, indique l'auteur, dans ces formes de pensée discriminatoires. Au contraire, si l'on abandonne, dans la réflexion philosophique, toute idée impérialiste de pouvoir, pour appréhender la pensée ou la philosophie comme un projet immense qui jamais n'embrassera tout ni n'atteindra à la connaissance totale, non seulement on limitera les ravages causés par



Les hommes aussi

A côté des études consacrées aux femmes se développe depuis une quinzaine d'années toute une série de recherches qui tentent de définir l'identité masculine : cela va de la sexualité au rapport à la guerre, de la question du divorce à celle de la religion.

Maurizio Vaudagna

★ Uomini, in *Memoria. Rivista di storia delle donne,* nº 27, 3, 1989, 147 p.
★ Erika Kaufman, *Il post-Adamo. Desideri, turbamenti e metamorfosi del maschio contemporaneo,* Milano, Leonardo, 1989, 156 p.
★ Anthony Easthope, *What a Man's Gotta Do. The Masculine Myth in Popular Culture,* London, Grafton, 1986, 180 p.
★ Eugène R. August, *Men's studies. A. Selected and Annotated Interdisciplinary Bibliography,* Littleton (Colo.), libraries Unlimited, 1985, 215 P.

MALGRÉ deux décennies de travaux sur les femmes, *« la masculinité est restée un thème assez bien occulté »*, suggère le critique anglais Anthony Easthope au début de son livre. *« Telle a toujours été la ruse,* ajoute-t-il, *qui lui a permis de s'accrocher à son pouvoir »*. Si le pénis démesuré figuré sur un vase attique était une marque explicite du pouvoir patriarcal, dans le cas du *David* de Michel-Ange, en revanche, toujours selon Anthony Easthope, *« le pénis, flasque, semble n'être qu'une partie de son anatomie... mais c'est son corps tout entier qui présente la masculinité comme un équivalent à l'humanité elle-même »*. Là réside toute l'astuce du masculin, qui renvoie ainsi le féminin à la différence et à la déviance.

Cependant, *« s'il est possible de montrer que la masculinité possède son identité et sa structure propres, elle ne peut alors plus prétendre à l'universalité »*. L'ensemble du courant baptisé *« men's studies »* a en commun de traiter le masculin comme différent de l'humain en général. Ce champ d'études, ouvert depuis le milieu des années 70, alimente, avec cinq cent quatre-vingt-onze titres en anglais, les deux cent quinze pages de la bibliographie d'Eugene R. August. C'est peu comparé à la foule des *women's studies* auxquelles elles sont souvent confrontées, fût-ce au prix de vives polémiques, mais beaucoup compte tenu de leur marginalité dans le monde intellectuel euro-américain.

Toutefois, le but dans lequel la spécificité masculine devrait être ainsi mise en évidence varie amplement d'un auteur à l'autre. Easthope y voit un instrument de l'érosion du patriarcat. Eugene R. August, un des chercheurs ayant adopté de la manière la plus radicale une approche anti-féministe et misogyne, avance une justification classique : il définit ce qu'il appelle la *« masculinité hégémonique »* comme construction historico-culturelle correspondant à la situation *d'« une minorité de mâles placés en position de pouvoir politique et social, mais dans l'ignorance de la grande majorité des autres mâles »*. Ainsi, la société de classe, patriarcale (terme qu'August n'utilise pas et qui ne figure pas à l'index de sa bibliographie), aurait opprimé au même titre les femmes et la grande majorité des hommes.

Les origines des *men's studies,* entendues comme l'analyse de la masculinité hétérosexuelle, doivent être rapportées essentiellement à l'influence du mouvement féministe, qui depuis le début des années 70 affirme l'identité féminine, relativisant par là même le masculin dans son rapport à l'universel, et le mettant explicitement en accusation. Une autre influence décisive a été celle de la culture *gay,* qui remettait en question la définition du masculin considéré comme norme. Nombre des premières interventions, à partir des années 1974-1975, et surtout en Amérique, avaient un accent *male liberationist,* tourné vers l'autoconfession et à la recherche de changements, personnels ou sociaux, nécessaires à l'abandon des attitudes « masculinistes ».

Cette littérature était étroitement liée aux expériences d'auto-conscience et d'anti-sexisme menées par des groupes d'hommes dans les pays anglo-saxons, en Europe du Nord ou dans l'Allemagne protestante, phénomène au contraire largement minoritaire dans l'Europe catholique et en particulier en Italie. Les doigts d'une seule main suffiraient pour compter les livres du courant *male liberationist* produits en Italie durant les années 70, et cette littérature est restée ignorée des intellectuels, des féministes, et plus largement du public cultivé.

Pourtant, des facteurs sociaux et culturels convergents invitaient à remettre ce thème à l'ordre du jour de la décennie suivante, malgré le trait tiré sur la phase militante des années 70. La rapide croissance du nombre des divorces et, dans les classes moyennes cultivées, de celui des célibataires, le déclin démographique, la dénonciation, par de nombreuses femmes, de leur solitude familiale et émotionnelle, ont remis au premier plan le thème du masculin, fût-ce sous une forme un peu superficielle : émissions de télévision, enquêtes journalistiques et livres à grand tirage, qui naviguent entre les images contradictoires de l'« insécurité masculine » et du « retour du macho », pôles supposés de la masculinité des années 80. C'est à ce type de littérature de vulgarisation psychologique et psychanalytique qu'appartient le volume d'Erika Kaufman, qui annonce, un peu à la hussarde, que le mâle, désormais, a été féminisé, et analyse en conséquence les avantages et les limites de *« l'inflation du code maternel »*.

Parallèlement, une évolution culturelle interne aux études sur les femmes marquait un regain d'intérêt pour le masculin. L'Américaine Merry E. Wiesner fait la synthèse de cette tendance, en ouverture à un numéro de la revue italienne féministe *Memoria* consacré aux hommes, première tentative d'introduction des *men's studies* en Italie : *« Il apparaît évident, avec la publication de ce numéro, que l'histoire des femmes a connu un développement parallèle en Italie et aux Etats-Unis : un nouvel intérêt pour l'expérience historique des hommes* en tant qu'hommes, *et pour le genre sexuel comme concept historique »* (p. 3, 44). Si, aux études sur les femmes, s'ajoutent de manière croissante des analyses plus amples sur des comportements et des cultures où intervient la notion de genre sexuel, voici que, par complémentarité comme par opposition, l'intérêt pour le genre masculin est exalté, aussi bien pour combler logiquement un vide de la recherche que pour mettre à l'épreuve les catégories des *women's studies.*

Le guerrier et le gentilhomme

Quel est alors l'objet des *men's studies ?* Les vingt sections entre lesquelles August ventile son matériel bibliographique proposent des thèmes variés : physiologie et sexualité masculines, rapport à la guerre, aux autres hommes, à la religion, divorce et soin de l'enfant, transition de l'âge mûr... Beaucoup des *liberationists* des années 70 ont continué de s'intéresser au masculin dans les secteurs professionnels où ils se sont insérés et contribuent aujourd'hui à des recherches plus analytiques et spécialisées.

Cependant, au cœur du débat, l'élément le plus intéressant de ces travaux est leur tentative de définition de l'identité masculine à l'aide des instruments de la psychanalyse, en référence au processus d'identification hétérosexuelle vu chez l'homme comme renoncement à la mère et comme acceptation d'une autre femme comme objet d'amour, ou de la masculinité comme construction socio-culturelle historiquement déterminée : dans les articles de *Memoria* consacrés, par exemple, à « se faire homme » dans la Rome baroque, à l'étude de groupes de travailleurs salariés dans les ateliers artisanaux de l'Allemagne moderne, ou aux formes actuelles de la sociabilité masculine, il apparaît que le modèle masculin fait dans le même temps référence à la double figure du guerrier, qui souligne le thème central de la force, et du gentilhomme, qui valorise surtout la rationalité.

La problématique centrale des *men's studies* s'éclaircit si on la considère dans les difficiles rapports qu'elles entretiennent avec les études consacrées aux femmes. Anthony Easthope expose parfaitement ce point : *« Etre un mâle dans la société moderne, c'est bénéficier, qu'on le veuille ou non, de la position de pouvoir dans laquelle on est placé* (...). *Si la masculinité n'est ni normale ni universelle* (...), *il serait erroné de ne la considérer que comme une source, d'oppression ou de quoi que ce soit d'autre, comme si la masculinité n'était qu'un fait donné. Dans la mesure où les hommes vivent la version dominante de la masculinité* (...), *ils sont prisonniers des structures qui fixent et limitent l'identité masculine. Ils ne font que ce qu'ils sont* tenus *de faire.*

Ulysse et les détectives

Sans liberté, pas de faute. Mais si le masculin est historiquement soumis à des variations, il y a un espoir de délivrance de l'hyper-masculinité hégémonique.

Les chercheurs travaillant sur l'homme ont été souvent taxés, sous des apparences libératoires, de sexisme, soupçonnés d'envahir un champ de recherches conquis à leur propre usage par les femmes, ou encore d'entrer en compétition, en matière de public et de moyens, avec les *women's studies.* L'Américaine Lois Banner, par exemple, avance une objection féministe plus pertinente dans un compte-rendu polémique publié par la revue *Signs* au printemps 1989. Selon elle, les travaux sur l'homme ont un double caractère de justification : d'un côté, ils analysent le masculin comme une *« expérience »* et non comme l'institution qu'est le patriarcat. Pour cette raison, les premières véritables *men's studies* ont été les analyses féministes du système patriarcal, à partir du *Sexual Politics* de Kate Millett. D'autre part, retrouvant tout au long de l'Histoire des formes de faiblesse et de crise de la masculinité, ces analyses réduisent presque le mâle à un *« tigre de papier »*. Cependant, objecte Lois Banner, *« la violence héroïque est au cœur de la définition que le patriarcat donne de lui-même »*, et ce dans la culture occidentale, d'Ulysse massacrant les prétendants pour défendre sa famille aux détectives contemporains qui tuent les déviants de notre société.

La masculinité hégémonique, que Lois Banner définit historiquement de manière si étendue qu'elle semble avoir un destin immuable, reste donc un *« tigre rugissant »*. Et, en réponse à August, qui proclame que les *men's studies* sont le complément logique des travaux consacrés aux femmes, elle répond que *« les dominateurs ne peuvent se transformer en opprimés par un simple tour de passe-passe logique »*. Ainsi, l'expression *men's studies* suggérerait un parallèle erroné entre les expériences des deux sexes ; ce secteur de recherches, affirme Lois Banner, devrait au contraire être défini comme *« l'étude féministe des hommes »*, pour des raisons politiques et de clarification méthodologique.

Quinze ans après leur apparition, les *men's studies* n'ont que partiellement pris leur envol, n'ayant à ce jour trouvé ni le poids institutionnel ni les résultats qualitatifs qui ont été ceux des études féminines, des *gay studies* ou encore, plus anciennement, des *black studies* américaines. Elles partageaient avec ces dernières une vision engagée de la culture, mais n'ont pu accéder au même pouvoir de mobilisation sociale et intellectuelle. Les hommes semblent avoir réagi au féminisme en résistant ou en acceptant des espaces de participation commune. Cependant, dans les deux cas, l'identification du masculin à l'universel n'a pas bougé. Dans l'ensemble, ni les intellectuels de sexe masculin ni le public cultivé ne semblent ressentir le besoin d'une analyse de la masculinité qui fonctionnerait comme justification ou comme étape vers une identité différente. Au-delà des quelques hommes spécialistes de la question, c'est surtout dans des milieux féminins qu'un intérêt diffus pour une étude de l'identité masculine se manifeste.

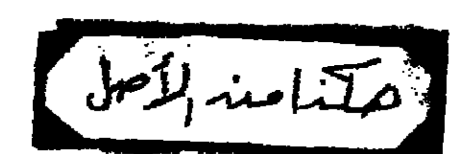
En ce sens, comme il est écrit dans *Memoria, « il subsiste entre les sexes la marque d'une asymétrie fondamentale qui organise leur solitude réciproque »*, et l'on ne peut nier que la diffusion variable des travaux sur l'identité masculine et l'identité féminine est en rapport avec l'urgence d'un réenracinement culturel. Les études sur le masculin peuvent contribuer à approfondir les travaux consacrés aux genres sexuels *(gender studies),* à travers un reflet plus ou moins symétrique ou déformé de la définition du genre ou par une mise à l'épreuve des catégories qui ont surtout été élaborées, ces dernières années, par les travaux sur le féminin. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno.)

▶ **Né en 1945, Maurizio Vaudagna enseigne l'histoire de l'Amérique du Nord à l'université de Turin. Il a publié des articles sur la condition masculine.**

différence

L'espace



Masculin/féminin

la différence

ces diverses stratégies d'exclusion, mais on transformera la philosophie en une entreprise véritablement communautaire où les femmes et les hommes ensemble pourront travailler en amis.

La perspective, pour Michèle Le Dœuff, d'un avenir philosophique pluriel suppose que la recherche de la vérité soit une activité accessible à chacun, quels que soient le milieu, la race, le sexe. Il y a en effet une contradiction criante, à ses yeux, entre les buts mêmes de la philosophie et le fait que son discours précisément soit le lieu d'un préjugé patriarcal aussi enraciné, qui s'attache à priver les femmes du *plaisir* de faire de la philosophie. Profondément optimiste, l'humour débridé de Michèle Le Dœuff et l'inhabituel cocktail d'analyse de textes, de polémique politique et de débat philosophique intransigeant, qu'elle émaille d'anecdotes prises dans la vie de tous les jours, donnent au lecteur la conviction qu'*évidemment* les femmes peuvent faire de la philosophie et se montrer originales, passionnantes, *convaincantes*, et qu'*évidemment* elles ne sont pas condamnées à être des victimes de la raison « masculine ».

Un défi aux idées reçues

Pour Elizabeth Grosz, l'accent mis par Michèle Le Dœuff sur l'aptitude des femmes à modifier la tradition philosophique *est précisément ce qui fait* d'elle une timide réformiste qui se contente d'agir *« en conservatrice et en historienne laudatrice de la sagesse masculine »*. Argument qui ne trouble guère l'intéressée. Engagée à fond dans une utopie féministe authentiquement *démocratique*, Michèle Le Dœuff part du postulat selon lequel toute lutte d'un groupe opprimé doit *également en appeler au droit du* groupe à l'universel.

Le fait que l'« universel » ait jusqu'à présent pris les traits de l'homme, blanc, bourgeois, patriarcal, ne signifie pas qu'il *soit* homme, blanc, bourgeois, etc., ni que les féministes n'aient pas besoin d'y accéder. Car l'alternative, pour les femmes, est de s'enfermer dans leur propre différence, au point d'être considérées comme *particulières, déviantes*, et par là même *insignifiantes*. C'est pourquoi Michèle Le Dœuff insiste sur le fait que l'œuvre des intellectuelles *féministes* est *en tout* point aussi « universelle » que n'importe quel autre discours scientifique. Ainsi, ne voir dans *l'Etude et le Rouet* qu'un excellent texte *féministe* ne suffit pas ; c'est aussi de l'excellente *philosophie*.

Le féminisme de Michèle Le Dœuff *renouvelle avec force la tradition*, depuis les écrits féministes classiques de Mary Wollstonecraft et Simone de Beauvoir jusqu'au féminisme actuel.

Son livre est un défi aux idées reçues qui, très vite, sont devenues vérités pour une bonne part du féminisme occidental, alors qu'Elizabeth Grosz, qui appuie, sans la démontrer, sa thèse sur l'idée de différence fondamentale de la femme, se contente de *répéter* ce qu'on a déjà beaucoup entendu.

Il faut également souligner que les deux textes ne sont pas comparables en termes qualitatifs : là où Michèle Le Dœuff mène une enquête irrévérente et proprement iconoclaste sur les rapports qu'entretiennent les *femmes* et la *philosophie*, Elizabeth Grosz nous donne un laborieux manuel introductif qui, en faisant résolument l'impasse sur les questions aujourd'hui abordées par le débat féministe, se révèle curieusement péremptoire dans son style et sa rhétorique.

L'Etude et le Rouet est déjà en cours de traduction en anglais. Reste à savoir si ses arguments feront mouche dans le monde prospère des écrits féministes anglophones. Ma propre expérience en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis m'a appris que, si beaucoup de femmes partagent le point de vue de Michèle Le Dœuff, les oppositions institutionnelles ne manquent pas, en particulier aux Etats-Unis, pour que sa position ait du mal à se faire accepter.

L'accès des femmes à l'universel

Le risque est grand de voir le raisonnement de Michèle Le Dœuff considéré – à tort – comme une menace contre l'existence même, par exemple, des programmes et sections pléthoriques consacrés aux études féministes.

Mais poser la question de l'accès des femmes à l'universel, ce n'est pas nier la réalité des forces sociales et idéologiques qui font aujourd'hui les femmes différentes, *ni rejeter la nécessité*, dans maints domaines, d'organisations et de groupes propres aux femmes. C'est au contraire refuser de considérer les conditions sociales actuelles comme seul fil directeur de notre programme politique. Car, comme Michèle Le Dœuff le dit elle-même : *« Etre féministe intègre dialectiquement le fait d'être femme : il est une façon de savoir que la sexualisation joue ; et de savoir en même temps, mais contradictoirement, qu'elle pourrait ne pas jouer, et qu'assurément son jeu tel qu'il est n'est ni bon ni légitime »*. ■

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize.)

► **Née en Norvège en 1953, Toril Moi enseigne au département de français de l'université Yale.**

Grande-Bretagne : le retour du pamphlet

« *IL nous semble, à nous hommes et femmes qui avons aujourd'hui entre quarante et cinquante ans, que nous vivons une époque différente de celle que nous ont promise nos parents. Il est déroutant de se retrouver dans une telle période. Un anachronisme subtil, idéologiquement déterminé, s'impose à la population, soutenu par les derniers gadgets.* » Ces déclarations récentes du poète écossais Douglas Dunn expriment une anxiété commune à plus d'un Britannique. L'entrée progressive dans le courant politique européen provoque, ici, un retour à des valeurs dont la violence sociale n'est plus atténuée par la richesse du pays. Les « valeurs victoriennes », comme les a avec succès, *encore que bien rapidement*, nommées Margaret Thatcher – et qui se heurtent de plus en plus à des résistances d'un genre tout aussi victorien. Les scènes de violence du mois d'avril à Trafalgar Square s'inscrivent, en effet, comme le rappelait l'historien Charles Townshend aux lecteurs du *Times*, dans l'esprit d'une longue tradition populaire.

Cette tradition doit en partie, naturellement, être encouragée par les écrivains, comme elle l'a été par le romancier et réalisateur de cinéma Hanif Kureishi, qui a qualifié les émeutes de « superbes ». Douglas Dunn réagit, pour sa part, aux causes de l'agitation actuelle par une indignation moins enflammée, plus réfléchie. Son pamphlet – *Taxe locale : trucage fiscal* – s'inspire de l'expérience *écossaise dans* une attaque vigoureuse, bien qu'imprécise parfois dans l'écriture, de la décision du gouvernement de remplacer une taxe sur la propriété liée à la richesse par une autre qui, pour financer l'équipement social, impose à peu près les mêmes charges à chaque individu.

Avec la conséquence que, si quelques millionnaires s'en portent désormais mieux que jamais, presque tous les pauvres se retrouvent, sans conteste, encore plus pauvres. Dunn fustige l'étroitesse de la notion de *liberté sur le marché – qui n'est que « la liberté d'acheter et de vendre »*, – mais en passant, comme d'autres, à côté du paradoxe que représente le fait de n'être en aucun cas, sur ce marché particulier, libre de *ne pas* acheter des égouts, des routes, des hôpitaux.

Son essai, qu'il accompagne d'un poème, *les Cafés des pauvres gens* s'inscrit dans une autre tradition britannique : celle du pamphlet sous la plume d'écrivains imaginatifs (on pense à Milton et à Swift), que veut faire revivre la collection « Counterblast » où le texte de Dunn vient de paraître. Jusqu'ici, il faut reconnaître que les meilleurs essais – mise à part une analyse bien documentée, informative et très opportune du système carcéral par la sociologue et pairesse travailliste Tessa Blackstone – sont le fait de journalistes, sur des sujets qui ne leur sont pas entièrement étrangers : Paul Foot et la politique britannique en Irlande du Nord, Christopher Hitchens et la monarchie.

On doit cependant à la romancière Fay Weldon un réquisitoire passionné *contre le type de société qui* contraint Salman Rushdie à se cacher, et les éditeurs promettent, sous le titre de *Venus Envy*, une diatribe signée d'un autre romancier, Adam Mars-Jones, *contre le sexisme* dans l'œuvre de ses contemporains Ian McEwan et Martin Amis.

« Counterblast » est publié chez Chatto and Windus, aujourd'hui racheté par Random House, qui s'est récemment débarrassé du directeur (marqué à gauche) de sa branche new-yorkaise, Pantheon. Aucun « Counterblast » n'est annoncé sur les dangers des restructurations dans l'édition.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

Librairie européenne

L'espace ouvert de l'être

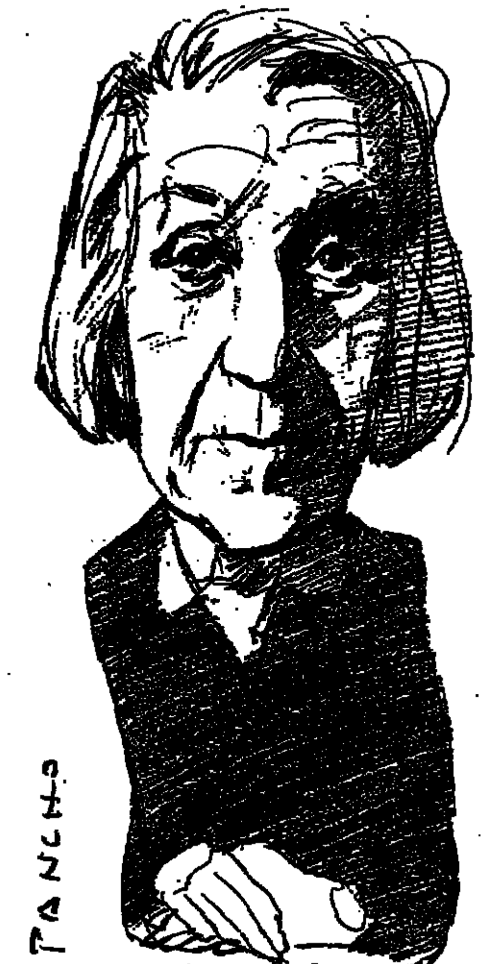
★ Nathalie Sarraute : *Tu ne t'aimes pas*. Gallimard, 1989. 216 p., 84 F.

TIRER le fil d'Ariane qui pourrait nous guider sûrement à travers ce roman labyrinthique relève de la gageure : au lecteur qui s'en approche, le roman ne jette que des lueurs fugaces. Une phrase, dès les premières pages, évoque ce dédoublement en deux êtres contradictoires qui sommeillent en tout homme. *Comme une impulsion dans le* vide, cette phrase lance le mouvement, le propage en ondes concentriques, englobant un espace de plus en plus vaste, s'ouvrant à la vie tout entière, à une vie humaine réifiée, si bien que les limites des existences particulières, les contours des gestes, des faits s'estompent, disparaissent.

Deux interlocuteurs inconnus – de l'un d'eux, nous savons au moins qu'il s'identifie à une masse, opposée à une élite – échangent un dialogue au cours duquel ils laissent affleurer certaines zones de leur paysage intime, tour à tour occultes ou mises à nu, comme par un reflux de vagues. *Le roman se manifeste ainsi au* lecteur dans ces intermittences, dans ces fluctuations.

C'est la lutte sourde et sans merci qui se livre à chaque instant de la vie, dans chaque mouvement, dans chaque geste, dans chaque phrase prononcée, que Nathalie Sarraute *observe* avec des verres grossissants et révèle à nos yeux, avec un humour particulier. *Les nuances multiples* de la sensation et de l'émotion, leurs dérives, et les modifications qu'elles entraînent, les turbulences de l'inconscient, et la conscience, tous les éléments de cette *« matière psychologique nouvelle »*, commune à tous les hommes, de tous les temps, que l'auteur avait déjà définie dans *l'ère du soupçon*, sont ici dévoilés.

Dans *Tu ne t'aimes pas*, émergent à la lumière du jour, des profondeurs d'une parole hermétique, tous ceux qui ne s'aiment pas. S'agit-il des êtres ouverts par opposition aux êtres *repliés sur eux-mêmes*, ou de ceux qui exploitent toutes les possibilités face à ceux qui ne tirent leur force que d'une seule, ou encore des êtres qui doutent, face à ceux qui sont sûrs d'eux-mêmes ? Ceux qui ne s'aiment pas fuient les miroirs, éprouvent une sorte de déperdition *de leur* conscience de *soi*, qui n'est que fidélité à ces fluctuations de l'être, à son absence de définition même.



C'est pour cette raison qu'ils demeurent des êtres ouverts, accessibles, mais sans défenses, un espace transparent que tout le monde peut traverser. Ces êtres-là ressentent la nostalgie de l'imitation, mais s'interdisent d'y succomber ; *les autres, en* revanche, ceux qui s'aiment, sont capables de s'avancer et de dire « je », chacun d'eux a la *fermeté* d'une statue, chacun peut « se raconter » ; il rayonne et attire ; de lui émane une grande richesse, car il thésaurise, accumule, préserve ; il *« s'entoure de murailles »*, a le sentiment d'être *« vrai »*, d'être *« conforme aux modèles »*.

Mais la belle assurance de celui qui s'aime est aussi fragile que l'insécurité de celui qui ne s'aime pas : au fond de celui-ci, vivent également des hommes ou des femmes *« vrais »*, qui peuvent *« se réveiller à chaque instant, venir s'immiscer, tout détraquer »*. Qu'une vérité vienne à *« sortir »* de ceux qui s'aiment importe peu, *puisqu*'une fois entrée chez les autres, elle se perd, sur-le-champ, parmi d'autres vérités. Ces vérités-là peuvent surprendre, immobiliser : aussi, lorsqu'un « je » se détache d'un « nous », dès cet instant se dérobe-t-il à *toute question* par un *« Oh, je ne sais pas. »* évasif et inquiétant ; apparaissent alors la dissimulation, *l'hypocrisie*, la *tentative de* vaincre une vérité pourtant invincible, le vide qui s'oppose au bonheur.

Ces fluctuations subtiles de l'âme sont toujours étroitement dépendantes du langage, objet véritable de recherche pour l'*auteur*, *car* les *mots sont « porteurs de* sensations ». Dans *Tu ne t'aimes pas*, parce qu'elle emploie ce « nous » collectif *et généralisateur*, Nathalie Sarraute puise dans le fonds des lieux communs, des phrases toutes faites, mais parvient, grâce à une maïeutique personnelle, à en dégager toute la profondeur réelle, à atteindre une vérité toujours ambiguë, qui ne peut jamais devenir concrète.

La perfection de la phrase, sa mesure exacte, l'enchaînement des répliques et leur phrasé, *les ondulations, les effets de* ritournelle et de rythme, le développement des thèmes, leur autonomie et leur interdépendance; *la concision et le* rayonnement des mots, tout dans ce style montre la convergence du fond et de la forme : *chacun de ces fragments devient une totalité* en soi, chacun de ces points fuyants se fige en un instant qui se dilate jusqu'à sa *suspension*.

Au fil de ces pages, un ton un peu didactique est clairement perceptible. Néanmoins, Nathalie Sarraute affirme : *« Moi, je suis désarmée », « je n'ai pas de sentiment d'identité »*, ou encore, *« quand je fais une conférence devant des étudiants, je suis très libre parce que je n'existe pas »*. Qu'a voulu dire l'écrivain par ces mots ? Sans *doute qu*'elle *se* place *du point de* vue de l'être, et non de l'existence. De même, c'est dans ces régions de l'être que se déroulent ses romans. ■

CLARA JANÈS

(Traduit de l'espagnol par Christine Aguilar-Adan)

► **Née à Barcelone en 1940, Clara Janès, écrivain, est surtout connue pour sa poésie (*Antología personal*, 1959-1979), ses essais et biographies et ses traductions (notamment de Marguerite Duras, Nathalie Sarraute, Katherine Mansfield, William Golding). Elle a publié son premier roman, *los Caballos del Sueño*, en 1989.**

Passe-muraille

★ Pierre Christin, Andréas Knigge (sous la direction de) : *Après le mur*, Les Humanoïdes associés, Paris ; Durchbruch, Carlsen Verlag, Hambourg. 80 p., 99 F (19,80 DM).

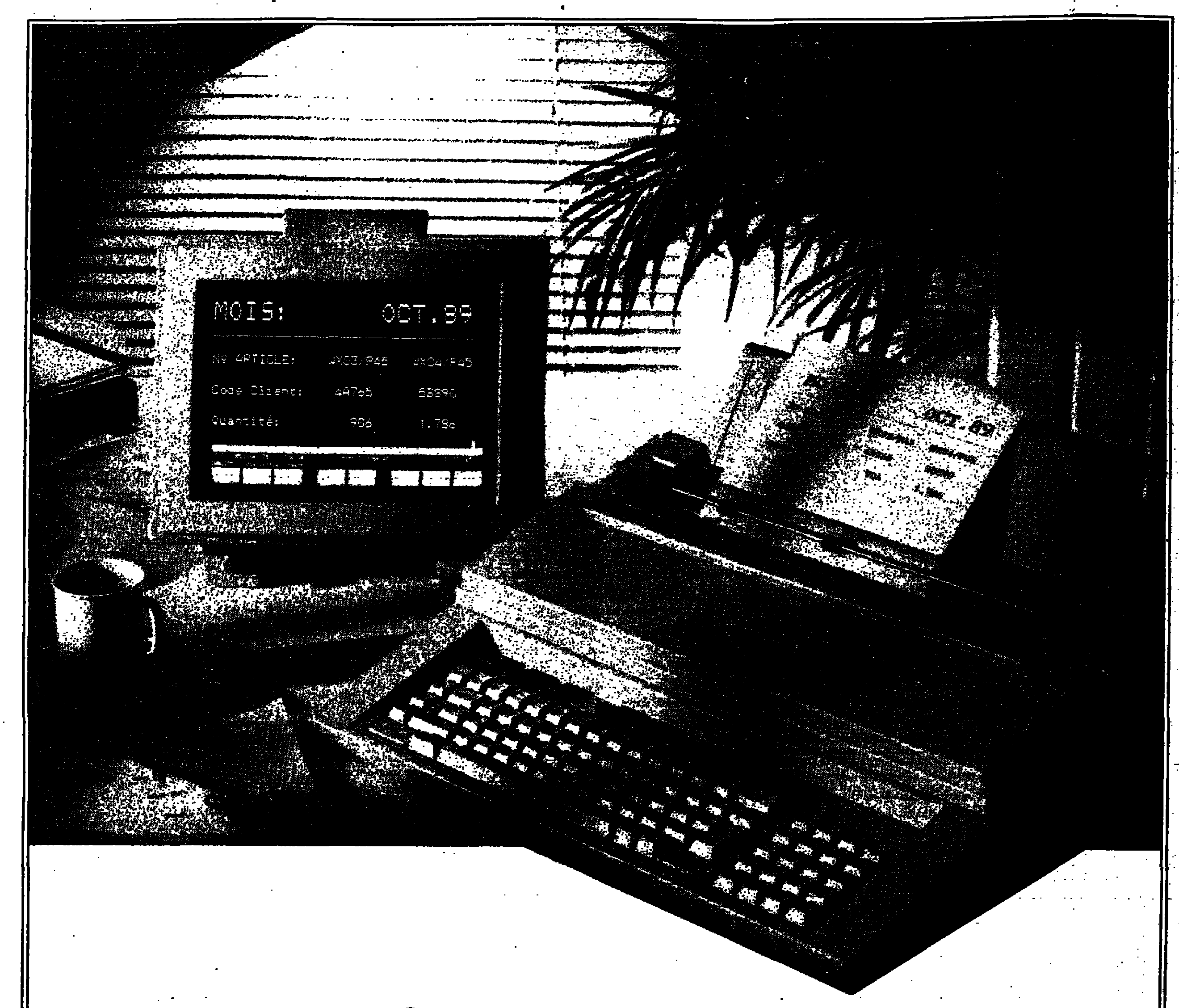
Sur le thème de la chute du mur de Berlin et des événements qui secouent l'Europe de l'Est, Pierre Christin et Andreas Knigge ont réuni *une vingtaine d'illustrateurs*, dessinateurs de bandes dessinées et écrivains *issus d'une dizaine de pays différents*.

L'imaginaire de ces créateurs, dont beaucoup sont nés à l'époque de la guerre froide, a travaillé sur des schémas parfois étranges, bien éloignés des fausses évidences fournies par les *objectifs* des caméras de télévision. Ainsi, l'Américain Bill Sienkiewicz *rappelle d'une plume sombre* que l'histoire pourrait se répéter : de Hitler à Hitler en passant par Staline. Avec les Français Moebius, Cabanes et Mézières, les hommes de pierre répondent à des sphinx passe-muraille tandis que Check Point Charlie se transforme en édicule à hamburgers.

L'Espagnol Prado raconte l'histoire d'une vie gâchée par la construction *du mur, l'Italien Mahara celle d'une vie* gâchée par sa destruction. Le Yougoslave Zeljko Pahek a vu des mains traverser le béton pour serrer d'autres mains dans le camp d'en face. Le Catalan Victor Mora a demandé à Annie Goetzinger de coudre tous les drapeaux du monde comme sur les albums pour philatélistes amateurs de notre enfance. L'Anglais Neal Gaiman a une légère tendance à croire que le *mur se pèle comme un oignon* : derrière le tas de pierres, un autre tas de *moellons, puis un troisième. On pour*rait citer Bilal, le Français de Belgrade, la Hongroise Kiss, le collectif est-allemand Mosaïk ou le Soviétique Savitski, partagés entre la colère, l'espoir et, déjà, une sorte de nostalgie.

Cette coproduction, qui associe *treize éditeurs* européens (mais New-York est aussi de la partie), est une première. *Danois, Espagnols, Hon*grois, Allemands, Anglais, Italiens, Finlandais, liront en même temps ces mémoires à l'usage des futures générations.

JEAN-FRANÇOIS BRIEU


MOIS:
OCT.89

Actualités

La vie difficile des petits éditeurs britanniques

En Grande-Bretagne, aujourd'hui, les éditeurs indépendants ont grand mal à le rester. Depuis deux ans, beaucoup se sont retrouvés soumis aux mêmes conditions de fabrication, aux mêmes régimes comptable et publicitaire que les pourvoyeurs en gros tirages. La conséquence en a été une disparition des curiosités éditoriales les plus intéressantes, afin de prévenir les risques inhérents à l'aventure.

Les géants ayant l'avantage, la diversité *ne s'épanouit plus qu'aux confins les plus* reculés de la littérature où une mise en page et des techniques d'impression plus économiques ont aidé à une *démocratisation* du processus éditorial. C'est parmi les quelque trois cents adhérents au Groupe des petits éditeurs (Small Press Group) que l'on trouve une réponse, quasi clandestine, à l'érosion de l'autonomie dont souffre ce secteur.

Le second guide-calendrier des publications à tirage réduit est un riche abrégé de la marginalité. Les éditeurs qui y figurent mêlent occultistes, excentriques, anarchistes, post-punks et néo-situationnistes dont le plaisir pris dans l'excès et les vertus du canular est d'un anti-autoritarisme tonique ; car telle est bien l'atmosphère de la rencontre annuelle du groupe. Mais y figurent aussi, en bonne part, le sérieux, *l'académique et le littéraire* : *histoire*, philosophie, culture. Certains de ces éditeurs s'inspirent d'une longue tradition pamphlétaire dissidente et publient manifestes et pamphlets du dix-septième siècle : les discours du groupe égalitariste des Diggers, les écrits féministes d'Olympe de Gouge, une polyphonie de textes tirés de l'oubli. De loin, la poésie ici l'emporte.

Mise à part une tendance à l'amateu*risme délibéré, le niveau de production* est de qualité. Dans les livres d'art, l'auto-publication permet un travail d'innovation *rarement possible dans la* production commerciale. La grande réussite est celle de Redstone Press, dont les minuscules livres-boîtes sur l'œuvre de Frans Masereel, J. G. Posada et Frida Kahlo attirent l'attention et se vendent comme d'exquis objets de collection.

Redstone est cependant une exception : le diktat de la rotation rapide du stock des librairies, les problèmes de distribution et l'importance croissante de la promotion réduisent les perspectives de survie des petits éditeurs désargentés. Alors qu'une bonne part de cette production est, par nature, *dilettante et éphémère*, engorgeant les marges littéraires des obsessions hétérodoxes de quelques-uns, il *est également vrai que l'étroitesse, en* Grande-Bretagne, du marché de l'édition courante laisse plus de place qu'ailleurs en Europe au *mouvement marginal*. Ainsi est abandonné aux petits le soin de combler les lacunes impardonnables des grands.

Le domaine des traductions en apporte la preuve manifeste. Si une poignée d'éditeurs s'est, *dans les années 80*, lancée dans une série de traductions, augmentant peu à peu le total des titres étrangers, la Grande-Bretagne reste un lieu peu propice aux auteurs récemment traduits, à moins qu'ils ne soient précédés d'une solide réputation ou ne bénéficient de l'engouement actuel pour l'Europe de l'Est.

Les morts – classiques exclus – se portent plus mal encore. D'où le désintérêt pour, *dirons-nous, les* symbolistes et surréalistes français. Presque toutes les éditions britanniques d'Alfred Jarry, André Breton, Raymond Roussel, Raymond Queneau et, aujourd'hui, Léo Malet, sont le fait d'Atlas Press que dirigent trois *amoureux des livres, sous-payés*.

Récompensés de leurs efforts par des critiques souvent enthousiastes, ils continuent de manquer *désespérément* des capitaux nécessaires pour promouvoir les ventes. Des subventions seraient une *solution pour des maisons comme Atlas*, et l'Art Council doit annoncer bientôt un nouveau plan dans ce domaine. Mais la *pénurie de fonds publics en Grande-Bretagne* ne peut laisser espérer qu'une aide chichement distribuée.

Dans le monde de la « vraie » édition, les livres dérisoires prolifèrent, poussés, dopés, quand les autres se disputent une brève *apparition sur les rayonnages* des chaînes de distribution. Restés à l'extérieur, les égalitaristes sans le sou des presses *indépendantes continueront* dans le tapage à contester cet état de fait, traitant de la rareté et de l'ésotérique, donnant peut-être *quelques leçons*, et proclamant une conviction qui recueille peu de crédibilité auprès des pharaons de Francfort – à savoir que le livre n'est pas un produit ordinaire. ■

LIZ HERON.
(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize).

La « Panthère » à l'Université

Début janvier, une panthère s'échappait du zoo de Rome, et les battues les plus acharnées de la police ne parvenaient pas à la débusquer. Au même moment, le mouvement étudiant, né discrètement à Palerme le mois précédent, s'étendait aux universités romaines : la « Panthère » était née, et devait gagner l'Italie entière.

Plus de deux mois durant, les étudiants ont envahi journaux et télévisions, et contraint la classe politique à se ranger du côté de leurs propositions. Les Italiens redécouvraient leur université, et la vie interne de celle-ci se réveillait. Si la « Panthère », université par université, dénonçait les altérations structurelles du monde universitaire, elle a aussi lutté contre les projets de réforme du nouveau ministre des universités.

Ceux-ci entendaient réviser les statuts de l'université publique en ouvrant sa gestion aux fonds privés, afin de remédier au *délabrement du système actuel, obéré par* l'engorgement des grandes facultés, le dysfonctionnement des bibliothèques et des laboratoires et les conditions de recrutement et d'affectation du personnel enseignant, mais sans proposer de remèdes aux désastres d'une centralisation immodérée, d'une législation obsolète et du corporatisme fossilisé du corps enseignant.

Considérer l'un et l'autre points est une nécessité évidente : comment changer ? Quelle autonomie, quelle réforme proposer ? C'est sur ces thèmes que les étudiants se sont mis en colère. A leurs yeux, le projet ministériel ne signifiait rien d'autre qu'une institutionnalisation des nombreuses discriminations qui existent déjà de fait entre les universités du Nord et celles du Sud, entre *les petites* et *les* grandes, entre les scientifiques et les littéraires, les travaux directement liés à l'industrie et les recherches intéressant moins les intérêts privés. Pour les étudiants, refuser cette « privatisation » voulait dire *défendre l'autonomie et la valeur de la* culture et, partant, l'indépendance du lieu voué à sa transmission, l'Université.

Après plus d'une décennie de reflux dans la sphère du privé, les étudiants italiens ont décidé de réapprendre à faire de la politique, en d'interminables assemblées générales qui ont surpris plus d'un observateur par leur sens de la démocratie, et, corrélativement, leur refus de céder aux tentations de la décision et de la délégation de pouvoir. Cette redécouverte de l'engagement étudiant, avec toutes ses limites, a été l'une des grandes conquêtes de 1990.

Les occupations d'université ont désormais cessé, dans l'attente des résultats du débat parlementaire et des promesses de modification des décrets ministériels, mais les étudiants ne semblent pas disposés à céder. Les problèmes demeurent : contrôle du budget de chaque université, transformation démocratique de leurs organes de gestion, incluant une forte représentation des étudiants, garantie d'un niveau de pédagogie et de recherche.

Il est criant que l'Université a besoin *d'une réforme. Encore celle-ci doit-elle* défendre, mieux, promouvoir, les droits de ses usagers : étudier et produire de la culture. ■

(Traduit de l'italien par Christian-Marc Bosseno)

Correspondance

Goytisolo et le monde arabe

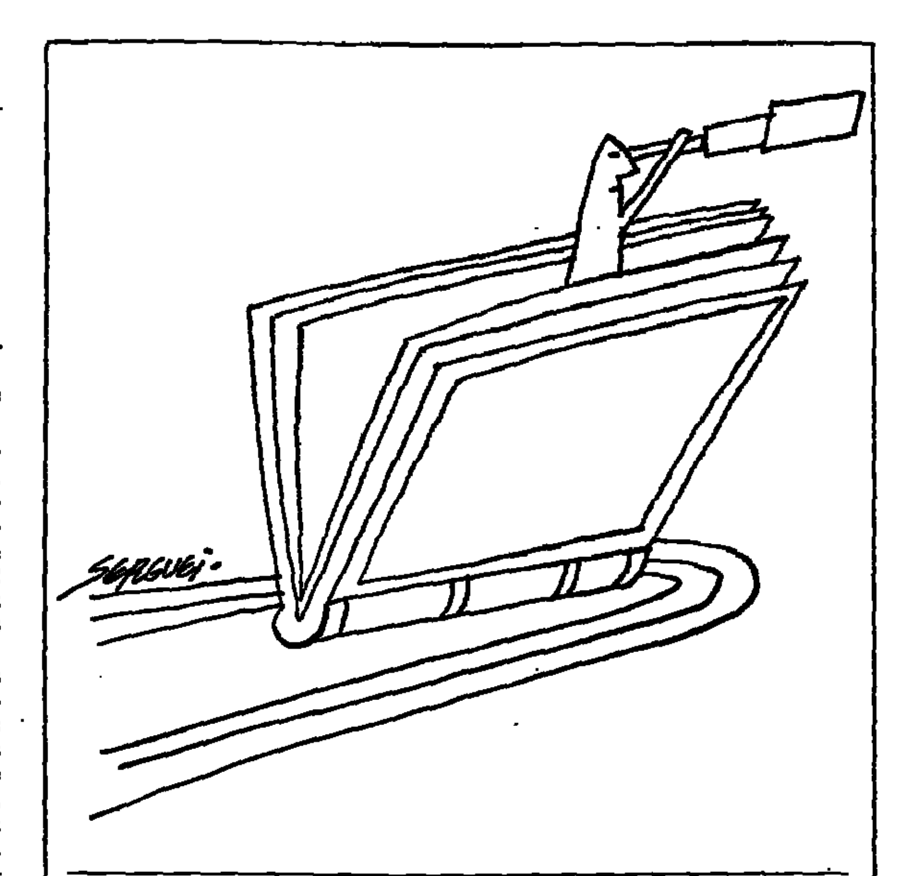
En réponse à l'article de Constantino Bertolo sur « Le cosmopolitisme du nouveau roman espagnol », publié dans le dernier numéro de Liber *(mars 1990), qui évoquait la* « vision colonialiste » *et l'*« esthétique paternaliste » *de Juan Goytisolo à l'égard du monde maghrébin, nous avons reçu la lettre suivante signée par Naguib Mahfouz (romancier, prix Nobel de littérature); Mahmoud Darwich (poète); Tahar Ben Jelloun (romancier et poète, prix Goncourt); Elias Sanbar (historien, rédacteur en chef de la* Revue d'études palestiniennes); *Farouk Mardam Bey (historien, conseiller à l'Institut du monde arabe à Paris); Kadhim Jihad (poète, traducteur en arabe de l'œuvre de Juan Goytisolo); Abdelkebir Khatibi (romancier et essayiste); Saâdi Yussef (poète); Abdelwahab Meddeb (romancier et essayiste); Edmond Amrane El-Maleh (romancier); Salim Barakat (poète et romancier); Edward Al-Kharrat (romancier); Faouaz Taraboulsi (essayiste); Joseph Semahe (essayiste et journaliste).*

Sans nous attarder à examiner en quoi consiste cette catégorie d'*esthétique paternaliste* jusque-là inconnue, allons au cœur de la question. Juan Goytisolo est un des écrivains européens les plus traduits en arabe et son œuvre a été largement et favorablement commentée dans nos meilleurs journaux et revues culturels de Beyrouth à Rabat. Edward Saïd, *le* dénonciateur le plus rigoureux des préjugés colonialistes concernant l'islam et les Arabes, dans son dernier essai, *Orientalism revised*, désigne précisément Juan Goytisolo comme l'exemple d'une nouvelle attitude humaine et esthétique qui, sans abandonner les valeurs humanistes de sa culture d'origine, favorise le mieux la connaissance du monde arabe dans toute sa complexité et sa richesse.

M. Bertolo croit-il qu'une œuvre « colonialiste » et « paternaliste » comme celle qu'il invente aurait pu être traduite et sollicitée avec enthousiasme par les écrivains, les journalistes et le public arabes ? Pense-t-il vraiment que nous, les Arabes, sommes tellement arriérés et ignorants que nous accueillerions ce qui nous aliénerait ? *Le préjugé absurde de M. Bertolo* est démenti par l'œuvre – romans et essais – de Juan Goytisolo ; œuvre novatrice, volontairement *métisse* et ouverte aux différences.

Ce parti pris, qui n'est plus de la critique, révèle plutôt le refus d'une moder*nité littéraire qu'il n'assimile pas. En* transformant ses phobies en jugements dogmatiques, il se comporte à l'instar de ces *critiques officiels* chargés de passer sous silence ou attaquer, selon les circonstances, certains auteurs atypiques et dont la nouveauté de l'art dérange ceux qui détiennent le pouvoir. Pareil comportement commun à l'Espagne franquiste, aux régimes récemment abattus des pays de l'Est et à certaines dictatures arabes, nous paraît incongru *dans un journal* qui, depuis ses débuts, a combattu avec courage pour la démocratie. Ou bien celle-ci n'a pas encore atteint les bastions culturels qui protègent des « critiques » tels que M. Bertolo ?

L'objectivité et l'honnêteté de l'information ne consistent pas à promouvoir continuellement et sous n'importe quel prétexte des écrivains « amis » et « bons » et administrer coup après coup à ceux qui, indépendamment de leur valeur et à cause de leur caractère d'exception, sont considérés par cette critique comme *dangereux* et *néfastes* par rapport aux œuvres *représentatives* de l'actualité littéraire. ■



EN BREF

□ **Comment enseigner l'Europe ? Et quelle Europe ?** – C'est à partir de ces interrogations que des professeurs d'école normale chargés de la formation des instituteurs travaillent depuis deux ans avec des partenaires allemands. Ils proposent aux enseignants en formation initiale et continue une réflexion théorique, tant *philosophique* qu'historique, autour de l'héritage culturel commun et une série de rencontres dans des lieux-symboles tels que Strasbourg ou Berlin. Parallèlement, ils ont ébauché un réseau d'échanges entre professeurs *et élèves-instituteurs des centres*, de formation de Bonneuil, dans le Val-de-Marne, et de Karlsruhe, qui devrait *déboucher sur une véritable mobilité* et une gestion commune de certains aspects au moins de l'enseignement. Ils envisagent, en direction des enfants, des activités privilégiant les aspects culturels, notamment à partir de classes de patrimoine organisées par et dans deux, *voire trois pays*. Ils souhaitent qu'en dépit des urgences auxquelles sont confrontés les systèmes d'éducation la formation à l'Europe puisse bénéficier de la priorité et de la reconnaissance institutionnelle *qui lui sont nécessaires et espèrent* que d'autres partenaires voudront bien se joindre à eux. (M. Charle, B. Fiszer, G. Navet, Y. Sabourdy, professeurs à l'école normale d'instituteurs du Val-de-Marne, avenue Jean-Rostand, 94380 Bonneuil.)

□ ***Une centaine d'écrivains affirment leur solidarité avec les éditions Gallimard.*** – Ces auteurs, parmi lesquels Maurice Blanchot, Michel Butor, *Cioran, Eugène Ionesco*, Patrick Modiano, Nathalie Sarraute, Michel Tournier, ont en effet annoncé leur décision de quitter la maison d'édition si *celle-ci venait à perdre son indépendance*. A l'origine de la crise, le conflit qui divise la famille Gallimard et qui pourrait avoir pour conséquence, à terme, la prise de contrôle de la société par un groupe financier. La Banque *nationale de Paris a provisoirement* calmé le jeu en rachetant une partie des actions. Mais pour combien de temps ? Gallimard, qui est aujourd'hui en France *le plus important des éditeurs indépendants*, et dont le fonds s'identifie pour une part au meilleur de la culture française du vingtième siècle, risquerait, en cas d'absorption par un groupe, d'être entraîné *dans une logique industrielle* contraire à sa tradition.

□ **Allemagnes 1990.** – Afin de *rendre hommage au rôle joué par* les artistes, les écrivains, les intellectuels dans les récents bouleversements de l'Europe, le deuxième Carrefour des *littératures européennes de* Strasbourg, du 8 au 11 novembre 1990, réunira plusieurs dizaines d'entre eux, venus d'Allemagne de l'Ouest et de l'Est, *mais aussi des minorités* allemandes de Roumanie, de Tchécoslovaquie, de Pologne, de Russie, des *pays baltes, auxquels s'ajouteront* des représentants des littératures alsacienne, autrichienne, suisse alémanique. Une grande exposition sera *organisée autour de la vitalité artisti*que du Berlin des années 30, de l'autodafé de 1933 et de l'exil en France ou ailleurs. (Renseignements auprès d'Alain Dugrand et Françoise Schöller, Strasbourg, tél. 88-23-22-98.)

□ **Un diplôme européen d'études de journalisme va être prochainement créé.** – A l'origine de cette initiative se trouvent trois écoles de journalisme de langue française : Strasbourg, Lille et Mons-Bruxelles, *qui se sont* concertées avec des établissements européens d'importance analogue, afin de met*tre en place un réseau* d'échanges linguistiques et historiques, destiné à répondre aux exigences d'un *« diplôme de journalisme »* véritablement européen. Ces enseignements, d'une durée d'un an, seront accessibles aux diplômés issus des écoles de journalisme membres de ce groupe, ou d'autres écoles d'Europe *occidentale officiellement* reconnues dans leur pays. Des cours de droit et d'histoire des institutions européennes seront dispensés aux étudiants. *Une part importante sera faite* à la connaissance de la pluralité culturelle européenne ; dans cette perspective, il est prévu qu'une partie de cette année d'études se déroule éventuellement dans plusieurs pays d'Europe.

□ **« Qu'est-ce qu'un analyste ? *Et comment le reconnaître* » ?** – Ces interrogations soulevées par Jacques-Alain Miller sont au cœur du débat qui déchire une fois de plus la communauté psychanalytique française. En relançant en décembre dernier l'idée de créer en France un ordre des psychanalystes comme il existe *déjà un ordre des médecins*, cinq analystes invitent leurs collègues à *« délimiter le champ et les modes d'efficacité de leur action »* et à *« énoncer publiquement les principes de la formation »* qui ouvre à l'exercice de la profession. Mais existe-t-il un modèle commun sur lequel tous les psychanalystes pourraient s'entendre ? Ceux qui s'opposent au projet *ne le croient pas*. Au nom des lacaniens, Jacques-Alain Miller estime qu'à la question de la définition de l'activité analytique il est impossible de donner *« une réponse valable pour tous et véritable pour tous, objective, sinon scientifique »*. Pour la Société psychanalytique de Paris, André Green *fait observer* qu'à la différence de l'ordre des médecins *« l'instance ordinale psychanalytique ne fondera son autorité que sur un présupposé : que tous ceux qui sont en faveur de sa création possèdent une qualification psychanalytique indiscutable »*. Car comment fixer les *critères de qualification* ?